

« Sans Visa » : Mogadiscio

Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 14951 - 7 F

SAMEDI 20 FÉVRIER 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

La guerre dans l'ex-Yougoslavie et les divergences entre M. Eltsine et le Parlement

En cas de victoire de l'opposition aux élections législatives

Terre brûlée en Bosnie

JAMAIS le drame de l'ex-Yougoslavie n'aura paru si désespérant qu'au cœur de cet hiver, sous la neige de Sarajevo. D'ores et déjà, les quelques quatre cent mille survivants de la capitale bosnienne ont subi un siège de dix mois; déjà la communauté internationale leur a envoyé une aide équivalente à celle fournie aux prisonniers du blocus de Berlin, en 1948-1949.

En Bosnie orientale, loin des caméras de Sarajevo, des dizaines de milliers de personnes souffrent plus durement encore - parfois depuis de longs mois - des rigueurs du climat et des cruautés de l'ennemi. Surpopulation de réfugiés, bombardements et affamés par les milices serbes, les enclaves musulmanes dans la vallée de la Drina - Srebrenica, Gorazda, Cerska - ne doivent leur salut provisoire qu'au fragile cordon ombilical maintenu par les convois de ravitaillement qu'organise le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR).

DANS cette région limitrophe de la Serbie - et dont la contrée doit leur échapper, selon le plan de paix Vance-Owen - les combattants serbes ont un objectif transparent : enlever par les armes le maximum de territoire après en avoir expulsé la population musulmane. D'où l'effrayant spectacle qu'offre la « purification ethnique » en action, dans les ruines de ces villages incendiés, comme à Kamenica, la dernière des localités conquises.

Victimes de cette politique de la terre brûlée, des milliers de familles préfèrent quitter leurs bourgades, quand il est encore temps, en empruntant les « biens mal nommés » - couloirs humanitaires - Aïnel, les chefs de guerre redessinent à coup de charniers et d'exodes forcés les futures frontières régionales, avec la bénédiction ou les encouragements discrets des autorités serbes bosniaques et du gouvernement de Belgrade. Ainsi confirmant - il - l'on en doutait - qu'il s'agit d'entendre modifier par la force le « carte » de la Bosnie imaginée par MM. Vance et Owen, et surtout qu'ils n'ont rien renoncé à leur rêve d'une « grande Serbie » au territoire homogène.

LES « nettoyeurs ethniques » estiment que le temps travaille pour eux. Rien ne semble dans l'immédiat devoir contrarier leurs projets. Ils ont accueilli avec quelque soulagement l'engagement diplomatique en Bosnie de M. Bill Clinton, dont ils craignent une initiative plus « musclée ». Ils ne peuvent en outre que se réjouir de l'attitude pro-serbe ouvertement affichée par le Parlement russe en vue d'embarrasser le président Boris Eltsine.

Dans un tel contexte, on peut comprendre la décision du HCR - dont les délégués sur place ont travaillé dans des conditions souvent héroïques - de suspendre l'aide internationale à la Bosnie pour protester contre l'usage politique qu'en font les belligérants. Par ce coup d'éclat, le HCR entend mettre sa mainmise, l'ONU - dont elle partage l'impuissance - devant ses responsabilités. Pourtant, à long terme, la décision du HCR n'est pas tenable. Seul à renoncer au devoir d'assistance envers une population civile qui paie pour les crimes des fauteurs de guerre de tous bords.

Lire nos informations page 3

M0147 - 0220 0 - 7.00 F



Les députés russes demandent des sanctions contre la Croatie

Tandis que M. Eltsine proposait à nouveau une trêve politique, le Parlement a durci sa position en matière de politique étrangère : il a chargé, jeudi 18 février, le gouvernement de demander des sanctions contre la Croatie au Conseil de sécurité. Le ministre des affaires étrangères, M. Kozirev, est en revanche favorable à une participation de troupes russes et de l'OTAN pour faire appliquer le plan Vance-Owen en Bosnie.

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Chemise vieux rose et gilet Jacquard - le président, ne l'oublions pas, est en vacances dans sa datcha des environs de Moscou - M. Boris Eltsine s'est adressé, jeudi 18 février en début de soirée, à ses concitoyens : il a voulu, une nouvelle fois, les convaincre de sa bonne foi et de son esprit d'ouverture dans le conflit qui l'oppose au Congrès des députés, et dont l'objet est de mettre au point un nouvel équilibre institutionnel dans un pays qui vit toujours sous la Constitution, certes légèrement amendée, d'octobre 1977.

Répétant, sur le ton du chef de famille enseignant de ses respon-

sabilités, que la Russie « fatiguée de la tension et la confrontation » avait d'abord besoin de stabilité, le président russe a renouvelé, la main sur le cœur, sa proposition d'un « moratoire », d'une trêve de Dieu et quelque sorte, au cours de laquelle les différentes forces politiques mettraient de côté leurs divergences pour travailler ensemble. « Nous avons trop de choses à faire pour perdre notre temps et nos forces dans une lutte inutile », a-t-il ainsi déclaré à ses « chers citoyens russes ».

Le Congrès des députés est-il prêt à enterrer la bache de guerre?

JOSE-ALAIN FRALON

Lire la suite page 3

Le plan d'austérité de M. Clinton

Un accueil généralement favorable

Lire les articles d'ALAIN FRACHON et de SERGE MARTI page 4

L'élection présidentielle au Sénégal

Après une campagne électorale décevante, M. Abdou Diouf n'est pas assuré de l'emporter

Lire l'article de MARIE-PIERRE SUBTIL page 8

Nafrage d'un ferry haïtien

Plus d'un millier de morts

Lire l'article de JEAN-MICHEL CAROIT page 13

Le sommaire complet se trouve page 24

Le grand rabbinat d'Israël à l'encan

Les deux chefs religieux de l'Etat juif seront élus dimanche 21 février

La campagne a été marquée par de rudes règlements de comptes

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Les juifs incrédules et anticléricals, qui sont légion en Israël, n'auraient pu rêver mieux. Jamais la sécularité des « pères » du judaïsme institutionnel dans l'Etat hébreu n'avait donné lieu à pareil déferlement de bassesses entre les candidats et leurs affidés.

Eberluée, scandalisée, ironique ou carrément grinçante, la presse israélienne en fait ses choux gras : sexe, mensonge et corruption; « une honte, une farce, une pantalonnade ». Jamais, depuis la

création, en 1922, du grand rabbinat, l'élection de ceux qui vont avoir la haute main sur l'institution pendant les dix prochaines années n'aura donné lieu à pareil débâcle.

La campagne pour la suppression pure et simple d'un organisme qui, au nom de l'Etat, dit le droit juïque et régit la vie civile juive, du berceau au cimetière en passant par le mariage, le divorce et les règles alimentaires casber, est répartie comme jamais.

Elle resurgit périodiquement dans une société de plus en plus laïque. Aux arguments tradition-

nels de ceux qui veulent l'abattre - le grand rabbinat serait « surpuissant, inutile » voire « liberticide » - la campagne électorale « la plus sale qui ait été vue dans le pays » a fourni une épithète de plus : « guignolesque ».

Six rabbins sont en lice. Les vainqueurs seront choisis, le 21 février, à bulletin secret, par un collège électoral de cent cinquante hommes : quatre-vingts rabbins, soixante-dix notables laïcs, maires de grandes villes et députés.

PATRICE CLAUDE

Lire la suite page 5

SANS VISA

■ Mogadiscio, pas la paix, l'accalmie. ■ Indiana Kitch. ■ Travelling pour un désert. ■ Sur les pas de Haydn. ■ Cap sur le Vietnam. ■ Ché! du cargo! ■ Minirets malais, per Tahar Ben Jalloun. ■ Les jeux. ■ La chronique de La Reynière: « Le fromage, esprit du vin. » ■ L'Australie de vigna en vigna.

page 25 à 32

POINT DE VUE

Fausse et vraies querelles constitutionnelles

par Georges Vedel

Les débats sur une révision éventuelle de la Constitution seront sans doute difficiles et peut-être complexes. C'est inévitable et même sain. Mais ils ne gagneraient rien à être confus. Or, c'est ce qui se produit inévitablement si l'on veut engager une discussion sur les mérites comparés du

régime présidentiel et du régime parlementaire en partant d'un cœoresens et, de surcroît, en déduire la durée idéale du mandat du président. Faudra-t-il répéter une fois de plus qu'en l'an de grâce 1993 le régime présidentiel n'est pas celui dans lequel un président tout-puissant domeste un Congrès à ses ordres et que, pas davantage, le régime parlementaire

n'est celui où le Parlement subjugue un exécutif à sa dévotion sous la menace de la révocation?

Lire la suite page 11

► M. Georges Vedel est ancien doyen de la faculté de droit de Paris et ancien membre du Conseil constitutionnel. Il présidait la commission consultative pour la révision de la Constitution qui a remis son rapport lundi 15 février au président de la République.



Daniel Boulanger

URSACQ

roman

A LA COURTE PAILLE

retouches

nrf

GALLIMARD

AU COURRIER DU Monde

TUNISIE

Le droit de penser

Le Monde a annoncé, le 10 février, l'arrestation de M. Salah Hamzaoui dans son pays, la Tunisie (1). J'ignore tout de ce Comité pour la défense des prisonniers d'opinion dont il est le coordinateur, bien que ces mots rappellent les comités auxquels nous participions, vers les années 50, afin d'aider les animateurs de l'indépendance tunisienne alors menacés. M. Hamzaoui est un brillant sociologue et il est connu de nos universités. De 1961 à 1964, il a bien voulu m'accompagner, avec d'autres étudiants, à l'étude d'un village du Sud. Il fut un collaborateur attentif, passionné et heureusement critique.

Il venait d'une famille modeste, installée à Mélassine, une banlieue qu'on n'appelle pas alors un bidonville, et il avait notre attention par son assiduité aux bibliothèques universitaires : il ne pouvait lire chez lui. Il m'a paru l'exemple de ce que la jeune Tunisie a accompli de plus noble et de plus efficace : la formation par l'école. Celui qui a conquis la liberté par l'éducation ne jouit-il pas aussi du droit de penser ? Il serait consternant que le pays que nous avons aimé efface la part la plus respectable de son jeune héritage.

JEAN DUVIGNAUD
Université Paris-VII

(1) NDLR. M. Salah Hamzaoui vient d'être mis en liberté provisoire mais reste inculpé.

PROCHE-ORIENT

Les bons intégristes

Le bannissement de quelque quatre cents militants du Hamas par Israël continue de provoquer sa critique, sa réprobation, une exceptionnelle levée de boucliers.

En Algérie, en Égypte, en Tunisie, en Syrie, dans les pays du Golfe, c'est par dizaines de milliers que sont emprisonnés, torturés, condamnés à des peines de prison et de mort les intégristes. Le Conseil de sécurité s'est-il réuni ? A-t-il sévi ? Les télévisions se sont-elles mobilisées pour les « quatre cents » emprisonnés, chauffés et ravitaillés, possédant avec complaisance ? L'intransigeance des intégristes aux ordres de Tébérân, et celle des Libanais, aux ordres de Damas, a fait avorter tous les compromis imaginés par Israël. C'est Israël qu'on accuse d'intransigeance.

Or Israël se défend contre le terrorisme intégriste comme font l'Égypte, la Tunisie, l'Algérie et les autres pays arabes. Avec la différence qu'il le fait en nation civilisée. Il ne bombarde pas au gaz de combat ses intégristes, comme Saddam Hussein. Il n'expulse pas, comme le Koweït l'a fait après la guerre du Golfe, quatre cent mille Palestiniens qui avaient collaboré avec l'agresseur irakien.

Deux lois sont appliquées dans l'arène internationale. Une loi pour l'État juif, une loi pour les États arabes.

Or l'antisémitisme est tout simplement la pratique de l'inégalité entre juifs et non-juifs.

PAUL GINIEWSKI
Paris

BOSNIE

Ceux qui prennent les armes

Dans le Monde du 16 février, vous repreniez l'article de l'In-Dependent sur les « mercenaires » de Bosnie. Je suis scandalisé qu'on puisse manipuler ainsi la langue : mercenaire – on peut le vérifier dans tous les dictionnaires – signifie homme vénal, tout particulièrement « le vil mercenaire » qui sert une armée pour de l'argent.

Or les hommes dont on nous parle tiennent un profit dérisoire, sinon nul, de leur dangereuse et courageuse activité, et presque tous se réclament de l'esprit des brigades internationales.

Il est évident que certains d'entre eux sont plus des têtes brûlées que des idéalistes, mais l'emploi du terme « mercenaires » ne me semble nullement innocent : les gouverne-

ments français et anglais et une partie de la presse de ces pays font tout pour réduire la tragédie yougoslave à une querelle de tribus arrières et justifier ainsi leur résignation devant le droit du plus fort.

Triste époque qui réduit tout à l'argent et à la violence aveugle : ceux qui combattent aux côtés des républicains espagnols seraient présentés aujourd'hui comme des Rambo ou autres Exterminator. Comme l'Espagne conquise par une armée rebelle, la Bosnie a été contestée par les armes : on aime-rait un peu de respect pour ceux qui, parfois, en désespoir de cause, prennent les armes.

Et c'est un pacifiste qui parle ici, mais un pacifiste qui n'admet pas que face à l'intolérable on renonce à la lutte d'un Giono ou d'un Alain en 1939.

MICHEL POLAC
Paris

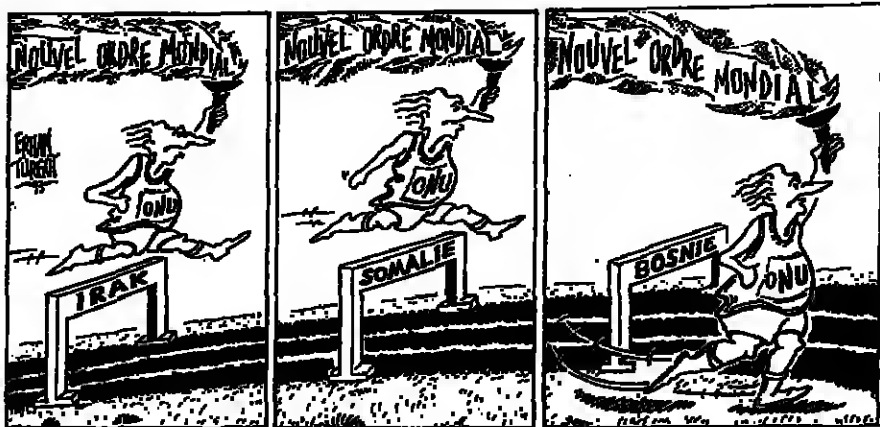
VIOL

Le destin des femmes

On viole et on a violé des milliers de femmes dans l'ex-Yugoslavie. Cette horreur – qui ne doit pas faire oublier que le viol est un acte que dans tous les pays du monde des femmes subissent chaque jour – n'est cependant pas évoquée avec l'insistance qu'il s'impose. Tout se passe comme si, après l'avoir dénoncé, on abandonnait ce fait à l'histoire de la guerre, à sa barbarie, à quelque inéluctable destin des femmes que le progrès semblerait oublier lorsque se réveille l'instinct des mâles.

Je suis toujours surpris que l'on puisse parler du viol comme d'une régression. Ce faisant, on implique qu'il est un retour à un état « antérieur », celui de l'homme non civilisé qui n'a pas compris que la femme est son égal et que même si elle est physiquement plus faible que lui, elle ne saurait être violée. C'est faire du viol la tentation instinctive de l'homme naturel et il se trouve toujours, à toutes les époques, quelque rousséiste ou tenant de ces théories – là pour expliquer – sinon justifier, –

TRAIT LIBRE



MICHEL BESSAGUET
Paris

EMPLOI

Un ministre du chômage

Le gouvernement issu des prochaines législatives ferait sans doute preuve d'audace s'il consentait à débaptiser le ministère du travail (il y en a de moins en moins) pour lui préférer le ministère du chômage (il y en a de plus en plus). Les trois (quatre ? cinq ?) millions de chômeurs français déboussolés seraient alors moins seuls, ayant en fin de compte quelqu'un à qui parler, quelqu'un qui parlerait pour eux. Les mots, qui ne sont pas innocents, désigneraient enfin au cœur des institutions, sans distorsion sémantique, un phénomène douloureux qui ne se prêterait plus à l'exquise esquivance de la langue de bois.

Mais qui, dans la classe politique française, voudrait être le premier ministre du chômage de la V^e République ?

RACISME

Le projet politique d'Alexis Carrel

PERMETTEZ-MOI d'apporter quelques compléments à l'article de Michel Delberghe sur l'œuvre éugéniste d'Alexis Carrel et sur les difficultés qu'elle suscite à la faculté lyonnaise portant son nom (Le Monde du 24 décembre 1992). Après avoir évoqué L'Homme, cet inconnu, dans le cadre d'une thèse de philosophie, consacrée à la biopolitique, je crois pouvoir dire que l'intérêt de cette œuvre tient au projet politique qu'elle propose, bien plus qu'à l'idéologie éugéniste qui la sous-tend.

Carrel présente un projet de renversement de la civilisation industrielle qui serait mis en œuvre par une minorité vivant en marge de la société, puis venant finalement à bout de « la majorité jouissante et aveugle », au besoin par « une révolution destructrice » ; le pouvoir serait en fait exercé sous le contrôle d'un groupe de savants veillant à la sauvegarde « du corps et de l'âme d'une grande race » et bénéficiant de la synergie d'un cerveau unique. Le principe politique de ce régime serait le refus de l'égalité démocratique, le « déficient » n'ayant pas les mêmes droits que l'intelligence supérieure. La société pourrait, grâce aux chambres à gaz, « disposer de façon humaine et économique », non seulement des criminels, mais aussi, au moindre signe de déviance, de tous les idiots moraux conservés par la médecine moderne, fussent-ils seulement coupables « d'avoir dépouillé les pauvres » ou « gouverné trompé la confiance du public » ; « nous ne pouvons pas nous en passer », écrit-il, « la justice internationale ».

Pour Carrel, la société n'a pas à rechercher l'intention morale de l'acte, « elle ne peut continuer à prétendre discerner les responsables des non-réponses ».

A négliger cet aspect politique, on risque de mal discerner le caractère de l'école-lascisme qui a fasciné un Front national au point de l'inciter à reconnaître en Carrel un père spirituel.

JEAN-PIERRE CAMBIER
Lyon

BACCALAURÉAT

Pénaliser les audacieux

Le nouveau bac comporte une mesure passée inaperçue, mais qui risque de se révéler lourde de conséquences : les points des matières facultatives seront comptabilisés en plus ou en moins des points de l'option sera choisie par l'élève.

Celui qui fera l'effort supplémentaire de passer une matière facultative, deux ou trois matières en option sera pénalisé s'il obtient moins que la moyenne !

Pourquoi alors prendre ce risque ? Cette mesure conduit tout droit à la diminution des inscriptions dans les matières à option facultative, donc progressivement à la suppression de ces matières et des postes des professeurs qui les enseignent.

MAX GORINS
Lésigny (Seine-et-Marne)

SERVICE NATIONAL

L'exemption d'un patron

DANS un article paru dans le Monde du 28 janvier, intitulé « Homme de troupe ou chef d'entreprise », vous relatez les difficultés rencontrées par M. Thierry Boisseau pour être exempté de ses obligations de service national.

Sans vouloir entretenir une polémique, j'estime néanmoins nécessaire de relever deux laxismes dans le texte.

Tout d'abord, aux termes des dispositions de l'article L. 32 du code du service national, des décisions de l'espèce n'appartiennent pas au préfet, qui ne dispose que d'un pouvoir de proposition, mais à une commission régionale comprenant, sous la présidence du préfet de région, le général commandant la division militaire, le chef du service régional des affaires sanitaires et sociales, ou leur représentant, un conseiller général et un magistrat.

Par ailleurs vous écrivez « le pré-fet des Pyrénées-Orientales a motivé son refus ou prétend que Thierry Boisseau avait moins de deux ans de gérance à la tête de la SARL ».

Il ne s'agit pas, en la circonstance, d'un prétexte mais d'une raison légale non équivoque résultant du texte précité qui précise, dans son 5^e alinéa : « Peut, en outre, demander à être dispensé des obligations de service national actif les jeunes gens, chef d'une entreprise depuis deux ans ou moins, dont l'incorporation aurait des conséquences inévitables sur l'emploi de salariés par cessation de l'activité de cette entreprise ».

Il incombe au représentant de l'État dans le département d'appliquer la loi qui, en l'occurrence, ne laisse pas place à l'interprétation.

J'ajoute que les droits du requérant ont été préservés, qui a déposé un recours en annulation devant le tribunal administratif de Montpellier dont il est sage d'attendre la décision.

Pierre STEINMETZ,
préfet des Pyrénées-Orientales.

VIETNAM

Morts par erreur

Je pense que beaucoup de ceux qui, comme moi, ont combattu au Vietnam et nombre de familles des 25 000 Français qui y ont trouvé la mort auront été choqués d'apprendre que le président de la République avait qualifié d'« erreur » la guerre française en Indochine.

Si avoir tenté d'épargner à un peuple auquel nous attachions tant de liens historiques et affectifs un régime de terreur et d'oppression dont on peut juger les mérites après quarante ans constitue une « erreur », alors qu'on laisse en paix le maréchal Mobutu, les bandes armées somaliennes et les Khmers rouges.

Contre-amiral (CR)
F. JOURDIER
Toulon

AFRIQUE

La responsabilité de la France

COMBIEN faudra-t-il d'assassinats de diplomates ou de ressortissants de notre pays, combien encore de civils africains massacrés pour que le gouvernement français comprenne et, enfin, réagisse ?

Alors que les États-Unis eux-mêmes ont libéralisé leur arrière-cour en Amérique latine, que la chape de plomb totalitaire ne pèse plus à l'Est, la France se retrouve, comme dans les années d'après-guerre, dans la position difficile d'une puissance coloniale dépassée par le mouvement des peuples. Si rien n'est accompli, cette image archaïque d'une France qui se voudrait impériale, bien qu'elle n'en ait plus les moyens, restera sans doute comme le plus grand échec extérieur du décaissement de François Mitterrand – surtout si on rapporte cruellement la situation actuelle aux illusions lyriques de Cancun.

Le temps semble pourtant compté pour les Mobutu, Eyadéma et ceux qui, ici ou là-bas, les soutiennent aveuglément. Par intérêt national bien compris, peut-être que même la haute administration comprendra bientôt que d'obstacles en reculs, ces petites lâchetés en compromissions, l'addition sera à terme toujours plus élevée pour l'ancienne puissance coloniale.

Se rend-on bien compte que, parmi la jeunesse africaine, la France est aujourd'hui en passe d'être haine à la mesure de l'espoir qu'elle avait suscité ?

Chacun, dans les allées du pouvoir, sait qu'au Togo, au Zaïre, les dictatures ne tiendraient pas un mois devant la volonté clairement affirmée de la France, appuyée sur ses alliés occidentaux. Il suffirait de quelques gesticulations diplomatiques et militaires – donc le pouvoir a l'habitude – de faire confiance aux instances légitimes issues des conférences nationales, voire de rétablir l'ordre à leur profit. Protéger les ressortissants français sans doute, envoyer l'armée peut-être, mais pour une dernière fois en faveur de la démocratie !

MICHEL GALY
Toulouse

UN LIVRE

Les néo-vagabonds

S. D. F.
SANS DOMICILE FIXE
d'Antoine Silber
et Rahmatou Keita
Lattès, 191 p., 110 F.

Dans une société où chacun peut revendiquer le droit d'être nourri et chauffé, pourquoi des gens se mettent-ils en situation d'avoir faim et d'avoir froid ? C'est la première question que l'on se pose à propos de ceux qui s'appellent jadis des vagabonds et que notre époque biscomme appelle les sans domicile fixe – ou SDF puisqu'il faut à tout prix des initiales.

On a beaucoup parlé d'eux il y a quelques semaines, en période de grand froid. On reparlera sans doute d'eux l'an prochain quand le thermomètre baissera de nouveau. Pour les médias, c'est un sujet saisonnier, un « manonnière ». Les habitants des grandes villes ne cessent pourtant de les croiser, tout au long de l'année, avec gêne ou agacement. Ces « sans domicile fixe » qui, le plus souvent, n'ont pas de domicile du tout, seraient, paraît-il, plusieurs dizaines de milliers.

Deux journalistes, Antoine Silber et Rahmatou Keita, ont passé une année sur des bancs publics, dans des couloirs de métro ou des halls de gare, pour donner la parole à ces hommes et ces femmes qui l'ont perdue. Objets parfaitement attentifs, leur livre, composé de courts chapitres, est un superbe reportage au cœur de nos solitudes urbaines, sans grandiloquence, sans exar-

ces de style inutile. Les SDF ont, comme tout le monde, des joies et des peines, de gros chagrins et de petits problèmes. Ils sont toujours « eux » quelque chose : ex-prisonnier, ex-ouvrier, ex-cadre dynamique, ex-play boy, voire ex-bedeau ou ex-plus jeune bachelier de France... Un jour, leur vie a basculé. Ils ne s'en sont pas aperçus tout de suite. C'était, au départ, une prise de distance, des « vacances » à quelques mois. Puis, la dégringolade a commencé. Et, de cassure en cassure, ils se sont retrouvés dans la rue, s'habituant à une vie en marge, marquée par beaucoup plus d'humiliations et de violence qu'on n'imagine.

Il reste quelques clochards pittoresques, « intégrés » si l'on peut dire, comme Joël-Cœur, à Passy, qui fait la manche en professionnel, a une vraie clientèle et offre des fleurs à ses bienfaitrices... Mais, dans l'ensemble, le paysage a bien changé. Nos villes comptent de moins en moins de bancs. Aujourd'hui, il faut payer partout, même pour pisser. Des zozzards inquiétants hantent la nuit. Le livre de rouge cède la place à la seringue...

Après avoir raflemé le livre d'Antoine Silber et Rahmatou Keita, on ne peut plus regarder de la même façon ces hommes hâlés et ces femmes cabossées, transportant tous leurs biens dans un vieux sac. Mais il est vrai que, la plupart du temps, on préfère détourner le regard.

ROBERT SOLÉ

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lesourne, gérant
directeur de la publication
Bruno Freppel
directeur de la rédaction
Jacques Guille
directeur de la gestion
Manuel Lucbert
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
juges au directeur
de la rédaction
Yves Agnès
Jacques Amélie
Thomas Fereix
Philippe Hermant
Jacques-François Simon

Daniel Vernet
directeur
des relations internationales

Anciens directeurs :
Hubert Benne-Méry (1944-1959)
Jacques Fauret (1959-1982)
André Laurens (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : 01 40 46 25 25
Télécopieur : 40 46 25 29
ADMINISTRATIVE :
1, PLACE HUBERT-BENNE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : 01 40 05 25 25
Télécopieur : 40 46 30 10

محمان العدل

ÉTRANGER

Après accord entre les membres permanents du Conseil de sécurité

Un tribunal international pour juger les crimes de guerre dans l'ex-Yougoslavie pourrait être créé

Les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies se sont mis d'accord, jeudi 18 février, sur un projet de résolution décidant la création d'un tribunal international pour juger les personnes responsables de violations graves du droit humanitaire international dans l'ex-Yougoslavie après le 1^{er} janvier 1991, a-t-on appris de sources diplomatiques. Les derniers détails du texte ont été mis au point lors de deux réunions, à la mission française au siège de l'ONU, entre conseillers juridiques des États-Unis, de la Chine, de la France, de la Grande-Bretagne et de la Russie.

Le projet de résolution, préparé à l'initiative de la France, va maintenant être présenté aux dix autres membres du Conseil de sécurité. Il pourrait être formellement adopté au début de semaine prochaine. Le groupe des cinq pays non alignés membres du Conseil (Maroc, Pakistan, Djibouti, Cap-Vert, Venezuela) a d'ores et déjà exprimé son soutien à l'idée qui, espère un diplomate musulman, influera sur le cours des négociations inter-bosniaques. Le projet de résolution demande au secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, de formuler le plus

tôt possible des propositions concrètes sur la manière dont le tribunal pourrait être créé et ensuite fonctionner. Des experts français et italiens ont déjà présenté séparément des propositions à ce sujet.

Une seconde résolution, basée sur le rapport de M. Boutros-Ghali, devra être votée avant que le tribunal ne se mette en place. Lors des consultations ayant précédé l'accord de jeudi, la Chine s'est montrée fermement opposée à toute référence en chapitre VII de la Charte de l'ONU (menace d'un recours à la force) pour la mise en place du tribunal.

Prorogation du mandat de la FORPRONU

Le texte de jeudi constate simplement que les violations généralisées du droit humanitaire international dans l'ex-Yougoslavie constituent une « menace à la paix et à la sécurité internationales ». Le Conseil de sécurité devait, en outre, adopter vendredi une résolution visant à proroger de six semaines le mandat de la Force de protection des Nations unies (FORPRONU) dans l'ex-Yougoslavie, ce modifiant les règles d'enga-

gement des « casques bleus » afin de renforcer leur capacité de riposte en Croatie notamment, ont indiqué des sources diplomatiques. A la demande de la France, principal pays contributeur en troupes - environ 4 700 « casques bleus » - parmi les 23 000 que compte la FORPRONU dans l'ex-Yougoslavie, l'ensemble de la force sera placée sous un mandat faisant référence au chapitre VII de la Charte de l'ONU, qui autorise le recours à la force pour faire appliquer les décisions du Conseil.

D'autre part, M. Boutros-Ghali a demandé au haut-commissaire des Nations unies pour les réfugiés, M. Sadako Ogata, d'ordonner la reprise de l'aide humanitaire vers la Bosnie-Herzégovine, a indiqué le président du Conseil de sécurité, M. Ahmed Soussi. M. Ogata a décidé mercredi de suspendre les opérations d'assistance humanitaire en Bosnie en raison des entraves mises par les belligérants à l'acheminement de cette aide (le Monde du 19 février).

Sur place, un convoi d'aide humanitaire bloqué dans l'est de la Bosnie-Herzégovine pourrait atteindre les localités musulmanes assiégées de Gorazde et de Zepa vendredi, ce qui permettrait une

reprise, dès samedi du ravitaillement de Sarajevo, a déclaré jeudi à l'AFP le général Philippe Morillon, commandant de la FORPRONU en Bosnie. Les Serbes n'ont, en effet, accordé jeudi l'autorisation de passage à ce convoi après l'avoir empêché de passer pendant plusieurs jours. La route est, toutefois, en partie détruite, ce qui risque de retarder l'acheminement des secours.

Dès que les convois atteindront les forces bosniaques qui protègent les deux enclaves musulmanes de Gorazde et de Zepa, le président Alija Izetbegovic en sera informé. « Cela pourrait l'amener à prendre la décision d'autoriser le ravitaillement de Sarajevo », a expliqué le général Morillon, ajoutant que le président bosniaque avait « promis » de prendre cette décision. Le ravitaillement de Sarajevo est interrompu depuis le 11 février, par solidarité avec les enclaves de l'est de la Bosnie où seulement 720 tonnes d'aide humanitaire sont parvenues à destination depuis le début de la guerre en Bosnie, selon le gouvernement bosniaque. - (AFP, Reuters)

russe, d'annuler la signature du Parlement au bas du texte soutenant les sanctions contre Belgrade.

Le même jour pourtant, le ministre russe des affaires étrangères, Andreï Kozirev, déclarait au contraire, à propos des moyens d'appliquer le plan Owen-Vance, qu'il était possible d'envisager une échelle commune « des infrastructures de l'OTAN et des contingents russes » en Bosnie.

Ce qui serait un pas sans précédent, même si le chef de la diplomatie russe a pris soin de souligner qu'il est « totalement hors de question » d'envisager une implication de l'OTAN « séparée du plan Vance-Owen ». - (AFP, Reuters)

JOSE-ALAIN FRALON

Lors d'une tournée dans les Balkans

Le président Ozaï apporte son soutien à la Macédoine et à l'Albanie

M. Turgut Ozaï, président de la République turque, effectue actuellement une tournée dans les Balkans, qui l'a conduit en Bulgarie, en Macédoine, en Albanie et qui doit s'achever en fin de semaine en Croatie. « A Skopje », M. Ozaï a déclaré que la Turquie appuiera l'admission de l'Albanie à l'Organisation des États de l'Europe du Sud-Est (OSEE) et que les deux pays allaient prochainement échanger des ambassadeurs. M. Ozaï a également rencontré à Skopje des Albanais du Kosovo qui lui ont demandé de les aider à « internationaliser le problème du Kosovo et à réaliser le droit des Albanais à l'autodétermination ».

A Tirana, où il est arrivé jeudi 18 février, le président turc a promis à son homologue albanais, M. Saliu Berisha, qu'Ankara allait apporter une aide technique à la modernisation de l'armée albanaise et envoyer des instructeurs. - (AFP)

En visite à Istanbul

L'amiral Lanxade prône la coopération franco-turque en matière de sécurité et de défense

La France et la Turquie ont « fondamentalement intérêt à travailler ensemble » pour la sécurité des Balkans, du Caucase et du Proche-Orient dans une « coopération de sécurité et de défense » qui est le « volet essentiel » de la coopération politique, a déclaré à Istanbul le chef d'état-major français, l'amiral Jacques Lanxade.

L'amiral Lanxade s'est déclaré « frappé par la qualité et la volonté des échanges » de la part de l'armée turque lors de ses contacts avec son bête et homologues le général Dogan Gures, affirmant qu'il y avait « la même volonté du côté français ».

Le chef d'état-major français, qui s'est aussi entretenu avec le ministre de la défense Nevzat Ayaz et le premier ministre Süleyman Demirel, a évoqué notamment la présence française aux côtés des alliés turcs, américains et britanniques à l'occlusion en Turquie pour faire respecter la zone d'exclusion de vol dans le nord de l'Irak et porter secours aux Kurdes irakiens. A propos de l'action humanitaire en Bosnie, il a fait état de son « regret » après la mort de deux soldats français tués par des tireurs bosniaques, et a ajouté : « J'espère que nos amis turcs nous aideront à faire comprendre aux Bosniaques que ce n'est pas la solution. » - (AFP)

Le Parlement russe demande des sanctions contre la Croatie

Suite de la première page

Si M. Boris Eltsine l'espère, il ne semble pas en être persuadé tant les tâches qu'il a dévolues en direction des députés ont été ardues. Pénétré du « désir irrépressible de se substituer à tous et à tout », le Congrès, selon M. Eltsine, fait toujours sien le slogan leniniste de « tout le pouvoir aux soviets ».

Concrètement, le président russe propose, en attendant des élections anticipées - au printemps 1994 pour les législatives et un an plus tard pour la présidentielle -, une « séparation des pouvoirs ». Ainsi, le Congrès devrait renoncer à interférer dans le travail du gouvernement, tout en gardant le droit de regard sur la politique étrangère et la sécurité. Quant au président, il abandonnerait, lui, la pratique des décrets, notamment dans le domaine économique. Au cas où l'une des deux parties ne respecterait pas ce *modus vivendi*, il appartiendrait à la Cour constitutionnelle de la sanctionner. Le président pourrait ainsi « être démis de ses fonctions » et le Congrès « dissous ».

Encore faut-il que les députés acceptent cette proposition de compromis. Un groupe de travail parlementaire - cinq « hommes du président » et cinq du Congrès - a été mis sur pied, qui devrait rendre ses conclusions dans une dizaine de jours. Au cas où ce groupe ne parviendrait à aucun accord, M. Boris Eltsine se résoudrait alors à faire appel directement au peuple pour que celui-ci tranche, par référendum.

Marché de dupes ?

En l'absence du président du Parlement, M. Roustan Khassoulatov, en visite en Sibérie, les premières réactions des députés aux propositions du président semblent, pour le moment, plutôt positives. Ainsi M. Mikhail Mitoukov, président de la commission des lois, a estimé que les propositions présidentielles ne constituaient qu'une « tentative de tirer la couverture à soi ».

M. Eltsine n'a-t-il pas, en fait, proposé un marché de dupes aux députés ? Car renoncer, pour le président, à certains de ses pouvoirs en faveur du gouvernement est un sacrifice bien léger puisque ce gouvernement, même avec son nouveau premier ministre, a montré sa fidélité à la politique inspi-

rée par Boris Eltsine. Un gouvernement, qui, ce revanche, semble se soucier comme d'une guigne des recommandations du Parlement.

Une nouvelle preuve de cette mise à l'écart des parlementaires a coïncidé avec, jeudi, la proposition de la politique russe à l'égard de l'ex-Yougoslavie. D'un côté, les députés, à une quasi-unanimité, ont adopté une « ultimatum » exigeant que le gouvernement russe demande au Conseil de sécurité de l'ONU l'adoption de sanctions contre la Croatie et, d'un autre côté, le cas de refus du gouvernement

deux lois, adoptées mardi 16 février par le Parlement à Budapest, autorisant l'ouverture de poursuites judiciaires contre les auteurs de « crimes » perpétrés au cours de cette période, jusqu'à présent couverts par la prescription.

Le texte approuvé par les députés concerne surtout les grades de la police politique (AVH) et les dirigeants communistes de l'époque, accusés d'« homicide » et

HONGRIE : après un nouveau vote au Parlement

Les exactions du régime communiste pourront être jugées

BUDAPEST

de notre correspondant

Comme ses voisins de l'ex-bloc soviétique, la Hongrie n'échappe pas au dilemme sur la façon de punir les exactions commises durant le régime communiste. Les rancœurs de la population portent essentiellement sur les événements qui se sont déroulés pendant et après la révolution d'octobre 1956, écrasée par l'armée rouge.

Deux lois, adoptées mardi 16 février par le Parlement à Budapest, autorisant l'ouverture de poursuites judiciaires contre les auteurs de « crimes » perpétrés au cours de cette période, jusqu'à présent couverts par la prescription.

C'est au nom de celle-ci que la Cour constitutionnelle avait rejeté, en mars dernier, un ancien projet de loi semblable, contre lequel s'était élevé aussi le président de la République, M. Árpád Göncz, membre du principal parti d'opposition. Cette fois-ci, le gouvernement conservateur a contourner l'obstacle en assimilant certains faits de la répression de l'insurrection de 1956 à des crimes de guerre et à des crimes contre l'humanité : à ce titre, ils échappent à la prescription.

Le texte approuvé par les députés concerne surtout les grades de la police politique (AVH) et les dirigeants communistes de l'époque, accusés d'« homicide » et

de « haute trahison » pour avoir, notamment, ordonné des fusillades sanglantes contre les manifestants à Budapest ainsi que dans les villes de Salgótarján et de Mosonmagyaróvár. Toutefois, la plupart des personnes incriminées sont aujourd'hui décédées et de telles poursuites concerneraient une centaine d'individus, selon le ministère de la justice.

La deuxième loi adoptée a été présentée par M. Zoltán Zétényi, membre du courant minoritaire d'extrême droite du parti du premier ministre. D'une portée plus générale, ce texte affirme que c'est aux tribunaux de décider au cas par cas si la prescription peut être levée pour des crimes commis

entre 1944 et 1990. De l'aveu de son auteur, ce projet vise tous ceux qui ont participé à un « gouvernement illégitime » en Hongrie. Des membres de l'opposition estiment qu'il s'agit surtout d'une opération destinée à « salir » les dirigeants de l'ancien Parti socialiste (ex-communiste), dont la popularité inquiète le gouvernement à un an des élections législatives.

Les deux lois doivent encore être approuvées par le président de la République, qui avait précédemment indiqué qu'il souhaitait écarter le recours à des « sanctions pénales » pour régler ces problèmes épineux hérités du passé.

YVES-MICHEL RIOLS

ALLEMAGNE : le procès de l'ancien avocat de la Fraction armée rouge

M. Klaus Croissant était-il un agent de la Stasi ?

Le procès de M. Klaus Croissant, qui fut l'avocat de la Fraction armée rouge dans les années 70, s'est ouvert le 10 février à Berlin. M. Croissant, soixante et un ans, est incarcéré depuis le 14 septembre 1992, accusé d'avoir entretenu entre 1981 et 1989 des rapports étroits avec la police politique de la RDA, la Stasi, qu'il informait sur les milieux d'extrême-gauche d'Allemagne de l'Ouest. Selon les anciens officiers du HVA (le département d'espionnage de la Stasi qui dirigeait Markus Wolf) qui témoignent au procès, M. Klaus Croissant aurait reçu, en rémunération de ses services, la somme totale de 71 000 deutschemarks (environ 250 000 francs) et des cadeaux en nature d'une valeur de 45 000 deutschemarks.

M. Klaus Croissant avait déjà été condamné, en 1977, à une peine de deux ans de prison pour « soutien à une association criminelle » - en l'occurrence la Fraction armée rouge - après avoir été extradé de France, ce qui avait, à l'époque, suscité une vive émotion dans les milieux de gauche français.

Libéré en 1979, mais interdit d'exercer sa profession d'avocat, il se liait avec Brigitte Heinrich, une journaliste du quotidien d'extrême gauche *Die Tageszeitung*. Celle-ci, élue en 1984 député européen sur la liste des Verts, fit de M. Klaus Croissant l'attaché parlementaire du groupe Arc-en-ciel au Parlement de Strasbourg. Le couple effectuaient régulièrement des séjours à Berlin-Est et rencontraient des agents du HVA qu'il informait des débats internes de l'extrême gauche allemande et européenne.

Leurs noms apparaissent dans les dossiers de la Stasi sous le pseudonyme de « Jalea » pour Croissant, et de « Basti Schiefer » pour Brigitte Heinrich. Après le

débat de cette dernière, en 1987, M. Klaus Croissant pour suivre ses contacts avec la Stasi et ses activités politiques dans les rangs de l'extrême gauche berlinoise. En 1989, il est élu conseiller du district de Kreuzberg sur la liste des Alternatifs berlinois, mais il quitta cette formation en 1990 pour rejoindre le PDS, héritier du SED d'Erich Honecker.

Devant ses juges, M. Klaus Croissant ne nie pas avoir eu des contacts avec des officiers de la Stasi. Pour lui, les « discussions » avec les hommes de Markus Wolf n'avaient rien de choquant. Militant d'extrême gauche, il n'approuvait pas tous les aspects du régime est-allemand, mais considérait cependant la RDA comme « la meilleure partie de l'Allemagne ». M. Klaus Croissant, qui risque une peine maximum de cinq ans de prison, ne dépendant avoir signé un engagement écrit de collaboration avec la Stasi, et avoir été rémunéré pour ses services.

Il estime être la victime d'une justice allemande qui chercherait à « se venger une seconde fois » de son passé d'avocat de la « bande à Baader ». Il est en effet le seul membre de la mouvance d'extrême gauche ouest allemande accusé d'avoir entretenu des liens avec la Stasi à être maintenu en détention. Dans deux cas comparables, ceux de M. Dirk Schneider, ancien député vert au Bundestag, et de l'ancien terroriste Till Meyer, le tribunal de Berlin a laissé les inculpés en liberté provisoire. Pour M. Klaus Croissant, le parquet de Berlin a fait appel, avec succès, d'une décision des juges le mettant en liberté contre une caution de 100 000 deutschemarks en arguant d'un risque de fuite de l'accusé. Le procès devrait durer jusqu'à la mi-mars.

LUC ROSENZWEIG

LES ANTILLES

2430 F

VOL ALLER RETOUR DEPART DE PARIS
PRIX A CERTAINES DATES

Nouvelles Frontières.

On ne vit que mille fois.

Nouvelles Frontières

Et après la moiteur des sentiers tropicaux, siroter un lait de coco, face à la mer, sur la terrasse de votre Paladien, vous coûtera à peine plus cher que votre séminaire d'ikebana.*

* Les Antilles avec Nouvelles Frontières, c'est aussi des séjours ou des circuits, avion compris, à partir de 4 005 F.

CONTACTEZ UNE DE NOS 150 AGENCES EN FRANCE
TAPPEZ 36 15 NF TELEPHONEZ (1) 41 41 58 58

LUC THOMAS PALADIEN - J. JEROME

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : malgré les réticences du Congrès

Le programme de rigueur économique du président Clinton semble avoir été plutôt bien accueilli

Elu sur l'économie, M. Bill Clinton était attendu sur ce dossier et, en outre les premières réactions à son plan d'austérité fiscale et budgétaire, l'accueil semblait, jeudi 18 février, plutôt positif pour le nouveau président, un mois après son entrée à la Maison Blanche.

WASHINGTON

de notre correspondant

Pour autant qu'on puisse le savoir, l'opinion publique paraît ne pas rejeter le programme annoncé mercredi. Il s'agit d'indications encore très partielles. Elles ont été fournies par des sondages-express, réalisés, au téléphone, juste après le discours du président sur l'état de l'Union : une majorité d'Américains approuverait le plan Clinton.

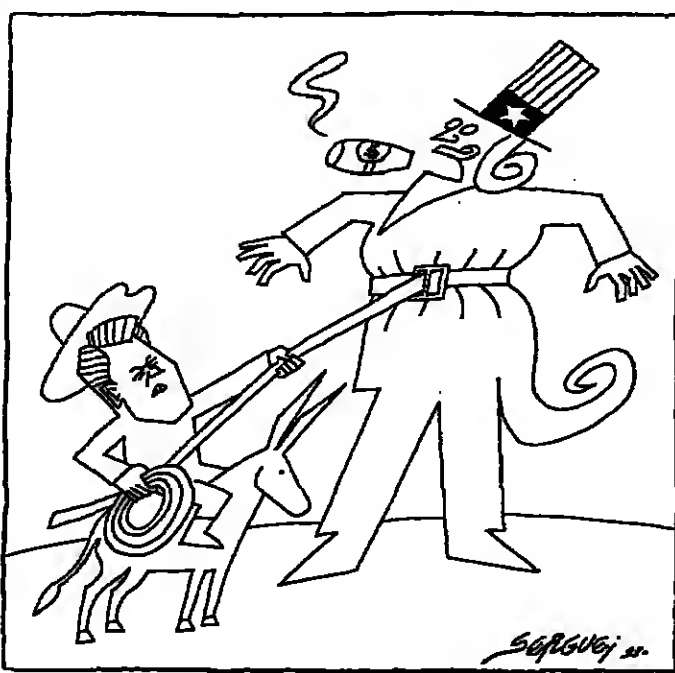
Les coups de téléphone reçus au Congrès par les élus, notamment démocrates, étaient beaucoup moins enthousiastes : au mieux, le président avait le « bénéfice du doute ». Les séquences de micro-trottoir à la radio et à la télévision enregistrées, en tout cas, un sentiment unanime : le programme de M. Clinton marque une rupture avec des années de laxisme budgétaire et fiscal ; la dernière décennie du siècle s'annonce comme une phase de rigueur après l'insouciance, relative, des années 80.

Pour réduire le déficit budgétaire, M. Clinton propose un traitement brutal : hausse massive de la fiscalité, réduction relative des dépenses de l'Etat, l'ensemble accompagné d'un mini-programme de relance afin de consolider la reprise observée depuis trois mois. Il renie ainsi ouvertement sa promesse, faite durant la campagne, de baisser les impôts de la classe moyenne ; cela n'est pas sans risque si l'on se souvient de la perte de crédibilité subie par son prédécesseur, M. George Bush, pour avoir fait de même.

Le président va aussi à l'encontre de l'un des axiomes de la politique américaine, qui veut que les électeurs soient définitivement satisfaits à l'impôt. Plusieurs gouverneurs qui, ces dernières années, ont voulu braver le tabou ont vu leur popularité s'effondrer.

Les « années de lucre »

Les conseillers du président pensent, eux, que l'heure du pays a changé. Quand les deux tiers des Américains se disent convaincus que les Etats-Unis sont sur une mauvaise voie économique et imaginent que leurs enfants pourraient vivre moins bien qu'eux - formidable accord au rêve américain, cela traduit un sentiment diffus de culpabilité et d'aptitude au change-



ment. « M. Clinton et ses conseillers estiment que les temps ont changé », écrit le *New York Times*, et que les Américains considèrent maintenant le déficit du budget fédéral comme un mal plus grand encore qu'une augmentation de la fiscalité.

M. Clinton n'en a pas moins calibré son programme de manière très parisienne. Il fait peser l'essentiel de la surcharge fiscale sur les

entreprises et les salariés les plus riches. Volontiers populiste, il désigne du doigt ces chefs d'entreprise et cadres supérieurs qui auraient le plus profité des « odieuses » années 80.

Très symboliquement, le programme s'en prend aux déductions fiscales régressives les plus impopulaires dans la classe moyenne, celles qui permettaient aux sociétés de verser à certains de leurs diri-

geants des « compensations », « primes » et autres « poignées de main en or », se chiffrant en millions de dollars, pour prix de leurs services ; ces émoluments-là sont jugés comme scandaleux par la majorité des Américains et ont fini par symboliser les « années de lucre » qu'auraient été les années 80.

Pour autant, le programme de M. Clinton contient peu de mesures de redistribution (autres que fiscales), il saile dans certaines prestations sociales, les investissements publics qu'il entend favoriser ne se feront pas sentir avant longtemps et n'auront pas d'effet politique immédiat : il s'agit essentiellement de programmes d'aide à la petite enfance et de projets de formation permanente et professionnelle.

L'approbation de M. Perot

A la mi-mars, le discours sur l'état de l'Union se traduira en projet de budget qui disparaîtra, de longs mois, dans les commissions du Congrès pour se perdre dans les arcanes d'une procédure budgétaire que seuls quelques très rares spécialistes comprennent. Concrètement, c'est la bataille essentielle, celle dont dépendra le sort de ce programme. Réparti en campagnes à travers le pays, le président joue la pression de l'opinion sur le Congrès.

L'opposition de la minorité républicaine est absolue. Elle dénonce une augmentation de la pression fiscale qui va faire capoter la reprise. Menée par Ronald Reagan, sorti de sa réserve californi-

nienne, elle stigmatise un retour à la politique traditionnelle des démocrates : « des impôts, des impôts, encore des impôts ».

Le président Clinton aura ainsi besoin des voix de tous les élus de la majorité démocratique. Avec un groupe parlementaire qui ignore le principe même de la discipline de vote, et qui n'a pas hésité à torpiller les initiatives du dernier des présidents démocrates, M. Jimmy Carter, cela n'est pas de soi. Ces douze dernières années, les démocrates au Congrès ont systématiquement refusé de voter les coupes que M. Clinton propose aujourd'hui.

Soutien politique important mais extra-parlementaire, M. Clinton a reçu l'approbation de l'indépendant Ross Perot. L'ancien candidat à la présidence, qui a recueilli près de 20 % des suffrages et qui est politiquement plus actif que jamais, a été ostensiblement consulté par le président auquel il a attribué une bonne note : « un pas dans la bonne direction », a dit M. Perot en commentant le discours sur l'état de l'Union.

La presse, qui, en moins d'un mois, a déjà « enterré » puis « ressuscité » deux fois M. Clinton, était en général élogieuse : « Qu'on soit d'accord ou non (...) M. Clinton a une vision de l'avenir du pays », écrit le quotidien populaire *USA Today*. Le *New York Times* approuve les grandes lignes du programme du président, que le *Washington Post* qualifie d'« équilibré » et de « courageux ».

ALAIN FRACHON

Réactions favorables des milieux d'affaires américains

NEW-YORK

de notre correspondant

La Bourse de New-York qui, au lendemain du premier discours télévisé de M. Bill Clinton, avait réagi par une forte baisse à l'annonce de son programme économique, a accueilli beaucoup plus favorablement le discours sur l'état de l'Union prononcé le 17 février par le président américain. Le lendemain matin, dès l'ouverture du marché, l'indice Dow Jones des valeurs industrielles gagnait jusqu'à 36 points avant de perdre du terrain.

Tout au long de la séance, cet indice a joué au yo-yo pour terminer en baisse de 10 points au son de cloche final, à 33 302,10 points. Sur le NASDAQ (marché des titres non admis à la cote officielle) les indices ont progressé de quelques points. Mais c'est une nouvelle fois du marché obligataire que sont

venues les meilleures nouvelles avec un recul à 7,02 %, en taux de rendement, de l'emprunt à trente ans, le 18 février, ce qui ramène cet indicateur-clé du marché à son plus bas niveau depuis 1972, à la veille du choc pétrolier qui allait se produire l'année suivante.

Cette diminution sans appel des taux d'intérêt à long terme signifie que le marché - comme il l'avait fait le mardi précédent - prend pour argent comptant la réduction drastique du déficit budgétaire annoncée par M. Clinton jusqu'en 1997, qu'il a déjà inscrite dans ses cours.

Cette considération relative au « sérieux » du « plan Clinton » a finalement emporté sur les craintes que pouvait susciter tel ou tel volet du dispositif fiscal, notamment le relèvement de 34 à 36 % de l'impôt sur les sociétés, une disposition dont les effets pourraient être largement compensés par une accéléra-

tion de la croissance. Quelques heures plus tard, M. Laura Tyson, la présidente des conseillers économiques de la Maison Blanche, apportait à point nommé des indications selon lesquelles la croissance du produit intérieur brut américain pourrait atteindre 3,3 % durant les années 1993 et 1994, dont 0,3 % de hausse attribuable, pour chacune de ces deux années, aux mesures de soutien à l'activité et au dispositif d'encouragement à l'investissement inclus par le président dans ce que l'opposition républicaine a qualifié de « fourre-tout » fiscal.

Soutien de l'industrie automobile

D'abord indécis, ne serait-ce qu'en raison de la taxation promise aux hauts revenus et des restrictions salariales qui seraient appliquées aux dirigeants d'entreprises, le big business s'est finalement rallié au

sentiment général, exprimé par les premiers sondages qui, tous, accordaient environ trois quarts d'opinions satisfaites - ou résignées - au plan économique de M. Clinton.

L'un des plus importants soutiens est venu des trois grands de l'industrie automobile (General Motors, Ford et Chrysler) qui se sont dits prêts à assumer leur part du sacrifice en supportant l'instauration d'une taxe « élargie » sur l'énergie. Les principaux adversaires de la cure d'austérité présidentielle ne sont donc pas tant les grands groupes, ni les petites entreprises, qui vont bénéficier de certaines exonérations fiscales à des fins d'investissement, que le Congrès. Obéissant à des considérations électorales et partisans, celui-ci risque fort de décevoir un dispositif qui, pour être crédible et efficace, doit constituer un tout.

SERGE MARTI

« Restructuration » en vue pour la future station spatiale Freedom

La station spatiale américaine Freedom devrait obtenir largement son budget pour l'année fiscale 1994. Mais le projet devra être « restructuré » afin d'être moins coûteux et « plus efficace ».

Citant « des sources anonymes au Congrès », la presse américaine a annoncé, mercredi 17 février, que le président Bill Clinton proposerait aux congressistes d'accorder 7,6 milliards de dollars pour les quatre prochaines années (dont 2,3 milliards pour 1994) au développement de la station Freedom. En contrepartie, Daniel Goldin, administrateur de la NASA, aurait « soigné » à quatre-vingt-dix jours pour proposer un nouveau projet, moins ambitieux.

Maria Romash, porte-parole du vice-président Al Gore, s'est contentée de préciser que M. Goldin était mandaté pour « stopper les dérives budgétaires, et gérer le programme plus efficacement ». Mais, a-t-elle ajouté, il n'y a, pour l'instant, aucun projet précis quant à la physionomie que pourrait prendre la nouvelle station. Le 5 février dernier, la Maison Blanche avait démenti une rumeur selon laquelle le gouvernement américain aurait eu l'intention de

réduire de façon drastique, voire d'abandonner purement et simplement le projet Freedom (1) (*Le Monde* daté 7-8 février).

La NASA a précisé jeudi à ses partenaires européens que l'administration américaine restait attachée à « un programme spatial fort et productif, incluant la station spatiale ». Elle leur a confirmé que 2,3 milliards de dollars seraient réservés à Freedom dans le projet de budget 1994 proposé au Congrès en mars prochain par la Maison Blanche. Ce montant va un peu au-delà des souhaits émis par les services de M. Goldin (2,2 milliards). Mais une partie (1,1 milliard de dollars, selon certaines sources américaines), devrait être consacrée à une restructuration visant à « assurer un meilleur retour scientifique, et à renforcer la compétitivité économique de la nation ». Cette redéfinition devrait permettre de « libérer plusieurs milliards de dollars pour de nouveaux investissements, notamment dans la domaine de la technologie spatiale ».

Les partenaires étrangers de la NASA sur la station Freedom (Europe, Japon et Canada) pourraient être invités à participer à cette phase de restructuration, qui durerait quatre mois. Une occa-

sion pour les pays de l'Agence spatiale européenne de redéfinir leur coopération avec la NASA et leur propre programme spatial. Mais la grande inconnue reste ce que les Américains ont l'intention de faire avec les Russes, souligne un expert français. « L'idée selon laquelle *mir* et *Freedom* pourraient éventuellement être fondus en un seul programme international est toujours dans l'air ».

La station Freedom a survécu à deux tentatives de suppression de la part du Congrès. Le coût de sa construction est estimé aujourd'hui par la NASA à 30 milliards de dollars (contre 8 lors du lancement du projet), auxquels il convient d'ajouter 100 à 140 milliards de dollars pour trente ans de fonctionnement après sa mise en orbite.

J.-P. D.

(1) Les mêmes rumeurs évoquaient un abandon de l'accélérateur géant de particules SSC (superconducting super collider) en construction près de Dallas (Texas). En fait, la Maison Blanche avait l'intention de demander au Congrès 640 millions de dollars pour 1994 pour le SSC (contre 317 en 1993), mais d'assortir ces crédits d'une extension de quatre ans du délai de construction. Les responsables tétanisés du projet affirment n'avoir pas été informés de cette dernière mesure.

CHILI : plus de seize ans après l'assassinat d'Orlando Letelier

L'ancien chef de la police secrète comparait pour homicide

Devant la Cour suprême de Santiago, s'est ouvert, jeudi 18 février, ce qui devrait être le procès le plus spectaculaire organisé à l'encontre des responsables des violations des droits de l'homme commises pendant la dictature du général Pinochet (1973-1990).

SANTIAGO

de notre correspondant

Au banc des accusés se trouve le général Manuel Contreras, ancien chef des services secrets de l'armée de terre, la DINA, homme de confiance et subordonné direct du général Pinochet. Il doit répondre des charges d'homicide et d'usage de faux passeports dans le cadre de l'assassinat d'Orlando Letelier, ancien ministre des affaires étrangères du président Salvador Allende.

Orlando Letelier fut victime, le 21 septembre 1976, d'un attentat à la bombe à Washington alors qu'il était en exil aux Etats-Unis. Un Américain, Michael Townley, civil en possession d'un passeport chilien, a reconnu par la suite être un agent de la DINA et l'auteur de l'attentat, affirmant avoir agi sur ordre direct du général Contreras.

Condamné en mai 1979 à dix ans de prison par la justice américaine, Michael Townley bénéficie actuellement de la protection accordée aux témoins ayant passé un accord avec les autorités des Etats-Unis.

C'est la première fois que va comparaître devant des juges le chef de la DINA, institution qui fut responsable, à partir de 1973, de la grande majorité des exécutions, disparitions et tortures commises à l'encontre des opposants au régime du général Pinochet, avant d'être dissoute, en 1977, à la suite des tensions entre le Chili et les Etats-Unis provoquées par le meurtre d'Orlando Letelier.

Alors que se multiplient dans la presse chilienne les révélations sur les liens existant entre cette institution et divers groupes européens d'extrême droite ou de grand banditisme, l'incoherence du procès des anciens membres de la DINA, au premier rang desquels le général Pinochet, à la demande de leur a été faite de venir témoigner. Le verdict ne devrait pas être rendu avant plusieurs semaines mais il aura valeur de test pour la justice chilienne. Une condamnation du général Contreras constituerait une victoire des partisans de la justice sur ceux de l'oubli.

BRUNO ADRIAN

Les principales dispositions

D'après les prévisions de l'administration, le programme de réduction des dépenses (253 milliards de dollars) et d'augmentation des impôts et des taxes (250 milliards) annoncé par le président Clinton permettra de réduire le déficit de l'Etat de 493 milliards de dollars durant les quatre ans de son mandat. En revanche, le déficit de 1994 sera accru de 30 milliards en raison des mesures visant à stimuler l'économie. Le programme budgétaire se décompose ainsi :

● **Économies budgétaires :** emputation du budget de la défense (réduction du personnel, notamment 100 000 hommes en Europe, des achats d'armement et d'équipement), élimination sur quatre ans (par départs en retraite) de 100 000 postes fédéraux ; gel pendant un an des augmentations de salaire des fonctionnaires ; entraînement des dépenses de santé ; réduction des contributions à Medicaid (aide sociale) et Medicare (système de santé pour les personnes âgées et les handicapées) ; annulation de 150 programmes gouvernementaux ; réduction du budget de la navette spatiale Freedom (voir encadré ci-contre) et de l'accélérateur de particules ; réduction de certaines subventions à l'agriculture.

● **Accroissement des dépenses :** programme de grands travaux ; création de certaines de milliers de stages d'été pour les jeunes et d'un programme de service national destiné à permettre aux étudiants s'y engageant d'annuler les prêts contractés pour leurs études ; programmes de formation et d'apprentissage ; programmes d'insertion précoce ; extension de l'aide au logement ; investissements dans les transports en commun, les trains à grande vitesse et la rénovation des aéroports ; épuration de l'eau et protection des ressources naturelles ; aides financières pour la recherche nucléaire et pour les énergies renouvelables ; création de 17 000 emplois pour la rénovation des parcs naturels ; embauche de 100 000 policiers supplémentaires ; encouragement à l'investissement technologique.

● **Allègements fiscaux :** extension du crédit d'impôt pour les familles à faible revenu avec enfants ; crédits d'impôts à l'investissement, permanents pour les PME et temporaires pour les autres entreprises ; reconduction permanente du crédit d'impôt pour la recherche et le développement ; aide au logement à travers des crédits destinés aux ménages à faibles revenus ; crédit d'impôt pour les entreprises s'installant dans des zones industrielles ; réduction de la taxation des plus-values en capital pour les nouveaux investissements dans des PME ; crédit d'impôt pour les programmes de formation mis en place dans les entreprises.

● **Augmentations d'impôts et de taxes :** relèvement de 31 % à 36 % du barème de l'impôt applicable aux revenus supérieurs à 140 000 dollars par an pour un couple et à 115 000 pour une personne seule ; surtaxe de 10 % applicable aux revenus supérieurs à 250 000 dollars par an ; maintien à 28 % de l'imposition des plus-values en capital ; imposition des revenus supérieurs à 135 000 au titre du Medicare ; création d'une taxe « élargie » sur l'énergie (la *Moneta* du 19 février) ; relèvement de 50 à 85 % de l'imposition des pensions et retraites pour les revenus supérieurs à 32 000 dollars pour un couple et 25 000 dollars pour une personne seule ; restrictions applicables aux frais de représentation ; relèvement de 34 % à 36 % de l'impôt sur les bénéfices supérieurs à 10 millions de dollars ; suppression de la déductibilité pour les salaires de dirigeants supérieurs à 1 million de dollars ; diminution de moitié de la déductibilité des frais de représentation ; allègement de la fiscalité pour les sociétés étrangères ; suppression de la déductibilité des frais de lobbying ; suppression des allègements fiscaux pour les investissements à Puerto Rico.

مكرا من الناصر

PROCHE-ORIENT

Lors de la guerre contre l'Irak

Téhéran aurait réussi à obtenir du matériel militaire français

Janvier 1987: l'Iran lance contre les troupes de Bagdad l'offensive «Karbala 5» (du nom d'une grande ville sainte de l'islam chiite située dans le Sud irakien). Au grand étonnement des observateurs, les batteries anti-aériennes iraniennes abattent des dizaines d'avions ennemis en quelques semaines, alors qu'elles n'avaient guère été opérantes pendant les sept premières années du

conflict. Faut-il de pièces électroniques indispensables à leur système de guidage, les missiles iraniens étaient, jusqu'à cette date, pratiquement cloués au sol.

L'énigme est peut-être sur le point d'être éclaircie, avec la parution prochaine d'un livre (1) dont l'auteur, M. Bernard Strozio, a servi d'intermédiaire dans un trafic de matériel militaire chilien et français à

destination de Téhéran. A aucun moment de son récit il ne mentionne le nom de la «société française» impliquée, qui fabriquait sous licence les klystrons Va 868, des canons à électrons très puissants produits aux Etats-Unis par la firme Varian.

M. Strozio affirme avoir assuré la livraison de dix de ces appareils à Téhéran, entre juin 1986 et août 1987. Ils auraient permis de rendre l'efficacité aux radars des batteries de missiles américains Hawk dont disposaient les Iraniens et, ainsi, de renverser le cours de la guerre. Affaire étonnante, dans la mesure où la France, à cette époque, avait pris le parti de fournir abondamment l'Irak en matériel militaire.

Ancien consultant de l'armée turque, M. Strozio connaît les méandres du marché international des armes. En 1985, il intervient en faveur d'une société chilienne qui veut vendre à l'Iran des bombes à fragmentation. A cette occasion, M. Strozio entre incidemment en rapport avec des cadres de la «société française». Un nouveau projet se dessine.

Avec la complicité d'Iran Air, un klystron est transporté à Téhéran, qui fait de l'acquisition de ce type

d'appareil l'une de ses priorités. Le ministère de la défense en commande vingt, qu'il s'engage à payer au prix fort, soit 35 000 dollars la pièce. De septembre 1986 à août 1987, neuf autres klystrons seront livrés.

Parallèlement, des négociations sont amorcées, qui portent sur des contrats autrement plus importants. Ainsi, en concurrence avec la firme britannique Plessey, la «société française» prend une option sur le remplacement des radars de longue portée Westinghouse par un matériel plus performant. Les «gardiens de la révolution» signeront même un contrat d'achat de radars de surveillance terrestre, pour un montant de 8 millions de dollars. Mais aucun de ces autres projets n'aboutira. Vraisemblablement à cause de la vague d'attentats qui secoue alors Paris (Téhéran est soupçonné) et de la prise en otage de citoyens français au Liban (par des groupes d'obédience iranienne). Les dix derniers klystrons ne seront jamais livrés.

GILLES BAUDIN

(1) La Manipulation Karbala, de Bernard Strozio, Presses de la Cité.

L'affaire Rushdie

Londres dénonce l'attitude «scandaleuse» de l'Iran

Le gouvernement britannique a nettement haussé le ton, jeudi 18 février, contre l'Iran, en signifiant au chargé d'affaires iranien à Londres que les récentes déclarations concernant l'écriture britannique Salman Rushdie et rappelant sa «condamnation à mort» (le Monde du 16 février) constituaient «des violations scandaleuses des droits de M. Rushdie et une violation de la loi internationale et sont en fait des incitations au meurtre».

Paradoxalement, alors même qu'il a sensiblement durci sa position à

l'encontre de l'auteur des *versets sataniques*, le régime iranien tente d'améliorer son image en matière de respect des droits de l'homme. Ainsi, pour la première fois depuis l'expulsion des membres du Comité international de la Croix-Rouge en mars 1992, le délégué général du CICR pour le Moyen-Orient, M. Michel Cagneux, vient-il d'effectuer une visite de trois jours à Téhéran. Outre la question des prisonniers de guerre irakiens - dont Téhéran a libéré un millier jeudi - les entretiens de M. Cagneux pourraient avoir porté sur la reprise des activités du CICR en Iran.

La semaine dernière, pour la première fois depuis la révolution islamique de 1979, le chef du pouvoir judiciaire iranien, l'ayatollah Mohammad Yazdi, avait invité Amnesty International à se rendre en Iran pour y constater par elle-même la «réalité» sur la situation des droits de l'homme.

Le rapporteur spécial de l'ONU sur les droits de l'homme, M. Reynaldo Galindo-Pohl, avait de son côté dénoncé dans un rapport récent la poursuite «des arrestations arbitraires, des tortures et des exécutions». - (AFP)

Le grand rabbinat d'Israël à l'encan

Suite de la première page

Par définition, puisqu'il s'agit de postuler pour des postes de fonctionnaires, les candidats ont en commun d'appartenir à un monde d'une importance croissante chez les «hommes-en-noir»: celui des religieux sionistes.

Comme dans toute bataille électorale, il y a des outsiders - trois - et autant de favoris. Seulement, il n'y a que deux fauteuils à pourvoir. Le premier est réservé aux sépharades, c'est-à-dire essentiellement les juifs originaires des pays arabes, qui forment, grosso modo, la moitié de la population et qui sont nettement sous-représentés dans la nomenclature israélienne. L'autre est dévolu aux ashkénazes, les juifs d'Europe, qui souffrent d'un léger complexe de supériorité et qui dominent le pouvoir politique depuis sa naissance en 1948.

Le favori sépharade est grand rabbin de Haïfa, M. Elyahu Bakshi-Doron. Des plaintes pour corruption électorale ont été déposées contre lui à la police et reproduites, la semaine dernière, dans la presse. L'intéressé, soutenu par le parti religieux Shas, partenaire-clé de la coalition travailliste au pouvoir, nie les faits. Une dizaine de dignitaires du même parti, dont un ministre en exercice, font également l'objet d'enquêtes de police et rejetaient, eux aussi, les accusations portées contre leur personne.

Du côté ashkénaze, le fauteuil est plus disputé. Il met aux prises le grand rabbin de Haïfa, M. Shear Yashuv Cohen, et son alter ego de Tel-Aviv, M. Yisrael Lau. Accusé par ses opposants d'avoir fait des avances sexuelles à au moins trois femmes en dehors de la sienne, le rabbin Lau s'est décidé, la semaine dernière, à déposer plainte pour diffamation. La veille, le quotidien *Hadashot* avait publié les confidences d'une dame très sérieuse qui accuse le «sage» de Tel-Aviv d'avoir essayé de l'embrasser de force... Il y a vingt ans. Agé de cinquante-cinq ans, père de huit enfants, M. Lau, feutre noir, barbe grisonnante et lunettes cerclées, fut, en 1944, le plus jeune survivant du camp nazi de Buchenwald.

Plutôt sourcilieux en matière d'orthodoxie religieuse, il serait néanmoins très proche de plusieurs personnalités du pouvoir travailliste. Ceci explique peut-être cela. Car son adversaire - calotte noire, barbe grise et lunettes cerclées - est soutenu, lui, par le Parti national religieux (PNR). Or, après avoir virtuellement monopolisé les sinécures du grand rabbinat depuis la création de l'Etat juif, le PNR, qui fut l'alié des inflexibles nationalistes du Likoud, est, aujourd'hui, dans l'opposition.

Les partisans du rabbin Lau se disent persuadés que les calomnies déversées sur lui sont répandues par les disciples du rabbin Cohen. Ils les accusent, en outre, d'avoir embauché des détectives privés pour fouiller le passé de leur candidat et d'avoir placé des micros dans leurs bureaux à des fins d'espionnage électoral caractéristique.

Considéré comme un homme relativement libéral dans l'application de la loi religieuse, M. Cohen, soixante-cinq ans, ancien prisonnier des Jordaniens dans la première guerre israélo-arabe de 1948, dément le tout avec la dernière énergie. Et il accuse, à son tour, son adversaire non seulement d'écouter ses conversations téléphoniques, mais aussi de répandre des rumeurs malveillantes sur son compte. «On isole volontairement certaines de ses déclarations de leur

contexte à seule fin de le faire passer pour un dangereux rétrograde», s'insurgent ses partisans. C'est ainsi que le rabbin, pour conserver une chance d'être élu, a été contraint de démentir une idée révolutionnaire qui lui était prête: celle de laisser les juifs d'Israël se marier hors de la synagogue - ce qui est aujourd'hui illégal - le divorce restant de la juridiction du grand rabbinat.

Un «racket» d'Etat

A la fois cœur d'appel et interlocuteur numéro un du gouvernement pour les questions religieuses, l'institution influence la formation des grands rabbins de province. Surtout, elle est à la tête de cohortes de «rabbin-bureaucrates» et d'étudiants de yeshivot, les écoles talmudiques, qui, chaque jour, s'en vont dans les restaurants, les cafés, les hôtels, les usines agroalimentaires, veiller au respect des bonnes règles de la *cashrouth*. «Un véritable racket d'Etat dont le chiffre d'affaires dépasse 200 millions de dollars par an», dénonçait récemment le grand magazine anglophone d'Israël, le *Jerusalem Report*.

Pour tous les commerces qui souhaitent s'attacher la clientèle casher du pays - 56 % de la population juive selon un sondage récent - le grand rabbinat délivre, en effet, pour des sommes variables (de 800 F à 5 000 F par mois selon la taille de l'établissement), trois sortes de certificats que les intéressés peuvent afficher dans leurs locaux. Le «casher» tout simple, le «strictement casher» et le «scrupuleusement casher». Dans ce dernier cas, non seulement les viandes et les produits laitiers sont maintenus séparés et les plats strictement purifiés par des mains juives, mais, conformément à la Loi, les fourneaux sont allumés par des mitrons juifs.

Certains restaurateurs, qui emploient - ce qui est assez fréquent dans l'industrie hôtelière israélienne - des garçons de cuisine arabe, se sont plaints. «Trop c'est trop», résumait l'un d'eux. Mais là où les intéressés ont vraiment commencé à râler, c'est lorsque certains «barbus», parmi les inspecteurs les plus pointilleux, ont voulu contraindre les propriétaires à faire leur marché auprès de certains cultivateurs - notamment dans une colonie juive du territoire occupé de Gaza - considérés comme strictement casher.

Le ministre du tourisme s'est fâché tout rouge. Il a fusillé avec ironie ceux qui se prennent pour «les gouverneurs de l'hôtellerie». Et puis, révélant que certains zéloteurs avaient aussi menacé de retirer à des restaurateurs la licence casher s'ils s'avisent de laisser leur clientèle célébrer la Saint-Sylvestre, M. Ouzi Baram a rappelé que le tourisme chrétien en Terre sainte rapporte «des millions au pays». Et il s'est interrogé: «Allons-nous maintenant forcer les chrétiens à se plier à l'autorité du grand rabbinat?»

Prestige diminué, autorité discréditée, la plus grande institution politico-religieuse d'Israël file un si mauvais coton que l'un de ceux qui l'ont dirigé il y a une décennie, le rabbin Shlomo Goren, recommande carrément son abolition. Principal motif? «Les candidats en lice sont loin d'être des autorités mondiales en matière de droit juistique.»

PATRICE CLAUDE

La Jordanie a désigné le nouveau grand mufti de Jérusalem. - Cheikh Souleiman Al Jaabari a été nommé, jeudi 18 février, par le gouvernement jordanien nouveau grand mufti de Jérusalem en remplacement de Saadeddine Al Alami, décédé le 6 février. Le grand mufti est l'autorité suprême pour les questions religieuses et de statut personnel pour les musulmans en Israël et dans les territoires occupés. Le gouvernement jordanien a également désigné à Jérusalem un nouveau conseil supérieur islamique, instance qui

supervise la gestion du Wakf (biens religieux). - (AFP)

Trois Palestiniens tués en Cisjordanie et à Gaza. - Lors d'acrochages avec des soldats israéliens, trois Palestiniens ont été tués en l'espace de 24 heures en Cisjordanie et à Gaza, ont indiqué, jeudi 18 février, des sources palestiniennes et militaires israéliennes. Depuis le début de l'année, 33 Palestiniens ont été tués par les balles des militaires israéliens, selon un décompte établi par l'AFP.

ON A TOUT DE MÊME LE DROIT D'OUBLIER D'APPELER SA BANQUE PENDANT LA JOURNÉE, NON ?



AVEC BANCOFIL, AU 36 68 80 80, LE CRÉDIT COMMERCIAL DE FRANCE MET À VOTRE DISPOSITION UN CHARGÉ DE CLIENTÈLE TOUTE LA SEMAINE JUSQU'À 22 H ET LE SAMEDI JUSQU'À 17 H 30.

Pour que l'on puisse gérer directement son argent à distance 24h sur 24, le Crédit Commercial de France, toujours à la pointe de l'innovation, a inventé la banque à domicile. Aujourd'hui, avec Bancofil et son service Téléaccueil, le Crédit Commercial de France vous permet de gérer votre argent de chez vous, sans

renoncer pour autant à la compétence et à la confidentialité d'un contact personnel. Avec Bancofil, votre argent est à votre disposition 24 h sur 24. Vous pouvez consulter votre compte, commander un chèque ou faire opposition. Avec le Téléaccueil, vous pouvez joindre un chargé de clientèle, même à l'heure où

tout est fermé. En semaine jusqu'à 22 h et le samedi jusqu'à 17 h 30, il vous renseignera sur votre compte et effectuera vos diverses opérations en toute discrétion, et en toute sécurité. La banque à domicile permet à chacun de choisir son mode de communication avec le Crédit Commercial de France.

CCF

C'EST TOUS LES JOURS QU'ON JUGE SA BANQUE.

ESPACE EUROPEEN

Tony Blair, le « grand modernisateur » du Labour

Au sein d'un Parti travailliste qui n'a toujours pas achevé sa mutation cet avocat de quarante ans est l'un des aiguillons du changement

LONDRES

de notre correspondant

CHEZ certains sujets durement perturbés, l'analyse nécessite des remises en cause fondamentales. Ce sont ces derniers, disent les « psy », qui permettent de progresser, de renaitre. Le Parti travailliste britannique se livre à cette introspection parce qu'il ne sait plus très bien qui il est ni comment exprimer cette quête d'identité. A son chevet, les responsables du Labour tentent de le (se) comprendre, pour s'adapter à un environnement nouveau. Tony Blair sait, lui, qu'il faut couper toutes les branches mortes, aller de l'avant, renouer avec « vieilles lunes », pour gagner — la prochaine fois — la bataille électorale. C'est un « moderniste », par opposition aux « traditionalistes ». Le débat fait rage.

Le vieux monde s'est écroulé autour du Parti travailliste, avec tout un système de pensée façonné dans les « luttes de classes ». On adoptait certes avec circonspection les préceptes venus de la « patrie du socialisme », mais le vocabulaire, la tradition ouvrière, une fraternité idéologique forgée lors des grandes grèves de l'après-guerre et des « années Thatcher » lorsque le capital et l'ultra-libéralisme bafouaient la « justice sociale », avaient bien la même origine. Mais l'« Est » s'est

décomposé, la guerre froide n'est plus, le socialisme et la social-démocratie ne peuvent plus être ce qu'ils étaient. Les travaillistes britanniques l'ont compris, trop tard sans doute. Lors des élections parlementaires d'avril 1992, ils avaient déjà renoncé à bon nombre de certitudes dogmatiques, grâce à Neil Kinnock, leur chef de file, et Tony Blair avait en sa part dans cet aggiornamento. La défaite (la quatrième consécutive) fut d'autant plus cuisante, laissant un goût amer, provoquant cette crise d'identité : qui sommes-nous ? Que faire pour gagner ? Revenir aux sources du « labourisme », ou échanger plus encore ? Et pourquoi, alors que le gouvernement conservateur s'empêtre de plus en plus dans une crise économique profonde aggravée par une succession d'erreurs politiques, le Labour rencontre-t-il si peu les faveurs de l'opinion ? Pour Tony Blair, convaincu que l'échec électoral est dû à une remise en cause trop timorée, la réponse est claire : il faut réformer encore plus profondément.

Socialisme et communautarisme

« Si les traditions se transforment en rigidités et en incapacité à changer avec l'époque et le développement de la société, elles cessent d'être des traditions pour devenir des dogmes et des préjugés. » Faudrait-il aller jusqu'à réviser définitivement le socialisme parmi les utopies de l'histoire ? « Non, il faut récupérer la notion de

socialisme, qui a souffert de ses liens avec les régimes d'Europe de l'Est. Ses principes de base (le bien-être social, la liberté individuelle) sont bons, mais ils doivent être clairement séparés des politiques qui ont été définies et suivies, être de nouveau appliqués, comme nous, au monde dans lequel nous vivons. »

Bref, il faut garder le « socialisme » comme référence, et mieux définir le concept, plus actuel (et plus vague), de « communautarisme ». Les bases idéologiques du Labour sont la croyance dans la société et la communauté, cette certitude que, en tant qu'individu, nous avons besoin du pouvoir et de la force de la communauté pour réaliser nos aspirations individuelles, insiste Tony Blair. Dans un monde où l'esprit individualiste et le souci de la différenciation sont plus forts que jamais, il faut montrer la pertinence de l'action communautaire. Tony Blair n'est pas hostile à une évolution radicale du Labour, pour aboutir à « une définition claire de son identité moderne ». « Ce dont nous avons besoin, indique-t-il, ce n'est pas un processus d'adaptation, mais un projet de renouvellement, un programme qui soit « populaire, antilibéral et anti-establishment, mais en phase avec la vie des gens ».

Le débat actuel est donc crucial, puisqu'il porte en germe les victoires ou les défaites de demain. Tony Blair a choisi son camp, et il entraîne avec lui, sinon une faction, du moins une tendance. Mais qui est le « grand

modernisateur » ? Un bon mètre quatre-vingt, charnière, persuasif, bon debater, brillant, souvent polémique, mais à la mode britannique, courtois, modeste aussi, parce que prudent et ambitieux. Un pur produit de... De quoi ? Pas un enfant de ce « socialisme » authentique des luttes sociales, qui a nourri les générations ouvrières du nord de l'Angleterre et les gros bataillons syndicaux du militantisme travailliste, pas vraiment un enfant du welfare state, cet Etat-providence qui a apporté à beaucoup la santé, l'éducation, une certaine promotion sociale.

Réduire l'influence des syndicats dans le parti

Pas plus un produit de la « paucité caviar » ou un survivant de la dernière expérience gouvernementale du Labour, avant 1979. Plutôt un socialiste par choix et raison. « J'ai toujours été attiré par des valeurs comme l'amélioration de la justice sociale et le sort des individus. Le Parti travailliste était celui qui incarnait le mieux ces valeurs. » Voilà tout. Une famille provinciale et chrétienne issue des classes moyennes, un père militant au Parti conservateur, des études dans un collège écossais, puis à Oxford, qui le mènent au barreau, une carrière qui s'efface vite devant le militantisme politique. Représentant la circonscription de Sedgfield, dans le comté de Durham (nord-est de l'Angleterre) depuis 1983, il devient, trois ans plus tard, porte-parole du shadow cabinet (le cabinet fantôme) pour le commerce et l'industrie, puis, en 1988, pour l'emploi.

En 1989, Tony Blair est directement impliqué dans la mise en œuvre de la réforme devant aboutir à la réduction de l'influence des syndicats au sein du parti. Depuis l'échec d'avril 1992, il est, à quarante ans, le « ministre de l'intérieur » du Labour. Certains disent que c'est lui qui aurait dû être choisi pour succéder à Neil Kinnock, afin d'aider le parti à sauter une génération, et non pas John Smith, l'« avocat écossais ».

Tony Blair est trop « politique » pour commenter cette opinion : il tance vertement ceux qui font porter au chef de file du Labour la responsabilité de la crise de maturité qui secoue le parti. « Il faut faire en sorte que le « team » arrive ensemble au pouvoir, souligne-t-il. C'est plus important que la position personnelle de n'importe lequel d'entre nous. » Il pousse donc l'esprit de réforme, avec mesure mais détermination, là où les changements sont les plus urgents.

Ainsi, les liens avec les syndicats doivent être transformés, afin de montrer qu'« une fois au gouvernement, nous ne serons pas le bras politique d'intérêts particuliers de la société ». Pour cela, le chemin est tout tracé : il faut imposer le principe de « un homme, une voix » dans tous les votes internes, c'est-à-dire renoncer à ce « vote en bloc » syndical.

Le Labour doit aussi tirer les conclusions de son évolution politi-

que : il n'est plus le simple parti des « travailleurs », mais bien davantage celui des classes moyennes. Il lui faut récrire sa Constitution interne, afin de gommer les références trop teintées d'« esprit collectiviste », et dépasser le vicié antagonisme privatisations-nationalisations. Enfin, plus que tout, il faut définir cette voie économique médiane entre l'Etat et le marché, quadrature du cercle pour tous les sociaux-démocrates.

Comme bien des responsables travaillistes, Tony Blair a admiré la manière avec laquelle le Parti démocrate américain, sous l'impulsion de Bill Clinton, a mené sa campagne électorale, avec un « message économique central, capable d'être compris par tout le pays », alors que les travaillistes s'obstinent à raisonner en termes de « groupes d'intérêts », voire de clientèles électorales. En dépit des appels au calme lancés par John Smith, le débat interne au parti s'envenime, devenant plus acrimonieux. Avec le risque de créer des factions, une guerre des clans, peut-être même un schisme entre « modernisateurs » et « traditionalistes ».

Tony Blair a conscience du danger, mais le risque vaut d'être pris : il faut garder nos « valeurs », rappelle-t-il, mais « nous adapter au monde moderne », sous peine de sclérose politique. « J'ai déjà passé dix ans dans l'opposition, souligne-t-il, et dix ans, c'est très long. »

LAURENT ZECCHINI

Les nouveaux instruments de la politique extérieure italienne

Le système politique de la péninsule a affaibli la diplomatie transalpine. La fin de la guerre froide l'a achevée. L'espoir réside dans une relève communautaire

« L'ES événement dont nous avons été témoins, de l'effondrement de la Yougoslavie, démontrent que la politique extérieure italienne est morte. » Le jugement est sans appel. Diplomate — il a été ambassadeur auprès de l'OTAN puis à Moscou au début des années Gorbatchev, éditorialiste à la Stampa et à l'hebdomadaire Epoca — Sergio Romano dresse, dans son dernier livre et au cours d'un entretien, un bilan sans complaisance de la diplomatie transalpine, « de la chute du fascisme à la chute du mur de Berlin » (1). Il met en évidence à cette occasion l'interaction étroite entre la politique intérieure et extérieure.

La constatation ne vaut pas seulement pour l'Italie. Pourtant quand il constate que l'action internationale de son pays présente un encéphalogramme plat, il met largement en cause le système politique, le rôle des partis, la corruption, etc.

Contre le Commonwealth germanique

Il y a donc des spécificités italiennes dans cet échec. Il y a aussi des causes générales qui touchent la politique étrangère de tous les pays européens. Quand Sergio Romano écrit : « Il était relativement facile pour une puissance moyenne, fragile mais velléitaire, d'avoir une action

diplomatique dans un monde dans lequel la paix, à quelques exceptions près, était assurée par le système international, était assurée par l'équilibre des blocs. C'est beaucoup plus difficile dans un monde qui est devenu un monde de l'époque de la grande guerre impossible à celle bien plus dangereuse d'une multiplicité des guerres possibles », on ne peut s'empêcher de penser que l'analyse s'applique à d'autres acteurs de la scène internationale. Et que les effets de l'effondrement de l'empire soviétique, de la fin du monde bipolaire italien ne sont pas circonscrits sur le gaullisme gallican ou ses avatars, que sur le « microgaullisme » italien.

Pendant les quarante années de la guerre froide, l'Italie a essayé d'être en même temps « cobelligérante », par son alliance relativement étroite avec les Etats-Unis et l'OTAN, non-belligérante voire neutre, en essayant de maintenir de bonnes relations avec « l'ennemi » soviétique — là encore les raisons de politique intérieure qui tiennent pas seulement à la force du PCI ont pesé de tout leur poids. Elle a même voulu jouer les « honnêtes courtiers » entre l'Est et l'Ouest bien que fondamentalement elle n'en eût pas les moyens. La fin des blocs a considérablement réduit sa marge de manœuvre et fait réapparaître les vieux écueils.

C'est ainsi que Gianni De Michelis, le ministre des affaires étrangères

(socialiste) du précédent gouvernement, s'est lancé dans une politique qui, après 1989, visait à reconstruire une sorte de Mitteleuropa autour de la « Hexagone » — Italie, Autriche, Yougoslavie, Hongrie, Tchécoslovaquie et Pologne —, « le but étant d'être de proposer à certains de ces pays « une sorte d'attente » avant leur entrée dans la Communauté européenne, mais dont le but implicite était de les empêcher de tomber dans l'orbite allemande et de devenir les satellites économiques du nouveau Commonwealth germanique, du Rhin à Brest-Litovsk ». Ce projet s'est brisé sur la guerre civile en Yougoslavie et la tentative des Tchécoslovaques, des Hongrois et des Polonais de créer à trois le groupe de Visegrad.

A ce propos Sergio Romano décrit le changement de ton de la diplomatie italienne. Avec Gianni De Michelis, elle « devient bavarde, expansive, volontariste, enclina à réfléchir sur toutes les grandes tendances de l'histoire et particulièrement attentive à l'écho médiatique de ses propres prises de position terrestrielles ».

L'attitude vis-à-vis de Gorbatchev dans une Italie qui fut la première à s'enthousiasmer pour la perestroïka, montre bien aussi les imbrications entre la situation intérieure et la politique étrangère. (Ne partageant pas cet enthousiasme, Sergio Romano fut rappelé de son ambassade à Moscou.) Gorbatchev était une aubaine

pour les Italiens, parce qu'avec la nouvelle détente la classe politique ne se voyait plus obligée de prendre des décisions de solidarité avec les Etats-Unis qui lui coûtaient. L'Eglise espérait renouer avec l'époque communautaire de Khrouchtchev et Jean XXIII tandis que les catholiques de gauche rêvaient d'un troisième voie entre deux matérialismes, le capitalisme et le communisme.

L'illusion Gorbatchev

Les hommes d'affaires croyaient que la perestroïka leur ouvrirait les portes d'un marché potentiel de 280 millions d'individus avec la bénédiction de l'Etat italien garantissant les crédits. Quant aux communistes, d'abord échaudés par l'expérience de plusieurs « ouvertures » ratées, ils se convainquirent finalement que le succès de Gorbatchev serait la meilleure preuve de la vitalité du communisme. Pour tous, l'idée que le système soviétique était réformable se révéla une illusion, mais cette déconvenue — ou cet aveu — n'est pas propre aux Italiens.

Toute la diplomatie est à reconstruire. Cette remise à jour va de pair, en Italie, avec la réforme du système politique, mais elle est une nécessité pour tous les membres de la Communauté européenne. Et elle coïncide, selon Sergio Romano, avec « la

fin de la politique extérieure des Etats-nations en Europe occidentale », car « si l'Union économique et monétaire doit réussir, l'Europe aura sa politique étrangère : si elle échoue, la mort de la politique extérieure italienne sera un épisode mineur dans le naufrage plus vaste des expériences européennes ».

Dans des conditions internationales totalement nouvelles, l'action diplomatique a besoin de nouveaux outils, nous déclare Sergio Romano. D'abord une armée capable d'intervenir sur des théâtres extérieurs, une capacité d'aide humanitaire qui ne se résume pas à l'envoi de paquets ou de médicaments et une politique économique et financière solide en mesure de soutenir l'action diplomatique.

Pour le moment, la Communauté ne dispose d'aucun de ces trois outils, et elle ne peut pas les avoir à court terme. Dans la crise yougoslave, l'Europe fait figure d'accusé parce que pendant longtemps elle s'est concentrée sur d'autres objectifs, l'Union monétaire, le marché unique... Elle n'a tourné le dos à l'Europe centrale, par manque d'imagination et parce qu'elle s'est enfermée

dans l'alternative approfondissement ou élargissement. Les bouleversements géopolitiques ont été rattrapés au « plus mauvais moment ».

Pour faire face à ses obligations, la Communauté doit en finir avec la pratique de l'unanimité. Il lui faut un « fédérateur », rôle joué pendant un temps par l'axe franco-allemand, qui paraît cependant avoir été « quelque peu dépassé par les événements ». La présidence Clinton pourrait être pour les Européens l'occasion de se ressaisir. Selon Sergio Romano, le nouveau président américain sera accablé par les problèmes intérieurs laissant le champ libre à la Communauté à condition qu'elle ne laisse pas passer l'occasion.

Que cette tentation isolationniste soit réelle ou non, la présidence Clinton offre sans doute la chance d'une redéfinition des liens transatlantiques. Mais après les ratés des premiers temps du postcommunisme, la Communauté n'a sans doute plus le droit à l'erreur.

D. V.

(1) Sergio Romano, *Guida alla politica estera italiana*, Ed. Rizzoli, Milan, 1993.

LIVRES ET REVUES

THE EUROPEAN CHALLENGES POST-1992

Publié sous la direction de la cellule de prospective de la Commission de Bruxelles, ce livre présente l'originalité de comporter des études sur les douze pays de la Communauté, faites par des instituteurs de chaque pays, et de mêler les analyses des bureaux aux prévisions de chefs d'entreprise. Dans sa préface, Jacques Delors met en garde contre « un pragmatisme sans vision [qui] pourrait nous plonger dans la confusion et l'inconsistance ». « Dans les années 90, nous avons plus à craindre d'une insuffisance de coopération, de volonté politique et d'imagination que de toute autre forme de rareté », conclut le président de la Commission.

» The European Challenges post-1992, Shaping Factors, Shaping Actors, d'Alexis Jacquemin et David Wright, Edward Elgar Publishing Ltd, Gower House, Croft Road, Aldershot, Hampshire GU11 3HR, England. 464 p.

APRÈS LE COMMUNISME

Deux professeurs à l'université libre de Bruxelles publient sous ce titre des textes de différents chercheurs et acteurs participant à un séminaire sur les enjeux de thématique politique liés aux bouleversements postérieurs à 1989. Ils s'intéressent en particulier à ce que Mario Telo appelle « les quatre paradoxes de la social-démocratie », qui a subi l'onde de choc de l'effondrement du communisme. Comme l'écrit Emmanuel Wallerstein dans son article « Le marxisme-léninisme est mort. Vive quoi ? », il faut « restructurer nos mouvements afin de les adapter à la transition très difficile et très aléatoire du capitalisme historique vers quelque chose d'autre, de mieux, d'espérons-nous. Quelque chose d'autre, mais quoi ? »

» Après le communisme, édité par Guy Haverscher et Mario Telo. Editions de l'Université de Bruxelles, avenue Paul Hégar 26, 1050 Bruxelles. 182 p.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde RADIO TÉLÉVISION

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 630 000 F

Principaux associés de la société :

- Société civile
- « Les rédacteurs du Monde »
- « Association Hubert-Beuve-Méry »
- Société anonyme des lecteurs du Monde
- Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourne, gérant.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-25-33

Commission paritaire des journaux et publications, n° 51 437

ISSN : 0395-2037

PRINTED IN FRANCE

Imprimerie du « Monde » 12, r. M.-Gambouy 94852 IVRY Cedex

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FAUGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 40-65-25-99

Tél. : 206.806 F

Le Monde PUBLICITE

Président directeur général : Jacques Lesourne

Directeur général : Hubert Beuve-Méry

Membres du comité de direction : Jacques Guin, Philippe Dupuis, Isabelle Tassili

15-17, rue de Colonne-Pierre-Aria 75002 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 46-62-72-72

Tél. MONDIPUB 634 128 F

Tél. : 46-62-72-72

Société civile de la SARL Le Monde et de M. Jean-Pierre Guin

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composez 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS PAR MINTEL 36-15 - Tapez LEMONDE code d'accès ABO

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 40-65-25-99

Tél. : 261.311 F

ABONNEMENTS PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25 (de 8 heures à 17 heures)

Tarif	FRANCE	SUR-SEIN	ÉTRANGER
1 an	1 000 F	1 100 F	1 500 F
6 mois	500 F	550 F	750 F
3 mois	250 F	275 F	375 F

ÉTRANGER : par voie aérienne (tarif sur demande). Pour nous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

« LE MONDE » (USPS - postage) is published daily for \$3.92 per year by « LE MONDE », 1, Place Hubert-Beuve-Méry, New York, N.Y. 10019. Second class postage paid at New York, N.Y. and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, c/o International Media Service, Inc., 333 West Avenue, Suite 100, Virginia Beach, VA 23461-1000, USA.

Changements d'adresse détaillés ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

301 MON 01 PP.Paris 19P

مكتبة الناصر

qui mais des soci

M. Pompidou contre affirmations de M.

Pour du Korean Air change à partir du Réservation

POLITIQUE

Les réactions au discours de M. Rocard

Le «oui mais» des socialistes, le refus des écologistes et des centristes, l'ironie de la droite

La proposition faite par M. Michel Rocard, mercredi 17 février, dans son discours de Montlouis, de créer une nouvelle organisation politique fédérant «tous ceux qui partagent les mêmes valeurs de solidarité, la même ambition de transformation» a été accueillie par une fin de non-recevoir des centristes et des écologistes, par l'ironie de la droite, et par l'approbation, parfois assourdie de réserves, des socialistes.

Les fortes réserves émises par M. Laurent Fabius après le discours prononcé mercredi 17 février à Montlouis par M. Michel Rocard (Le Monde du 19 février) ne sont guère partagées par les autres dirigeants socialistes. L'enthousiasme, normal chez un rocardien, de M. Claude Evin l'amène à parler d'«électrochoc» : «Il fallait dire qu'il existe une gauche qui porte depuis longtemps en elle la volonté de rénovation et que cette gauche là aujourd'hui n'est pas morte», a-t-il lancé. Mais le «candidat naturel» du PS à l'élection présidentielle a aussi reçu le soutien de la véritable autorité morale qu'est M. Pierre Mauroy. Celui-ci a déclaré : «Il a eu raison de tracer des aujourd'hui les contours d'un rassemblement de la gauche dans toute sa diversité ; il renforce ainsi l'espoir dans notre camp en montrant qu'au-delà des législatives se profilent les présidentielles de 1995. Demain, il appartient à tous les socialistes, militants et responsables, d'assurer la permanence de

leurs valeurs et de leur mouvement». Toutefois, un fidèle du maire de Lille, M. Jean Le Garrec, juge que la déclaration de M. Rocard «risque d'entretenir la confusion et le doute». L'ancien premier ministre a reçu le renfort d'autres dirigeants qui, à un moment ou à un autre, ont porté les espoirs d'une rénovation. Ainsi M. Michel Delebarre affirme-t-il que «les militants du PS savent combien est indispensable cette recomposition politique qu'évoque Michel Rocard». Les «jeunes loups» partagent cette analyse. M. Jean-Luc Mélenchon estime que «l'impulsion est donnée, la main est tendue, la démarche est honnête», mais il ajoute qu'il y a «un flou qui doit être dissipé si l'on ne veut pas que le big bang fasse un big flop et se réduise à la simple formation d'un comité de soutien aux présidentielles». Analyse partagée par M. Marie-Noëlle Lienemann : «Il faut donner du contenu à cette nouvelle dynamique».

Les «quadras» de M. Jacques Delors sont sur la même ligne. MM. Jean-Pierre Balligand, Bertrand Gallet, François Hollande, Jean-Yves Le Drian, Jean-Pierre Mignard et M. Sébastien Roy ont «approuvé pleinement la démarche de Michel Rocard», mais ajoutent que pour réussir elle «doit s'appuyer sur une rénovation du fonctionnement et des idées du PS».

M. Pierre Moscovici, qui lui est parfois associé, est plus mesuré ; il assure que si «le besoin de renouveau ne peut être nié», le «dépassement que chacun pressent ne pourra se faire contre la tradition de notre mouvement». Certains de ses amis jospinistes sont beaucoup plus approbateurs. M. Jean-Marie Le

Guen considère que l'intervention de M. Rocard «est la bienvenue» et que son «geste témoigne de son courage et de la fidélité de ses engagements». M. Lionel Jospin lui-même s'est déclaré «favorable à la démarche» de l'ancien premier ministre, en ajoutant, il est vrai : «Il faudra sans doute élargir la maison, mais pour élargir la maison, il faut avoir et garder une maison dont on soit fier».

Il n'est pas jusqu'à M. Jean Poperen qui ne se soit déclaré satisfait que «Michel Rocard vienne en renfort» en prenant un projet d'élargissement du PS qui est le sien depuis longtemps. Mais il a ajouté : «J'aurais préféré que cet appel vienne plus tôt, parce que c'est plus difficile aujourd'hui», précisant : «Si on veut rénover, ce n'est pas autour du fait présidentiel, qui est une des difficultés de la vie politique française».

Les seules vraies réticences sont venues des rangs fabiusiens. M. Jack Lang n'a vu dans la déclaration de M. Rocard «rien de spécial», soulignant que M. Mitterrand «a toujours souhaité que nous soyons inventifs, imaginatifs». M. Christian Poncelet a regretté que le candidat des socialistes à la présidentielle ait fait cette déclaration avant les législatives, et assuré qu'il ne disait «rien d'autre que ce que nous disons au PS et que Laurent Fabius a très largement engagé». M. Paul Quilès a, lui, estimé que «le vrai problème du PS est celui des alliances et non celui de savoir si doit disparaître ou se dissoudre».

M. Laurent Fabius lui-même a, pourtant, jeudi soir, estimé que l'appel de M. Rocard constituait «plutôt un coup de main à l'ensemble de nos candidats». Le premier secrétaire du PS a ajouté : «Rocard lance des pistes nouvelles et courageuses pour la rénovation. Je dis : allons-y à fond ! Nous allons transformer la gauche, et il l'a dit, mais nous n'allons pas abandonner ses valeurs, et c'est ça qu'il y a certainement dans la tête de Michel Rocard». M. Fabius a proposé que «le vendredi avant le premier tour, l'un rassemble tous les leaders du PS pour montrer qu'ils veulent aller à la bataille».

Quant à M. Pierre Bérégovoy, il s'est déclaré «d'accord avec l'analyse faite par Michel Rocard qui correspond à la volonté qu'il a souvent exprimée de rassembler le camp du progrès». «Il y a dans toute démocratie, a-t-il rappelé, un camp conservateur, que l'on appelle généralement la droite, un camp du progrès, qui représente la gauche, une gauche qui doit être ouverte à tous les courants progressistes. L'alliance des Français pour le progrès que Laurent Fabius et moi avons conçue au mois de décembre répond à cet objectif». Il a ajouté qu'il ne pensait pas que M. Rocard considérerait que «le Parti socialiste a reçu».

M. Stasi : «pas concerné»

Chez les alliés du PS l'accueil est favorable. M. Bernard Kouchner a parlé de «perspective excitante», ajoutant qu'il n'est pas sûr que le mouvement des réformateurs de M. Jean-Pierre Soisson a déclaré qu'il «approuve et appuie les propositions de Michel Rocard pour une recomposition» car «les élections législatives ne résoudront rien». Le MRG, toutefois, a

considéré que «le choix de la période électorale n'est pas le meilleur» moment pour parler de «recomposition» et s'est étonné de «ne pas s'exprimer explicitement au nombre des forces que le futur candidat à la présidence entend rassembler».

En revanche, la réponse de ceux qui ont été invités à rejoindre un nouveau rassemblement est négative. Après le refus de MM. Antoine Vasselier et Brice Lalonde (Le Monde du 19 février), M. Harlem Désir a convenu que M. Rocard était «lucide», mais il a ajouté : «Pour réussir la recomposition du paysage politique, on ne peut attendre la rénovation du Parti socialiste», indiquant que le vote écologiste est «le meilleur moyen d'ouvrir la voie à la constitution, enfin, d'un grand mouvement démocratique, social et écologiste».

Chez les communistes en désaccord avec la direction de leur parti, les réactions sont tout aussi négatives. M. Charles Fiterman a estimé qu'il ne faut pas «mélanger la carpe et le lapin», et ajouté : «Les courants et les formes d'une nouvelle dynamique politique sont inséparables de son contenu ; il ne peut pas s'agir de poursuivre la politique actuelle». M. Guy Hennart, s'il juge «nécessaire» une «réouverture de la gauche» et son «ouverture à d'autres forces comme les écologistes», a estimé que cela ne peut pas «venir d'en haut, comme c'est le cas avec l'appel de Michel Rocard pour des objectifs vaine électorale».

Les centristes ont tout simplement apposé une fin de non-recevoir. M. Pierre Méhaignerie a déclaré que «l'état mental du Parti socialiste est

tel que M. Rocard fait une fuite en avant en regardant vers les autres partis» ; aussi lui a-t-il conseillé de «faire d'abord le big bang à l'intérieur du PS et dans les idées du PS pour réhabiliter l'impartialité de l'État et une meilleure gestion des affaires publiques». M. René Monory a constaté : «Rocard parle des centristes, mais il ne sait pas très bien ce que font les centristes. Et je crois que c'est un peu prématuré. Pour l'instant, je retiens de la déclaration de M. Rocard qu'il ne le Parti socialiste. Premier acte. On verra après.» Même M. Bernard Stasi, qui a pourtant eu déjà l'occasion de manifester son amitié pour M. Rocard, s'est déclaré «non concerné» par un appel à l'irréel, en dehors du sujet. Quant à M. Bernard Bosson, le secrétaire général du CDS, il a rappelé que ses amis étaient «dans l'opposition».

Les autres dirigeants de droite ont été, bien entendu, tout aussi sévères. M. Charles Pasqua a affirmé : «On me rappelle le Titanic, quand il était en train de sombrer ; le commandant était monté sur le pont et s'attachait au mât, mais, en ce temps-là, le second ne faisait pas le camp avant que le bateau ne coule. Je ne trouve pas cela très beau». Même ceux qui dans ce camp avaient tenté, eux aussi, une entreprise de rénovation, usent de la même image : M. Charles Millon a assuré que M. Rocard «quittait le navire PS» et était «en train de donner le dernier coup de pioche pour provoquer l'effondrement du Parti socialiste».

Th. B.

xterieur italien

Après les «révélation» sur l'attitude de Georges Pompidou en mai 1968 M^{me} Pompidou conteste les affirmations de M. Jobert

M. Claude Pompidou, après avoir pris connaissance du livre de M. Michel Jobert *Ni dieu ni maître* et du compte rendu que nous en avons donné dans le Monde daté 7-8 février, nous a déclaré qu'elle «démentait formellement» le projet prêt à l'ancien premier ministre de quitter Paris le 29 mai 1968. La veuve de l'ancien chef de l'État a ajouté : «Cela ne tient pas debout. Ces déclarations sont totalement fausses. Elles sont en contradiction totale avec l'attitude de mon mari pendant toute cette période, que j'ai passée constamment à ses côtés. Aucun de ses autres collaborateurs n'a d'ailleurs jamais parlé d'une hypothèse pareille, qui aurait été une stupidité. On peut se demander si M. Jobert, que je n'ai jamais vu, n'a pas écrit cela pour faire vendre son livre».

M. Jacques Chirac a déclaré, mercredi 10 janvier à Dijon, qu'il avait apprécié «avec stupeur», par M. Claude Pompidou les révélations de M. Jobert. «Moi qui ai connu l'intimité de Georges Pompidou jour et nuit à Matignon pendant toute cette période, je peux vous dire que cette affirmation de M. Jobert est dépourvue de tout fondement», a-t-il ajouté, qualifiant l'information de «pur fantasme».

Pour sa part, M. Maurice Grimaud, qui était préfet de police pendant les événements de mai 1968, nous écrit : «L'état d'esprit du premier ministre ne me paraît pas avoir été la vive inquiétude que rapporte Michel Jobert. Tout au contraire il manifestait une activité et une présence qui excitaient l'idée de départ». M. Grimaud nous rappelle, comme il l'a rapporté dans son ouvrage *Rien mai fait ce qu'il le plaît* (1977),

que M. Pierre Sauvage, conseiller de Georges Pompidou pour les affaires de sécurité, lui rendit visite ce même 29 mai pour lui confier les projets du premier ministre, «qui n'étaient pas ceux d'un homme disposé à céder la place».

M. Michel Jobert, auquel nous avons demandé à plusieurs reprises de réagir aux prises de position de ceux qui contestent ses affirmations, nous a fait répondre lundi 15 février qu'il n'a «aucun commentaire à faire». Mercredi soir 17 février, au cours de l'émission «Ex-libris» sur TF1, il a déclaré : «L'apport mon témoignage. Il est irrécusable. D'autres ont eu d'autres confidences. Ils n'ont pas qualité pour juger des miennes».

□ M. Monory refusera Matignon. — M. René Monory a déclaré, jeudi 18 février au micro de la radio O'FM : «Je ne suis pas candidat au poste de premier ministre. Je crois que n'importe quel président du Sénat ne changerait pas son poste pour celui de premier ministre. Si on me le demandait, je n'accepterais pas». Le président du Sénat a aussi affirmé que le programme du RPR et de l'UDF n'était «pas mauvais», mais il a déploré que l'Europe n'y soit pas «assez présente» et souhaité que l'on y mette «un peu plus de souffle et de générosité».

□ Rectifications. — Dans notre article consacré à la préparation des élections législatives dans la région Centre (Le Monde du 16 février), il fallait lire, à propos du candidat de Génération Ecologie dans la première circonscription de l'Indre-et-Loire, M. Claude Pujol, et non M. Pujol, comme nous l'avons écrit par erreur.

Performance et partage quitte le Mouvement des réformateurs

Performance et partage, qui avait participé à la formation du Mouvement des réformateurs le 10 octobre dernier, avec France unie de M. Jean-Pierre Soisson et l'Association des démocrates de M. Jacques Pellerin, a décidé de quitter le mouvement. Le président de Performance et partage, M. René Ricot, et M. Jean-Paul Tran-Thiet, qui occupent au MDR les fonctions respectives de porte-parole et de secrétaire national chargé du programme, ont indiqué, jeudi 18 février, leur «profond désaccord» avec la stratégie du MDR.

Rappelant que le conseil du Mouvement avait réaffirmé le 9 janvier dernier «la totale indépendance du MDR par rapport aux partis politiques traditionnels et au gouvernement», ils prétent à la direction de leur formation, l'intention de préparer «un ralliement de ses candidats aux législatives sous la bannière de l'Alliance des Français pour le progrès», regroupement lancé par M. Pierre Bérégovoy pour rassembler sous une bannière commune le PS et ses alliés traditionnels.

MM. Ricot, ancien animateur des réseaux économiques de M. Barre lors de l'élection présidentielle de 1988, et Tran-Thiet, ancien membre du cabinet de M. Edith Cresson, précisent également qu'ils tiennent les conséquences de la promesse qui s'oppose le premier à M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire général du MDR. M. Ricot avait déclaré, le 11 février, à propos du prêt consenti à M. Bérégovoy par Roger-Patrice Pélat : «Pour retrouver la confiance des électeurs, il ne suffit pas d'élire quelqu'un qui n'a été victime, aucun profit réalisé. Les réformateurs, issus de la société active, savent que les Français veulent des élus non seulement honnêtes mais exemplaires dans leurs rapports avec l'argent». Le lendemain, M. Jean-Pierre Soisson, ministre de l'Agriculture, avait «désavoué» ce communiqué en ajoutant : «respecter comme chacun l'honnêteté exemplaire de Pierre Bérégovoy et à être fier de travailler» à ses côtés.

ILYA
MILLE ET UNE RAISONS
D'APPRECIER LA 306...



...ILYA
UNE SEULE FAÇON
DE LA GAGNER.

Confort, sécurité, esthétique, essayer LA RIVALE, c'est découvrir et apprécier chacune des qualités, chacun des détails qui donne à la 306 mille et une raisons de vous séduire.

Mais essayer LA RIVALE et participer au jeu «Essais Gagnants», c'est recevoir l'un des 150 000 cadeaux proposés et peut-être avoir la chance de gagner l'une des 10 Peugeot 306 XT mises en jeu.

*Jeu gratuit, sans obligation d'achat, réservé aux personnes titulaires d'un permis de conduire et ayant préalablement effectué un essai d'une Peugeot 306 entre le 18 et le 27 février 1993 dans le réseau Peugeot affichant l'opération. Jeu doté de 75 000 lots (valeur commerciale unitaire de 30 F TTC) et de 75 000 parures roller et feutre (valeur commerciale unitaire de 30 F TTC) attribués par tirage au sort. Règlement complet du jeu déposé chez Maître LELU, huissier de justice à Paris et adressé à titre gratuit, à toute personne qui en fera la demande à PROSPERYKA, 306 PEUGEOT, 8 rue Parmentier 92806 Puteaux. Aucune contrepartie au regard ne pourra être demandée.



PEUGEOT 306. LA RIVALE.

Pour mieux vous servir
Korean Air change son numéro de téléphone
à partir du 20 février 1993

Réservations : 42 97 30 00

KOREAN AIR

POLITIQUE

La première intervention télévisée

« Avant d'élargir ses alliances, il faut que le Parti socialiste retrouve son message »

déclare M. François Mitterrand en réponse au discours de M. Rocard

M. François Mitterrand participait, jeudi 18 février, sur France 3, à la première de deux émissions spéciales. Comme on lui demandait s'il pensait avoir perdu le contact avec les Français, il a répondu : « Je ne crois pas l'avoir perdu, mais tellement de questions se posent, tellement d'angoisses, tellement d'incompréhension, de malentendus, que j'ai cru de mon devoir d'apporter ma contribution à une explication. Je dois être à l'écoute et je souhaite qu'on m'entende. C'est devenu assez difficile. J'écoute beaucoup les radios, je regarde les télévisions, je lis beaucoup de journaux, et de partout, et à cause de la campagne électorale vous offrez vos antennes à tout moment. Dans cette contradiction générale, je voudrais bien pouvoir dire mon mot. »

« Il se trouve, a-t-il ajouté en réponse à une deuxième question, qu'il y a une campagne électorale qui, officiellement, n'a pas encore commencé mais qui, dans les faits, bat son plein. Dois-je être condamné au silence pendant deux mois ? Ce ne serait pas normal. Contrairement à mes prédécesseurs, moi, je n'interviendrais pas en dehors des termes de la loi, c'est-à-dire après que tout le monde aura parlé. Cela, je ne le ferai pas. J'interviendrai avant parce que je suis sûr de respecter la loi. »

M. Mitterrand a ensuite abordé les thèmes suivants :

■ **Le chômage.** — « Le chômage — et je sais que c'est pas un réconfort pour ceux qui souffrent en France, — ce n'est pas un mal français. Pas davantage ce n'est un mal socialiste. Ça a été un ouragan à partir de 1973. Le prix du pétrole, le prix du dollar, les restrictions et les décisions de la Banque allemande, l'explosion japonaise, la concurrence de l'Asie du Sud-Est qui a bas prix et sans protection sociale, vend tout et n'importe quoi, tout cela a provoqué dans le monde occidental industriel une crise dramatique. La France en souffre comme les autres. Mais au point de départ, il y a donc déjà dix-neuf ans, la France était moins bien préparée que d'autres à supporter ce choc et il a fallu, comme dans un combat de boxe, accuser le coup. On a essayé de reconstruire. »

« Que faire ? D'abord faire que la maison ne soit pas emportée par l'ouragan. Alors consolider la loi, les portes et les fenêtres et assurer les fondements. Pour cela, il fallait absolument que nous ayons une économie en bonne marche. Cette économie, elle marche correctement puisqu'elle est à l'heure actuelle la meilleure d'Europe occidentale. (...) On s'est dit que l'Etat était capable de faire tout ce qu'il faut pour assurer à tous ces besoins on s'est aperçu que l'Etat n'y pouvait pas grand-chose. Nous sommes très critiques par l'opposition qui dit : l'Etat n'a pas fait ce qu'il devait. Je reconnais que nous-mêmes, lorsque nous étions nous-mêmes dans l'opposition, nous nous tournions vers M. Giscard d'Estaing et Barre et nous leur disions la même chose, et nous nous trompions tous. (...) L'ouragan a failli tout emporter, et nous avons bâti une économie suffisamment solide (...) pour qu'on puisse résister au prochain coup de boutoir. Personnellement je pense qu'on le pourra. Mais j'assume ce qui se passe et je m'efforce de pouvoir résister aux effets d'une formidable révolution scientifique et technique qui a changé complètement les métiers de millions de travailleurs, qui a mis à terre de l'an 2000 on pourrait se trouver en difficulté de paiement à cause de la pyramide des âges. Le projet de M. Bérégovoy, c'est de permettre la création d'un fonds de garantie en mettant l'argent qu'il faut, qui proviendrait des actions d'un certain nombre d'entreprises publiques. A partir de là, nous dépasserons les années difficiles au-delà de 2005. (...) Je suis très attaché à la retraite à soixante ans, et je ne voudrais pas que le nombre d'années fasse qu'en réalité on soit obligé de reporter de soixante à soixante-trois ans, soixante-quatre ans... Le danger n'est pas pour aujourd'hui. Il n'y a pas de péril en la demeure. »

■ **Ne pas se battre contre le progrès technologique**

A propos des menaces pesant sur l'usine Grundig de Croutzvald, M. Mitterrand a déclaré : « L'Autriche, qui ne fait pas partie actuellement de la Communauté, a proposé des aides, des financements exceptionnels, qui paraissent très préférables à ceux que nous pourrions offrir. C'était, à mon sens, une concurrence déloyale. Comme l'Autriche est candidate à l'entrée dans la Communauté dès cette année, cela fera naturellement partie des conditions qui seront posées. On ne peut pas se permettre d'engager entre nous une compétition de ce genre. » A propos de l'usine Hoover, près de Dijon, il a indiqué : « Hoover, c'est une société américaine. Ce n'est pas l'Europe qui est en cause. La liberté d'établissement est entière. (...) L'Europe n'est pas responsable, sinon que nous avons fait à Maastricht un accord entre onze pays, le deuxième, c'est la Grèce-Bretagne, qui n'a pas accepté l'Europe sociale. Il y a donc d'une certaine manière un manque

de solidarité européenne de la part de ce pays. Il faut absolument que les onze pays qui ont accepté entre eux une charte sociale imposent aux autres, amicalement, par le dialogue, par la diplomatie, de ne pas organiser cette concurrence déloyale. (...) L'usine qui partira pour l'Ecosse, elle partira peut-être demain pour Singapour. C'est le cynisme qui risque dans tout cela. »

Interrogé sur les effets de l'automatisation sur l'emploi, le président de la République a indiqué : « Ni vous ni moi n'y pouvons rien dès lors qu'en automatisant, avec la troisième révolution industrielle depuis le début du dix-neuvième siècle on peut fabriquer plus vite et pour moins cher des produits. Vous pourriez dire tout ce que vous voudrez, et moi aussi, aux chefs d'entreprise, ils font toujours là où il y a la meilleure productivité, le meilleur profit. Dans une société qui se dit libre de ses choix, l'entreprise choisit également ce qui lui convient, et on ne peut pas se battre à réaction contre les progrès scientifiques et techniques, il faut tenter de les assumer. »

■ **Il peut y avoir une série de correctifs.** Par exemple, on a constaté que beaucoup de chefs d'entreprise se déplaçaient de se séparer d'une partie de leur personnel par un souci de rentabilité vraiment excessif, sans s'occuper le moins du monde des salariés qui, après tout, sont une valeur essentielle. (...) Mais nous ne lutterons pas contre l'évolution technologique, pas plus qu'on a pu lutter au dix-neuvième siècle contre l'arrivée des machines à tisser qui ont changé les métiers de millions de travailleurs du textile. Je crois que ce serait une erreur. Naturellement, je ne vous conseillerai pas de tourner le dos au progrès. Je dis seulement : il faut former les filles et les garçons, il faut même former les hommes et les femmes, qui, en milieu de carrière, devront changer de métier pour maîtriser les technologies nouvelles. C'est la source principale, pas la seule naturellement, du chômage. »

■ **L'agriculture.** — M. Mitterrand a notamment indiqué que les agriculteurs « feraient mieux de soutenir la nouvelle politique agricole de la Communauté que l'oligarchie un agent de destruction de l'agriculture française est un agent de construction qui nous permettra de lutter contre les exigences américaines et autres sur le GATT. (...) Il y a beaucoup à faire chez vous, sans être contraint de partir. Vous pouvez modifier vos types de production. Vous pouvez les diversifier. (...) Mais il faut accepter l'évolution des temps et la nouvelle politique agricole est un moyen de sauvegarde. »

■ **Pour le droit de vote des immigrés**

■ **La médecine.** — « Je suis tout-à-fait hostile à une médecine à deux vitesses, a-t-il dit. Je pense que les mesures qui ont été prises par la loi de 1992 [sur la limitation des dépenses de santé] sont précisément faites pour empêcher ce retour aux deux vitesses. »

■ **Les retraites.** — M. Mitterrand a indiqué : « Il est absolument que le système soit tel que l'on s'efforce de sortir du système de la répartition pour retomber dans une situation où les plus riches seraient protégés et où les plus pauvres ne le seraient pas ou le seraient moins. (...) Tous les experts de droit ont dit, à partir de l'an 2005 on pourrait se trouver en difficulté de paiement à cause de la pyramide des âges. Le projet de M. Bérégovoy, c'est de permettre la création d'un fonds de garantie en mettant l'argent qu'il faut, qui proviendrait des actions d'un certain nombre d'entreprises publiques. A partir de là, nous dépasserons les années difficiles au-delà de 2005. (...) Je suis très attaché à la retraite à soixante ans, et je ne voudrais pas que le nombre d'années fasse qu'en réalité on soit obligé de reporter de soixante à soixante-trois ans, soixante-quatre ans... Le danger n'est pas pour aujourd'hui. Il n'y a pas de péril en la demeure. »

■ **L'immigration.** — « Lorsqu'un immigré a été accepté sur le territoire français à la fois par le ministère de l'Intérieur et le ministère du travail, qu'il a un contrat de travail et le droit de résider, je lui reconnais tous les droits qu'ont les autres travailleurs en France. (...) Lorsqu'il s'agit de travailleurs en situation irrégulière, alors il est nécessaire, dans les termes du droit, en se reportant aux décisions de justice, et non par des décisions administratives, d'y mettre bon ordre. Nous ne pouvons pas accepter la présence de ces immigrés-là. »

Le chef de l'Etat a indiqué qu'il

accepterait une réforme du code de la nationalité, « si elle est raisonnable », ajoutant : « Mais ce à quoi je suis le plus opposé, c'est la substitution du droit du sang au droit du sol. Le droit du sol, depuis l'origine, depuis les Capétiens, en traversant les révolutions, les empires, les républiques, c'est le droit français. Le droit du sang, c'est davantage une théorie allemande ou celle d'autres peuples qui souvent n'ont pas connu de frontières. Nous, nous sommes un pays homogène en dépit de nos immigrés et, je dirais presque, quel que soit à cause de nos immigrés. Moi, je ne marcherais jamais dans les campagnes qui montreraient la doigt une catégorie de gens venus d'ailleurs des lors qu'on les a acceptés. »

A propos de l'aide au retour, le chef de l'Etat précise : « Il faut continuer de la pratiquer. (...) Mais il ne faut pas que ce soit un système pour les chasser. »

A propos du droit de vote des immigrés, qui figurait parmi ses cent dix propositions de 1981, M. Mitterrand a souligné qu'il avait réalisé quatre-vingt-quatre d'entre elles, mais que celle-ci, en effet, ne l'a pas été. « A-t-il, je reste personnellement partisan de cette mesure, a-t-il dit. En fait, il y a des résistances, sans doute des traditions, des coutumes. La France n'est pas encore prête à accepter quoi donc ? Il s'agit du droit de vote des immigrés pour les élections municipales. (...) Il y a un certain temps de séjour qui peut être cinq ans, dix ans, quinze ans. A partir de là, on peut admettre que l'immigré qui se trouve là a bien le droit de donner son avis sur l'éducation de ses enfants. Mais cela ne peut résulter que d'un consentement suffisamment général et, malgré les efforts, ce consentement ne me paraît pas encore tout près d'être obtenu. »

■ **« Je n'ai pas l'intention de démissionner »**

■ **La cohabitation.** — « Je n'ai pas l'intention de démissionner si se produit un changement de majorité, comme beaucoup le prétendent, au mois de mars — quelle que soit l'ampleur, cela n'a aucune importance sur ce plan-là. En ce sens, je suis peut-être un peu conformiste puisque je vous fais une réponse qui est exactement celle du général de Gaulle, celle de M. Pompidou et celle de M. Giscard d'Estaing qui disait : lorsqu'on pensait qu'il pourrait perdre les élections législatives en 1978, j'ai dit jusqu'au bout de mon mandat. Je ne sais pas, moi, si j'ai jusqu'au bout, il y a beaucoup d'éléments qui interviennent, mais je dois exécuter le mandat qui m'est confié. Et si on ne doit surtout pas, sur le plan des institutions, confondre les choses. Une élection législative, ce n'est pas une élection présidentielle. Et si on commence comme ça, alors on n'en finira pas, ce sera l'instabilité permanente. Il n'y a pas de raison de ne pas faire démissionner un député ou le président de la République s'il y a un changement de majorité dans un conseil municipal. En revanche, si la politique qui est faite me paraît inacceptable, je pense que ce seront les Français qui auront à décider. Je ne suis pas exactement, c'est l'heure actuelle une hypothèse. On verra bien, cela dépendra de la future majorité, il est possible qu'on en ait l'occasion. »

Interrogé sur le nom de son futur premier ministre, M. Mitterrand a d'abord répondu ironiquement : « Je ne sais pas, moi, mais je ne serai pas facile de choisir si l'actuelle majorité est reconduite au mois de mars, avant de préciser : « J'ai déjà dit que je ne prendrais pas un premier ministre qui serait anti-européen. Et puis, il y aura d'autres critères. Ils sont très nombreux à se proposer. Il y a le choix. Je ne dirais pas que c'est une bousculade, mais je ne suis pas inquiet là-dessus. Trouver un homme de valeur, c'est déjà plus difficile, mais enfin il y en a. Il y en a à droite, il y en a à gauche, heureusement il y a des hommes de valeur. Je n'ai pas fait mon choix, comment voulez-vous que je fasse mon choix ? Je ne sais pas qui va gagner, et si même j'avais la conviction que ce serait l'actuelle opposition qui l'emporterait, comme beaucoup de choses semblent le démontrer, je me battrais après de ceux qui l'ont fait confiance. Je serais solidaire de ceux qui sans quand même mes plus proches amis politiques, pour tenir jusqu'au bout, expliquer aux Français, comme je le fais ce soir. Je reviendrai-t-il pour critiquer l'acceptation de son projet de révision constitutionnelle ? « Il est certain que ce serait une très bonne condition, a-t-il dit, mais enfin on n'en est pas là. »

A propos du programme de l'opposition, M. Mitterrand a déclaré : « Je pense qu'on promet tout et n'importe quoi, que ce ne sera pas réalisé, que ce n'est pas assez sérieux pour que je m'y intéresse. »

Jugeant « intéressante » l'expérience d'alliance entre le PS et les écologistes au conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, le chef de l'Etat a ajouté : « J'espère que cela marchera parce que j'ai trouvé que l'esprit de compromis passé entre les écologistes et le Parti socialiste était quelque chose d'intéressant et d'intelligent. (...) Je souhaite que ce type d'alliance puisse se perpétuer. »

■ **Fidèle à un certain idéal de l'union de la gauche**

■ **L'avenir du PS et les propositions de M. Rocard.** — « On dit souvent : François Mitterrand finira par rendre le Parti socialiste dans la situation où il l'a trouvé. Permettez-moi de vous dire d'abord que je n'ai pas à parler au nom du Parti socialiste. Vous m'y obligez, je vous répondrai très ouvertement, mais tout de même ce n'est pas tout à fait mon rôle. Quand j'ai trouvé le PS, il venait de faire 5 % à l'élection présidentielle. A l'heure actuelle, quels que soient les mauvais sondages, il est peu vraisemblable qu'il descende au-dessous des 20 % et il peut faire davantage. (...) Moi, je n'ai jamais réussi à faire monter le PS plus haut que 23 % quand j'étais premier secrétaire. Il a fallu le talent de Lionel Jospin et aussi peut-être mon élection à la présidence de la République, en conjuguant nos efforts, pour qu'on aille plus haut. (...) Pour une formation politique, atteindre le quart de l'électorat, ce serait 25 %, ce serait très bien ; 20 %, c'est le cinquième, c'est dommage, ce n'est

pas assez, mais malgré tout, c'est un beau résultat et on n'en est pas aux 5 %. » M. Rocard, je l'ai reçu avant-hier, il m'a exposé un peu ce qu'il entendait dire le lendemain après de Tours, à Montluçon, il m'a également remis le texte de son discours avant même qu'il ne soit prononcé, donc j'ai eu le temps de l'étudier. Ce que je pense, c'est qu'on a le droit d'imaginer toutes les conditions dans lesquelles cela se produirait sur des bases claires, des programmes, qu'on ne mette pas des chats et des chiens pour qu'ils se disputent ensuite à l'intérieur de la coalition. Moi, je reste fidèle à un certain idéal de l'union de la gauche, qui veut surtout être l'union de ceux qui votent. J'estime que c'est un souci qu'il ne faut pas perdre de vue. »

■ **Il ne faut pas avoir peur.** comme le dit Rocard, de s'élargir. Mais il ne faut pas perdre sa base, si bien que le premier souci à se faire c'est de réunir ou d'unifier davantage le Parti socialiste lui-même. Avant d'élargir ses alliances, il faut que lui-même retrouve son message. S'il le retrouve, si les courants arrivent à disparaître ou à s'effacer au bénéfice de leur formation politique commune, alors je pense que les leaders socialistes pourront penser, comme le demande Michel Rocard... Pour M. Mitterrand, le renouveau du Parti socialiste serait « sans aucun doute une très bonne chose ». « C'est que je pense, ajoute-t-il, c'est que le Parti socialiste doit d'abord dominer ses propres contradictions, maîtriser ses propres divisions, retrouver sa propre ligne, rester fidèle à ses origines. Le socialisme en France, c'est une grande épreuve historique. C'est à partir de là, si tout cela se fait, les

propositions de Michel Rocard valent la peine d'être examinées. »

M. Mitterrand a souligné que le congrès d'Epiney n'était pas une « rupture ». « Nous avons fait cela avec le parti qui avait été créé par Guesde, Jaurès et quelques autres, a-t-il dit. Moi-même, en 1971, à Epiney-sur-Seine, j'ai réuni toutes les fractions socialistes, y compris la SFIO. Ça a été un passage de témoin, d'un Parti socialiste à l'autre. Ce n'était pas une rupture. (...) Je ne pense pas que Michel Rocard songe à détruire l'œuvre d'Epiney. C'est vrai qu'il n'y était pas. Il y est venu, ce qui prouve que ça l'avait convaincu. Je connais bien Michel Rocard, je connais ses qualités, c'est un homme intelligent, qui est capable de percevoir les courants de notre société, mais je lui dis amicalement : d'abord réunissez les forces dont vous disposez, renouez vos idées, vos façons de faire et vos structures, et de ce moment-là vous serez très attractif, et les autres viendront à vous, tous ceux qui voudront, mais je voudrais bien ne pas perdre en chemin ceux qui étaient déjà réunis. »

Confirmando qu'il reviendra le lendemain pour la suite de l'émission, M. Mitterrand ajoute : « Je serais prêt à revenir après-demain, mais j'ai l'impression qu'on a poussé pas mal de cris d'orfraie, c'est-à-dire que les gens de l'opposition qui occupent les ondes en permanence, qui font des communications solennelles, le matin, à midi, le soir, qui au besoin se réveillent la nuit... On entend surtout ceux-là, et les micros sont très complaisants pour cela. Donc, demain sûrement, après-demain si vous m'invitez, mais je n'en suis pas sûr. »

Seul de Gaulle avait mis son mandat en jeu

Eus pour un mandat de sept ans, les présidents successifs de la cinquième République ont tous, après la déclaration implicite de candidature à sa succession faite par Georges Pompidou, à Rome, il avait fait publier par l'Elysée un communiqué indiquant : « J'ai été le 19 décembre 1965 réélu président de la République pour sept ans par le peuple français. J'ai le devoir et l'intention de remplir ce mandat jusqu'à son terme. »

■ **M. Giscard d'Estaing voulait aller à Rambouillet**

Sous le septennat de Georges Pompidou, à l'occasion des élections législatives de mars 1973, c'est M. Pierre Messmer, alors premier ministre, qui avait, le 17 février, envisagé les conséquences d'une éventuelle victoire de la gauche en déclarant : « Dans le mesurage du Programme commun visé à un changement complet de régime a réduit massivement les pouvoirs du président, en cas de désaccord c'est le suffrage universel

seul qui tranchera. » M. François Mitterrand avait alors estimé que le président de la République, tout en tenant compte du résultat des élections, « devait offrir en termes de sa charge. »

M. Veléry Giscard d'Estaing, devenu président de la République en 1974, a évoqué lui aussi un éventuel changement de majorité parlementaire dans son discours de Verdun-sur-le-Doubs du 27 janvier 1978. Après avoir rappelé que le président de la République avait le droit de s'exprimer, qu'il n'était ni un élu ni un « chef de parti », il avait dit aux électeurs : « Vous pouvez choisir le Programme commun ; celui-ci sera appliqué, le président de la République n'a pas les moyens de s'y opposer. » M. Giscard d'Estaing a précisé qu'en cas de victoire de la gauche en 1978, il ne se serait pas démis de ses fonctions, mais qu'il se serait retiré à Rambouillet.

■ **ANDRÉ PASSERON**

Les réactions

■ **M. Touba (RPR).** — « Mitterrand n'a rien dit. »

■ **M. Sarkozy (RPR).** — « Décalage entre le discours et la réalité. » — M. Nicolas Sarkozy, secrétaire général adjoint du RPR, a déclaré, jeudi soir, sur RTL : « J'ai rarement vu un si grand décalage entre le discours et la réalité. (...) M. Mitterrand est content de la situation, de son bilan. Il pense que l'économie va bien et que la situation sociale est excellente, qu'il n'y a pas de problème en France. (...) Finalement la seule chose qui l'étonne, a ajouté M. Sarkozy, c'est que les Français, eux, ne sont pas contents. »

■ **M. Madelin (UDF-PR).** — « Témérité inouïe. » — M. Alain Madelin, vice-président de l'UDF, a affirmé, jeudi soir, à Lyon, sur France 3, que « manifestement, M. Mitterrand était l'animateur d'une sorte de Téléthon humanitaire au service de la cause du Parti socialiste. (...) On a pu écouter que les quinze dernières minutes de l'émission en raison d'un programme chargé, a précisé que les propos de M. Michel Rocard sur l'avenir du PS « n'ont pas dû plaire à M. Mitterrand. » (Corresp.)

■ **M. Hén (PC).** — « Un show sur mesure. » — M. Robert Hén, membre du bureau politique du Parti communiste, a estimé, jeudi soir, que

M. François Mitterrand s'était « taillé un show télévisé sur mesure. (...) Il est évident que la prestation télévisée du président n'est pas de nature à répondre à l'immense volonté de changement de politique qu'appellent des millions d'hommes et de femmes, a précisé M. Hén qui a accusé le chef de l'Etat de « banaliser la course au profit. »

■ **M. Hollande (PS).** — « Un petit coup de pouce. » — M. François Hollande, directeur adjoint de la campagne du PS, a estimé, vendredi sur Europe 1, que l'intervention de M. Mitterrand était « un petit coup de pouce » donné à M. Rocard, même si ce n'est pas tout à fait le soutien majeur du président de la République que d'imaginer ce qui peut être demain une majorité présidentielle. »

■ **M. Soisson (MDR).** — M. Jean-Pierre Soisson, ministre de l'Agriculture, secrétaire général du Mouvement des réformateurs, s'est félicité, vendredi, sur RTL, d'avoir vu « un président qui n'avait pas envie de partir, qui était bien dans sa peau, qui défendait la politique qu'il a choisie. (...) Je trouve cela bien, quel qu'un qui se bat, a-t-il ajouté, et j'aimerais bien autour de moi dans la majorité que les gens se battent davantage. »

l'action de la di
« inacceptable »

ances et vraies quen
constitutionnelles

هكمان الشعل

RADIO TI

POLITIQUE

du chef de l'Etat sur France 3

Si l'action de la droite est « inacceptable »...

Suite de la première page

Ils en ont besoin aussi pour passer au mieux le cap des années 1993-1995 : il s'agit pour M. Mitterrand de résister à la droite pendant la durée de la cohabitation et pour M. Rocard de préparer sa candidature à l'Elysée.

A la faveur de cette communauté d'intérêts, les socialistes ont fait semblant de croire que la rénovation du PS vulnue par l'ancien premier ministre ressemblait beaucoup à celle que souhaite le président de la République. L'entourage du chef de l'Etat allait jusqu'à soutenir, au lendemain des déclarations de M. Rocard, que celui-ci était sur la même ligne que

M. Mitterrand, dont il ne faisait que reprendre les propositions. Le président de la République a mis les choses au point jeudi soir : il y a bel et bien deux stratégies, qui recouvrent deux calculs différents.

Celui de M. Mitterrand est de ne pas perdre les soutiens qui lui restent au bénéfice d'hypothétiques renforts dont l'arrivée, si elle devait se produire, pourrait avoir pour effet de démolir le « peuple de gauche ». Ce n'est pas la première fois que le chef de l'Etat se montre réservé à l'égard d'une conception large de l'« ouverture ». Comme lors de chaque campagne électorale, il tient à

affirmer son ancrage à gauche. C'est pour lui à la fois le moyen de se prémunir, éventuellement, contre une trop lourde défaite et de s'armer en vue des affrontements qui suivront le scrutin. Les grands ancêtres - Guesde, Jaures - sont donc appelés à la rescousse. Les lieux fondateurs - Epinay - sont invoqués. Les formules quasi mythiques - l'union de la gauche - sont ressuscitées. Les audaces gémées - le droit de vote des immigrés - sont remises à l'honneur. Les acquis sociaux - la retraite à soixante ans - sont réaffirmés. Quant au programme de la droite, qu'elle a passé pour socialiste, M. Mitterrand ne le juge pas « assez sérieux » pour qu'il s'y intéresse, il n'exclut même pas que la politique de ses adversaires lui paraisse un jour prochain « inacceptable » au point de demander aux Français de trancher. C'est donc « à gauche toute » : le chef de l'Etat s'apprête à exercer, dans quelques semaines, aux dépens de la droite, la fonction protectrice qui a si bien profité aux écologistes aux dépens des socialistes.

Face au retour d'une culture d'opposition qui peut permettre au PS de se refaire une santé à l'écart du pouvoir, comme le pensent beaucoup de ses membres, M. Rocard entend au contraire rester fidèle à la culture de gouvernement acquise depuis douze ans. Les références du chef de l'Etat ne sont pas vraiment les siennes : Epinay, « il n'y était pas », comme l'a rappelé malicieusement M. Mitterrand, l'union de la gauche, cela ne l'a jamais enthousiasmé, Guesde, ce n'est pas du tout sa tasse de thé, et ce n'est pas lui qui balayerait d'un

revet de main, comme l'a fait le président de la République, le programme de l'opposition, au sein de laquelle il compte quelques amis. Le « candidat naturel » des socialistes à l'Elysée veut donner l'image d'un homme responsable, qui sait lui, que le monde a changé et que, pour le « transformer », il faut le « comprendre » - et non pas se contenter, comme M. Mitterrand en a donné l'impression jeudi, de protester contre des évolutions malheureuses que l'on ne peut que constater avec impuissance.

Une leçon d'efficacité

Le président de la République feint de croire que ces propos sont d'un intellectuel, non d'un politicien. M. Rocard n'est pas un homme « intelligent », c'est même « un homme intelligent », il est « capable de percevoir les courants de notre société », mais il serait capable aussi, sous prétexte de recomposition, de « perdre en chemin » ceux qui sont déjà rassemblés derrière le PS. Autrement dit, c'est un bon analyste, ce n'est pas un dirigeant crédible. Bref, l'ancien premier secrétaire du PS ne se prive pas de donner une leçon d'efficacité à l'ancien secrétaire général du PSU.

Au-delà de la vieille querelle qui oppose les deux hommes, leur affrontement présente surtout le signe d'un partage des tâches dont le moins qu'on puisse dire est qu'il n'enthousiasme pas le chef de l'Etat. A M. Mitterrand d'assumer le bilan, à M. Rocard de dessiner les perspectives. Le premier est contraint d'apparaître comme un homme du

passé, quand l'autre se présente comme l'homme de l'avenir. On ne cache pas, à l'Elysée, l'irritation du président de la République devant la propension de l'ancien premier ministre à critiquer l'action menée depuis douze ans, comme il l'a fait une fois de plus à Montlouis en relevant les « erreurs graves » commises par la gauche. On aimerait qu'il soit plus solidaire des gouvernements socialistes qui se sont succédés depuis 1981 et qu'en particulier il ne minimise pas ses propres responsabilités de 1988 à 1991. Pour que le partage des tâches soit moins injuste, on souhaiterait que l'ancien premier ministre prenne aussi sa part du bilan.

A l'inverse, le président de la République veut être également porteur de perspectives. Cette fois, la difficulté ne vient pas de M. Rocard, mais de M. Mitterrand lui-même. Car on ne peut pas dire que ses réponses aux Français aient frayé

beaucoup de voies, ouvert beaucoup de pistes. Même le fameux partage du travail, dont M. Bérégovoy, comme la plupart des socialistes, fait un objectif prioritaire, n'a pas retenu son attention. En réponse à un ingénieur au chômage qui lui demandait si une telle solution ne pourrait être envisagée, il s'est borné à dire, refusant de saisir la perche qui lui était ainsi tendue : « naturellement » - là où M. Rocard, la veille, avait longuement développé son projet.

L'accueil fait aux propositions de l'ancien premier ministre, y compris par ceux qui expriment encore des réserves, montre que beaucoup prouvent au sérieux l'idée d'un « passage de témoin » évoqué par M. Mitterrand à propos du congrès d'Epinay. M. Rocard, assurément, ne l'entend pas autrement.

THOMAS FERENCZI

Fausse et vraies querelles constitutionnelles

Suite de la première page

Il faudrait tout de même en finir avec l'épouvantail d'un régime présidentiel installé sur les ruines du Parlement. On peut lui préférer un régime parlementaire, mais il veut mieux savoir que ce n'est pas dans celui-ci que les représentants élus ont le plus de poids.

Quant aux rapports de l'un et de l'autre régime avec la durée du mandat présidentiel, la confusion n'est pas molinaire ; elle est même plus compliquée.

Tout d'abord, on embrouille le problème de la durée de ce mandat et celui de sa coexistence avec le mandat parlementaire. Ils peuvent avoir la même durée sans coïncider et, si l'on voulait garantir cette coïncidence par un synchronisme initial, l'exercice du droit de dissolution dégrèderait la mécanique.

En second lieu, on suppose même que le synchronisme persiste, il n'assure pas que la majorité présidentielle se double d'une majorité parlementaire. Aux Etats-Unis, ce n'est pas la règle et les présidents républicains de ces dernières années ont dû s'accommoder de majorités démocrates au Congrès. En France, dans le cas où l'élection présidentielle et les élections législatives se sont faites sinon simultanément, du moins à des moments proches, les résultats ont été inégaux comme le montre la comparaison entre 1981 et 1988.

En troisième lieu, la manière dont est géré le mandat présidentiel a donné au septennat des significations très différentes.

On oublie trop, quand on place le septennat sous l'invocation du général de Gaulle, que le général entendait comme un temps d'investiture mais non d'irresponsabilité. Les référendums de 1962 et de 1969 ont été, au milieu des sept ans, de véritables questions de confiance posées à la nation et prises tellement au sérieux que la seconde interrompit le septennat.

Georges Pompidou recourut au référendum, mais sans lui donner le sens d'une question de confiance. Valéry Giscard d'Estaing n'en fit pas usage, mais avait pu en voir, dans le résultat des élections de 1978, une sorte de substitut.

La pratique de François Mitterrand constitue une troisième variété. Si elle comporte un référendum à propos du traité de Maastricht, ce fut sans différence à une question de confiance, même si certains des partisans du « non » tendaient à lui donner ce sens. L'originalité de la pratique fut dans l'utilisation immédiatement après chacune des élections présidentielles d'une dissolution de l'Assemblée nationale qui eut pour résultat de faire des septennats en deux parties, ou si l'on préfère, de décomposer le septennat en « cinq plus deux ».

La soustraction du « biennat »

Dans la période de cinq ans suivant l'élection présidentielle se produisent non pas, comme on le dit quelquefois, un compromis ou une combinaison entre régime présidentiel et régime parlementaire, mais un cumul des deux régimes. Du président américain le chef de l'Etat français a la légitimité populaire, le mandat fixe, l'irresponsabilité juridique, la maîtrise de l'exécutif, au moins pour l'essentiel. Du premier ministre britannique il a le leadership d'une majorité parlementaire et le droit de dissolution, plus, par premier ministre interposé, les armes du régime parlementaire, y compris l'article 49-3. La deuxième période - la cohabitation - n'opère pas par cumul des deux régimes, mais si l'on peut dire, par soustraction. Le président

garde certes d'importants pouvoirs, notamment en matière de politique étrangère et de défense. Mais, s'il a le choix du premier ministre, c'est dans certaines limites : il n'a plus le leadership d'une majorité ; la plupart des armes du régime parlementaire lui échappent.

Quant au premier ministre, il n'a pas les prérogatives normales d'un chef de gouvernement parlementaire. Sans parler du droit de dissolution qui lui est refusé, il n'a pas, comme ses homologues anglais ou allemands, la faculté de voir pure formalité dans la signature du chef de l'Etat pour la nomination aux grands emplois ou pour les ordonnances. Et il doit admettre à certains moments que le chef de l'opposition préside le conseil des ministres - ce qui est franchement inédit en régime parlementaire. Au total, dans les sept ans, il y a un quinquennat qui est fait d'un cumul entre régime présidentiel et régime parlementaire et - comment dire ? - un « biennat » qui est fait d'une double amputation du régime présidentiel et du régime parlementaire. Un théoricien dirait que les deux légitimités puisées dans le suffrage universel - celle du président, celle des députés - s'additionnent pendant cinq ans et, pendant deux ans, se retranchent l'une l'autre.

Est-ce un bien ? est-ce un mal ? On n'en discute pas ici. Mais proposons un autre jeu.

Il faudrait tout d'abord que cesse l'inversion, proche du non-sens, qui entache dans nombre de débats l'emploi des termes « régime parlementaire » et « régime présidentiel ». Il faudrait surtout que la discussion sur la durée du mandat fût ramenée à ses véritables termes. On peut soutenir que le quinquennat est plus démocratique, mais que le septennat favorise la continuité ; que le quinquennat prend mieux en compte les évolutions rapides de la société, mais que le septennat se prête mieux aux grands desseins de la construction de l'Europe ou de la paix mondiale.

En revanche, il ne serait ni exact ni utile de choisir entre eux sur des images déformées et sur une logique fantaisiste. Ou alors ils ont bien raison, ces parleurs mettant leur dernière chemise sur un cheval qui porte le nom de leur signe du zodiaque.

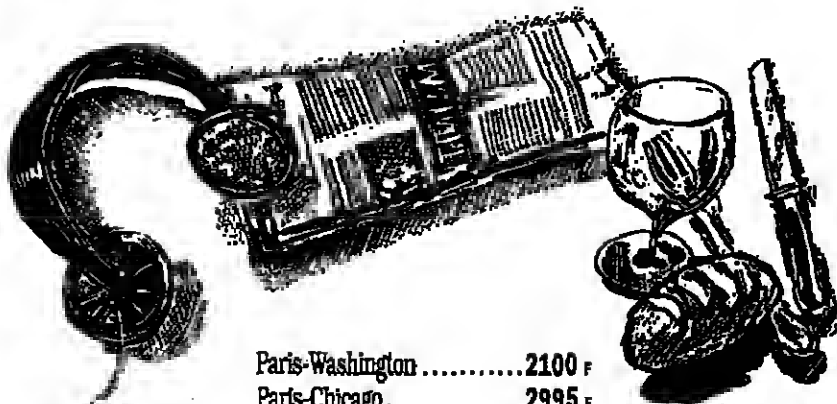
GEORGES VEDEL

Le Syndicat de la magistrature se dit « consterné » par les propositions de réforme constitutionnelle. Dans un communiqué diffusé mercredi 17 février, le Syndicat de la magistrature (SM, gauche) se dit « consterné » par les propositions du comité consultatif pour la révision de la Constitution. Il estime que la législation de la subordination du parquet au garde des sceaux consacrerait « une formidable régression du fonctionnement démocratique de l'institution judiciaire ». Le SM, qui considère que le président de la République ne peut à la fois contrôler l'institution judiciaire, présider « légitimement » le Conseil supérieur de la magistrature (CSM) et nommer aux postes clés s'il reste le chef de l'exécutif, estime que la nomination de certains membres du CSM par les présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat ne saurait garantir à elle seule les « conditions de pluralisme ».

SEUL NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
RADIO TÉLÉVISION

Exceptionnel !
Avec United Airlines,
bénéficiez de 75% de
réduction sur la musique,
la littérature, le cinéma
et l'alimentation.



Paris-Washington 2100 \$
Paris-Chicago 2995 \$
Paris-Los Angeles 3495 \$
Paris-San Francisco 3495 \$

Aujourd'hui, United Airlines vous offre l'occasion de profiter de 100% de son service pour seulement 25% du prix. Conditions de vente : départ entre le 6 et le 28 février inclus, en classe économique, durée du séjour entre 7 et 21 jours, validité et réservation du billet effectuée le même jour et dans les 14 jours précédant le départ. Averse remboursée en cas d'annulation. Pour plus de renseignements, contactez votre agence de voyages ou appelez notre centre de réservations au 48.57.82.82 ou notre Numéro Vert au 06.01.91.98.

UNITED AIRLINES

SOCIÉTÉ

L'enquête sur les malversations à l'Office régional pour la culture et l'éducation permanente (ORCEP) de Lille

Une affaire à double fond

En portant plainte contre X... dans le cadre de l'affaire de l'Office régional pour la culture et l'éducation permanente (ORCEP) de Lille (le Monde du 13 février), M^{me} Marie-Christine Blandin, présidente de la région Nord-Pas-de-Calais, devrait permettre au juge d'instruction de poursuivre ses investigations sur les personnes proches du PS mises en cause par le comptable de l'Office accusé d'un détournement de 800 000 francs. Il apparaît en outre que le sigle ORCEP était aussi celui d'une société de communication.

LILLE

de notre envoyé spécial

Au Mans, les affaires Urbis et SAGES ont commencé par un banal accident de travail. Un détournement de fonds sera-t-il à Lille le point de départ d'une affaire ORCEP? M^{me} Danielle Ghoris est accusée d'avoir utilisé à des fins personnelles 800 000 francs prélevés dans les caisses de l'Office régional de la culture et de l'éducation permanente (ORCEP) dont elle est chef comptable. Samedi 6 février, elle quitte donc son domicile manottée aux mains et menacée à la bouche: «Je ne serai pas la seule à tomber, maintenant je vais pouvoir tout dire...» Au juge Emmanuel Barbe qui l'inculpe pour abus de confiance et faux en écriture, elle dément d'instinct: «L'Office régional, pour justifier les détournements dont elle reconnaît être l'auteur, elle explique qu'un certain nombre de personnes, cadres du Parti socialiste, ont été rémunérées pour des emplois fictifs. Elle ajoute que d'autres ont perçu des indemnités de frais surdimensionnés par rapport à la réalité des dépenses engagées. Après ces «révélations», la Voix du Nord cite les noms de quinze élus et militants du PS soupçonnés d'avoir bénéficié de salaires et de remboursements de frais de l'ORCEP sans travailler pour cet organisme, la plupart du temps... Et le décor d'une nouvelle affaire semble en place.

Serait-on intéressé à la comptabilité indécrite si les finances de l'ORCEP n'avaient pas été défilantées? Serait-on penché sur les comptes de cet office si les socialistes étaient restés maîtres dans le Nord-Pas-de-Calais? Lorsque l'on prend la présidence du conseil régional, au printemps 1992, M^{me} Marie-Christine

Blandin, élue des Verts, décide de commander plusieurs audits pour y voir plus clair dans le fonctionnement de la «soutenance socialiste». Du coup elle apprend qu'une expertise a déjà été réalisée à la demande du directeur de l'ORCEP nommé en avril 1992. Confiée au cabinet Fides, de la Fiduciaire de France, les conclusions de cet audit sont restées secrètes. Elle se révélait désastreuses.

Association régie par la loi de 1901 et chargée d'appliquer la politique de la région dans les domaines de la culture et de la formation permanente, l'ORCEP accusait un déficit de 12 millions de francs auxquels s'ajoutaient 6 millions de pertes dans une opération d'édition d'albums historiques de luxe.

«Vrai faux salarié»

Certaines dépenses ont été engagées par l'Office en l'absence de tout contrôle du conseil d'administration - qui n'aurait pas été réuni depuis 1987. Des associations et organismes bénéficiaires de subventions n'avaient rien à voir avec «la raison sociale» de l'ORCEP. L'office a, par exemple, réglé des factures pour la sonorisation et la location de matériel à l'occasion d'une visite de M. François Mitterrand.

«L'ORCEP se trouve dans une situation de gestion de fait, les irrégularités de fond relèvent d'un caractère de gravité particulière», estiment les experts. Leur audit relevait encore que les salaires et les dépenses somptuaires atteignaient 58 % du budget. Des indemnités de frais sans justificatifs de certains dirigeants de l'ORCEP ont été pointées. «Des rémunérations déguisées», des primes pouvant atteindre 6 000 francs par mois, voire 12 000 francs pour certains dédommagements de frais kilométriques, alors que l'intéressé circulait avec une voiture du conseil régional. D'autres remboursements plus masqués concernaient des achats personnels de faible envergure: une autoradio, un abonnement à Télérama, une note de téléphone...

Les allégations de la comptable de l'ORCEP devant le juge d'instruction interviennent donc au moment où l'on soupçonne fortement l'ancienne présidente socialiste de la région d'avoir abusivement salarié des «amis». M^{me} Marie-Christine Blandin, qui s'est constituée partie civile, conteste la véracité des accusations de la comptable. La nouvelle présidente de la région précise que la liste fournie par celle-ci comporte des

erreurs et des omissions. Elle fait ainsi le tri entre les personnes qui ont effectivement travaillé pour l'ORCEP, celles qui travaillaient pour la région mais étaient étrangement payées par l'ORCEP, et des «salariés fictifs». «Il y avait une nébulosité autour de l'ORCEP. Il est difficile de faire le point aujourd'hui. Il y a encore des recoupements à faire», dit-elle. Vingt-huit personnes n'en ont pas moins déjà quitté le conseil régional depuis avril 1992: «des gens qui n'avaient rien à y faire», dit M^{me} Blandin, en précisant la ligne de conduite des Verts vis-à-vis de leurs partenaires socialistes sur cette affaire: «On ne les défend pas, on ne les soutient pas, on ne les envoie pas...»

L'entourage de M. Michel Delebarre n'est pas pour autant épargné par ces «révélations» successives. M. Jean-Michel Stievenard, notamment, est mis en cause. Chargé de mission auprès du ministre de la fonction publique, il a été directeur politique de sa campagne lors des élections régionales. Accusé d'être un «vrai faux salarié» de l'ORCEP, M. Stievenard reconnaît qu'il n'avait pas de bureau, «cas dernière temps», eu sein de cet organisme. Il avait été décidé que, chargé de «définir et de mettre en œuvre la politique de la formation permanente de la région», il serait «salarié de l'ORCEP et non du conseil régional parce qu'il y avait une incompatibilité avec (son) mandat de conseiller général». Incompatibilité surmontée ainsi grâce au secours et à la souplesse de l'ORCEP... Pour justifier son salaire, M. Stievenard se déclare prêt à présenter un bilan et clarifier des personnes pouvant témoigner du «travail réalisé», d'urgence. «Il n'y a personne travaillant dans ce domaine qui ne me connaisse pas...»

L'affaire est encore l'occasion de dénoncer le «clientélisme» et une certaine forme de «clientisme» autour de l'ancien président du conseil régional, M. Noël Joseph (PS), dont on retrouvait plusieurs membres de la famille au sein de l'institution régionale. La subvention de 400 000 francs qu'avait accordée, en mai 1990, la région Nord-Pas-de-Calais afin de financer une étude sur «l'état de la production et de l'audiovisuel dans la région», a ainsi été passée à la loupe: elle avait confié une étude à TV Marketing, un département spécialisé dans l'expertise de la société Carat TV dont le vice-président était Pascal Joseph, fils du président Noël Joseph, actuellement directeur des programmes de France 2. Cette subvention a fait l'objet d'une délibération régulière. Ce travail a été

mené dans les règles, comme toutes les autres commandes que j'avais à l'époque, explique Pascal Joseph. Vous savez, je n'avais pas besoin de la région Nord-Pas-de-Calais pour faire vivre TV Marketing qui a réalisé 20 millions de chiffre d'affaires en deux ans.

«C'est un procès politique, un complot, se défend M. Noël Joseph. On insiste sur des dysfonctionnements que nous avons été les premiers à déplorer puisque nous avons nous-mêmes commandé l'audit en 1991. On se bat sur des insinuations, des non-dits, des accusations non vérifiées d'une personne déjà inculpée d'escroquerie. Moi, je peux vous dire qu'après quelques dysfonctionnements, la bilan de l'ORCEP a été prodigieux. Sans lui nous n'aurions pas l'Orchestre national de Lille! tous ces chantiers culturels que nous avons ouverts dans la région...»

A-t-il le même but que le conseiller Ranaud Van Ruybeke qui tente de démentir à Rennes les fils de l'affaire SAGES? Le juge Emmanuel Barbe semble décidé à poursuivre ses investigations au-delà des simples malversations de la comptable de l'ORCEP. Le procureur de la République de Lille, M. Olivier Guérin pense que cela ne s'impose pas: «Les faits dénoncés par M^{me} Ghoris, à les supposer établis, sont d'une nature que ceux susvisés et ont été commis selon des procédés différents. Ils ne sont imputables aux mêmes personnes (...). Il n'y a pas lieu à réquisitions supplémentaires dans le cadre de la présente information», estime-t-il dans une ordonnance rendue le 17 février. N'y aura-t-il pas pour autant d'information? So disant qu'il n'y aurait pas de réquisitoire supplémentaire, M^{me} Marie-Christine Blandin porte plainte dès le 16 février contre X... avec constitution de partie civile.

Une coïncidence mal venue

Cela pourrait conduire le magistrat instructeur à suivre une autre piste sur les traces des socialistes du Nord-Pas-de-Calais: l'existence d'une SARL, elle-même dénommée ORCEP (Office de recherche, de communication et d'études promotionnelles), une société liée au Parti socialiste, domiciliée au 209, rue d'Aras à Lille, où se trouvent l'immeuble du parti, les deux ORCEP, le SARL et l'association liée à la région, avaient chacune un compte à la même banque, la BCCM.

L'homonymie a-t-elle permis une circulation d'argent occulte? Trois mouve-

ments de chèques litigieux ont été détectés par la chambre régionale de la Cour des comptes, elle aussi saisie sur cette affaire. Des sommes de 49 000 francs, de 19 000 francs et de 32 000 francs injustement encaissées «par détournement de la banque» en 1988 et en 1990, précise-t-on à la fédération socialiste du Nord, sur la compte de l'ORCEP-région, alors qu'elles étaient destinées à l'ORCEP-SARL. A l'inverse, une somme de 1 050 francs, le 1^{er} octobre 1988, a été encaissée par le SARL à la place de l'Association.

«Nous n'avions pas vérifié en créant l'ORCEP qu'une société du même nom existait déjà, explique M. Noël Joseph. C'était une coïncidence et il y a eu une confusion regrettable qui n'a donné lieu qu'à des incidents mineurs. A la Fédération du PS, on rétorque qu'il ne faut pas chercher une affaire là où il n'y en a pas. Ces erreurs d'écritures ont été régularisées. Nous étions les premiers à souligner de cette confusion car, en l'occurrence, c'est surtout nos factures qui étaient encaissées par l'ORCEP de la région...»

La coïncidence est mal venue. Aujourd'hui, la SARL ORCEP n'existe plus: elle a été dissoute le 30 décembre 1991. L'association ORCEP, elle, a été mise en liquidation judiciaire en décembre 1992. Pour autant, le sigle plane comme un fantôme propre à empoisonner un campagne électorale à suspense où chacun a son pronostic sur l'ampleur du séisme qui s'annonce dans le Nord-Pas-de-Calais. Déjà, l'opposition, par la voix de son porte-parole, M. Jacques Legendre, sénateur (RPR), tente un renversement d'alliance au conseil régional: «Après une histoire pareille, il serait sain pour tout le monde que les responsables de l'ancienne majorité ne restent pas au pouvoir», déclare-t-il.

La présidente Marie-Christine Blandin reste insensible aux pressions: «Il ne faut pas que la droite nous joue le coup de la vertu. Partout où il existe des majorités confortées, il existe le même genre d'affaires... Dans les régions de droite, aussi, il y a des manipulations et des incriminations», prend-elle soin de préciser. Les socialistes, eux, multiplient les actions en diffamation, essayant d'endiguer le flot des rumeurs et des révélations et poussent, à l'image d'un de leurs leaders, M. Jean La Garrec, un cri désespéré: «C'est trop c'est trop!»

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

Les réactions à Paris contre la réforme du code de procédure pénale

Les premiers juges d'instruction protestent contre leur désignation comme juges délégués chargés de la mise en détention

Dans une lettre datée du 9 février, la présidente du tribunal de grande instance de Paris, M^{me} Jacqueline Coehard, a précisé aux premiers juges d'instruction parisiens qu'ils seraient désignés juges délégués chargés de la mise en détention lors de l'entrée en vigueur du nouveau code de procédure pénale, le 1^{er} mars. Dans un communiqué diffusé jeudi 18 février, vingt et un des vingt-quatre premiers juges d'instruction estiment qu'ils ne peuvent «pour des raisons de principe, accepter de telles fonctions».

Lors des discussions sur la réforme du code de procédure pénale, les députés et les sénateurs avaient souhaité séparer les fonctions d'enquête et les fonctions juridictionnelles, qui sont actuellement réunies dans les mains du juge d'instruction. Les décisions de mise en détention, qui appartiennent aujourd'hui au magistrat instructeur, avaient donc été confiées à une collégialité composée d'un magistrat du siège et de deux citoyens-échevins.

En attendant l'entrée en vigueur, le 1^{er} janvier 1994, de cette disposition, qui nécessite la rédaction de nouveaux textes, les parlementaires avaient institué un régime transitoire: à partir du 1^{er} mars prochain, la détention provisoire sera prescrite ou prolongée, non plus par le juge d'instruction chargé du dossier, mais par un juge délégué choisi par le président du tribunal. «Le texte n'interdit cependant pas aux juges d'instruction de devenir juges délégués, note-t-on à la Chancellerie. Le but du nouveau code est d'éviter que les juges d'instruction

statuent sur la détention dans leurs dossiers. Sinon, ils sont juges du siège, au même titre que les autres, et ils peuvent bien entendu ordonner des détentions dans d'autres dossiers.»

Comme d'autres chefs de juridiction, la présidente du tribunal de grande instance de Paris souhaite elle aussi que les juges d'instruction participent à cette nouvelle tâche. M^{me} Jacqueline Coehard, qui orchestre à Paris la mise en œuvre difficile de ce texte contesté, a donc décidé de désigner en qualité de juge délégué «tous les magistrats hors hiérarchie et du premier grade de la juridiction à l'exception des vice-présidents et premiers juges siégeant dans des formations pénales qui risqueraient d'être appe-

lés à juger d'affaires connues à l'occasion de demandes de mise en détention». A partir du 1^{er} mars, les premiers juges d'instruction du tribunal seront donc appelés à prescrire ou prolonger des détentions provisoires dans des dossiers instruits par leurs collègues.

Difficile de refuser

Réunis mercredi 17 février au palais de justice de Paris, vingt et un des vingt-quatre premiers juges d'instruction de Paris ont vivement protesté contre cette désignation. «Cette situation est absurde, souligne l'un d'eux. Je mettrais en détention dans des dossiers de mon voisin, mais je ne pourrais pas le faire pour les miens!» Dans un

o Trois sympathisants présumés d'ETA écroués. - Interpellés mardi 16 février dans les Pyrénées-Atlantiques, trois sympathisants présumés de l'organisation séparatiste basque ETA ont été inculpés d'association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste, jeudi soir 18 février, par M^{me} Laurence Le Vert, juge d'instruction au tribunal de Paris. Jose-Manuel Pagosa-Gallastegui, quarante-neuf ans, dit «Peixoto», ancien chef historique d'ETA et réfugié politique (le Monde du 18 février), Eliane Echeverria-Galaraga, quarante-trois ans, et Mario-Thérèse Betelu, quarante ans, ont été écroués.

o Un footballeur professionnel condamné à verser des dommages et intérêts pour coups et blessures involontaires. - Le tribunal correctionnel du Puy-en-Velay

(Haute-Loire) a condamné, mardi 16 février, Christophe Breton, un des gardiens de but de l'Olympique lyonnais, à 3 000 francs d'amende et 100 000 francs de dommages et intérêts, pour coups et blessures involontaires contre l'ancien milieu de terrain méphanois Bernard Mendy. Le joueur lyonnais était poursuivi pour avoir blessé son adversaire le 20 avril 1991 au cours d'une rencontre de troisième division entre l'AS Saint-Etienne et le CO Le Puy, club où évoluait alors Breton. Sélectionné en équipe de France espoirs, Bernard Mendy a vu sa carrière interrompue par cette double fracture tibio-péroné qui l'oblige aujourd'hui encore à se déplacer avec des cannes. Le tribunal a ordonné une expertise médicale pour déterminer le montant total du préjudice subi par Bernard Mendy.

communiqué, ils s'élevaient contre une désignation contraire, selon eux, à l'esprit et à la lettre d'une loi qui voulait expressément séparer les fonctions d'enquête de celles concernant la détention provisoire et estiment qu'en leur qualité de juge, garant de l'application de la loi et de la protection des libertés individuelles, ils ne peuvent, «pour des raisons de principe, accepter de telles fonctions».

Malgré cette fronde, la présidente du tribunal reste serene: il ne s'agit pas, dit-elle, d'un «non» catégorique, mais d'une discussion sur l'esprit de la loi. Les signatures admettent d'ailleurs qu'il leur sera difficile de refuser de siéger si la présidente leur en donne l'ordre.

ANNE CHEMIN

Déjà condamné à la réclusion à perpétuité

Didier Gentil est inculpé pour le meurtre d'un appelé à Périgueux

Didier Gentil, condamné le 17 décembre à la réclusion criminelle à perpétuité par la cour d'assises de Grenoble pour le viol et le meurtre de la petite Céline Jourdan (le Monde du 19 décembre 1992), a été inculpé, jeudi 17 décembre, d'homicide volontaire par M. Michel Dutras, juge d'instruction au tribunal de Périgueux (Dordogne), pour un meurtre commis en 1986. Francis Haulme, un routard de trente-trois ans décau pour un autre meurtre, s'est vu notifier la même inculpation. Tous deux sont accusés d'avoir tué, dans la nuit du 8 au 9 mai 1986, Laurent Bureau, un jeune appelé de Limoges qui effec-

NANCY

de notre correspondant

M. Claude Cateson, adjoint au maire de Lille et conseiller national du Mouvement des radicaux de gauche (1), a été inculpé de faux et usage de faux, récel d'abus de biens sociaux et trafic d'influence par le juge onctueux Violette Turbeaux.

Cette inculpation s'inscrit dans le cadre de l'instruction de l'affaire des Coop (ou Union des coopérateurs de Lorraine). C'est en sa qualité de gérant du bureau de la Compagnie des réalisations techniques et d'études commerciales (CORTEC), un bureau d'études lillois que M. Cateson est poursuivi.

ANNE CHEMIN

Gérant d'un bureau d'études

Un adjoint au maire de Lille inculpé dans l'affaire des coopérateurs de Lorraine

Oo lui reproche de s'être fait payer par l'ancienne direction de l'UCL une facture de 100 000 francs correspondant à une prestation fictive. Le libellé de la facture indiquait qu'il s'agissait d'ouvrages d'assistance administrative pour l'installation d'un hypermarché Coop à Verdun (le Monde du 6 août 1992).

Ce sont des salariés socialistes de l'UCL qui sont venus, il y a quelques mois, présenter cette facture douteuse au juge d'instruction. Selon eux, les 100 000 francs auraient permis de rémunérer une tout autre prestation effectuée par M. Cateson: en l'espèce, ce dernier aurait favorisé, grâce à ses relations, l'attribution de la Légion d'honneur à un ancien président du tribunal de commerce de Nancy.

M. Cateson, qui réfute en bloc ces accusations, fait également l'objet d'une autre information, confiée cette fois à la chambre d'accusation de la cour d'appel de Nancy, pour une autre facture, concernant l'implantation d'un hypermarché Rond-Point à Luxeuil (Haute-Saône), dont la réalité n'est, semble-t-il, pas établie et qui aurait été également payée par l'UCL, et dont le montant est de 437 000 francs.

MONIQUE RAUX

(1) Le maire (PS) de Lille, M. Pierre Mauroy, a suspendu le 18 janvier le délégué de M. Claude Cateson, adjoint (MRG) chargé des affaires européennes, qui l'avait lui-même remis à la disposition de la mairie et de la communauté urbaine de Lille (CUDL) après son inculpation.

هكذا من النجلى

SOCIÉTÉ

CATASTROPHE

Entre Jérémie et Port-au-Prince

Le naufrage d'un ferry haïtien a fait plus d'un millier de morts

Huit cents, mille, mille cinq cents ? On ne connaît pas le nombre exact des victimes de la tragédie maritime qui vient d'engloutir Haïti. Une nouvelle épreuve, à deux jours de l'ouverture du carnaval, pour ce pays qui n'en finit pas de sombrer dans la misère et la violence politique.

SAINT-DOMINGUE

de notre correspondant

Dans la nuit du mardi 16 au mercredi 17 février, le *Neptune*, un bateau vétuste et surchargé qui assurait la liaison entre Jérémie, à 200 kilomètres à l'ouest de la capitale, et Port-au-Prince, a fait naufrage à mi-parcours, au large de Miragoâne. Jusqu'à présent, moins de deux cents survivants ont été dénombrés. Quelques dizaines ont pu gagner à la nage les plages qui s'étendent de Miragoâne à Léogane. Un rescapé a raconté au micro d'une radio haïtienne qu'il s'était laissé dériver, agrippé au cadavre d'un autre passager noyé. D'autres ont pu être sauvés par les bâtiments des garde-côtes américains dépechés sur les lieux de la tragédie ou par des pêcheurs.

Un membre de l'équipage, M. Benjamin Saint-Claire, qui, comme le capitaine M. Julio Antoine, est parvenu à nager jusqu'au rivage, a estimé que plus de mille cinq cents personnes s'étaient entassées à bord du *Neptune* au départ de Jérémie. Selon d'autres survivants, des dizaines de cochons, de chèvres et de boufs, des sacs de charbon et de café encombraient dangereusement le pont du navire.

Les causes de la tragédie sont controversées. M. Saint-Claire a déclaré à Radio-Métropole qu'un violent orage avait provoqué un mouvement de panique parmi les passagers, qui se sont précipités à tribord, faisant chavirer le *Neptune*. Selon d'autres témoignages, recueillis par Radio-Tropic, le navire prenait l'eau et la pompe essayant de vider la cale est tombée en panne. Le mouvement de panique se serait produit lorsque le capitaine a demandé aux passagers de jeter leurs marchandises par-dessus bord pour alléger le bateau.

Aucun canot de sauvetage

Dans la soirée du jeudi 18 février, des centaines de personnes se pressaient devant l'hôpital général de Port-au-Prince, où plusieurs dizaines de rescapés sont soignés. Une foule de parents éplorés, agités de pleurs et de cris de détresse, cherchaient à savoir si leurs proches avaient échappé à la mort. En l'absence de moyens de secours médicaux adéquats, les garde-côtes américains ont envoyé cinq navires et plusieurs hélicoptères à la recherche d'éventuels survivants. Un porte-parole des garde-côtes a déclaré que près de deux cents cadavres ont été repérés, flottant au large des côtes haïtiennes dans des eaux infestées de requins.

M. Bernard Sansuric, sénateur du département de la Grande-Anse, où se trouve la ville de Jérémie, a accusé de négligence le gouvernement de fait de M. Marc Bazin. Le *Neptune*, a-t-il affirmé, ne disposait d'aucun canot de sauvetage, ni de bouée, ni d'équipement radio. Aucun contrôle n'était effectué par les autorités sur ce navire, le seul assurant la liaison maritime entre Jérémie et la capitale. La seule liaison terrestre entre la capitale et le département de la Grande-Anse n'est qu'une piste en mauvais état, et le naufrage du *Neptune* va rendre plus difficile encore l'approvisionnement des localités du sud-ouest du pays.

Au moment où la nouvelle du naufrage se répandait à Port-au-Prince, un soldat détournait un avion au Cap-Haïtien, du nord du pays. Armé d'un revolver, le pirate a obligé le pilote à le conduire à Miami, où il a été arrêté par la police. Les dix passagers et les deux membres d'équipage de l'appareil, qui appartient à des missionnaires américains, sont sains et saufs.

JEAN-MICHEL CAROTT

SPORTS

RUGBY : le Tournoi des cinq nations

Le trèfle irlandais perd ses feuilles

Le Quinze irlandais, qui rencontre la France samedi 20 février à Dublin, est au fond du gouffre : il reste sur une série de neuf matches sans victoire dans le Tournoi des cinq nations. Pourtant, cette crise demeure limitée au haut niveau, victime du conservatisme et de l'incohérence de ses dirigeants.

DUBLIN

de notre envoyé spécial

Dans les feodaux de Dublin s'élève, intact, le dernier lien de mémoire du Tournoi des cinq nations. A Londres, le nouveau Twickenham ressemble de plus en plus à un stade de football. Les Écossais transfèrent Murrayfield en escouade de l'ouest, et les Gallois ont jugé utile de rebaptiser Arms Park en National Stadium. Partout, le rugby se met au goût du jour et s'offre des demeures proportionnées à sa nouvelle importance. Mais Lansdowne Road ne change pas.

Les trains qui défilent sous la tribune ouest continuent à ébranler sa carapace de béton sale. Il n'y a pas si longtemps, le public irlandais vibrerait à l'annonce de ces rames chargées de banlieusards. Sur la pelouse, les équipes visitieuses tremblaient également, face à quinze fous furieux vêtus de vert. Elles entraient parfois de Dublin avec une victoire. Mais jamais sans écbymoses ni souvenirs de batailles de chiffonniers. Les rugbymen irlandais bâtissaient ainsi leur réputation : quelques joueurs talentueux, placés aux postes-clés, assuraient le gros œuvre. Et des tonnes de *fighting spirit* colmatèrent les brèches d'un jeu rudimentaire.

Les talents disparaissent

Las ! ces dernières années, les joueurs au trèfle se sont mis à ressembler à leur stade. Ils sont devenus tout aussi anachroniques que ces deux maisonnettes à colombages qui bordent le terrain. Les évolutions du jeu en provenance de l'hémisphère sud, qui se répandaient à peu chez leurs voisins, ont glissé sur eux, comme le progrès sur leurs vieilles tribunes. Le Quinze d'Irlande semble même frappé d'une régression infantile qui le pousse à renouer avec sa faiblesse des origines.

Au siècle dernier, l'équipe en vert avait eu besoin de sept renforts pour inscrire le premier essai de son histoire, sur cette même pelouse de Lansdowne Road, en 1880. Aujourd'hui, les Irlandais n'ont plus gagné dans le Tournoi des cinq nations depuis mars 1990. Ils n'ont plus vaincu la France sur leur propre terrain depuis dix ans. Dans une compétition dont les valeurs se ressemblent, l'Irlande court après son passé, loin derrière les autres nations.

Dans tous les pubs du pays, ces chiffres de la honte provoquent

une sorte de dépit amoureux. Les amateurs d'ovale se penchent sur leur pinte de Guinness et en tirent des constatations aussi noires que leur breuvage. Les anciens internationaux ont élevé la voix pour dénoncer le laisser-aller général et l'abandon des vertus traditionnelles. D'autres ont pleuré les talents disparus.

De cette cacophonie ressort une certitude. L'agonie de l'équipe ou trèfle ne constitue pas la phase terminale d'une longue maladie qui aurait déjà achevé l'ovale irlandais. « La sélection nationale vit une crise en trompe-l'œil, explique un journaliste de Dublin. Car, en dehors de l'élite, le jeu est plutôt en bonne santé, malgré un nombre traditionnellement faible de pratiquants - à peine plus de 12 000. Il suffit de voir l'engouement créé par le nouveau championnat, mis en place il y a deux ans, pour s'en convaincre. »

La révolution ratée

Samedi 13 février, une foule inédite de près de 20 000 personnes avait pris place dans les travées de Lansdowne Road pour assister au couronnement de Young Munster face à Saint-Mary's College, un club de Dublin. Les supporters de la capitale étaient largement minoritaires. Face au football et aux sports gaéliques - hurling et football gaélique restent de loin les sports nationaux avec 500 000 pratiquants - le rugby y demeure l'activité d'une élite aisée. Les supporters de Young Munster étaient venus en masse de Limerick. Dans cette petite ville, à 200 kilomètres au sud-ouest de Dublin, l'ovale demeure le maître. Les travailleurs de Limerick d'ont jamais tenu compte des dictats de la Gaelic Athletic Association (GAA), qui fulminait contre ce sport, « colonial » (1).

Les joueurs de talent y existent encore et sont considérés comme des gloires locales. Les clubs de la ville se partagent la première place au sein de l'ovale irlandais. A tour de rôle : dès que l'un d'entre eux a atteint le sommet et commence à fournir des joueurs à l'équipe d'Irlande, il semble s'effriter.

C'est le malédiction du haut niveau, qui frappe de plein fouet la sélection nationale. A la différence de l'Écosse où chaque parcelle de talent converge vers une élite unifiée, le rugby irlandais éparille ses qualités et ses joueurs dès qu'il s'agit de les rassembler. « C'est ce qui fait la même chose, explique Alain Roland, un jeune demi de mêlée d'origine française qui a porté une fois le maillot vert. Dès qu'un joueur devient bon, il est confronté à un calendrier démentiel et à des incohérences qui l'empêchent de s'exprimer à son meilleur niveau. D'août à mai, je dois par exemple disputer souvent plus d'un match par semaine : pour mon club, pour l'équipe régionale, très importante ici, ou participer aux stages de la sélection irlan-

daise. Avec chaque fois trois entraîneurs différents qui tiennent tant à l'identité de leur rugby qu'ils me donnent des consignes contraires. Au mieux, je me fatigue et je perds ses repères sur le terrain. Au pire, je me blesse. Et la saison est d'autant plus délicate à gérer que les clubs ne nous donnent pas d'argent. En Irlande, les arrangements qui existent dans les autres nations du rugby sont inconnus : tous les joueurs travaillent à plein temps. Aucun ne peut bénéficier d'un statut semi-professionnel qui lui permettrait de se consacrer davantage au jeu. »

L'amateurisme pur et dur prôné par les dirigeants de la fédération irlandaise (IRFU) est ainsi dénoncé par la plupart des observateurs. En même temps que leur incapacité à trancher entre les particularismes qui divisent leur sport, et leur impéritie. Longtemps ils se sont reposés sur la facilité du *fighting spirit*, qui fournissait des victoires ou quelques exploits cache-misère - comme ce quart de finale de la Coupe du monde 1991 où les hommes en vert avaient failli vaincre les futurs champions australiens. Malheureusement, les résultats dépendent moins désormais de la quantité de sang et de tripes déversés sur le terrain que de la pertinence des stratégies et de l'état de forme physique des joueurs. Tout se passe comme si l'Irlande avait raté la révolution de la première Coupe du monde de 1987, qui a brutalement métamorphosé les rugbymen ventripotents en athlètes complets.

Lister les carences

Face au désastre, Gerry Murphy, le nouveau sélectionneur, a d'une main dû promettre à ses joueurs qu'il leur concocterait un programme individuel de mise en forme. Et les dirigeants de l'IRFU se sont décidés à sortir de leur isolement pour inviter un ancien All Black néo-zélandais à dresser la liste de leurs carences. Le temps presse désormais. Pour éviter que Lansdowne Road ne se transforme définitivement en musée du rugby irlandais, peuplé des souvenirs d'une grande équipe défunte.

JÉRÔME FENOGLIO

(1) Le rugby, importé à l'origine par les protestants, puis copié au début du siècle par les catholiques malgré les accusations de la GAA, continue de réunir des joueurs des deux communautés au sein de l'équipe nationale, et d'ignorer les frontières entre la République d'Irlande et la province d'Ulster, l'Irlande du Nord, rattachée au Royaume-Uni.

Rectifié. - Le nom du directeur de l'équipe de France de football a été mal orthographié dans l'article sur le match Israël-France (le Monde du 19 février), il s'agit de Gérard Houllier (et non Houllier). Que celui-ci veuille bien excuser notre faute.

REPÈRES

PATRIMOINE

La CEE accuse la France de détruire le Marais poitevin

A la suite d'une plainte de la Commission pour la protection du Marais poitevin déposée en 1989 auprès de la CEE, la direction de l'environnement de la Commission des Communautés européennes vient d'annoncer à sa présidente, M^{me} Elisabeth Erhardt, qu'une procédure d'infraction vient d'être engagée contre la France. La Commission accuse la France de violer la directive de 1979 pour la protection des oiseaux et la directive de 1985 concernant l'évaluation de l'impact environnemental. En 1981, le ministre français de l'environnement, M. Brice Lalonde, avait retiré son label au parc naturel régional, qui avait laissé drainer 15 000 hectares de marais au profit de la culture intensive du maïs et du colza (le Monde du 31 août 1991). Son successeur, M^{me} Ségolène Royal, députée des Deux-Sè-

vres, a fait classer d'autorité près de 20 000 hectares, malgré l'opposition des agriculteurs et de certains élus.

Des terrains militaires cédés au Conservatoire du littoral

Le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, et le président du Conservatoire du littoral, M. Guy Lengagne, ont signé mercredi 17 février une convention qui officialise le transfert de certains terrains militaires au bénéfice du public. Jusqu'à présent, une dizaine de sites anciennement propriété des armées ont été cédés au Conservatoire du littoral, soit quelque 250 hectares. M. Joxe a rappelé que « l'ensemble des terrains militaires représentant la superficie d'un département français ». Beaucoup de ces terrains, situés au bord de mer sur des sites privilégiés, éligibles à l'appel des promoteurs immobiliers. Il a donc été décidé par convention que, « chaque fois que la situation

le permettra, le ministère de la défense favorisera l'accès à certaines entreprises côtières de façon à contribuer à leur sauvegarde écologique ». En cas de vente, un « droit de préférence » est reconnu au bénéfice du Conservatoire, qui pourra acquérir le terrain au prix fixé par les Domaines. Pour marquer la signature, cinq terrains ont ainsi été vendus au Conservatoire - des ouvrages militaires du littoral breton, de Noirmoutiers et de Roquabrun-Cap-Martin (Alpes-Maritimes), pour un montant de 6 millions de francs.

MÉDECINE

Le Sénat américain interdit l'immigration des étrangers contaminés par le virus du sida

Le Sénat américain a adopté, jeudi 18 février, à une large majorité (78 voix pour et 23 contre), un projet de loi interdisant l'entrée aux États-Unis, en vue de l'immigration, des étrangers infectés par

QUELLE HISTOIRE !

PAR CLAUDE SARRAUTE

F AUT que je vous fasse une confidence. Je vais à la messe tous les dimanches. Et tous les samedis midi. Pas à l'église. A la cave. Une cave à vin sortie du Moyen Âge, sombre, fraîche, qu'on dirait éclairée à la bougie avec ses murs en briques tapissées de fûts à l'ancienne, ses poutres enfumées et son poétique bric-à-brac de limonadiers, de tire-bouchons, de casiers, de garde-manger, grilaga fermé sur un bout de fromage et de jambon, de tonneaux vintres, de bouteilles fichées, cul en l'air, sur un... Bon, suffit ! Je na vais pas me larder dans une description à la Balzac. Vous vous souvenez de cela du magasin d'antiquités dans

la *Peau de chagrin* ? Superbe, mais quel coup de barbe ! Maintenant que j'ai planté le décor de mon histoire, il ne me reste plus qu'à la situer. Ça se passe à Courtenay, Courtenay, dans le Loiret, vous connaissez ? Entre Sens et Montargis, oui. A une heure et demie de Paris, même pas, par l'autoroute du Sud... Vous longez la Grand-rue, très gaie, très animée. Et juste avant d'arriver sur la place du Marché, tout de suite à droite, après le Café du Commerce, vous verrez une venelle en terre battue. Vous la prenez. A partir de là vous pouvez pas vous tromper. Suffit de se guider à l'odeur... Quelle odeur ? Non, mais ça va pas ! A l'arôme ! Au bouquet !

Où, bon, braf, c'est là qu'il officia la péra Dédé, la quarantaine rose et blonde, empaquetée aérée, patite, costarde, dans sa blouse lie-de-vin. Mais c'est à Blois que ça lui est venu, il bossait dans une station-sarvie, ça ne peut pas être ça, c'est de d'arrêter les fagots. Les tournaient d'abord, normal, il dépannait les viticulteurs du coin qui l'invitaient à boire un coup. Puis, de proche en proche, las bourgeois.

La semaine dernière, je me polme chez lui : - Je vais te prendre deux bouteilles de Coteaux-du-layon. En attendant, qu'est-ce que tu ma sers ?

Ce jour-là, il nous a servi un vin rouge très fait, bien mûri, ensoleillé, beaucoup de corps, une merveille, à en croire la cercle des fidèles. Parce que moi, faut reconnaître, je ne suis pas très connaisseur.

- Devinez un peu ça que c'est... - Un chinon ? - Un beaujolais. Pae nouveau, non, 1988.

- Allons donc, la beaujolais, ça vieillit pas ! - C'est là, si. Où il l'a déniché ? Chaz un vigneron, un copain. Prends pas ça, c'est du deuxième choix, la réserve des négociants ! Ja vaie te faire goûter autre chose... Il s'agit de Dédé, Dédé, et il a pris toute la cuvée. Seul intermé-

diara entre le producteur et le consommateur, son vin en vrac, échanté sur place, avec un discernement qui lui envierait la sommellerie d'un trois-étoiles, il le vend 15 francs le litre.

- Dis plutôt que je la vends pas, que je la vends plus ! - Ah non ! tu vas pas recommencer à me casser les pieds avec tes histoires de retraits trop fatigués pour se colliner tea cubitainers jusqu'au coffre de leur begnoie mal garée...

- Impossible à gerar, ouï ! T'as pas vu toutes ces lignes jaunes le long des trottoirs ? Faut pas s'étonner s'ils se contentent d'aller faire la pleine une semaine...

- A l'hyper ou au maxi-marché, tiens, à toi de pousser le Caddie, pépé, oui, on sait. - Non, tu aies pas. Demanda à Taoufik, combien il a vandu da poireaux hiar matin.

- Combien ? - Trois. - Trois kilos ! On na pèse plus au kilo, ni même à la livre, on pèse à la pibce. Dites voir, m'sieur Taoufik, je viens aux commissions pour la semaine... Mattaz-moi quatre carottes, deux navets, un brin de céleri en prime et un peu da parsil, vous serez gentil. Elles sont à combien, vos bananes ? Je prendrai plutôt cinq éléments, non quatre.

- Ça c'est bien, les petits commarçants ! Toujours à se plaindre, à plaurner ! Les femmes bouffent moins da pain, les jaunes boivent moins d'alcool, laa gans sont tous au chômage, les gens partent tous an vacancas. Chez Paecirl, au Rabolot, on fait beaucoup moins de repas d'affaires sur note de frais. Et au routier, les Martin ne servent plus qua des Parisiens...

- Toi, la première, hain, ma grande ! - Faut reconnaître, un menu à 52 francs, servie compris, copieux, varié à un vin à 34F la bouteille, ça se refuse pas. Tu crachas pas dessus non plus, Taoufik.

- Comment tu la trouves, leur vin ? - Pas terrible, mais, à ee prix-là !

- Dany, passe-moi un verre propre. Tians, bois donc ça. Tu préfères, hein ! - Oui, bien sûr !

- Ben, c'est la même ! C'est Dédé qui la leur fournit, leur cuvée du patron ! T'es vraiment nulle, je vais te dire. A sa demander ce que tu viens chercher ici ! - La convivialité. Allez, à le vôtre ! C'est vral qu'alle ast gouléyante, longue en bouche et bien ronde, cette cuvée du patron ! Tu sais quoi, Taoufik, elle a de la cuissai !

- Ouais, c'est ça ! Sauf que tu t'es trompée de verre et que t'es en train de te taper mon kirl !

EN BREF

o M. Bérégovoy annonce la publication prochaine des décrets de la loi Evin. - Après les déclarations de M. Jean-Pierre Soisson, ministre de l'Agriculture, affirmant qu'il ne signerait pas les décrets d'application de la loi Evin de lutte contre l'alcoolisme (le Monde du 18 février), le premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, a annoncé que ces décrets « seront signés dans les jours qui viennent », au cours de son point de presse hebdomadaire le 18 février. Il a ajouté qu'il « tiendrait compte » des propositions faites par M. Soisson sans pour autant « dénaturer les objectifs fixés par la loi Evin ».

o Attentat à l'explosif à Paris près du ministère des finances. - Un attentat à l'explosif a été commis, peu avant 23 heures, jeudi 18 février, qual de Bercy à Paris, à proximité du ministère des finances. La charge explosive, qui n'a pas fait de blessés, a été déposée devant la porte d'entrée du centre de renseignements des douanes. Les dégâts sont peu importants. Vendredi en fin de matinée, cet attentat n'avait pas été revendiqué.

CULTURE

ARTS

Le flâneur des deux rives

Une exposition retrace les activités de Guillaume Apollinaire critique d'art

APOLLINAIRE
CRITIQUE D'ART
au Pavillon des arts

Lord Byron définissait le critique comme « un voleur à la poursuite d'un autre voleur ». Vrai pour beaucoup, le mot s'appliquait jusqu'à présent à merveille à Guillaume Apollinaire que, semblait-il, on méjugait. Pas à cause de son arrestation lors du vol de la Joconde au Louvre, bien sûr, mais parce que le poète était soupçonné de devoir l'essentiel de ses théories artistiques à ses longues conversations avec ses amis peintres, Picasso en tête. En outre, le marchand Daniel-Henri Kahnweiler, s'il appréciait son activité militante, ne manquait pas une occasion de signaler que, selon lui, Apollinaire n'avait strictement rien compris à ce cubisme qu'il défendait à longueur de colonne, ni, plus généralement, à la peinture.

L'exposition du Pavillon des arts lui rend justice : elle rappelle utilement que Guillaume Apollinaire écrivait sur Picasso dès 1905, sur Matisse deux ans plus tard, et qu'il préférait l'exposition de Georges Braque, alors rejeté du Salon, en 1908 (1). Elle souligne ses prises de position en faveur de la modernité d'au-delà de la ligne : l'éclosion du futurisme, du cubisme, du dadaïsme, ne lui échappait pas. Apollinaire trouve encore le moyen de séparer les créateurs de leurs épigones : écrivant sur le cubisme au Salon d'automne de 1910 - d'où Braque et Picasso sont absents -, il aura ce mot terrible : « Le cubisme ou Salon d'automne, c'est le goût paré des plumes du paon. »



Portrait de Guillaume Apollinaire par Pablo Picasso, 6 décembre 1905

Là encore, la démonstration des organisateurs, Béatrice Riottot El Habib et Vincent Gilles, est intelligente, parce que bonnête : ils pouvaient se contenter de présenter un

peintres, aux dessinateurs humoristes, aux arts primitifs, on lui fait dépasser le rôle de critique défenseur d'une chapelle. En sélectionnant un large choix de textes, on rappelle qu'entre 1910 et 1914 ses critiques paraissaient presque quotidiennement, et qu'il n'eut que plus de mérite à distinguer dans la foule des exposants des Salons ceux qui laisseraient une trace : Apollinaire possède ce don qui fait rêver ses confrères de toutes les époques : le discernement.

A travers plus de cent vingt peintures, sculptures et documents, on retrace ainsi l'itinéraire d'un gaudisseur qui n'avait rien de mégalomane : ses textes, placés en regard des œuvres exposées, révèlent un écrivain plein de verve, au verbe mordant ou ironique, souvent passionné, parfois tendre ; un critique soucieux d'informer, mais également engagé, au point de cesser sa collaboration à l'*Intransigeant*, le bien nommé, dont la direction se désolidarisait de sa défense d'Archipenko. Un devin enfin, que Malraux avait percé à jour : « Apollinaire, il ne connaît rien à la peinture, pourtant il aime la vraie. Les poètes savent, ils devinent du temps du Bateau-Lavoir, les poètes devinent ! »

HARRY BELLET

(1) Les Chroniques d'art (1902-1918), d'Apollinaire viennent d'être rééditées aux éditions Gallimard, coll. « Folio Essais », 536 pages, 51,50 F.

► Apollinaire critique d'art, Pavillon des arts, 101, rue Ham-bureau, Paris 75001. Tél. : 42-33-82-50. Jusqu'au 9 mai. Catalogue très complet, 264 pages, 380 F.

La peinture pour la peinture

Martin Barré expose au Jeu de paume : géométries et couleurs fraîches sont au programme

MARTIN BARRÉ
au Jeu de paume

Dans les belles salles blanches du Jeu de paume, Martin Barré a disposé des séries de toiles récentes, du début des années 80 jusqu'à aujourd'hui. Dans l'espace le plus vaste, l'architecte Antoine Sincro e aménagé pour l'occasion une sorte de portique droit et plat, afin de permettre au peintre d'accrocher l'une de ses suites très haut - variation contemporaine sur le motif ancien du « dessus-de-porte ». Ailleurs, les toiles - quelques triangles ou carrés monochromes - ont été savamment rangées en quinconce, en angle ou en ligne. Elles s'accrochent avec l'architecture, dont elles mettent en évidence les perspectives et l'équilibre sobre.

Tout cela est fort plaisant, et le catalogue vante à juste titre, quoique dans un vocabulaire que l'on croirait suranné, l'« extrême délicatesse » de l'œuvre. Délicatesse, en effet. Les compositions, géométriques équilibrées et immobiles, développent leurs harmonies d'angles et d'axes, soulignées de traits de fusain légèrement effacés. Elles alternent symétries et dissymétries, centrages et décentrages calculés au centimètre par un artiste qui n'a rien oublié du néoplasticisme et du hard edge américains des années 60. Les formats oscillent entre le carré et le rectangle long et étroit, façon prédelles de retable, variété qui permet d'ajuster exactement le tableau et son mur. Les tons ne sont pas moins séduisants, entre rose et orange, entre vert pré et vert jade. Aucun empâtement, aucune lourdeur de matière ne contrarie

leur expansion sur le blanc du fond, blanc pur et lumineux. Le plus souvent, la touche ne se voit pas. Quand elle se voit, elle se révèle souple et aérienne, à peine une caresse, glissant sur la surface où ne se dépose qu'une nuée un peu floconneuse de couleurs.

Ces élégances ont de quoi griser le regard. Pour l'esprit, c'est moins sûr. Que peint Martin Barré avec ces procédés si réduits en apparence, si habiles en vérité ? Il peint le court récit de la genèse d'un tableau. La construction est à nu parce qu'il importe de construire visuellement, le plus visiblement possible, et donc avec des angles droits et des diagonales. La couleur est plate et pure, parce qu'il faut mettre en évidence une pictorialité et une sensibilité de la surface et de la ligne. Et, au-delà de la « pictorialité » et de la surface, qu'y a-t-il à éprouver ou à comprendre ? Que la toile traite la toile, que le « comment » triomphe aux dépens du « pourquoi », que ni poétique ni expression n'ont droit de cité dans ces tableaux froidement machinés. Depuis Kenneth Noland et Supports/Surfaces, cet art de la peinture pour la peinture a largement servi et se salue de plus en plus difficilement de la répétition et de l'ennui. Sans doute averti de ce danger, Martin Barré tente de s'en sauver en rehaussant ses abstractions anguleuses de nuances aigües. Il n'est pas sûr que cela suffise.

PHILIPPE DAGEN

► Martin Barré. Les années 80, Galerie nationale du Jeu de paume, place de la Concorde, 75001 Paris. Tél. : 47-03-12-50. Jusqu'au 11 avril.

L'ordre céleste

David Rabinowitch, cinquantenaire, sculpteur canadien établi à New-York, ne bénéficie pas en France d'une forte notoriété. Cette négligence est fâcheuse et étrange. Pourquoi, Richard Serra joint-il de la bienveillance l'insupportable des institutions officielles, quand elles ignorent Rabinowitch ? Serait-ce que ce dernier accomplit une œuvre trop cohérente et trop subtile pour pouvoir plaire ? Né dans une famille d'architectes, bon connaisseur lui-même de l'architecture romane ottonienne, il n'a cessé depuis les années 70 d'élaborer une poétique de la géométrie et du métal.

Qu'il use, comme jadis dans les pièces de la série *Construction of Vision*, de cônes et de tiges verticales, ou, comme dans les pièces exposées au Jeu de paume, de plaques de métal découpées et percées de cylindres, il ne se satisfait ni de mettre en valeur la matière - du fer - ni de démontrer sa dextérité. Les formes, les lignes dessinées par le découpage au chalumeau, le nombre, la dispo-

sition répétitive des cercles, leur taille variable, tout obéit à des calculs précis de rythmes et de proportions qui suggèrent références à des mathématiques. On dirait tantôt, les plans d'une cathédrale ou d'une villa dont on resterait que les fondations, tantôt une carte du ciel, avec ses planètes et ses routes célestes, comme en montraient les cosmogonies médiévales.

On peut rêver devant ces sculptures qui ne feignent d'obéir aux préceptes du minimalisme que pour mieux les déjouer ensuite. On peut aussi les trouver simplement d'une belle majesté et se réjouir que Rabinowitch bénéficie enfin à Paris, après son exposition à la galerie Xipxip il y a deux ans, d'un début de reconnaissance de la part des musées. Il ne montre que peu de pièces, mais c'est assez pour convaincre de la singularité de sa recherche.

Ph. D.

► Galerie nationale du Jeu de paume, jusqu'au 11 avril.

Jeux de masques

THÉÂTRE

LA SURPRISE DE L'AMOUR
ET NOIR BAROQUE
ou Ranelagh

Le Ranelagh, dans ses activités scéniques, se consacre aux clowns, au théâtre de gestes, de signes, au théâtre d'abord physique. Il accueille le Cirque Baroque, et la compagnie l'Attrape Théâtre, qui se spécialise dans la commedia dell'arte, appliquée d'abord à Corneille (*l'Illusion comique*) et actuellement à Marivaux : la *Surprise de l'amour*.

L'intrigue est simple et sa progression quasiment mathématique : Lelio cède à l'amour de la Comtesse après avoir juré qu'il ne l'y prendrait pas. Les domestiques ne font pas tant de manière, mais leur sort dépend de l'humeur des maîtres. L'action se passe dans une maison de campagne, le metteur en scène Christophe Thiry la déplace sur une île où Pierre et Jacqueline attendent leurs maîtres respectifs, ce qui permet l'arrivée de Lelio avec son valet Arlequin sur la scène d'un bateau de bois, et celle de la Comtesse et sa suivante Colombine, dans une sorte de chaise-carrosse joliment ornée.

Pierre (Jean-Philippe Vlahopoulos)

Après Marivaux à 18 h 30 vient le tour du Cirque Baroque : une bande de jeunes gens, acrobates, jongleurs, funambules qui chorégraphient leurs exercices, les mettent en scène, s'accrochent à l'étréoussée du plateau avec une habileté non enfantine. Table de billard-trampoline, entrée de train fantôme, cinq cordes à danser tenues par une clef de sol... les décors sont ingénieux, les costumes amusants, les artistes privilégient la grâce et l'humour. Ils dansent, se

déchaînent, et même lorsque leurs numéros sont approximatifs ils communiquent un plaisir immédiat qui se répercute dans le public. Malgré quelques longueurs, cette gaieté, cette proximité chaleureuse ont une qualité rare, qu'il ne faudrait pas manquer.

COLETTE GODARD

► La Surprise de l'amour, du mardi au samedi à 18 h 30. Dimanche à 20 h 30. Jusqu'au 4 avril. Noir Baroque, mardi, jeudi, vendredi, samedi à 20 h 30. Mercredi, samedi, dimanche à 15 heures. Jusqu'au 26 février. Ranelagh, 5, rue des Vignes, 75016 Paris. Tél. : 42-88-44-44.

► Le prix Gundolf à Patrice Chéreau. - L'Académie de Darmstadt vient d'attribuer le prix Friedrich Gundolf - environ 60 000 francs - à Patrice Chéreau, qui a monté de nombreux auteurs d'outre-Rhin, et dernièrement le *Temps et la Chambre* de Bocho Strauss, à l'Odéon pour le Festival d'Automne. Ce prix est destiné à distinguer une personnalité ayant contribué à la diffusion de la culture allemande.

Un orchestre à La Villette

Le projet d'une grande salle dans la Cité de la Musique n'est cependant pas inscrit au budget du ministère

Le ministre de l'Éducation nationale et de la culture, M. Jack Lang, a relancé le projet de construction d'une grande salle de concert à Paris, le 17 février, lors d'une conférence de presse consacrée aux futures activités de la Cité de la Musique de la Villette. Pour le ministre, « cette grande salle de concert sera le couronnement de la Cité de la musique. Elle devra être réalisée : et l'être par Christian de Portzamparc ».

La parole est - le Conservatoire national supérieur de musique et de danse - est en service depuis décembre 1990. La partie est - la salle modulable, le Musée des instruments et de la musique et l'Institut de pédagogie - est toujours en construction. Elle devrait être inaugurée fin 1994.

Présent à cette conférence de presse, Pierre Boulez, président de l'Ensemble InterContemporain et futur utilisateur de la salle modulable, soutient le projet - « Il faut une grande salle conventionnelle à Paris pour accueillir des formations symphoniques » - et cite l'exemple de Birmingham, où l'on a inauguré une excellente salle de concert limitée de celles que l'on construisait au siècle dernier (*Le Monde* du 19 avril 1991). « La meilleure de Grande-Bretagne », ajoute-t-il.

Christian de Portzamparc, le maître d'œuvre de la Cité de la musique, a présenté son projet. La salle devrait avoir une capacité de 2 500 places. La disposition du public et le volume ont été déterminés en fonction du meilleur rendement acoustique possible. Comme à Berlin, les auditeurs sont répartis sur différents niveaux autour de l'orchestre. Un parking de mille places est prévu dans ses sous-sols.

Regrouper sur un seul site un conservatoire d'enseignement supérieur de la musique et de la danse, un institut de pédagogie, un musée de la musique, une salle modulable de 800 à 1 200 places, destinée à la musique contemporaine, à la musique de chambre et aux récitals et une grande salle réservée au répertoire symphonique de 2 500 places est une occasion unique de créer des passerelles entre la formation et la diffusion professionnelle de la musique qui manquent tant en France.

L'installation de l'Ensemble InterContemporain dans la salle modulable va familiariser les étudiants à l'exécution du répertoire contemporain. Mais il faudrait, aussi, qu'un orchestre symphonique trouve sa place - prioritaire - dans ce dispositif. L'apprentissage précoce des métiers de l'orchestre est une condition sine qua non à l'essor des institutions symphoniques. Et les salles dans les orchestres disposent à Paris souffrent d'acoustiques dont les musiciens d'orchestre se plaignent, malgré de nombreuses tentatives d'amélioration.

Mais la grande salle de la Cité de la musique n'est pas inscrite au budget du ministère de la culture. Dans ces conditions, compte tenu du climat financier actuel, il semble peu probable que le prochain locataire de la rue de Valois fasse l'une de ses priorités. A moins qu'un montage à partir de financements privés puisse être réalisé.

Seul contre tous

Le pianiste François-René Duchabla aux prises avec un orchestre apathique

L'ORCHESTRE DE PARIS
Salle Pleyel

Retrouver l'Orchestre de Paris, après avoir entendu la Philharmonie de Berlin, toute la semaine dernière, est un peu rude. Encore que les pupitres de vents de la formation française soient initialement plus virtuoses, plus homogènes, plus personnels que ceux de l'illustre orchestre allemand.

Au programme du 18 février, *Lontano* de Ligeti, le *Deuxième Concerto pour piano de Liszt*, le *Konzertstück* de Weber et l'orchestration par Schoenberg du *Quatuor en sol mineur pour piano et trio à cordes* de Brahms. Un vrai programme d'œuvres somptueusement orchestrées et apparées, toutes les quatre un peu bizarres. *Lontano* est une courte pièce d'orchestre dans laquelle le compositeur hongrois trompe l'oreille de ses auditeurs en se livrant à un jeu qui consiste à faire entendre autre chose que ce qui est noté. « Ce qui est écrit c'est la polyphonie, ce que l'on entend c'est l'harmonie », a-t-il dit de cette pièce créée à Donaueschingen en 1967, par Ernest Bour. *Lontano* n'a rien perdu de son charme. L'œuvre paraît statique, mais la mobilité de ses couleurs hypnotise. Matthias Bamert dirige cette pièce en portant une grande attention à la balance orchestrale. L'Orchestre de Paris se distingue par une justesse d'intonation quasi parfaite, sans laquelle l'œuvre s'effondrerait.

François-René Duchabla entre une scène comme à son habitude, d'un pas vif, le corps légèrement penché vers l'orchestre, comme s'il craignait par avance l'ovation que le public ne manque jamais de faire à l'un des interprètes les plus aimés du public français. Il serait difficile de trouver artiste plus sincère, plus probe. La perfection plastique de son jeu défile les lois de la physique : cet homme semble capable de jouer plus vite que son ombre. Mais ce n'est pas ce qui l'intéresse. Duchabla s'attache à la beauté du chant, il recherche l'équilibre du discours, la noblesse de l'expression. Mais il est bien seul ce soir. Matthias Bamert paraît si indifférent à ce qu'il fait. A aucun moment, le chef ne réussit à sortir l'orchestre de sa torpeur. Et l'on entend les violoncelles, les contrebasses de l'orchestre « marquer » leur partie, comme le font les chanteurs à l'opéra, pendant les généralités. Joué « pépère » le *Deuxième de Liszt* est un pensum. Le *Konzertstück* de Weber nous console un peu, l'inspiration passe sur l'orchestre.

Pour finir, l'orchestration réalisée par Schoenberg en 1938 du

A. Lo.

ENTRÉE LINCOLN - PUBLICS ST-GERMAIN
LES 7 PARNAISSIENS - 10 JUILLET BASTILLE

Entre folie douce et mélancolie, avec une légèreté admirable, Daniel Schmid a réussi son premier film.

E. Wainrop / LIBERATION

HORS SAISON

DANIEL SCHMID

AVEC

I. CAVEN - A. DOMBASILE
M.M. FELLINI - A. FERREOL
S. FREY - M. GARREL
U. LOMMEL - M. PAREDES
G. CHAPUN
V. MEZZOGIORNO

هكمان الأشعل

CULTURE

CINÉMA

Parcelles berlinoises

Pénurie des films d'Europe de l'Est et abondance de films asiatiques durant la première semaine du Festival de Berlin

BERLIN.

de notre envoyé spécial

Le Filmfestival avait bâti sa réputation, et conquis sa place parmi les trois plus grands festivals de cinéma du monde (avec Cannes et Venise), en devenant le point de contact entre cinéastes et publics des blocs de l'Est et de l'Ouest. La chute du mur parut d'abord ne pas remettre en cause ce statut de «cheekpoint», seulement transféré du terrain politique au terrain économique. La 43^e édition, qui dure jusqu'au 22 février, prouve qu'après que le combat a cessé faute de combattant (oriental) le partenariat risque de s'interrompre faute de partenaire — également à l'Est.

La situation économique, mais aussi esthétique, en Europe de l'Est, où des cinéastes déboussolés par leur nouvelle liberté comme par les nouvelles contraintes commerciales ne savent plus où donner de la caméra, explique la faible présence de ces cinéastes à la Berlinale 93, où, pour la première fois, aucun film russe n'aura eu accès à la compétition. Avec plus de quarante films, en sélection officielle ou dans les deux grandes sections parallèles, le Panorama et le Forum, les Américains étaient, eux, toujours présents en force.

Encore n'est-ce pas compter parmi eux *Arizona Dream*, film français du fait de sa production : en ouverture, le film de Kusturica s'est offert un joli succès, laissant espérer une aussi belle carrière en Allemagne que celle qu'il connaît ici. En provenance de Hollywood, deux superproductions biographiques, *Malcolm X*, de Spike Lee, et *Hoffa*, de Danny DeVito (qui saturait en France respectivement le 24 février et le 10 mars), dénotent le début des festivités de leur ampleur : 5 h 40 à eux deux — et de leur puissance de feu promotionnelle.

A leurs côtés, Hollywood alignait les solides, bien pensants et prévisibles *Jack the Bear*, de Marshall Herskovitz, et *Love Field*, de Jonathan Kaplan (avec une Michelle Pfeiffer, renfortable en stépmère, une femme bousculée par l'assaut de Kennedy, ce qui lui a valu une nomination méritée aux Oscars). Mais le film américain qui aura fait la joie des festivaliers est un outsider absolu : *El Mariachi*. Réalisée pour une poignée de dollars par le débutant Robert Rodriguez, cette comédie noire pleine de tous et d'invention, qui évoque parfois les débuts des frères Coen (*Blood Simple* de délectable mémoire), avait

déjà reçu les suffrages du Festival de Sundance (le Monde du 9 février). La major Columbia l'a pris dans son giron, pour une distribution mondiale, et un remake.

Le Festival de Berlin était en grande partie à cette image : riche en petites voix insolentes et instantanées quand les témoins décevaient. En compétition officielle, tout de même, on découvrait le très réussi nouveau film de Jacques Doillon, *Le Jeune Werther*, et le non moins réjouissant *Samba Tamaré*, d'Idrissa Ouedraogo (sortie le 3 mars pour le burkinabé et le 31 pour le français).

Anaïs dans des projections du Forum et du Panorama, on retrouvait deux de nos plaisirs de l'automne dernier, la *Petite Amie d'Antonin* et la *Chasse aux papillons*. On découvrait, aussi, par exemple, deux documentaires aussi passionnants que différents. De très classique facture, *Au nom de Dieu* est consacré par le réalisateur indien Ana Patwardhan à la mobilisation des intégristes indous, qui aboutit à la destruction de la mosquée d'Ayodhya en décembre dernier et aux sanglantes émeutes qui s'ensuivirent : une impressionnante mise en lumière des mécanismes du fanatisme. Inventif, volontiers humoristique, *Manufacturing Consent*, des Canadiens Mark Achbar et Peter Wintonick, présentait, en revanche, une formidable leçon de pensée libre et rebelle, en racontant le long combat de Naomi Chomsky contre les manipulations médiatiques, de la guerre du Vietnam à celle du Golfe.

Un thème à la mode

Inclassable, mêlant documentaire et fiction, *Journal intime* et leçon d'histoire, passant du rire à l'émotion et de l'ironie à la campagne arméénienne, *Calendrier*, d'Atom Egoyan, offrait une belle évocation du voyage du cinéaste canadien dans son pays d'origine, touchant de sincérité au bout d'une éblouissante battue d'artifices.

Si un grand festival sert à la fois à découvrir le plus grand nombre de nouveautés et à révéler des tendances dominantes, seule la première de ses vocations était accomplie à Berlin. La faute en incombe moins aux organisateurs qu'à l'état de la production mondiale. Dans cet émiettement, deux zones géographiques faisaient pourtant masse sur les bords de la Spree : l'Europe du Nord et l'Asie extrême. Hormis quelques impertinences du cousin finlandais, les Scandinaves, couverts

en nombre, manifestaient surtout leur attachement aux reconstructions d'époque et aux belles images touristiques.

Plus appétissante était la forte présence extrême-orientale, témoin d'une lente mais très régulière montée en puissance des cinématographies asiatiques. A nouveau, les plus séduisants ne logeaient pas dans la compétition, où la femme du lac des âmes parvenues, du Chinois Xie Fei, ajouta un nouveau chapitre à la litane des films très beaux, très bien joués, et très compréhensibles pour les femmes chinoises. Tandis que le *Banquet de mariage*, du Tchinois Ang Lee, s'avérait une comédie assez conventionnelle, entre *Green Card* et la *Fête des pères*. Elle raconte comment un jeune homosexuel chinois installé aux Etats-Unis fait semblant de se marier avec une compatriote en situation illégale à New-York pour satisfaire aux exigences de ses parents débauchés de Taipei, et les quiproquos qui en découlent.

Après avoir longtemps été tabou, l'homosexualité est, semble-t-il, devenue un thème à la mode en Asie : pas moins de trois films japonais y étaient consacrés, le plus intéressant étant *Petite fille de vingt ans*, de Ryosuke Hashiguchi. Cette chronique de jeunes prostituées à Tokyo trouve le juste ton pour évoquer sans schématiser ni «message» leur situation socialement et affectivement incertaine.

Du Japon également, un très surprenant «film d'art», *The Room*, proposait un jeu sophistiqué et hiératique sur un sujet minimal : un homme dont nous ne savons rien, sinon que le générique l'appelle «l'assassin», cherche un appartement selon des critères plus poétiques qu'immobiliers. Une superphotographie en noir et blanc et un sens de l'humour très délicat en font un petit bijou épuré. Tout le contraire de *Cage Man*, tourné à Hongkong par Jacob C. L. Cheng, truculente évocation d'un hôtel pour mineurs dont les acrobates sont des pages blanches et qui mène l'esprit d'un *Fortile Flac* asiatique à la déconfection des promoteurs et des politiques corrompus.

L'abondance des représentations asiatiques à Berlin préfigurait ainsi la perspective d'une forte présence au Festival de Cannes, où on espère, entre autres, les nouveaux films de Kurosawa, Hou Hsiao-hsien et Chen Kaige.

JEAN-MICHEL FRODON

Sang mêlé

INNOCENT BLOOD de John Landis

C'est l'horreur. Pas tellement dans le film lui-même que dans le monde, suggère John Landis, ce monde où règnent la violence et la malhonnêteté, tandis que les écrans de télé, omniprésents, ne diffusent que des images de vieux films d'épouvante, comme si elles constituaient le journal télévisé subliminal de cette Amérique sans foi ni loi. Du coup, «l'étranger» Anne Parillaud, vampire de son état mais qui ne passe à l'action que pour assouvir ses besoins alimentaires et sexuels, incarne la figure de prédateur naturel innocent, parmi des mafiosi guidés par de bien plus inavouables motifs.

WEEK-END D'UN CHINEUR

PARIS

Samedi 20 février : Drosot-Richelle, 11 heures et 15 heures : bibliothèque bachelique, 14 heures : vins et alcools, Aquabulevard, 16 heures : automobiles de collection.

ILE DE FRANCE

Samedi 20 février : Compigne, 14 heures : art africain. La Varenne-Saint-Hilaire, 14 h 30 : mobilier, objets d'art.

Dimanche 21 février : L'Isle-Adam, 14 h 30 : flipper, machines à sous, 15 h 30 : mobilier, objets d'art. Sens, 14 h 30 : mobilier, tableaux. Verrières, 10 heures : bijoux, 15 heures : tableaux modernes et contemporains.

PLUS LOIN

Samedi 20 février : Antas, 14 h 30 : mobilier, tableaux. Contances, 14 h 30 : armes, Orient, Extrême-Orient. Dijon, 14 heures : décoration, armes. Granville, 14 h 30 : art nouveau, art déco. Lya (Sidirop Apollinaire), 14 h 15 : véhicules miniature, Marseille (Pradon), 14 h 30 :

tableaux, objets d'art, mobilier. Toulon, 9 heures et 14 h 30 : tableaux modernes, mobilier. Virey-le-François, 14 heures : cartes postales, timbres.

Dimanche 21 février : Axbague, 14 h 30 : mobilier, argenterie. Bar-le-Duc, 14 heures : mobilier, tableaux. Bayeux, 10 heures et 14 heures : vins, alcools. Bergerac, 14 h 30 : tableaux modernes. Besançon, 14 heures : mobilier, objets d'art. Doullens, 14 h 30 : mobilier, tableaux. Hnaffleur, 14 h 30 : céramiques, mobilier. Le Havre, 14 h 30 : mobilier, objets de marine. Metz-ban-Saint-Martin, 14 heures : mobilier, tableaux. Nancy, 14 heures : mobilier, école de Nancy. Nantes, 14 h 30 : tableaux modernes, broozes. Rouen, 14 h 30 : art d'Asie, Saint-Cast, 14 h 30 : mobilier, tableaux.

FOIRES ET SALONS

Paris (espace Champorret), Divonne-les-Bains, Limoges, Le Grand-Lemps (38), Amilly (45), Hagodange (57), Saint-Germain-les-Corbeil.

Danse macabre

LES PILLEURS de Walter Hill

Deux pompiers de l'Arkansas (Bill Paxton et Willie Soke), lancés dans une frénétique course au trésor, se retrouvent coincés dans une usée désaffectée d'East Saint-Louis par une bande de dealers dirigée par le rappeur Ice-T et son adjoint, Ice-Cube. Pour leur malheur, les deux pompiers prennent en otage le frère d'Ice-T. Logiquement, le bain de sang est inévitable.

Mais le scénario, de Robert Zemeckis et Bob Gale, a des ambitions bien plus élevées. Jouant les règles classiques de la tragédie — unité de lieu, de temps, et d'action, il donne à l'affrontement des allures quasi-shakespeareiennes. L'action est constamment commentée par le Fou — un vieux Noir, squattant l'usine, qui, figé à une chaise, joue le rôle du chœur en insultant ses assassins sans relâche. Il n'y a ni «bons», ni «méchants», mais des personnages furieusement complexes. Cette situation de crise joue le rôle de révélateur : si l'un des pompiers perd pied, l'autre y trouve son compte. Le chef du gang veut défendre son territoire doit faire face à une crise familiale — sauver son frère — et à une querelle de palais — la mutinerie de ses troupes. Les rappeurs Ice-T et Ice-Cube mettent leurs images au service de leur personnage, et l'usine décrépite est à l'évidence une métaphore pour l'inner-city de n'importe quelle ville américaine. Walter Hill est au mieux de son burlesque noir : les *Pilleurs* est une danse macabre, rythmée par le rap. La sortie du film aux Etats-Unis, prévue au début de l'été dernier, a été repoussée jusqu'à Noël, et le titre modifié (*Treppers*) pour éviter, dit Bob Gale, qu'après les émeutes de Los Angeles, «pilleurs» ne soit assimilé à «voleur de poste de télé».

H. B.

COMMUNICATION

La prospection des nouveaux marchés de l'audiovisuel

Canal Plus s'internationalise à marche forcée

Le groupe Chargeurs SA, qui présida M. Jérôme Seydoux, négocie actuellement avec Canal Plus son entrée, à hauteur de 20 %, dans le capital de Canal Satellite, la société d'exploitation des programmes du satellite Télécom 2A, filiale à 100 % de Canal Plus. Si ces négociations, qui sont «en cours» mais pas encore conclues», aboutissent, le groupe Chargeurs deviendra le premier investisseur extérieur à Canal Satellite au moment où Canal Plus développe une stratégie internationale offensive, en direction notamment des pays francophones mais aussi de ceux de l'Est, sur des marchés nouveaux dont les potentialités suscitent beaucoup de convoitises.

Alain Delma était à Prague le 6 février dernier. Le même jour, les chaînes nationales de télévision des Républiques tchèque et slovaque (Czech television et Slovak television) diffusent *Czestowice*, le long métrage d'Edvard Niermans dans lequel le star français tient le premier rôle. Cette coïncidence — les stars du cinéma ne font jamais la promotion des chaînes de télévision — donnait un relief particulier à l'événement : le film (diffusé pour la première fois à la télévision), accompagné de trois documentaires et d'un dessin animé, franchait sur la ligne des programmes habituellement diffusés dans les Républiques tchèque et slovaque. Et pour cause : cette soirée télévisée était entièrement composée par Canal Plus et offerte gratuitement aux chaînes tchèque et slovaque.

S'il n'est pas rare que des chaînes françaises offrent leurs programmes aux télévisions étrangères (ARTE le fait aussi en Europe centrale et les chaînes publiques et privées le font indirectement par l'intermédiaire des chaînes satellitaires TV5 et CFI), la démarche internationale de Canal Plus est différente. La première chaîne cryptée européenne (60 % du marché de la télévision payante en Europe) s'occupe moins de promotion de la langue ou de la culture française que de diversification capitaliste.

Solidairement ancrée sur le territoire national (3,5 millions d'abonnés), Canal Plus exporte chaque fois qu'elle le peut son concept sport-cinéma. Toujours associée à des partenaires locaux, la chaîne cryptée a ainsi installé des clones en Espagne (595 000 abonnés), en Allemagne (580 000), en Belgique (129 000) et au Sénégal (13 000). Des prospections actives sont également engagées en Amérique latine, au Moyen-Orient, et en Europe centrale (Pologne, Russie, République tchèque).

Les dangers de la solitude

«Il y a deux manières de se faire connaître», expliquait M. Marc Tessier, directeur de l'international, ce 6 février, devant journalistes tchèques. La première consiste à convaincre les autorités d'un pays de la viabilité de son concept, chiffres et bilan à l'appui. Ce qui n'est pas toujours simple tant la télévision jouit d'un préjugé de gratuité. La seconde est de montrer ses programmes», ajoutait M. Tessier. Canal Plus ne négocie aucune des deux possibilités. Après Moscou en 1992, c'était donc le tour des Républiques tchèque et slovaque de bénéficier d'une «nuit Canal Plus».

L'internationalisation a été, d'emblée, au cœur du projet Canal Plus. Dès 1985, M. André Rousselet, pré-

sident du groupe, était persuadé que la télévision payante avait un avenir dans le bassin francophone suisse et belge. A la même date, alors que nul n'aurait mis un sou sur la survie d'une chaîne scabieuse par les décisions contradictoires des pouvoirs publics en matière de création de chaînes, M. Rousselet commençait à prospecter au Maroc.

Ce n'est cependant qu'à partir de 1987 que Canal Plus a commencé à élaborer une réelle stratégie internationale. A cette date, en pleine association commerciale, la chaîne cryptée a pris conscience des dangers qu'il y avait à promouvoir la télévision payante dans un seul pays. D'abord, parce que le succès de Canal Plus en France pouvait susciter des vocations dans des pays voisins ; ensuite, et surtout, parce que les vendeurs de films, américains principalement, pouvaient être tentés d'arbitrer film par film, en faveur de chaînes généralistes puissantes et grosses consommatrices de longs métrages.

L'internationalisation fut donc d'abord pensée comme un moyen d'assurer l'approvisionnement en films. Ce qui est fait aujourd'hui, le groupe étant assuré du premier choix vis-à-vis de ses concurrents. En revanche, preuve que la puissance des majors hollywoodiennes n'est pas un mythe, Canal Plus n'a pu bâtir aucune centrale d'achat de films au plan européen. Pour préserver leurs revenus, les grands studios vendent leurs productions, marché par marché. C'est-à-dire au prix fort.

Discuter d'égal à égal

En 1992, l'internationalisation de Canal Plus s'est changée de nature et de forme. Tout d'abord, elle n'est plus l'apanage de la seule direction de l'international. Le Studio Canal français offre leurs programmes aux télévisions étrangères (ARTE le fait aussi en Europe centrale et les chaînes publiques et privées le font indirectement par l'intermédiaire des chaînes satellitaires TV5 et CFI), la démarche internationale de Canal Plus est différente. La première chaîne cryptée européenne (60 % du marché de la télévision payante en Europe) s'occupe moins de promotion de la langue ou de la culture française que de diversification capitaliste.

Solidairement ancrée sur le territoire national (3,5 millions d'abonnés), Canal Plus exporte chaque fois qu'elle le peut son concept sport-cinéma. Toujours associée à des partenaires locaux, la chaîne cryptée a ainsi installé des clones en Espagne (595 000 abonnés), en Allemagne (580 000), en Belgique (129 000) et au Sénégal (13 000). Des prospections actives sont également engagées en Amérique latine, au Moyen-Orient, et en Europe centrale (Pologne, Russie, République tchèque).

Ce dernier exemple montre que l'internationalisation de Canal Plus peut changer de forme. «Dans trois

ou quatre ans, la réception par câble et satellite sera majoritaire en Europe, prédit M. Tessier. Malgré le morcellement linguistique, ce mode de diffusion change déjà notre mode d'implantation à l'étranger.» Comment préparer ce tournant ? «En étant là.» En clair, en disposant d'une offre adaptée à chaque mode de réception. Un bouquet de sept chaînes thématiques (MCM, Canal /Canal Jimmy, Planète, TV Sport...) représente aujourd'hui une offre adaptée à la diffusion par satellite.

L'ensemble tourne depuis le 14 novembre sur Canal Satellite, et son internationalisation est activement préparée par M. Michel Thoulouze, depuis Ellipse, filiale de Canal Plus. Un second bouquet est en préparation pour le satellite Télécom 2A. Idem pour le câble, l'offre thématique est là avec notamment TV Sport, chaîne à vocation européenne et prête à engager le fer avec ses concurrents locaux. Enfin, si des réseaux hertziens sont disponibles, rien n'interdit d'implanter ici ou là d'autres clones de Canal Plus.

Décidé à préparer l'avenir audiovisuel de l'Europe au même rythme que les Etats-Unis, le groupe Canal Plus a signé récemment un accord avec le groupe de Rupert Murdoch en vue d'une exploration commune du marché de la télévision à la carte. Le «pay per view» (l'abonné paye pour voir un film ou un événement sportif) sera le dernier caisson connu de la télévision payante.

Si Canal Plus préserve le secret sur ses prochaines initiatives, c'est aussi que le paysage a changé. Désormais, la chaîne cryptée n'est plus seule à prospecter dans ce vaste territoire. Début février à Prague, le conseil pour la radio et la télévision, homologue du CSA français, a eu à arbitrer entre vingt-six candidatures nationales et internationales pour l'attribution d'un réseau hertzien (le Monde du 6 février). La course à la puissance est même double : il ne s'agit pas de devenir simplement plus gros que le concurrent ou de boucler des marchés (le marché britannique de la diffusion par satellite est ainsi entièrement dans les mains du groupe Murdoch), mais d'acquiescer une dimension qui mette l'entreprise en mesure de discuter d'égal à égal avec les gouvernements pour le câble et les administrations des télécommunications pour le satellite. «On ne mesure pas, souligne M. Tessier, la violence des affrontements qui ont lieu actuellement en Europe pour occuper le terrain.»

YVES MAMOU

A Cannes

Un «Événement du jeudi» très prisé...

A Cannes, on a s'est arraché littéralement la dernière livraison de l'*Événement du jeudi*. La direction du journal a en effet constaté, jeudi 18 février, «des mouvements anormaux d'achats massifs» du numéro de cette semaine, qui publie un article sur les relations entre M. Michel Mouillat, maire de Cannes (UDF-FR), et l'homme d'affaires lyonnais Pierre Berton, inculpé pour abus de biens sociaux, banqueroute et faux en écritures, et écroué depuis novembre dernier.

[La pratique de l'achat massif de journaux visant à empêcher la diffusion de certains titres n'est pas propre, bien qu'elle y soit courante, aux régimes autoritaires de certains pays du tiers-monde. On l'observe aussi, de temps à autre, en France.

En septembre 1975, par exemple, de prétendus lycéens avaient acheté tous les exemplaires du *Monde* diffusés dans certaines villes du Tiers-Monde. On pouvait lire dans ce numéro très recherché, à la veille des élections municipales, un reportage consacré au «crépuscule d'une dynastie», en l'occurrence la famille Baylet, propriétaire de la *Dépêche du Midi*. De même, il y

M. Albert du Roy, président du directoire de l'*Événement*, a précisé dans un communiqué : «Chez plusieurs diffuseurs, tous les exemplaires du journal ont été achetés par le même acheteur.» D'habitude, la vente de l'hebdomadaire se situe localement autour de 750 exemplaires. Ravié de cette publicité inattendue, la direction de la publication a donc décidé d'acheminer deux mille exemplaires supplémentaires vers la Côte d'Azur.

A trois ans, des paquets entiers du *Caudex* cachetés, qui publièrent alors le fac-similé d'un chèque versé à la société éditrice des journaux de la mairie de Grenoble, avaient été achetés, à l'heure du jour de sa parution, dans les kiosques de la ville par d'autres prétendus étudiants. Ces achats massifs avaient été commandés par le maire M. Alain Carignon.

Enfin, à l'époque où Gaston Defferre cumulait les fonctions de maire de Marseille et de patron du *Provençal*, il est arrivé que certains journaux publics soient absents des kiosques locaux lorsque la gestion de l'impression du maître était en cause... Y.-M. L.]

CADEAU : Un pack lors de l'achat d'un MACINTOSH (Boîte POSSO + disquettes + un lopis souris)

Le II 4/40

• Moniteur 12" Apple n/b + clavier Add • MS Works 3.0.

Avec écran 13" couleur **9998F**

11498F ht

COMPUTER BENCH 1500m2

4000 PRODUITS MAC + VIDEOS

Nous publions le vendredi (daté samedi) la liste des spectacles présentés à Paris et en région parisienne. Une sélection commentée figure dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jeudi).

EDGAR ET SA BONNE. La Prologue (45-76-33-18), jeu, sam., lun. 20 h 45 et dim. 15 h 30 (18).

LAURENT VIOLET. Café de la gare (42-78-62-51), com., lun. 20 h 17.

VERST PIMME. Théâtre Mambet-Michel Gossu (40-44-64-78) inév., lun. 16 h (18).

LES ZAPPEURS. Théâtre de la Mainzée (42-08-83-33), jeu, ven., sam., lun. 20 h et dim. 18 h 30 (18).

LE GRAND MÉNAGE. Châteauroux-Malebré (37-42-33-33), Phéno (37-45-36) (dim. soir, lun. 21h), 20 h 45 (18).

ETAOUCHNOK. Renaissance (44-63-00-00), com., lun. 20 h 18 (19).

IPHIGÉNIE. Espace Saint-Sabin (47-97-55-20), lun. et jeu. 20 h (20).

NAITRE COUPABLE. NAÏRE-CHOC-OTTE. Artistes-Athènes (48-08-36-02) (dim. soir, lun. 20h30), jeu. 18 h, sam. et dim. 18 h (21).

SI TU PARS, JE TE QUETTE. Guichet

Montpensée (42-73-88-61) (dim.), 22 h 15 (22).

GERMAINE. Dérégateurs (TLD) (42-36-00-02), mer. 21 h (23).

GUIDE POUR ÉTRANGERS. Espace Acteur (42-62-35-00) (dim. soir, lun.), 20 h 30; dim. 16 h (23).

MONSIEUR KLEES ET ROZALIE. Madeline (42-65-07-09) (dim. soir, lun.), 21 h; sam. 17 h et dim. 15 h 30 (23).

PYGMALION. Hébertot (43-87-23-23) (dim. soir, lun.), 20 h 45; sam. 16 h 30 et dim. 15 h (23).

LE SIÈGE DE Nemaude. Théâtre du Rond-Point Renaud-Barrault (42-58-60-70) (dim. soir, lun.), 20 h 30; dim. 17 h (23).

PALAIS DE CHAILLOTT (47-04-24-24)
VENDREDI
Héros permanent de l'année : Mr et Mrs Smith (1941, v.o.), d'Alfred Hitchcock et de Charles Crichton ; Les Chevaliers du désert (1959, v.o. s.f.), de Joseph Losch, 21 h.

PALAIS DE TOKYO
(47-04-24-24)
VENDREDI
Autour de Glimmer Roche et de la cinéma new : Ombre d'été (1952, v.o. s.f.), de Charles Chaplin, 19 h ; Forme d'âme (1968, v.o. s.f.), de Nelson Pereira dos Santos, 21 h.

CENTRE
GEORGES-POMPIDOU
SALLE GARCIA (42-78-37-29)
VENDREDI
Les Enfants du Canele : Les Voisins (1952, v.o. s.f.), de Norman McLaren, The Blooded Road (1959, v.o. st), de Julian Roffman, 14 h 30 ; En marche (1961, v.o. s.f.), de Ryan Reiser, A Great Big Thing (1980, v.o. s.f.), d'Eric T. H. 17 h 30 ; Parade (1984, v.o. s.f.), d'Alfred Hitchcock, 20 h 30 ; Les enfants, de Bruce McDaniel, 20 h 30.

**2. Grande-Galerie,
porte Saint-Eustache,
Forum des Halles
(40-26-34-30)**
VENDREDI
Avec *sur la scène* : le théâtre à
Fécan : Retransmissions : Oh ! les beaux
jours, de Samuel Beckett (1883) d'Alexandre
Tartu, 14 h 30 ; Retransmissions : Accueil-
tes Gaumont, Exercice de style (1981) de
Marcel Bluval, 18 h 30 ; Retransmissions :
la Mort de Danton, de Georg Buchner (1990)
de Guy Seiffmann, 18 h 30 ; Retransmis-
sions : le Triomphe de l'amour, de Marivaux
(1985) d'Olivier Mergault, 20 h 30.

ARIZONA DREAM (A.-T. v.c.): Forum
Hornet, 11 (45-07-50-77, 38-65-70-83);
UCG, 11 (45-07-50-77, 38-65-70-83);
38-65-70-83); UGC Denton, 6
(42-25-10-30, 38-65-70-88); UGC
Champs-Elysées, 6 (45-82-20-40,
38-65-70-83); M. du Nord, 11
(49-24-78-34); La Sestrière, 11
(43-07-48-80); Escurel, 13
(43-07-48-80); M. du Nord, 11
v.f.; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94,
38-65-70-14).
BRUMICA (ind., v.c.): Epée de Bois, 5
(45-74-94-94).
ET LA VIE CONTINUE (Jean YVES); Utopie,
5 (43-26-84-95).
HOMES MAGNÈSE LU (A. v.c.): Gammont
Hornet, 11 (45-82-20-40, 38-65-70-83);
Opéra, 2 (47-42-60-33); Espèce Saint-Mi-
chel, 5 (44-07-20-40, 38-65-70-83); UGC Dédan, 6
(45-82-20-40, 38-65-70-83); Gammont
A2333333, 6 (45-59-19-39); Gammont
Hornet, 6 (35-65-70-83); G. v.c. (45-82-21-46,
38-65-70-83); La Sestrière, 11
(43-07-48-80); Sup. Gammont, 11
(43-20-32-20); UGC Mallot, 17
(40-60-00-18, 38-65-70-81); V.I. Rev. 2,
6 (45-82-20-40, 38-65-70-83); Gammont
Hornet, 6 (45-74-94-94, 38-65-70-14);
Saint-Lazare-Pascuier, 6 (43-87-35-43,
38-65-71-88); Parnassus, Opéra, 6
(45-82-20-40, 38-65-70-83); UGC
12 (43-04-04-87, 38-65-71-13); UGC

LA SÈTE LUMINEUSE. Film canadien de Pierre Perrault : Utopia, 6 (43-26-84-65).

LA BRUNE. Film français de Laurent Caumont : Reflet Logos 1, 6 (43-54-42-34).

CHAPLUN. Film américano-britannique de Richard Attenborough, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-67, 36-85-70-83) ; Impérial, 2 (47-42-72-82) ; UGC Denton, 6 (42-25-10-18, 45-08-57-68) ; Gaumont (43-54-42-34) ; Reflet Logos 1, 6 (43-58-92-82) ; UGC Gieritz, 8 (45-62-20-40, 36-85-70-81) ; Escorial, 13 (47-07-28-40) ; Sept Passaniens, 14 (47-02-32-00) ; v.l. 18, 2 (42-36-85-70, 45-08-57-68) ; Paramount Dupré, 9 (47-42-58-31, 36-85-70-18) ; Les Norton, 12 (43-43-04-87, 36-85-71-33) ; UGC Lyon Baletille, 12 (43-43-01-86, 36-85-70-18) ; UGC Scollala, 12 (45-61-94-96, 36-85-70-45) ; Gaumont Adèle, 14 (36-85-71-45) ; Miramar, 14 (36-85-70-82) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé World, 18 (45-08-57-68).

HORS SAISON. Film suisse-français-allemand de Daniel Sannier : Publicité Saint-Germain, 6 (42-22-72-80) ; Elysées Lincoln, 8 (43-58-38-14) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Sept Passaniens, 14 (43-20-32-50).

INNOCENT BLOOD. Film américain de John Huston : Gaumont Les Héros, 18 (40-28-12-14) ; Reflet Odéon, 8 (43-25-69-83) ; Gaumont Morignac-Concorde, 8 (43-58-92-82) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-

LA BELLE ET LA BÊTE (F.) : Les Trois
Luxe, 67. (48-33-67-77)
36-65-70-43.

LE CHARMÉ DISCRET DE LA BOURGEOISIE (F.) : Europa Pandémon (ex-Nellat Paris)
Tél. 1. (48-33-67-44-15-04). Les Trois Luxe
36-65-70-43.

LA DAME DU VENDREDI (A., v.o.) : Action
Christine, 67. (49-28-11-30)
36-65-70-43.

LES LÉGENDES NOUÈVES (F.) : Le Champé
Espresso Jacques Tati, 67. (43-64-61-60).

HUO DE HOMERRE (A., v.o.) : Latine, 67.
(42-78-47-38).

JHANNY KUTTER (A., v.o.) : Action
Christine, 67. (49-28-11-30, 36-65-70-82).

LES LÉGENDES NOUÈVES (F.) : Le Champé
Espresso Jacques Tati, 67. (43-64-61-60).

NOW VOYAGER (A., v.o.) : Les Trois
Luxe, 67. (48-33-67-77)
36-65-70-43.

OPÉRATION JAPONIS (A., v.o.) : Reflex
Latine, 67. (48-33-67-77)
(43-64-62-34).

OPÉRATION MÉCANIQUE (Brit., v.o.) :
Chronos, 67. (46-33-10-82).

PAPA EST EN VOYAGE D'AFFAIRES
(F.) : L'Empiré, 14. (45-43-41-63).

PLAY TIME (F.) : L'Ariquin, 67.
(45-44-28-80).

QU'EST-CE QU'AI FAIT POUR MÉRITER
ÇA ? (A. Esp., v.o.) : Latine, 67.
(42-78-47-38).

REBECCA (A., v.o.) : Le Champé - Espresso
Jacques Tati, 67. (43-64-61-60).

LE TEMPS DES GÉNÉRATIONS (Youg., v.o.) :
L'Empiré, 14. (45-43-41-63).

UNCE (F.) (A., v.o.) : Reflet Logos
(F.) 67. (43-64-62-34).

WOMEN IN LOVE (Brit., v.o.) : Accatone
67. (45-33-96-88).

ALPHA BRAVO (A., v.l.): Cinzane, 19
 (42-08-34-00) 18 h.

LA BELLE MOISEUSE (Fr.): Denfert, 14
 (42-08-34-00) 18 h.

CHÉRIE / J'AI RETRÉCÉ LES GOSSES (A.,
 v.l.): Saint-Lambert, 15 (46-32-61-68)
 16 h 45.

LA DAMEUÏE VENDREDI (A., v.o.): Mac
 Mahon, 18 (46-35-28-89, 36-65-70-48)
 16 h 18, 20 h, 22 h.

LES OAMNES D'H.A. v.o.: Acontone, 5
 (46-33-98-86) 18 h 50.

DJEN SÏN PHL (Fr.): Saint-Lambert, 15
 (45-32-61-68) 21 h.

LES PAYSANNS (Brit., v.o.): Denfert,
 14 (42-43-21-21) 21 h 40.

L'HOMMEQUÏ TUK BERTY VALANCE
 (A., v.o.): Saint-Lambert, 15 (45-32-61-68)
 21 h.

IMMOYABLE (A., v.o.): Grand Pavé,
 15 (46-64-48-89) 22 h 15.

L'IMPURGANT C'EST D'AMOUR (Fr.-
 AL.): Saint-Lambert, 15 (45-32-61-68)
 18 h 45.

MIDNIGHT EXPRESS (Brit., v.o.): Grand
 Pavé, 15 (45-32-61-68) 18 h 45.

MUSIC LOVERS (Brit., v.o.): Acontone, 5
 (46-33-98-86) 21 h 45.

LE MYSTÈRE VON BULOW (A., v.o.):
 Grand Pavé, 15 (45-34-48-89) 18 h.

STUDIO STUDES (A., v.o.): La Gégène,
 19 (40-06-90-90) 22 h.

SIMPLE MEN (A., v.o.): Utopia, 5
 (43-26-94-66) 22 h.

THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW
 (A., v.o.): Studio Galand, 15 (43-64-72-71)
 22 h 30.

TINTIN ET LES ORANGES BLEUES (Fr.):
 Saint-Lambert, 15 (45-32-61-68) 16 h 45.

TOTO LE HÉROS (Fr.-AL.): Images
 d'Aulreux, 5 (45-67-18-39) 22 h 10.

LES VERTS (Fr.-AL): Grand Pavé, 15
 (45-32-61-68) 18 h 45.

VERBYS ZIBRO, 11 (43-67-51-65) 18 h 45.

LA SERRIERE VIE GAUCHE (Fr.): Utopia,
 5 (43-26-94-66) 20 h 30.

WAYNE'S WORLD (A., v.o.): Studio
 Galand, 15 (43-64-72-71) 22 h 30.

LE ZÉRRE (Fr.): Saint-Lambert, 15
 (45-32-61-68) 19 h 10.

SAMEDI 20 FÉVRIER

« **Le marché aux Puces de Saint-Ouen** » aux arts, les nouvelles installations. Contours d'été de 10 h à 30, métro Porte-de-Clichy-courant, au faubourg Paris autrichien.

« **Montmartre** : cité d'artistes » rue de la Chapelle, 15 heures, métro Abbesses (M.C. Lasserre).

« **Exposition Henri Gervais** » Prévoir une consommation. Limité à vingt-cinq personnes, 14 h 30, Musée Carnot, 23, rue de Sévigné (Monuments historiques).

« **Du canal Saint-Martin à l'église Saint-Laurent** », 14 h 30, métro Jacquemart-Sergent (Paris pittoresque et insolite).

« **Le chinatown du treizième arrondissement** », 14 h 30, porte de Choisy (Paris pittoresque).

« **La Concorde, la Sainte-Chapelle et l'Histoire de la Cité** », 14 h 30, 1, quai de l'Horloge (Connaissance de Paris).

« **Du Moulin-Rouge au Musée Poubert** : le versant nord de la Butte-Montmartre », 14 h 30, métro Place-Blanche (V. de Langlade).

« **Le collège des Bernardins** » (Paris pittoresque).

« **Le musée Muebur-Murviel (Sauvegarde du Paris historique)** ».

« **Le Tille de la Cité, naissance de Paris, vieilles maisons de Chanoines** », 15 heures, 2, rue d'Arcole (Paris autrichien).

« **Cathédrale orthodoxe russe** », 15 heures, 12, rue Ours (Tourisme culturel).

« **Académie Française et Institut** », 16 heures, 23, quai de Conti (M.C. Lasserre).

DIMANCHE 21 FÉVRIER

- « La Comédie-Française : trois siècles d'histoire dans la maison de Molière », 19 h 15, porte de l'admission (présentation du passé).
- « Visite de la salle du théâtre des Champs-Élysées », 15 heures, 15, avenue Montaigne [Paris et son histoire].
- « L'Hôtel-Dieu, l'incendie des hôpitaux parisiens, et la médecine au XVIII^e siècle », 19 h 30, entrée de l'Hôtel-Dieu, 15, rue de Notre-Dame [Paris autours].
- « Académie française et Institut », 19 h 30, 23, quai de Condé (C. Merle).
- « L'Institut de France : de la Révolution française », 14 h 30, 1, quai de l'Horloge (C. Merle).
- « Fêtes et mystères de l'Opéra Garnier », 19 h 30, 1, boulevard des Capucines, 1 (des marches à l'extérieur [Connaissance de Paris]).
- « Montmartre, une butte sacrée, un village pittoresque et vivant », 19 h 30, 1, boulevard du Funiculaire, au funicier Paris autours.
- « Les salons dorés de l'ambassade de Pologne, Hôtel de Sagan-Monaco » (nombre limité), 15 heures, aorte de la rue de la Harpe, côté aspiende (P. Bouchard).
- « L'Académie française et les curiosités du quartier de l'Institut », 19 h 30, 23, quai Conti (D. Fleuret).

Saint-Germain-des-Prés (Resurrection du Christ)
 « Cité d'artistes, courtes et jardins du quartier Montauriol », 15 heures, mémo Cité-Université (V. de la Garenne)
 « L'hôtel de Camondo », 15 heures, 83, rue de Monceau (J. Haullier).
 « La cathédrale russe de Paris », 15 heures, 18, rue Daut (Paris et son histoire).

CONFÉRENCES

SAMEDI 20 FÉVRIER

Maison de La Villette, angle du quai de la Charente et de l'avenue Cortin-Carriu, 10 heures : « L'architecture du dix-neuvième orondissement de Paris. A. Orlando (Maison de La Villette). »
 Galerie nationale du Jeu de paume (saie audiovisuelle), place de la Concorde, douzième rue : « Martin Barré », par Y.-A. Bois.
 20, rue Saint-Antoine, 18 heures : « Technique et évolution du vitrail en France, du douzième au vingtième siècle » (Monuments historiques).

DIMANCHE 21 FÉVRIER

62, rue Saint-Antoine, 16 heures : « Les rebelles de la loi : les camérards dans le désert » (Monuments historiques).
 1, rue des Provençaux, 15 heures : « Spiritualité et initiation celtique », par J. Gorgue ; « Mythra et ses mythes dans l'Antiquité », par Narya (Confrérie).

SAMEDI 20 FÉVRIER

Maison de La Villette, angle du quai de la Charante et de l'avenue Corneille : Le hémicycle et l'architecture du dix-neuvième siècle croisées-mants, par A. Orlandini (Maison de La Villette).

Galerie nationale du Jeu de paume (saule audiovisuel), Place de la Concorde, 11 heures : « Martin Barrès, par Y.-A. Bois.

62, rue Saint-Antoine, 18 heures : « Technique et évolution du vitrail en France (du Moyen Âge au XIX^e siècle) (Monuments historiques).

DIMANCHE 21 FÉVRIER

62, rue Saint-Antoine, 16 heures : « Les rebâtisseurs de la loi : les cardinaux dans le désert » (Monuments historiques).

1, rue des Provaires, 15 heures : « Sphère et intrusion célestes » par J. Gorgue ; « Mythes et ses mythes dans l'Antiquité », par Nette (Conférence).

62, rue Saint-Antoine, 16 heures : « Les rebelles de la loi : les camirads dans le désert » (Monuments historiques).

1, rue des Prouvaires, 15 heures : « Spiritualité et Initiation celtique », par J. Gorgue ; « Mithra et ses mystères dans l'Antiquité », par Natya (Conférence Napoléon).

[illegible]

LA BÊTE LUMINEUSE. Film canadien de Pierre Perrault : Utopia, 54 (43-26-32-40).

LA BRUNE. Film français de Laurent Carrois : Reflet Loges I, 45 (43-54-42-34).

CHAPLIN. Film américano-britannique de Richard Attenborough, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-67, 36-85-70-83) ; Impérial, 2 (47-42-42-42) ; Utopia Denton, 8 (42-26-28-10) ; 10 (45-35-70-59) ; Gaumont Morigan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8 (45-52-20-40, 35-65-70-81) ; Escorial, 13 (47-07-38-40) ; Sept Passants, 14 (46-38-33-83, 35-65-70-81) ; Gaumont 36-83-83, 35-65-70-81 ; Gaumont Dpère, 9 (47-42-58-31, 36-85-70-18) ; Les Nations, 12 (43-43-04-84, 35-65-71-33) ; UGC Lyon 70-87, 12 (43-54-01-58, 36-85-70-81) ; UGC Sables, 19 (45-61-94-95, 36-85-70-45) ; Gaumont Aîsle, 14 (36-65-75-14) ; Miramar, 14 (36-85-70-18) ; Gaumont Convention, 15 (46-38-33-83, 35-65-70-81) ; Pathé World, 19 (46-38-33-83, 35-65-70-81).

HORS SAISON. Film suisse-français de Catherine de Daulsch Schmid : Publicité Saint-Germain, 6 (42-22-72-80) ; Elysées Lincoln, 9 (43-59-38-14) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Sept Passants, 14 (43-52-32-50).

INNOCENT BLOOD. Film américain de John Huston, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-28-12-12) ; Gaumont Odéon, 8 (43-25-69-93) ; Gaumont Morigan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81).

le Congrès, à l'exception

هكذا من الأصل

LES HAUTES-ALPES ONT DE LA NEIGE !*

* Etat d'enneigement et d'ouverture des domaines constaté par huissier de justice le 18 février 1993

	% du domaine skiable ouvert	hauteur de neige en bas des pistes	hauteur de neige en haut des pistes
SERRE-CHEVALIER	80 %	50 cm	130 cm
BRIANÇON	80 %	45 cm	52 cm
MONTGENÈVRE	93 %	25 cm	120 cm
PUY-SAINT-VINCENT	98 %	50 cm	75 cm
CEILLAC-EN-QUEYRAS	75 %	20 cm	105 cm
LES ORRES	74 %	30 cm	130 cm
ORCIÈRES-MERLETTE	50 %	20 cm	180 cm
VARS, RISOUL	75 %	20 cm	80 cm

M. Beauvineau, 32, rue Joseph-Sylvestre, 05100 Briançon, tél. : 92-20-24-11 pour BRIANÇON
SERRE-CHEVALIER/MONTGENÈVRE/PUY-SAINT-VINCENT/M. Delphin, place Grenette, 05500 SAINT-BONNET,
tél. : 92-50-01-40, pour ORCIÈRES-MERLETTE/M. Viguié, place Célestin-Roche, 05200 EMBRUN, tél. : 92-43-07-74,
pour RISOUL/VARS/LES ORRES/CEILLAC-EN-QUEYRAS.

23 STATIONS OUVERTES

Montgenèvre, Serre-Chevalier, Vars, Risoul, Orcières-Merlette, Abriès, Aiguilles, Ancelle, Arvieux, Briançon, Ceillac, Chaillol, Château-Ville-Vieille, La Grave, Molines-en-Queyras, Les Orres, Pelvoux, Puy-Saint-Vincent, Réallon, Ristolas, Saint-Véran, Saint-Léger-les-Mélèzes, Superdévoluy.

Pour tout renseignement, contactez
le Comité Départemental du Tourisme des Hautes-Alpes au 92-53-62-00
ou la Centrale de réservation au 92-53-45-40.



ÉCONOMIE

BILLET

Trois millions de chômeurs britanniques

La Grande-Bretagne a rejoint, jeudi 18 février, le peloton des pays européens qui ont franchi le seuil symbolique, et donc politiquement dangeureux, des 3 millions de chômeurs. Elle y retrouve l'Allemagne, la France et l'Espagne, l'Italie restant encore en deçà (2,2 millions), mais les chiffres, de l'autre côté des Alpes et de la Manche, sont sujets à controverse. La gouvernance de M. John Major argue que les données corrigées des variations saisonnières dressent un bilan un peu moins morose que ce chiffre brut de 3,062 millions, tout en sachant que la progression est inéluctable.

La courbe ascendante, en effet, ne va pas fléchir avant longtemps, peut-être 1995, année où, selon les prévisions des experts, les chômeurs britanniques seront entre 3,4 et 3,6 millions. Après, si la reprise de la croissance ne manque pas le rendez-vous qu'on lui fixe depuis si longtemps, une décelération devrait s'amorcer. D'ici là, le chômage fait de nouveaux ravages dans la société, et le gouvernement conservateur — comme ses homologues européens — aura testé d'autres recettes pour tenter de s'extirper de la récession économique, il est vrai plus profonde ici que partout ailleurs en Europe : agir sur la baisse des taux d'intérêt pour dynamiser la relance, freiner, autant que possible, la glissade de la livre sterling pour éviter les dérapages inflationnistes.

Voilà qui rappelle l'âcheusement la politique économique des années 50, avec ses « stop and go » sur la demande des ménages, si seulement, aujourd'hui, la consommation se manifestait... Mais la peur du chômage est là, ressentie par plus de la moitié des Britanniques. Avec elle s'annule toute velléité de consommer, d'emprunter et d'investir : les individus et les entreprises courent leur épargne à leurs bénéfices, par peur de l'inconnu. Ils participent donc à ce cercle vicieux de l'approfondissement de la crise.

Le Parti travailliste propose bien un contre-plan, allant dans le sens de la ré-industrialisation de la Grande-Bretagne, à défaut d'une stratégie du « plein emploi » dont on sait partout dans les pays industrialisés qu'il s'agit désormais d'une chimère. Restent les politiques conjoncturelles pour résorber un déficit public menaçant, mais dont les recettes sont douloureuses. En Amérique, le président Clinton a donné l'exemple : « Les dépenses doivent être réduites et les impôts augmentés », M. John Major, avec le nouveau budget du 16 mars, ne propose pas autre chose. Avec la même incertitude quant aux résultats.

LAURENT ZECCHINI

□ Elf confirme qu'il renonce à transférer l'unité de Bousens dans les Pyrénées-Atlantiques. — La direction d'Elf-Aquitaine a confirmé, mercredi 17 février, l'abandon du projet de transfert du site de Bousens (Haute-Garonne), démentant des informations de source syndicale sur un maintien du projet. L'intervenant du site Elf-Aquitaine de Bousens avait annoncé, mardi, avoir été informée la veille par la direction du groupe que le projet de transfert des activités de cette unité dans les Pyrénées-Atlantiques était maintenu (*le Monde* du 18 février). Dans un communiqué, la direction du groupe indique que ces informations sont « erronées ». La réunion du comité central d'entreprise du 23 février est annulée, et « le projet qui avait été proposé à la consultation se trouve donc de facto retiré », précise le communiqué.

Une des plus grandes faillites de l'histoire financière suisse

Le Crédit lyonnais est mis en cause dans la chute de la Sasea

Le Crédit lyonnais va-t-il boire la calice jusqu'à la lie, pour s'être fait piéger par le tandem très controversé des financiers italiens (Giancarlo Parretti et Florio Fiorini) ? Embourbée aux États-Unis dans des démaillées judiciaires sans fin et dans le difficile redressement de la Metro Goldwyn Mayer (MGM), la banque voit son rôle contesté par la justice suisse dans la chute de la Sasea Holding. Cette société financière genevoise rachetée en 1985 par Florio Fiorini, en détention préventive en Suisse depuis le 22 octobre 1992, était devenue un temps actionnaire à 49 % du studio hollywoodien. Le tribunal de Genève s'interroge sur « le rôle exact » du Crédit lyonnais dans les difficultés du groupe Sasea, dont le passif a été évalué mercredi 17 février (*le Monde* du 19 février) à 5,1 milliards de francs suisses (18,6 milliards de francs).

Selon le procureur du tribunal de Genève, M. Laurent Kasper-Ansermet, la banque nationalisée française pourrait être considérée comme « administrateur de fait » de la Sasea. Elle aurait joué, depuis octobre 1991, et la mise en place d'un plan d'assainissement, un rôle-clé dans la gestion

du groupe. Une thèse que la banque française réfute totalement. Le préjudice pourrait, en tout cas, être considérable, si le Crédit lyonnais se voyait jugé responsable d'une des plus grandes faillites de l'histoire financière suisse.

On retrouve déjà au premier rang des créanciers de la Sasea holding, la filiale néerlandaise du Crédit lyonnais (CLBN) avec des engagements de 927 millions de francs suisses. Sur ce total, 700 millions proviennent d'un crédit accordé par un pool bancaire dont le Lyonnais n'était que le chef de file.

Politique et mafia

Les engagements directs du CLBN se chiffrent tout de même à 427 millions de francs suisses. Le Crédit lyonnais-Paris s'est d'ailleurs porté partie civile. Mais M. Kasper-Ansermet conteste cette action et a demandé au juge d'instruction un examen de cette qualité de partie civile, remarquant que la banque française n'a pas déposé de plainte.

Cette affaire très complexe — la justice suisse s'efforce pour le moment de déterminer quels sont les actifs réels de Florio Fiorini, de la Sasea et du dédale de sociétés liées à ce bolosse — prend également une dimension politique et mafieuse. En Suisse tout d'abord, où le maire de

Genève, M^{re} Madeleine Rossi, dont le mari a été le dernier président de la Sasea, a indiqué en décembre que son époux avait accepté ce poste « dans la mesure où il était sûr du soutien d'une grande banque étrangère ».

Les magistrats genevois s'intéressent également à une banque monégasque la SIB-Samoa International Bank, contrôlée par la Sasea. Parmi les documents placés sous séquestre dans cet établissement, certains seraient liés à l'affaire du compte « Protezione » destiné au financement de partis politiques italiens. Cette affaire a débouché jeudi 11 février (*le Monde* du 13 février) sur les démissions successives, à Rome, de M^{re} Claudio Martelli, ministre de la Justice et Bettino Craxi, secrétaire général du Parti socialiste.

Enfin, la justice suisse soupçonne Florio Fiorini d'avoir caché des biens en les transférant à son épouse, M^{re} Elena Badoloni. M^{re} Badoloni a eu maille à partir, le 4 novembre 1992, avec le Tracfin, organisme français chargé de lutter contre le blanchiment de l'argent sale, alors qu'elle allait déposer 5 millions de francs en argent liquide au guichet parisien de la Société marseillaise de banque Varnier-Barri.

ERIC LESER

Après sept ans de patience

Le géant anglais Kingfisher absorbe Darty

L'absorption de Darty (spécialiste de l'électroménager) par l'anglais Kingfisher a été officiellement scellée. Jeudi 18 février, à l'occasion d'une conférence de presse conjointe, à Paris, des dirigeants des deux groupes. Cette opération met fin à l'une des plus importantes opérations de RES (rachat d'une entreprise par des salariés) jamais tentée en France (*le Monde* du 6 février). Les actionnaires de Darty, après avoir reçu des actions du groupe britannique, deviendront, avec 11 % du capital, l'un des principaux actionnaires.

LONDRES

correspondance

Si en affaires la patience est l'art d'espérer, celle dont fit preuve Sir Geoffrey Mulcahy, président du groupe britannique Kingfisher, trouve aujourd'hui sa récompense. Sept ans, c'est une bien longue attente, pour un personnage aussi avide de fusions et d'acquisitions, pour opérer un « rapprochement » avec Darty, conduisant au rachat de l'entreprise française de distribution.

Plusieurs facteurs expliquent ce

choix de la part de l'un des grands noms de la distribution en Grande-Bretagne, peu connu à l'étranger. Ce groupe, qui réalise un chiffre d'affaires de l'ordre de 3,4 milliards de livres (plus de 27 milliards de francs) et des bénéfices dépassant les 200 millions de livres, possède un « trésor de guerre » estimé à plus de 1 milliard de livres. La combinaison de sa filiale Comet, numéro deux insulaire de l'électroménager, fortement orientée sur savoir-faire dans le service après-vente, une discipline très déficiente outre-Manche. Enfin, la saturation du marché britannique, la morosité générale de la distribution, touchée par la récession, et les opérations avortées de rapprochement avec d'autres groupes similaires (Littlewoods, Mothercare, Sears...) ont contraint Kingfisher à se tourner vers l'étranger pour assurer son expansion.

Darty, que la City considère comme une « success story » à la française, souvent comparée à Marks and Spencer, apparaît comme un tremplin idéal pour partir à l'assaut des marchés espagnol et allemand, que l'état-major de Kingfisher jugeait sous-exploités et fragmentés. La firme française apporte également son savoir-faire dans le service après-vente, une discipline très déficiente outre-Manche. Enfin, la saturation du marché britannique, la morosité générale de la distribution, touchée par la récession, et les opérations avortées de rapprochement avec d'autres groupes similaires (Littlewoods, Mothercare, Sears...) ont contraint Kingfisher à se tourner vers l'étranger pour assurer son expansion.

Adopté par le gouvernement

Le «pacte rural» met l'accent sur le tourisme et la défense de l'environnement

M. Jean-Pierre Soisson, ministre de l'Agriculture et du Développement rural, a présidé jeudi 18 février à Matignon, par délégation du premier ministre, le Comité interministériel de développement et d'aménagement rural (CIDAR), qui ne s'était pas réuni depuis 1987. A cette occasion, il a fait approuver par le gouvernement son « pacte rural », qui contient une quinzaine de mesures pour relancer les campagnes.

« Il faut, par une action volontariste, inverser le cours des choses : la richesse et la population se concentrent à l'est, sur une partie trop étroite du territoire », a déclaré M. Soisson.

Parmi les mesures arrêtées par le gouvernement, on retiendra, notamment, un dispositif destiné à favoriser le tourisme dans les régions où la fréquentation est faible, en faisant participer les grands professionnels du secteur à des projets de développement. L'objectif est de faire passer dans les cinq prochaines années le nombre de séjours de touristes étrangers en espace rural de 11 à 20 millions et de porter de 2 % à 5 % le nombre d'agriculteurs pratiquant des activités touristiques ; 150 millions de francs sont prévus à cet effet.

Vis-à-vis des entreprises, le gouvernement a décidé de généraliser le « droit au conseil » cofinancé à 50 %

par l'Etat, pour les PME de moins de 500 personnes. D'autres actions sont prévues pour l'artisanat et l'amélioration du parc de logements locaux. En revanche, M. Soisson n'a pas pu faire adopter le crédit d'impôt pour les petites entreprises qui investissent dans les campagnes.

Les agriculteurs sont appelés, non seulement à développer systématiquement des produits de qualité de leur terroir, mais aussi à entretenir l'espace. Un certain nombre de mesures existent déjà, comme la « prime à l'herbe », dont le montant sera porté à 300 francs par hectare. Dans une trentaine de départements vont être mis en place des « plans de développement durable » pour encourager les agriculteurs à mieux jumeler production et actions sur l'environnement. Mais un nouveau dispositif sera étudié, appuyé par des financements d'Etat, des collectivités et de la CEE, spécifiquement axé sur l'entretien de l'espace et des paysages.

Un institut du développement rural sera mis en place, dont la préfiguration est la création d'un « observatoire » qui sera installé à Tonnerre (Yonne).

Au total, environ 350 millions de francs de crédits ont été répartis à l'occasion de la réunion du CIDAR.

F. Gr.

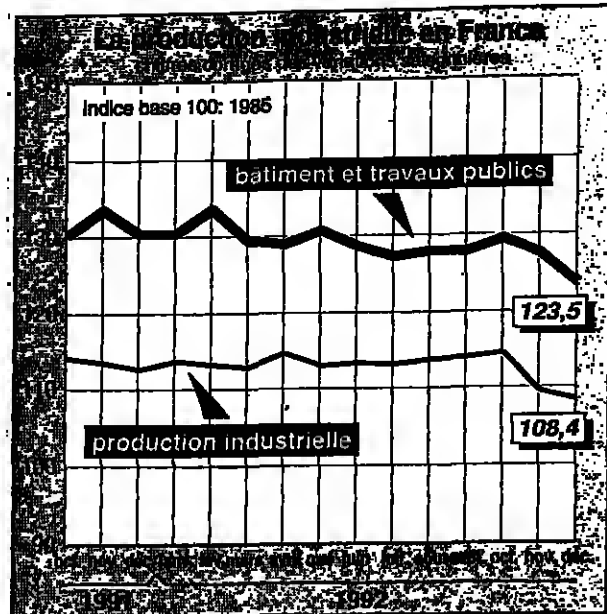
En décembre

La production industrielle a reculé de 1 % en France

La production industrielle en France a fortement reculé en décembre, l'indice mensuel calculé par l'INSEE s'étant inscrit — après correction des variations saisonnières — à 108,4 contre 109,5

en novembre (— 1 %) sur la base 100 en 1985 (*le Monde* du 19 février). En décembre 1991, l'indice avait atteint 112,6 : la baisse en un an est donc de 3,8 %.

Le mauvais résultat de décembre s'explique notamment par la chute exceptionnelle de l'automobile, qui a réduit ses heures travaillées en fin d'année : l'indice est passé de 129,4 en novembre à 113,2 en décembre (— 12,5 % en un mois). Mais l'automobile n'est pas seule en cause. La production des biens intermédiaires (— 3,5 %), et des biens de consommation courante (— 0,5 %) a également reculé. Seuls les industries agro-alimentaires, l'énergie et les biens d'équipement professionnels ont progressé. Le



INSEE, comment a évolué la production nationale prise dans son ensemble. Même si les services ont quelque peu compensé le recul de la production industrielle, le PIB (produit intérieur brut) aura certainement sensiblement reculé au quatrième trimestre 1992.

Reste à savoir si ce recul ne s'est pas poursuivi en janvier et février et si la France ne connaît pas actuellement une période de récession (deux trimestres de baisse absolue). La question reste posée. Si la réponse dépend beaucoup de la consommation des ménages qui a semblé s'accroître un peu, les perspectives des chefs d'entreprise sont plus sombres qu'elles ne l'ont été depuis plus de quinze ans.

Dans son rapport mensuel

La Bundesbank dénonce le poids des impôts en Allemagne

FRANCFORT

de notre correspondant

Après la surprise de la baisse des taux d'intérêt décidée le 4 février, il est bien difficile d'entrevoir quel pourra être le prochain mouvement de la Bundesbank. Dans son rapport mensuel de février, rendu public mercredi 17, la banque centrale allemande relève autant de signes « positifs » que « négatifs ».

La conjoncture a faibli nettement plus que ne prévoyait la Bundesbank, mais ne mérite pas de « pessimisme exagéré ». Les « potentiels de récession » sont limités en Allemagne du fait de la taille modeste de la bulle spéculative passée. D'autre part, la Bundesbank relève que « la politique monétaire reste confrontée à une hausse continue des prix et à une expansion monétaire trop forte ». Dans ces conditions, une baisse des taux anti-cyclique, destinée à relancer la conjoncture, conduirait à « une politique de stop-and-go, porteuse de risques considérables pour

les taux d'intérêt à long terme, pour le mark et pour l'emploi ». La Bundesbank entend donc s'en tenir à la politique monétaire de « relâchement graduel ».

D'autre part, la Banque dénonce la montée des prélèvements obligatoires en Allemagne. Ils atteignent 43,6 % du PIB (produit intérieur brut), pas loin du niveau français (43,8 %). Tout impôt nouveau conduirait dans ces conditions à des « conséquences négatives ». Cette analyse est publiée, alors que le débat politique se poursuit sur le « pacte de solidarité » dont le volet principal est la consolidation budgétaire. La Bundesbank calcule que le déficit des budgets publics aura été de 115 à 120 milliards de marks en 1992 (390 à 385 milliards de francs) — dont 38,5 pour le budget de l'Etat, le reste aux Länder et aux communes — et qu'il sera encore accru de 20 milliards cette année. La seule solution, réaffirme la banque centrale, est de réduire les dépenses.

E. L. B.

En raison de son coût élevé

La réforme du statut des dockers à Marseille s'appliquera avec retard

L'accord paritaire signé entre les dockers et les employeurs de main-d'œuvre du port de Marseille-Fos, dans le cadre de la réforme de l'organisation du travail sur les quais, ne devrait pas être appliqué avant avril, car le montage financier n'est pas terminé, a indiqué, jeudi 18 février, le président du port autonome, M. Jean Sebutz. Le financement de la réforme sera à nouveau examiné, lors du prochain conseil d'administration du port, le 26 février.

Selon M. Schutz, l'échéance du 1^{er} mars retenue pour l'application de l'accord « paraît optimiste, dans la mesure où il faut procéder aux recrutements dans les entreprises, signer les conventions de conversion, obtenir effectivement les concours de l'Etat, régler tous les cas particuliers, finaliser les conditions de financement du plan social ».

La réforme prévoit, a-t-il rappelé, la mise en place d'un plan social « particulièrement généreux, d'un coût total de 1 110 millions de francs », pour 925 ouvriers dockers au minimum qui quittent la profession, sur 2 013 actuellement.

Les concours prévisionnel de l'Etat devrait s'élever à 540 millions, la part locale se chiffrant à 570 millions. Cette somme devra être supportée par le Port et l'ensemble des professions portuaires, les collectivités locales ayant refusé leur participation. Elles continueront, en revanche, à financer les investissements du premier port de France, a rappelé M. Schutz. « Le Port doit payer une part importante, un effort parmi les plus conséquents consentis par les ports français », a-t-il assuré.

Les salariés de en faveur du parti

CADENCE 2
Sicav obligatoire française
à revenus trimestriels

هكمان النحل

ÉCONOMIE

Pour limiter les licenciements

Les salariés de Potain votent en faveur du partage du travail

MOULINS

de notre correspondant

Les 1 423 salariés du groupe Potain, premier constructeur mondial de grues pour le bâtiment et les travaux publics, ont très massivement approuvé l'accord entre les syndicats et la direction, entérinant un plan social de partage du temps de travail. Ce plan permet d'éviter 128 licenciements secs chez Potain, Cadillac et BPR-Cadillon, filiales du groupe rennais Legris, confronté en 1992 à une chute de son chiffre d'affaires après d'excellents résultats ces dernières années.

L'accord, dans lequel la CGT, largement majoritaire, a joué « un rôle moteur », selon le PDG, M. Alain Courau, prévoit, sous certaines conditions très précises, des mesures de réduction du temps de travail, avec perte de salaire. Pour en décider, la participation du personnel s'est élevée à 99,65 % chez les non-cadres et à 98,65 % chez les cadres. Les premiers, à 91 %, soit 1 058 salariés sur un total de 1 162, ont approuvé le plan pré-

voyant une série de mesures progressives, incluant éventuellement, en cas de nécessité, la possibilité de réduire progressivement les horaires jusqu'à 35 heures sans compensation.

Dans un premier temps, le texte envisage une réduction définitive de 38 heures et demie à 38 heures, sans perte de salaire. Dans un second temps, après épuisement d'un cootageant, son oel de 100 heures de chômage partiel par salarié, la baisse pourrait éventuellement passer à 35 heures avec perte de salaire. Mais une clause stipule le versement de 50 % des salaires perdus en cas de retour au bénéfice pour l'entreprise. Les salariés ont obtenu aussi une augmentation des salaires de 1 % au 1^{er} juin.

La barre des 80 % fixée par la direction n'a pas été atteinte chez les cadres, qui avaient à choisir entre une baisse de salaire de 6,5 % et treize licenciements secs. Seulement 56,32 % se sont prononcés pour la réduction de salaire. Sur l'ensemble du groupe, ces dispositions se traduiraient par

108 départs en FNE, 25 licenciements de techniciens et donc 13 licenciements de cadres. Au nom de la CGT, le délégué central d'entreprise, M. Alain Morin, précisait que « l'accord existait parce que les salariés eux-mêmes l'ont choisi. Les salariés connaissent les limites du choix qu'ils ont fait, ils ne se sont pas placés dans l'idée du partage du travail telle qu'elle est prônée. Il s'agissait de dépasser ensemble et sans casse un cap difficile ne mettant pas en péril les acquis ».

JEAN-YVES VIF

□ **Huon** : manifestation en faveur de l'emploi. - Un demi-millier de personnes ont participé, jeudi 18 février, au « rassemblement pour l'emploi », organisé à l'appel de la CFTD dans la zone industrielle de Longvieu (Côte-d'Or), afin d'apporter leur soutien au personnel de l'usine Hoover, menacée de fermeture. Le rassemblement a bloqué pendant deux heures la route longeant l'usine. La CFTD, syndicat majoritaire au sein de l'entreprise, a rappelé qu'« en l'état actuel le projet de plan social de la direction ne règle rien » et que « le conflit Hoover reste d'actualité ».

DISTRIBUTION PHARMACEUTIQUE

L'allemand Gehe lance une OPA amicale sur la française OCP

La société allemande Gehe, filiale du groupe familial Haniel et premier répartiteur pharmaceutique allemand, va lancer une OPA (offre publique d'achat) amicale sur son concurrent français OCP (Office central pharmaceutique) au prix de 800 francs par action.

Cette offre, qui porte sur 100 % du capital, valorise l'OCP à 2,12 milliards de francs. Avec un cours moyen, sur les trois derniers mois, de l'action OCP de 557 francs, le prime offerte aux actionnaires est donc de 44 %. Le capital d'OCP est composé de 2,85 millions d'actions de 25 francs de nominal.

Les répartiteurs pharmaceutiques sont les « grossistes » du secteur du médicament. Ces sociétés alimentent dans des délais extrêmement courts - souvent de quelques heures - les pharmacies d'officine.

Avec un chiffre d'affaires consolidé de 32,92 milliards de francs, l'OCP est de loin le premier répartiteur français ; le groupe - qui est contrôlé par des intérêts familiaux - affirme détenir 43 % du marché national. L'OCP a réalisé au cours de son dernier exercice un béné-

ficie net (part du groupe) de 101,7 millions de francs, soit pratiquement le double du chiffre réalisé l'année précédente (58,8 millions de francs).

SIDÉRURGIE

Krupp annonce la fermeture de deux usines en Allemagne

Les manifestations de sidérurgistes se multiplient en Allemagne, alors qu'au-delà du Rhin le secteur de l'acier doit affronter une sévère restructuration. A Siegen, environ trois mille cinq cents personnes ont participé à un défilé de protestation organisé jeudi 18 février, dans la soirée, shôt après l'annonce dans l'après-midi de la fermeture probable de deux usines d'acier profilé du groupe Krupp-Hoesch.

Pour ces usines, qui emploient quelque quatre mille personnes, « nous nous trouvons tout juste avant la fermeture, si de nouveaux développements n'interviennent pas très prochainement », a déclaré à Dortmund, M. Gerhard Cromme, patron de Krupp-Hoesch.

La président de la Fédération allemande de l'acier, M. Ruprecht Vondran, a indiqué que la sidérurgie allemande avait besoin d'une période de deux ans pour adapter ses capacités de production face à la crise européenne de cette branche.

TRAVAIL TEMPORAIRE

Le chiffre d'affaires de l'intérim a baissé de 4,5 % en 1992

Avec 46,42 milliards de francs (hors export) réalisés sur l'année 1992, le chiffre d'affaires de la profession du travail temporaire a diminué de près de 4,5 % en un an, selon une estimation communiquée, jeudi 18 février, par l'Union nationale des entreprises de travail temporaire (UNETT). Liée à « la faible croissance économique », cette dégradation fait suite au recul (-2,5 %) déjà enregistré en 1991. Alors que le nombre d'heures de travail des salariés intérimaires avait diminué de 16 % au dernier trimestre 1992 (soit 8,5 % sur l'année), cette tendance s'est accentuée en janvier, le volume d'heures accusant une chute de 23 % en un mois. « La lente érosion des commandes dans l'industrie et le faible niveau de la construction ne permettent pas d'enrayer la récession que connaît la profession depuis deux ans », précise l'UNETT.

□ **Ouverture d'une ligne aérienne hebdomadaire Nantes-Montréal** du 4 mai au 5 octobre. - La compagnie canadienne « Air-Transat » va procéder à l'ouverture saisonnière d'une ligne régulière directe, avec un vol hebdomadaire, reliant Nantes à Montréal, du 4 mai au 5 octobre.

INDICATEURS

CEE

• **Prix de détail** : + 3,5 % en moyenne annuelle en janvier. - La hausse des prix de détail a été ramenée à 3,5 % en rythme annuel en moyenne chez les Douze au mois de janvier, contre 3,7 % en décembre, a annoncé, jeudi 18 février, Eurostat, l'office de statistiques de la CEE. C'est la progression la plus modérée depuis juin 1988. Ce bon résultat a été rendu possible, notamment par la baisse de 0,9 % des prix de détail intervenue en Grande-Bretagne. L'Allemagne a, au contraire, enregistré une hausse de 1,1 % en janvier. Eurostat a dû se baser sur ses propres estimations de l'inflation en France, car l'évolution des prix de janvier ne sera connue que le 26 février, en raison de l'entrée en vigueur d'un nouvel indice.

ETATS-UNIS

• **Commerce extérieur** : déficit de 84,3 milliards de dollars en 1992. - Le déficit commercial des Etats-Unis s'est nettement gonflé en 1992 par rapport à l'année précédente, atteignant 84,3 milliards de dollars (460 milliards de francs) contre 85,4 milliards, a fait savoir le département du commerce jeudi 18 février. Il s'agit du plus mauvais résultat enregistré depuis 1980, mais le déficit est encore loin du record de 152,1 milliards atteint en 1987. En décembre, le déficit commercial s'est établi à 6,95 milliards de dollars, les exportations ayant progressé de 4 %, atteignant 59,7 milliards de dollars, tandis que les importations ont augmenté de 2,5 %, à 46,7 milliards.

• **Prix de détail** : + 0,5 % en janvier. - Les prix de détail ont augmenté de 0,5 % en janvier, par rapport à décembre. Cette hausse est la plus forte depuis janvier 1991. En un an (janvier 1992 comparé à janvier 1991), la hausse est de 3,3 %. Le résultat de janvier s'explique par les fortes hausses enregistrées sur l'alimentation (+ 0,4 %), du fait notamment de la viande de bœuf, sur l'énergie (+ 0,5 %) du fait du fioul mais plus encore de l'habillement (+ 0,8 %), des tarifs médicaux et de transport (+ 0,9 %).

• **Production industrielle** : + 0,4 % en janvier. - La production industrielle a augmenté de 0,4 % en janvier par rapport à décembre. En un an (janvier 1993 comparé à janvier 1992), la progression de la production industrielle est de 4 %.

• **Conjoncture** : forte chute des mises en chantier en janvier. - Les mises en chantier de logements ont chuté de 7,2 % en janvier par rapport à décembre, a annoncé mercredi 17 février le département du commerce. Cette diminution, expliquée principalement par les mauvaises conditions climatiques, est la plus forte depuis le mois d'avril dernier, où la chute avait atteint 16,9 % en un mois. En décembre, en revanche, les mises en chantier ont progressé de 4,8 % (chiffre révisé).

GRANDE-BRETAGNE

• **Ventes au détail** : + 1,8 % en janvier. - Les ventes au détail ont été meilleures que prévu en janvier, augmentant de 1,6 % par rapport à décembre, et de 2,3 % par rapport à janvier 1992. En décembre, ces ventes avaient diminué de 1 % (chiffre révisé) par rapport au mois précédent.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

La Société Générale vous informe

CADENCE 2

Sicav obligatoire française à revenus trimestriels

Dividende trimestriel :

20,00 F mis en paiement le 10 février 1993 (+ crédit d'impôt de 0,50 F pour les personnes physiques).

Objectifs de placement :

Principalement investie en obligations françaises afin de distribuer un revenu régulier proche de celui du marché obligataire tout en préservant le capital sur moyenne période.

Les comptes sur dividende des Sicav Cadence 1, Cadence 2 et Cadence 3 sont versés à des dates précises, vous pouvez passer ces trois Sicav pour obtenir un revenu mensuel. Informez-vous auprès de votre agence.



CONJUGUONS NOS TALENTS.

FERROVIE DELLO STATO

SOCIÉTÉ PAR ACTIONS DE TRANSPORTS ET DE SERVICES
ROME

Avis de sélection d'adjudicataires de marchés

La société Ferrovie dello Stato S.p.A., à la suite de l'entrée en vigueur, le 1er janvier 1993, de la Directive du Conseil CEE n° 90/531, étendue aux «secteurs exclus», a l'intention de lancer, avant le 30 juin 1993, des concours de pré-sélection de sociétés et entreprises pour la fourniture de produits et de travaux.

Les avis de pré-sélection, qui seront publiés dans le Journal Officiel des Communautés Européennes, demanderont des renseignements sur les points suivants :

- Structure de la Société ;
- Solidité économique et financière ;
- Capacité technique ;
- Potentiel de production ;
- Organisation de l'entreprise pour l'Assurance (ou la Garantie) de la Qualité.

Pour ce qui concerne les renseignements de nature économique et financière, les données devront porter sur les 5 dernières années d'activité. Ferrovie dello Stato S.p.A. pourra confier l'examen de la documentation à des sociétés de certification.

Le système de qualification aura principalement pour objets :

- Travaux de génie civil et montages électromécaniques ;
- Matériel roulant ;
- Installations technologiques typiquement ferroviaires ;
- Armement ferroviaire ;
- Fournitures diverses.

Conformément aux dispositions de la délibération des CEE précitée, la sélection sera faite selon les normes indiquées dans les avis de concours.

Une condition de qualification sera l'acceptation de la teneur de la Délibération FS/AS n° 1232 du 30 juin 1992, en matière de transparence des prix et d'audit dans les rapports contractuels avec Ferrovie dello Stato.

Cette Délibération impose plus particulièrement aux entreprises de :

- déclarer que la conclusion des contrats s'est faite sans médiation ou autre intervention de tiers ;
- déclarer qu'elles n'ont pas versé, ni promis de verser à qui que ce soit, directement ou par l'intermédiaire d'entreprises filiales ou contrôlées, des sommes d'argent et/ou autres rémunérations à titre d'intermédiation ou autre, et quel qu'il en soit visant à faciliter la conclusion des contrats ;
- s'engager à ne pas verser, à qui que ce soit et à quelque titre que ce soit, des sommes destinées à faciliter et/ou à rendre moins onéreuse l'exécution et/ou la gestion des contrats par rapport aux obligations prises aux termes de ces contrats.

Aux termes de la délibération en question, les entreprises sont également tenues, en cas de marchés pour un montant global supérieur à un milliard de lires, de tenir une comptabilité séparée concernant l'objet du contrat, et de permettre à tout moment une vérification par les FS et/ou par un tiers mandataire.



L'ADMINISTRATEUR DELEGUE
Antonio Lorenzo Necchi

Piazza della Croce Rossa, 1 - 00181 ROME - Capital 42.417.892.391.000 Litres, ent. versé - Inscription du Tribunal de Commerce de Rome n° 7847/92 - Inscription à la Chambre de Commerce de Rome n° 756300 - Code commercial 01569570581 - Code TVA n° IT 0100808000

VIE DES ENTREPRISES

Confronté aux annulations de commandes des compagnies aériennes

Boeing supprimera 28 000 emplois en dix-huit mois

Premier avionneur mondial, Boeing réduit sa voilure et supprimera 28 000 emplois sur 143 500 (-19,5 %) au cours des dix-huit prochains mois. Il adopte les mêmes remèdes que ses confrères de l'industrie aéronautique (General Motors : -91 000, qui n'a dû recourir à des dégrèvements monétaires pour survivre à la crise).

Depuis quelques semaines, on savait que la firme de Seattle programmait une réduction de ses cadences de fabrication de 32,5 avions par mois à 21 d'ici un an. Ce ralentissement n'est pas inspiré par le désir de rétablir des comptes qui demeurent florissants : en effet, ce sont les nouvelles procédures comptables américaines qui ont fait tomber le bénéfice de Boeing de 1,56 milliard de dollars (8 milliards de francs) en 1991 à 552 millions en 1992. A structure comptable comparable, le bénéfice de l'an dernier s'est établi à 1,63 milliard de dollars, soit une progression de

4,3 %, plus qu'honorable dans la conjoncture actuelle.

Boeing prévient la dégradation des commandes du à la crise du transport aérien et qui a déjà amené, par exemple, le motoriste Pratt et Whitney à supprimer 11 000 emplois. Car les compagnies enregistrent des pertes spectaculaires, en raison des chutes de trafic provoquées par la guerre du Golfe et par le marasme économique mondial, au moment où les commandes géantes d'avions des années 1987-1988 provoquent à la fois une surcapacité grave et une montée de leurs frais financiers. Ainsi United Airlines a enregistré, l'an dernier, 5,2 milliards de francs de pertes, Delta Airlines 3,1 milliards, American Airlines 2,6 milliards et Air France 3,2 milliards.

Les compagnies ont taillé dans les effectifs et supprimé plus de 90 000 emplois depuis un an. Mais elles ont aussi réduit leurs investissements, en annulant des commandes d'appareils ou en étalant les

livraisons. Delta a renoncé à 100 avions, American à 93 avions et United a différé la réception de 122 avions. On estime que l'on approche des 800 appareils annulés ou différés depuis un an par l'ensemble des compagnies de la planète, c'est-à-dire l'équivalent d'une année de production de l'industrie aéronautique. Boeing n'est pas seul à pâtir de ces coupes claires, car Airbus, McDonnell-Douglas et Fokker subissent leur comptant de défilitions, mais le numéro un mondial souffre en proportion de sa taille, puisqu'il détient 60 % du marché des avions commerciaux de plus de cent places.

Cette conjoncture difficile n'entame pas l'optimisme de Boeing, qui continue à tabler sur une croissance annuelle de 6 % du trafic aérien à long terme. A Seattle, on se prépare donc à vivre, sans angoisse excessive, deux ou trois années de vaches maigres, comme cela s'est déjà produit au début des années 70.

ALAIN FAUJAS

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

CONTRATS

o Ericsson : contrat de 825 millions de francs en Chine. - Ericsson, le géant suédois des télécommunications, a obtenu un contrat d'un montant dépassant les 150 millions de dollars (825 millions de francs) pour l'expansion du réseau de téléphone mobile dans la province chinoise de Guangdong, a annoncé Ericsson jeudi 18 février. L'équipement, qui entrera en service au troisième trimestre de cette année, va permettre au réseau de desservir 240 000 abonnés supplémentaires. Cela fera plus que doubler le réseau actuel.

o Lyonnais des eaux-Damez : une deuxième concession en République tchèque. - Le conseil municipal de la ville de Brno, une cité de 400 000 habitants, à mi-distance de Vienne et de Prague, dans la province de Moravie, a décidé de confier au groupe Lyonnais des eaux-Damez la gestion de son service d'eau et d'assainissement. D'une durée de vingt ans, le contrat prendra effet le 1^{er} juillet. En octobre dernier, le groupe présidé par M. Jérôme Monod avait signé un contrat similaire avec la ville tchèque d'Ostrava (400 000 habitants).

COOPÉRATION

o Pechiney conclut un accord d'assistance avec Tropicana Products. - Un accord de joint-venture vient d'être signé entre Tropicana Products et American National Co (ANC), filiale américaine de Pechiney, dans le secteur de l'emballage en verre. Selon cet accord, ANC va apporter une aide technologique à Tropicana, pour permettre l'augmentation de la production de verre de l'usine de

Tropicana implantée à Badinton en Floride. Tropicana est le leader du marché haut de gamme du jus d'orange en Amérique du Nord, au Japon, en France et au Royaume-Uni. ANC réalise un chiffre d'affaires annuel de 4,5 milliards de dollars (24,7 milliards de francs) dans le domaine des emballages métalliques, en verre et en plastique.

o Stefanel (confection) crée une co-entreprise avec Oward Kashiyama Co Ltd. - Le groupe textile italien Stefanel et le japonais Oward Kashiyama Co Ltd ont créé une co-entreprise, Oward Stefanel, qui produira, au Japon, des articles de confection de l'entreprise italienne. Le groupe italien renforce ainsi ses relations avec son partenaire japonais qui est, depuis 1989, l'importateur et le distributeur exclusif de ses produits dans l'archipel, à travers sa filiale Maisson Tricot Co Ltd. Oward Stefanel produira 30 à 40 % des articles de confection Stefanel destinés au marché japonais, le reste continuant à être importé d'Italie par Maisson Tricot. Le réseau de distribution au Japon (40 boutiques) sera étendu. Créée en 1939, Stefanel, qui a ouvert, depuis quatre ans, des boutiques en Chine et en Corée, a réalisé en 1992 un chiffre d'affaires de 420 milliards de francs (878 millions de francs).

LIQUIDATION

o Egor France : liquidation judiciaire. - Le groupe Egor France, première société de conseil en recrutement en France, a été déclaré en liquidation judiciaire, jeudi 18 février, par le tribunal de commerce de Paris. La confusion du patrimoine a été ordonnée pour onze sociétés qui appartenaient au groupe.

o John Deere dégage un bénéfice de 37 millions de dollars (207 millions de francs). - Le groupe américain de machinisme agricole John Deere a renoué avec les bénéfices en 1992, avec un résultat net de 37 millions de dollars, contre une perte de 20 millions de dollars en 1991. Le chiffre d'affaires a baissé de 1,4 %, à 6,96 milliards de dollars, lors de l'exercice 1992 clos en octobre. Sa filiale française, John Deere France, a déposé un bilan net de 67 millions de francs (+ 60 %) grâce à une hausse des exportations (moteurs de son usine de Sauron dans le Loiret et matériels de récoltes des fourrages de son usine d'Arc-lès-Gray, en Haute-Saône). Les exportations ont atteint 1,2 milliard contre 1,1 milliard en 1991, pour un chiffre d'affaires global de 2,3 milliards de francs, en baisse de 2,6 %.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



GEHE

Rapprochement franco-allemand dans la répartition pharmaceutique

Le conseil d'Administration d'OCP SA s'est réuni aujourd'hui, sous la présidence de M. Duché, qui lui a exposé les grandes lignes d'un projet européen d'entreprise avec la société GEHE AG, société cotée, filiale du groupe allemand Franz Haniel & Cie GmbH.

GEHE et OCP partagent la même vision du devenir de leurs activités de répartition pharmaceutique. C'est dans ce cadre que ce projet de rapprochement est envisagé. Il vise à placer sous OCP SA l'ensemble des activités allemandes de grossiste répartiteur de la société GEHE, chaque réseau national devant conserver sa spécificité et son autonomie.

Le groupe franco-allemand ainsi constitué serait d'une taille comparable aux grandes sociétés américaines du secteur de la répartition. Cette base élargie lui permettrait un meilleur accès à d'autres marchés au sein de la CEE et en Europe de l'Est, et conforterait ainsi le développement international d'OCP.

Ce projet prévoit que préalablement, la société GEHE AG procède à une OPA amicale sur tout le capital d'OCP au prix de 800 F (coupon attaché) par action.

GEHE s'est engagée à donner une suite positive à cette offre, si le nombre d'actions apportées représente au moins 50,01 % du capital après dilution, étant précisé que l'initiateur se réserve la faculté de donner une suite favorable à son offre même si cette proportion n'était pas atteinte.

La société GEHE, basée en Allemagne, à Stuttgart, est, avec un chiffre d'affaires de l'ordre de 14 milliards de francs en 1991 dans la répartition pharmaceutique et une part de marché de 18 %, un acteur majeur de ce secteur en Allemagne.

Le conseil d'Administration a émis un avis de principe favorable sur l'offre de la GEHE AG. Il se réunira de nouveau dans les prochains jours pour émettre son avis sur l'opération, conformément à la réglementation.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 19 février ↓

Sans conviction

Après deux séances largement équilibrées, le Bourse de Paris souffrait un peu vendredi 19 février. Jour de liquidation générale pour le terme boursier de février. En repli de 0,10 % à l'ouverture, les valeurs françaises s'élevaient une heure et demie plus tard un retard de 0,28 %. Aux alentours de 13 heures, l'indice CAC 40 fléchit avec le sentiment d'équilibre, ne perdant plus que 0,03 % sur son niveau de la veille.

Pour la dernière séance du terme, les investisseurs notent que des prises de bénéfices étaient réalisées, poussant l'indice plutôt vers le bas, et ce d'autant que le marché avait également tendance à se consolider après les deux dernières séances fortement orientées à la hausse. Toutefois, soulignent un analyste, « toutes les dernières séances ont commencé avec un indice dans le rouge et qui se rattrape en cours de séances ».

L'intervention du président François Mitterrand jeudi soir sur France 3 n'a eu aucune incidence sur les marchés financiers, « le président français s'étant contenté de commenter l'actualité sans annoncer aucune mesure », a jugé un boursier.

Vendredi matin, le taux du jour le jour s'élevait à 11 3/16-11 5/16, en très légère baisse par rapport à la veille.

Parmi les valeurs en baisse, on relevait Cimenterie française, qui perdait 3 %, Société générale (1,2 %) et Carrefour (0,8 %). Parmi les valeurs en hausse, on relevait Alcatel, qui gagnait 1,73 %.

NEW-YORK, 18 février ↓

Repli

Wall Street a évolué en dents de scie, jeudi 18 février, pour terminer la séance en baisse, alors que les investisseurs s'interrogeaient sur les chances qu'eussent le programme économique du président Clinton d'être adopté par le Congrès américain. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a fini à 3 302,19 points en baisse de 10 points, soit un repli de 0,30 %.

L'atmosphère a été très active avec quelque 310 millions de titres échangés. Le nombre de titres en hausse a été de 1 025 contre 865, alors que 562 actions sont restées inchangées.

Le marché avait enregistré une bonne progression dans la matinée, les investisseurs étant encouragés par les déclarations officielles pour les investissements des petites entreprises prévues dans le programme économique Clinton et par l'absence de « mauvaises surprises » dans le plan, qui était déjà largement connu sur les marchés. Mais une inversion de tendance s'est opérée à l'après-midi sous la pression de ventes informelles. Ensuite, la pratique barométrique de Wall Street a évolué irrégulièrement, les détenteurs de capitaux recommandant à douter que le plan Clinton soit adopté facilement par le Congrès.

VALEURS	Cours du 17 fév.	Cours du 18 fév.
Alcatel	72 3/4	72 3/8
ATI	52 1/4	52 1/8
Bois	32 1/4	32 1/8
Chem. Manhattan	28 1/4	28 1/8
Chem. Manhattan	28 1/4	28 1/8
De Post de Rouen	41 1/2	41 1/8
Electricité de France	81 3/4	81 1/8
Enx	61 3/4	61 1/8
Genetel	82 1/2	81 1/8
General Motors	39 5/8	39 1/8
Imco	50 1/2	50 1/8
ITT	73 3/8	73 1/8
Modul	61 1/4	61 1/8
Pfizer	59 1/4	59 1/8
Schering	57 3/4	57 1/8
Tenax	119 1/4	119 1/8
UAI Corp. ex-Alight	16 5/8	16 1/8
Union Carbide	44 3/4	44 1/8
Westinghouse	13 3/8	13 1/8
Xerox Corp.	82 1/4	82 1/8

LONDRES, 18 février ↑

Nette progression

La Bourse de Londres a nettement progressé pour la première fois en cinq séances, jeudi 18 février, après l'annonce d'une hausse du chômage plus faible que prévue, malgré le fait que le nombre des demandeurs d'emploi a dépassé le cap des 3 millions pour la première fois depuis six ans en données brutes. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a clôturé en hausse de 23,7 points (0,8 %), à 2 837,7 points, après avoir gagné plus de 1,3 % au début d'après-midi. Les échanges ont porté sur 934,3 millions d'actions contre 814,7 millions la veille.

La tendance s'est soutenue par le raffermissement des rendements et de meilleurs résultats que prévu pour Glaxo Holdings et Kleinwort Benson Group. Elle s'est emballée après l'annonce d'une hausse de 4,1 milliards de livres des crédits bancaires en janvier, le double des prévisions, et d'une hausse de 22 000 du nombre des demandeurs d'emploi, inférieure de moitié aux pronostics.

TOKYO, 19 février ↑

Timide avance

Les valeurs ont clôturé sur une note irrégulière à Tokyo, vendredi 19 février, dans un marché étroit où des ajustements de positions réalisées en fin de séance ont permis au Nikkei de repasser au-dessus de la barre de 17 000 points. Au terme des échanges, l'indice Nikkei a finalement gagné 27,69 points, soit 0,16 %, à 17 010,03 points, dans un volume estimé à 220 millions de titres.

VALEURS	Cours du 18 fév.	Cours du 19 fév.
Alcatel	1 230	1 230
Bois	1 150	1 150
Chem. Manhattan	1 380	1 380
Fuji Bank	1 750	1 770
Honda Motor	1 310	1 290
Hitachi	1 380	1 380
Mitsubishi Heavy	507	506
Sony Corp.	4 100	4 090
Toyota Motor	1 380	1 370

PARIS :

Second marché (sélections)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel	468	465	Imv. Computer	130 80	130 80
BAC	23 70	23 70	LP&M	35	35
Banque Lyf	502	506	Motex	160	160
Boussac	245	245	N.S.C. Schenker	750	750
CAJ-de-Fr. (CCI)	725	707	Publi-France	665	665
Carif	265	255	Revue-Écon. (Ly)	320	317
CESEF	362	350	Sabot	96	96
CFM	180	183	Sabot Invest (Ly)	153	153
CFM	204	204	Sabot	325	320
CHIM	1180	1178	Sopre	460	460
Colson	285	283	Thomson H. (Ly)	320	318
Couste	110	110	Unilog	192	195
Danly	210 10	225	Val et Cie	130	130
Danly	430	430	V. St-Laurent Group	764	770
Danly	1095	1115			
Danly	128	128			
Danly	190	190			
Danly	207	201			
Danly	143	144 50			
Danly	48	48			
Danly	405	404			
Danly	118	119			
Danly	528	527			
Danly	195	195			
Danly	50	49			
Danly	1020	1020			

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPEZ LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 18 février 1993
Nombre de contrats estimés : 167 356

COURS	ÉCHÉANCES		
	Mars 93	Juin 93	Sept. 93
Dernier	113,36	115,40	115,64
Précédent	113,32	115,16	115,44

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Mars 93	Juin 93	Mars 93	Juin 93
114	0,05	1,78	0,66	0,55

CAC 40 A TERME (MATIF)

COURS	ÉCHÉANCES		
	Février 93	Mars 93	Avril 93
Dernier	1 954	1 973	1 976
Précédent	1 930	1 953	1 965

CHANGES

Dollar : 5,5350 F ↓

Le dollar s'inscrit en nette baisse vendredi 19 février, après l'annonce du programme économique du président Clinton, et la nette poussée du yen. A Paris, la monnaie américaine s'élevait à 5,5350 francs à la mi-séance contre 5,5868 la veille, au cours indicatif de la Banque de France.

	18 fév.	19 fév.
FRANCOFORT	18 1/2	19 1/2
Dollar (en DM)	1,670	1,638
TOKYO	18 1/2	19 1/2
Dollar (en yen)	119,97	119,23

MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (19 fév.) : 11 3/16-11 5/16
New-York (18 fév.) : 3 %

BOURSES

17 fév. 18 fév.
(SBF, base 100 : 31-12-81)
Indice CAC 40 : 497,03 505,71
(SBF, base 1000 : 31-12-87)
Indice CAC 40 : 1 964,91 1 926,52

NEW-YORK (indice Dow Jones)

17 fév. 18 fév.
Industriel : 3 312,19 3 302,19
LONDRES (indice Financial Times)

17 fév. 18 fév.
100 valeurs : 2 814 2 837,78
30 valeurs : 2 175,68 2 171,20
Mines d'or : 96,20 95,20
Fonds d'Etat : 96,13 96,13

FRANCOFORT

17 fév. 18 fév.
Dax : 1 653,26 1 672,26

TOKYO

18 fév. 19 fév.
Nikkei Dow Jones : 16 982,14 17 010,03
Indice général : 1 293,12 1 294,06

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$-E-U	5,5300	5,5340	5,6470	5,6550
Yen (100)	163,42	163,65	163,42	163,65
DM	5,5760	5,5840	5,6115	5,6195
Deutschmark	2,3860	2,3880	2,4155	2,4175
Franc suisse	3,6746	3,6766	3,7253	3,7273
Lire italienne (1000)	2,0340	2,0360	2,0626	2,0646
Livre sterling	8,0127	8,0147	8,1385	8,1405
Peseta (100)	4,7184	4,7229	4,6999	4,7133

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$-E-U	2 1/16	3 1/16	3 1/16	3 1/16	3 1/8	3 1/8
Yen (100)	3 1/16	3 1/16	3 1/16	3 1/16	3 1/8	3 1/8
DM	9 1/2	9 5/8	9 7/16	9 7/16	9 7/16	9 7/16
Deutschmark	8 1/2	8 1/2	8 5/16	8 5/16	8 5/16	8 5/16
Franc suisse	5 7/16	5 7/16	5 7/16	5 7/16	7 13/16	7 13/16
Lire italienne (1000)	11 5/16	11 5/16	11 5/16	11 5/16	11 5/16	11 5/16
Livre sterling	14 1/8	14 1/8	14 1/8	14 1/8	15 1/16	15 1/16
Peseta (100)	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la salle des marchés de la BNP.

La BNP et la Dresdner Bank en Russie

Les banques française et allemande BNP et Dresdner Bank vont créer en Russie une banque de plein exercice, qui aura son siège à Saint-Petersbourg. Elle sera dotée d'un capital de 10 millions de dollars, réparti également entre les deux partenaires, et s'appellera la BNP-Dresdner Bank (Russie). Elle disposera également d'une agence à Moscou.

Dans un premier temps, l'activité sera essentiellement celle de « banque transactionnelle » (opérations liées au commerce international, opérations de changes...). Ultérieurement, elle

BOURSE DU 19 F

مكتبة الشهاب

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 19 FÉVRIER

[illegible]**COMPTANT** (selection)

VALEURS	% du nom.	% du coupons	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Derni co
Obligations			C.I.M.	1000	903 0	Polonia	620	618
Emp. Ext. 5 1/2% 74...	95 80	6 80	C.I.T./A.M. (S)	2629		Rochambault	135	132
Emp. Ext. 7 1/2% 84...	100 53		Co Industrielle	3746		Regain	144 80	141
Emp. Ext. 5 1/2% 83...	98 00	3 20	Opt. Indus. Alumin.	208	288	Roubaix	192	180
10 1/2% 85 86...	97 87		Comcaste	580	571	S.A.F.A.	630	
OAT 10% 5/2000...	113	7 34	Couvent. SMI-Prov	17		S.A.F.I. Alumin.	800	
OAT 5 1/2% 12/1997	107 35	1 84	Crédit C&I (S)	30 80		SAGE	340	
OAT 5 1/2% 1/1998...	104 42	0 53	Co Universel (S)	301		SAPIC	148	340
PTT 11 1/2% 95...	105 05	2 37	Delmas Vieusseux	981		Saint Domingue (F.)	121 80	120
QF 10 1/2% nov 90	111 50	9 57	Départ. Vaucluse	1810	1780	Salini de Madrid	456	550
ORA 9% 10/1975...	100 20		Départ. Vaucluse	680	552	Société M&L	140	
CRB Emp. 5000F...	97 00	1 18	Ed. Bataille Vichy	3070		S&P	587	605
CRB Pêcheurs 6000F	87 00	1 19	Enl. Pont. Paris	258 00	300	S.I.P.H.	75 00	80
CRB Suez 6000F...	97 50	1 18	Enl. Pont. Paris	3530		S.M.C.L.	470	
CR 1/82 5000F...	85 85	1 18	Ed. de la Mairie (C)	476	470	Bohl	80	
CNT 8% 86...	100 50	7 06	R&M	378	377	Sofin	182 20	
CR 10 1/2% 10/86	110 80	1 37	Reunion	300	301	Sofinam (ex Sennel)	82	87
CHAP FCE 3% 100			F.I.P.P.	50		Sofinor	2490	2340
CMCA	1078		F.R.A.C.	2300	2298	Sofinor Petrologie	680	
Alcan 8%	2526		Forcelia (C&I)	448		Sovab	272	
Alcan 8 1/2% juv. 85	776		Forché	330	332	Stratall	770	
L. Exor ex 0 1/2%	776		France L&A (S)	385		Talaberg	2070	2065
Thyssen 8 1/2%	753		France SA Laj	1823	1840	Telus-Auroux	100	

SICAV (sélection)

VALEURS		Embruners		Rochet net		Embruners		Rochet net		VALEURS		Embruners		Rochet net	
		Frais incl.				Frais incl.						Frais incl.			
Actives	208 48	202 50	Franç. Imp.	15503 47	15503 47	Paraker	584 72	582 47							
Administratives	30522 25	30522 28	Franç. Imp.	10571 75	10165 14	Placement A.	1478 92	1449 32							
André-gér.	30522 25	30522 28	Franc. Garantie	281 67	281 11	Placement J.	7741 40	7731 34							
André-gér.	7707 51	74 10 24	Franc. Obligations	808 85	609 11	Placement M.	7200 18	71895 45							
Asphalte	864 47	645 12	Franç. Trésor	409 11	455 45	Placement Nord	933 83	915 52							
Autogène Inter	58805 00	58805 00	Franc. Trésor	105 12	102 64	Plombier	144 20	140 10							
Autos Primaries	31058 80	31058 80	Franc. Trésor	1125 43	1102 37	Poste Croissance	23273 18	23249 53							
Autos	1000 14	1000 14	Franc. Associations	37 57	27 56	Poste Explo.	70830 03	70800 03							
Autos Fusi.	445 41	404 55	Frais Exp.	46 72	45 45	Primob. Ind.	11279 51	11269 61							
Autos	1203 18	1188 12	Frais Exp.	240 85	237 32	Pyre. Extern.	116 85	118 76							
Autos Inter	1778 84	1744 03	Frais Associations	958 25	944 83	Pyre. Assoc.	21558 95	21558 86							
Autos Capital	185 85	186 13	Publications Assoc. D.	838 88	814 08	Profession.	1009 42	1004 10							
Autos Court Term.	8543 08	8543 08	GAN Rendement	5371 68	5232 30	Rece.	137 84	134 48							
Autos Co-Exp. Ind.	523 00	806 12	GAU	1824 38	15897 05	Rece. Ind.	163 22	160 10							
Autos P. Exp. Approp.	819 88	787 07	Gau Association	178 80	172 81	Rég.	537 91	53 41							
Autos Europe	128 54	124 80	Horizon	1312	1273 79	Rég. Transp.	671 58	53 41							
Autos Investiments	102 48	102 25	N.M. Mondovis	14895 98	14805 96	St-Honord Ve St-Sauv.	1171 85	1144 27							
Autos NFI	124 12	130 21	Indefin.	1070 46	1057 18	St-Honord Ve St-Sauv.	1206 01	946 10							
Autos O. P. Extern.	137 45	149 06	Index P. P. Court T.	581 90	5072 55	St-Honord des Tr.	3201 34	3194 58							
Autos O. P. Ind. U.S.	137 45	133 45	Indefin.	110454 04	107255 50	St-Honord des Tr.	780 95	765							
Autos P. P. Approp.	125 30	121 65	Indefin.	150 28	15079 71	St-Honord Pédagog.	640 85	611 51							
Autos P. P. Ind. U.S.	152 71	152 71	Indefin.	516 62	516 62	St-Honord Pédagog.	1807 54	1809 84							
Autos P. P. Ind. U.S.	152 71	152 71	Indefin.	155 85	151 43	St-Honord Pédagog.	1807 54	1809 84							

18/2

[illegible]

PUBLICITÉ

Renseignements :

46-62-72-57

Marché des Changes

COURS INDICATIFS	COURS préc.	COURS 18/2.	COURS DES BILLETS achet.	VENTES
Etats Unis (1 usd).....	5 598		5 2	6 7
Allemagne (100 dm).....	8 975			
Belgique (100 fr.).....	332 0		328	343
France (100 F).....	16 811		15 8	16 9
Payas-Bas (100 scs).....	300 840		290	310
Israël (100 N).....	3 872			
Deutsche (100 mks).....	88 100		83	81
Italiens (1 lep.).....	5 288		7 6	8 5
Gol-Bas (100 L).....	7 809		7 8	8 9
Gibco (100 scs).....	2 1		2 1	2 0
Suisse (100 F).....	355 390		355	375
Suède (100 krs).....	73 890			78
Norvège (100 L).....	79 880			
Australie (100 a.).....	48 125		48 5	48 6
Espagne (100 pes.).....	4 738		4 4	5
Portugal (100 esc.).....	3 710		3 3	4
Canada (1 S can.).....	4 854		4 1	4 6
	4 854			4 6

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 19
100 fr (100 en barre).....	58800	59100
100 fr (100 en lingots).....	59000	59150
100 fr (100 en lingots).....	337	340
100 fr (100 fr).....	419	420
100 fr (100 fr).....	338	340
100 fr (100 fr).....	338	340
100 fr (100 fr).....	428	430
100 fr (100 fr).....	2180	2190
100 fr (100 fr).....	1102 50	1105
100 fr (100 fr).....	700	700
100 fr (100 fr).....	2185	2190
100 fr (100 fr).....	345	360

Hors-cote

to Energies	330
_____	58
genics	7
_____	583
ourn	79
ives Ind.	8 70
ern	281
du Mond	230
_____	1050
er. Pharms	880
ances	190 50
LV	245 50
Exchange	1720
arge Ind.	485 50
_____	1385
apil	0 51
B	300
_____	1100

c : coupon détaché - o : offert - ^ : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché commun

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 20 février

IMAGES DANIEL SCHNEIDERMAN

Chasseur et papillons

RÉVOICI donc, pour poser au président « les questions qui intéressent les Français », des Français anonymes. Les Français anonymes sont de saison. Quelques-uns, la veille, faisaient de la figuration face à Glacard, chez Jean-Marie Cavada. On en avait entrevu sur TF 1, face à Bernard Tapie. Le mode en avait été lancé à la Sorbonne, l'automne dernier, lors du référendum sur Maastricht. Mais le panel de la Sorbonne, compact, comme soudé par une visible préparation commune, avait pu être jugé trop surséfi, presque menaçant pour la dignité présidentielle.

Au 19-20 de France 3, ce furent donc des provinciaux, de leurs provinces souffrantes, essuient disperse qu'apparaissent, qui déposent en duplex aux pieds du président des doléances parfois épiques, mais toujours respectueuses. Un chômeur, un agriculteur, un immigré : avant de les entendre, on aurait pu écrire leurs questions, qu'en pensez-vous, Monsieur le président, que comptez-vous faire ? Est-ce bien la même France, en dépression nerveuse, qui ne croit plus en rien ni personne, et s'apprête avec une jubilation amère à sortir les sorbets ? On eût dit des Français de synthèse, comme cette nouvelle voiture imaginaire, présentée au cours du journal qui suivit, filmée sur des routes de campagne avec toutes les appa-

rences de la réalité, alors que l'image en avait été fabriquée de toutes pièces. Une France de rêve, digne dans son malheur, qui donna au chef de l'Etat l'occasion de glisser qu'il affectionnait le Gers, et l'Ardèche, et les infirmières. Et d'écouter, tête penchée vers le peuple, comme l'adage des temps de pouvoir humble. Les politiciens écoutent comme la reine d'Angleterre paie des impôts, ou comme Louis XVI au balcon arbora la cocarde tricolore : parce qu'ils n'ont, à ce moment précis, pas d'autre choix.

La plus frappante, dans la petite chronique du mitterrandisme télévisé, est que la forme paraît épuisée y dévorer le fond. A la différence des allocutions gaulliennes, dont surviendront quelques coups de laser fulgurants dans la chair de l'histoire — la paix des braves, le quinquennat, la chélie, etc. — on conservera des harangues mitterrandiennes le souvenir d'une alternance, parfois laborieuse, parfois inspirée, de tâtonnements et de trouvailles. Présentateur « chébré » assis sur le bureau présidentiel, panels multiformes, émissions spéciales diverses : le président aura tout essayé. Comme si, son fait à la main, le pouvoir devait poursuivre à tâtons, à travers champs, une France qui bouge trop vite pour les chasseurs de papillons.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « le Monde, radio-télévision » : o Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Na pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 19 février

TF 1	Meurtre en noir et blanc. De Robert Iscove.
20.45 Magazine : Les Marchés de la gloire. Présenté par Lucien Calvez.	22.05 Documentaire : Les Surprises du sexe. A l'usage des couples de mariage.
22.25 Magazine : Ushueia. Présenté par Nicolas Hulot.	22.50 Flash d'informations.
23.25 Divertissement : Sexy Dingo.	23.00 Cinéma : Predator 2. o Film américain de Stephen Hopkins (1990).
0.00 Journal et Météo.	
0.05 Série : Intrigues.	
FRANCE 2	
20.50 Téléfilm : Come dépassé. De Roger Pigaut.	22.10 Magazine : Macadam.
22.10 Magazine : Bouillon de culture. Invités : Jack Lang ; Michel Schneider (la Corélie de la culture) ; Pierre Boulez, compositeur, chef d'orchestre et directeur honoraire de l'IRCAM.	23.10 Documentaire : Cinéma, de notre temps.
23.30 Journal des courses, Journal et Météo.	
23.55 Cinéma : L'Homme au chapeau de soie. ■■ Film français de Maud Linder (1983).	
FRANCE 3	
18.50 Le 18-20 de l'information. De 19.00 à 19.10, le journal de la région. A 19.12, François Mitterrand répond en direct aux questions des téléspectateurs.	
20.05 Jeu : Hugodélie (et à 20.40).	
20.15 Divertissement : La Classe.	
20.45 Magazine : Thalassa.	
21.50 Magazine : Faut pas rêver. Benoît : coupures de têtes, chasseurs de rêves ; L'Or des Dauvet ; Sénégal : le défi du saïer.	
22.45 Journal et Météo.	
23.05 Magazine : Le Divan. Invité : Christopher Las (2e partie).	
23.25 Série : Les Incompréhensibles.	
0.15 Courts métrages : Libre court.	
CANAL PLUS	
20.35 Téléfilm :	1.05 Papillons de nuit.

Le Monde
1981, pays : URSS capitale : Moscou
1991, pays : CEE capitales : 15...

Pour suivre un monde désolé

CONSULTEZ

L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR

Index et cartes

TF 1
13.15 Magazine : Reportages. Bon élève, mal élevé, de Claude Coudreau.
13.50 Jeu : Millionnaire.
14.15 La Une est à vous (et à 18.45).
15.10 Téléfilm : Stingray. De Richard Colla.
17.25 Magazine : Trente millions d'émis.
17.55 Divertissement : Les Roucasseries.
18.25 Divertissement : Vidéo gag.
18.55 Série : Beverly Hills.
19.45 Divertissement : Le Bébête Show.
19.50 Tirage du Loto (et à 20.40).
20.00 Journal, Tiercé et Météo.
20.45 Divertissement : Toute la ville en parle. Présenté par Alexandra Debanne.
22.35 Téléfilm : Dillinger. De Rupert Weisnigh.
0.15 Magazine : Formule sport.

FRANCE 2

SAMEDI • 13H20

Géopolis

Sénégal : Le Dossier Présidentiel

13.25 Magazine : Géopolis. Sénégal : le dossier présidentiel.
14.15 Magazine : Animalia.
15.10 Magazine : Sport passion. A 15.15, Tiercé, en direct d'Angleterre ; A 15.45, Rugby : Tournoi des Cinq Nations, Irlande-France ; A 17.35, Magazine : Terre de foot.
18.55 INC.
19.00 Magazine : Frou-frou.

TF 1
11.05 Magazine : Téléfoot.
11.55 Jeu : Millionnaire.
12.20 Jeu : Le Juste Prix.
12.50 Magazine : A vrai dire.
12.53 Météo, Trafic Infos et Journal.
13.15 Côté enfants (et à 17.55).
13.20 Série : Rick Hunter.
14.15 Série : Perry Mason.
15.50 Série : Starsky et Hutch.
16.45 Divertissement : Rire en boîte et boîte à rire.
18.55 Disney Parade.
19.00 Des millions de copains. Magazine : 7 sur 7.
20.00 Journal, Tiercé et Météo.
20.40 Cinéma : Promotion canapé. o Film français de Didier Le Pêcheur (1990).
22.20 Magazine : Ciné dimanche.
22.30 Cinéma : La Fureur du juste. o Film américain d'Eric Karson (1980).
0.15 Journal et Météo.
0.20 Magazine : La Vidéo Club.

FRANCE 2

11.00 Messe. Célébrée avec les sœurs et les mendiants, en direct de la paroisse Notre-Dame-de-Tout-Noir, à Saint-Etienne (Loire).

DIMANCHE • 12H

Georges Marchais

à l'Heure de Vérité.

12.00 Magazine : L'Heure de vérité. Invité : Georges Marchais.
12.59 Journal et Météo.
13.20 Dimanche Martin.
14.50 Série : Mission casse-cou.
15.45 Dimanche Martin.
17.20 Documentaire : L'Odysée sous-marine de l'équipe Cousteau. Le Danube : les cris du fleuve (3e partie).
18.15 Magazine : Stade 2.
19.30 Série : Maguy.
20.00 Journal, Journal des courses et Météo.
20.50 Cinéma : Dangereusement vôtre. ■■ Film américain de John Glen (1995).
23.05 Cinéma :

Invité : Vincent Lindon.
20.00 Journal, Journal des courses et Météo.
20.50 Divertissement : Salut les artistes.
22.25 Magazine : Ardimat.
23.40 Journal et Météo.
23.55 Sport : Rugby. Tournoi des Cinq Nations : Ecosse-Pays de Galles, en direct.

FRANCE 3
13.00 Samedi chez vous (et à 14.50, 18.45). Télévision régionale.
14.00 Série : La croisière s'amuse.
15.55 Série : Matlock.
17.40 Magazine : Montagne. Slovénie, la montagne sur le drapeau.
18.25 Jeu : Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour. Ma vie, de Charles Chaplin.
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.05 à 19.31, le journal de la région.
20.05 Jeu : Hugodélie (et à 20.40).
20.15 Divertissement : Yacapa.
20.45 ► Téléfilm : De père inconnu. De Pierre Joassin.
22.25 Journal et Météo.
22.50 Magazine : Vis-à-vis. Politique, que dire à nos enfants ?
23.45 Magazine : Musiques sans frontières. Spécial Pacifique Sud, avec des musiciens de Tahiti, de Nouvelle-Calédonie et des îles Marquises.
0.35 Continentales Club. Météo moments de la semaine.

CANAL PLUS
14.00 Sport : Tennis. Demi-finale de l'Open féminin, en direct du Zénith.
16.45 Sport : Basket-ball américain. Match de championnat de la NBA : Orlando-New-York.

Dimanche 21 février

Y a-t-il quelqu'un pour tuer ma femme ? ■ Film américain de Jim Abrahams, David et Jerry Zucker (1988).
0.35 Journal et Météo.
0.55 Magazine : Musiques au cœur. L'histoire d'un petit rat de l'Opéra.

FRANCE 3
11.00 Magazine : Musicales. Les écoures... Lisbonne, avec Maria João Pires, pianiste (1e partie).
12.00 Flash d'informations.
12.05 Télévision régionale.
12.45 Journal.
13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre. Le marché du vin.
13.30 Jeu : Au pied du mur.
14.00 Série : La croisière s'amuse.
14.55 Magazine : Sports 3 dimanche. Vital Sharbo, l'homme aux six médailles d'or, vidéo-portrait du gymnaste ; A 15.10, Tiercé, en direct de Vincennes ; A 15.20, Gala international France-CEI de gymnastique et acrobatie 1993 ; A 16.30, Spécial sports américains.
17.30 Dessin animé : Les Simpson.
18.00 Magazine : J'attends sans mon livre. Présenté par Bernard Rapp. Invités : Yves Simon (la Dérive des sentiments) ; André Baldoni (la France sur le divan).
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.05 à 19.31, le journal de la région. Elections législatives : la sécurité et la justice. Avec Paul Quilès, PS ; Gérard Longuet, UDF-PR.
20.10 Série : Benny Hill.
20.45 Spectacle : Le Festival international du cirque de Messy.
22.05 Magazine : A vos amours. Invité : Jean-Edem Hottier.
22.50 Journal et Météo.
23.15 Cinéma : Drame de la jalousie. ■■ Film italien d'Ettore Scola (1970) (v.o.).

CANAL PLUS

10.40 Cinéma : Predator 2. o Film américain de Stephen Hopkins (1990).

En clair jusqu'à 14.00

12.30 Flash d'informations.

12.35 Magazine : Têtes dimanches.

En clair jusqu'à 19.30
18.05 Dessin animé : Les Razmoket.
18.30 Le Top.
19.20 Flash d'informations.
19.30 Sport : Athlétisme. Match des Six Nations, en direct de Bercy.
22.30 Divertissement : Samedi soir avec les Nouveaux.
23.20 Flash d'informations.
23.25 Cinéma : Paper House. ■■ Film britannique-américain de Bernard Rose (1997).
0.55 Cinéma : Alice. ■■ Film américain de Woody Allen (1990) (v.o.).

ARTE
Sur le câble jusqu'à 19.00
17.00 Magazine : Transit (rediff.).
19.00 Magazine : Vis Régio. Les régions européennes.
19.30 Documentaire : Histoire parallèle. Actualités soviétiques et américaines de la semaine du 20 février 1993.
20.20 Chronique : Le Dessous des cartes. De Jean-Christophe Victor. L'eau.
20.30 8 1/2 Journal.
20.40 Documentaire : Pour l'amour du ciel. Israël.
De Jens-Uwe Scheffler. (2e partie).
22.10 Téléfilm : Les lendemains qui chantent. De Jacques Fansten.
23.45 Musique : Montreux Jazz Festival.
0.15 Série : Monty Python's Flying Circus (rediff.).
M 6
13.55 Sport : Tennis. Demi-finale de l'Eurocard Open de Stuttgart.
15.30 Variétés : Metchmusic

13.30 Divertissement : La Semaine des Guignols.
14.00 Sport : Tennis. Finale de l'Open féminin, en direct du Zénith.
16.00 Documentaire : Tiwai, l'histoire d'un petit rat de l'Opéra.
16.45 Interview de Michael Jackson (rediff.).
18.00 Cinéma : Les Enfants du naufragus. ■■ Film français de Jérôme Foulon (1991).
En clair jusqu'à 20.00
19.35 Flash d'informations.
19.40 Sport : Football. Nantes-Monaco.
22.00 Flash d'informations.
22.05 Magazine : L'Equipe du dimanche.

ARTE
Sur le câble jusqu'à 19.00
17.00 Cinéma : Rencontres avec des hommes remarquables. o Film britannique de Peter Brook (1979) (rediff.).
19.00 Série : Trois étoiles. D'Antoni Janas.
19.30 Magazine : Mégamix.
20.30 8 1/2 Journal.
20.40 ► Soirée thématique : Pina Bausch for Fan's.
20.45 Documentaire : En tournée à Paris. D'Anne Linsel.
21.00 Moyen métrage : Un jour, Pina e demandé. De Chantal Akerman.
22.00 Documentaire : Répétition Sacre. De Herbert Roth.
22.45 Documentaire : Barbe-Bleue. De Herbert Roth (107 min).
M 6
11.15 Magazine : Turbo (rediff.).
12.00 Série : Mariés, deux enfants.
12.30 Série : Ms sorcière bien-aimée.
12.55 Série : Booker.
13.55 Série : Cosmos 1999.
15.00 Sport : Tennis.

16.10 Série : Supercopier.
17.10 Série : Amicalement vôtre.
18.15 Série : Les Têtes brûlées.
19.05 Magazine : Turbo.
19.54 Six minutes d'informations, Météo.
20.00 Série : Les Années coup de cœur.
20.35 Divertissement : Tranches de rire.
20.40 Téléfilm : La Guerre des hrsas. De Simon Wincer.
0.05 Série : L'Edilé.
0.45 Informations : Six minutes première heure.

FRANCE-CULTURE

20.30 Photo-portrait. Jean-Jacques Brochier, critique littéraire.

20.45 Nouveau Répertoire dramatique. Qui a tué Kalem Mezzacorona ? d'André Salazar ; à 21.59, Un détournement, de György Schwajda, adaptées du hongrois par Roger Richard.

22.35 Musique : Opus. Elisabeth Chornacka, claveciniste sans frontières.

0.05 Rencontre sur le clair de la nuit... Avec Pierre Rival.

FRANCE-MUSIQUE

19.23 Opéra (enregistré au Bolchoï le 4 janvier 1991) : La Dame de pique op. 68, de Tchaïkovski, par le Chœur et l'Orchestre du Bolchoï, dir. Andrii Tchistiakov ; sol. : Vladimir Bogatchev, Mima Rautova, Elena Obrezkova, Yuri Mezourouk.

21.30 Naissance de la polyphonie en Russie.

21.45 Promenade.

22.00 Cantus Firmus. Œuvres de Berlioz, Moussorgski, Rimski-Korsakov, Debussy.

23.00 Promenade.

23.35 Reportage. Le Conservatoire Serge Rachmaninov à Paris.

Spécial Roch Vorse.
16.10 Série : Supercopier.
17.10 Série : Amicalement vôtre.
18.15 Série : Les Têtes brûlées.
19.05 Magazine : Turbo.
19.54 Six minutes d'informations, Météo.
20.00 Série : Les Années coup de cœur.
20.35 Divertissement : Tranches de rire.
20.40 Téléfilm : La Guerre des hrsas. De Simon Wincer.
0.05 Série : L'Edilé.
0.45 Informations : Six minutes première heure.

FRANCE-CULTURE
20.30 Photo-portrait. Jean-Jacques Brochier, critique littéraire.
20.45 Nouveau Répertoire dramatique. Qui a tué Kalem Mezzacorona ? d'André Salazar ; à 21.59, Un détournement, de György Schwajda, adaptées du hongrois par Roger Richard.
22.35 Musique : Opus. Elisabeth Chornacka, claveciniste sans frontières.
0.05 Rencontre sur le clair de la nuit... Avec Pierre Rival.

FRANCE-MUSIQUE
19.23 Opéra (enregistré au Bolchoï le 4 janvier 1991) : La Dame de pique op. 68, de Tchaïkovski, par le Chœur et l'Orchestre du Bolchoï, dir. Andrii Tchistiakov ; sol. : Vladimir Bogatchev, Mima Rautova, Elena Obrezkova, Yuri Mezourouk.
21.30 Naissance de la polyphonie en Russie.
21.45 Promenade.
22.00 Cantus Firmus. Œuvres de Berlioz, Moussorgski, Rimski-Korsakov, Debussy.
23.00 Promenade.
23.35 Reportage. Le Conservatoire Serge Rachmaninov à Paris.

Finale de l'Eurocard Open de Stuttgart.
17.05 Série : L'Exilé.
17.50 Série : Clair de lune.
18.55 Série : O'Hera.
19.54 Six minutes d'informations, Météo.
20.00 Série : Les Années coup de cœur.
20.35 Magazine : Sport 6.
20.45 Téléfilm : Un cœur en suris. De Rick Wallace.
22.25 Magazine : Culture pub. Spécial images.
22.55 Cinéma : Julia et les hommes. o Film allemand de Sig Rothmund (1975).
0.15 Informations : Six minutes première heure.
0.25 Magazine : Noubas.

FRANCE-CULTURE
20.30 Atelier de création radio-phonique. La forêt dans un studio : Douglas Guin.
22.25 Poésie sur parole.
22.35 Musique : Le Concert donné le 14 février à la salle Olivier-Messiaen. Musique de chambre russe. Œuvres de Moussorgski, Volontsky, Koutal, Sviatov, Golovine, Dusyevskaya, par Alexander Rudin, violoncelle, et Alexander Lubimov, piano.
0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE
20.35 Concert de jazz (donné le 15 août au Festival de Marciac en hommage à Benny Carter) : œuvres de Carter, Heywood, Kaper, Menotti, Garner, Kleger, Holliday, Parker, Green, Strayhorn, Mercer, Young, Porter.
22.33 Autoportrait. Tristen Murat.
23.35 L'Oiseau rare. Quatuor à cordes, de Delvincourt ; Tobieux de Bulgarie pour treize instruments à cordes, de Kazandzhiev ; Le Livre pour Jean, de Thiriet.
1.00 Les Fantaisies du voyageur. Inde du Sud.

Jean RAMBAUD

D'AMOURS ET D'AUTRES

Douze nouvelles par l'auteur de « RESTANQUES »

Éditions AUTRES TEMPS

97, av. ds la Gouffonne, 13009 Marseille.

Sur fond de tensions entre les États-Unis et le Japon

Le yen progresse vivement sur les marchés des changes

TOKYO

de notre correspondant

Le yen s'apprécie fortement sur les marchés des changes. Vendredi 19 février, le cours de la monnaie japonaise a frôlé le record de 118,60 yens pour un dollar, atteignant le 30 septembre dernier. Plusieurs responsables gouvernementaux ont critiqué cette appréciation trop rapide, qualifiée de « spéculative » par le ministre des finances, M. Yōshiro Hayashi. Une forte appréciation du yen affecterait, en effet, des secteurs déjà en difficulté, tels que l'automobile et l'électronique, et contribuerait à aggraver le ralentissement économique, accentuant le recul des importations. Du coup, font valoir les autorités nipponnes, l'excédent commercial japonais augmenterait encore plus.

Les entretiens que vient d'avoir à Washington le ministre des affaires étrangères japonais, M. Michio Watanabe, ont montré que les Américains allaient être fermes sur le problème de leur déficit bilatéral (40 milliards de dollars, soit environ 224 milliards de francs). La menace de recourir à

l'application de la clause « Super 301 », qui permet des représailles à l'encontre des pays dont Washington estime que les pratiques sont discriminatoires, et la demande émise d'une ouverture du marché du riz sont d'autres signes de fermeté.

Au cours de ses entretiens avec M. Clinton, le ministre des affaires étrangères a déclaré que le Japon faisait tout pour atteindre une croissance de 3 %, avant la tenue du sommet de Tokyo en juillet. Mais il a été précisé, par la suite, que ce n'était pas là un engagement et que le Japon pourrait prendre des mesures de représailles, au cas où Washington appliquerait la clause « Super 301 ».

Comme le ton monte entre Tokyo et Washington, on peut prévoir une aggravation de la tension entre les deux pays. D'autant plus que la relance de l'économie américaine pourrait se traduire par un élargissement du déficit bilatéral avec le Japon. Problème d'autant plus large que la Communauté européenne a également souffert, au cours des deux dernières années, de la progression des excédents japonais (+ 14 %).

Que peut faire le Japon pour détendre le climat ? Au cours de sa visite à Washington la semaine dernière, M. Michio Watanabe n'a pas annoncé de mesures spécifiques. En matière de négociations multilatérales dans le cadre du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), Tokyo reste en retrait, se contentant d'observer l'évolution de la situation pour ne prendre position qu'à la dernière extrémité. Le Japon reste notamment hostile au principe de tarification sans exception prévu par l'accord global sur les produits agricoles. Le premier ministre, M. Kiichi Miyazawa, a récemment déclaré devant la Diète qu'il lui paraissait impossible de traiter sur un pied d'égalité les activités agricoles de tous les pays et de mélanger les questions agricoles et industrielles.

PHILIPPE PONS

Selon un sondage de la SOFRES sur l'élection présidentielle

M. Rocard serait battu tant par M. Chirac que par M. Giscard d'Estaing

Selon un sondage de la SOFRES réalisé entre les 6 et 10 février auprès de 1 000 personnes et dont les résultats sont publiés par le Figaro du 19 février, que ce soit face à M. Jacques Chirac ou face à M. Valéry Giscard d'Estaing, M. Michel Rocard serait devancé au second tour d'une élection présidentielle, organisée après les législatives : le maire de Conflans-Sainte-Honorine recueillerait 45 % face au premier et 46 % face au second, soit deux points de moins

qu'en mars 1992. Au premier tour, le président du RPR arrive en tête avec 27 % des intentions de vote (soit 3 points de plus que par rapport à une précédente enquête d'octobre 1992), devant M. Rocard (24 %, -1 point), Giscard d'Estaing (17 %, -3), Jean-Marie Le Pen (12 %, +1), Brice Lalonde (7 %, -1), André Lajoinie (6 %, sans changement), Wacziarg (4 %, sans changement) et M. Arlette Laguiller (3 %, +1).

Les Chinois et la découverte de l'Amérique (suite)

PÉKIN

de notre correspondant

On avait des doutes sur l'assertion d'un chercheur de l'Université du peuple, à Pékin, selon qui l'Amérique avait été découverte par un Chinois en 412 de notre ère (la Monda du 13 novembre 1992). On avait bien raison ! Selon le même chercheur, le professeur Lian Yun-han, il se pourrait qu'elle ait été découverte par des Chinois entre 403 et 221 de l'ère préchrétienne.

Dans un livre dont les médias officiels vantent la parution, M. Lian revient sur les voyages au V^e siècle du moine Faxian en « Yapon » - terra mystérieuse dont la nom s'écrit, paraît-il, comme « Yapon », ce qui renforcerait l'idée que le pèlerin bouddhiste avait mis pied à terre quelque part entre cette ville du Mexique et Los Angeles. Mais

M. Lian met en garde contre toute conclusion hâtive attribuant au religieux la paternité de la découverte.

En effet, un traité de géographie datant de la période des Royaumes combattants, avant la fondation de l'empire unifié (221 av. J.-C.), le Livre des montagnes et des mers, comporterait des descriptions de la côte et de quatre massifs montagneux de l'Est de la Chine qui, contrairement au reste du livre, « ne coïncident pas avec le paysage réel ».

Ces descriptions, en revanche, s'appliqueraient à l'Amérique du Nord. Ce fut, au reste, « vérifié par un universitaire américain dans les années 70 ». Et l'énigmatique savant de demander : « Se peut-il que les Chinois de l'antiquité qui ont écrit cet ouvrage aient examiné pour cela la géographie de l'Amérique du Nord ? » F. D.

Tandis que seule la CGT appelle à un mouvement national

La participation à la grève des postiers de Paris est en baisse

Reprises jeudi 18 février, les négociations entre les syndicats de postiers et la direction de La Poste de Paris ont été suspendues en milieu d'après-midi. Mais elles devaient reprendre vendredi 19 février à 10 heures. Seule la CGT, qui avait déposé un préavis en ce sens, appelle à la grève nationale pour le même jour, qui serait suivie à 8 %, selon la direction générale de La Poste.

Les autres organisations refusent de s'associer (CFTC), ou se contentent de soutenir les actions locales déjà engagées, dont celle du Havre (FO, SUD-Syndicat Unité Démocratique). La CGT, qui s'était retirée du conflit parisiens dès le 17 février au soir, au vu des premiers résultats de la négociation, affirme, dans un communiqué, que le mouvement « est devenu minoritaire dans la quasi-totalité des bureaux de poste de Paris » et en conclut qu'il est « suicidaire de poursuivre (...) dans ces conditions ».

Selon la direction de La Poste de Paris, le pourcentage de grévistes n'a cessé de chuter. Il était de 43,6 % le 17 au matin, de 16,7 % le 18 au matin, et de 9 % l'après-midi. Pour la seule distribution, le pourcentage est passé de 23 % jeudi, à moins de 20 %, vendredi. M. Rémy Hély, directeur de La Poste, estime que deux syndicats, la CFTC et la CGT, sans la nommer, dont l'attitude serait « désastreuse pour le service public », alors que 60 % du chiffre d'affaires de La Poste se réalise aujourd'hui « en concurrence ». Lors des discussions, les propositions

n'ont guère évolué par rapport à la veille et les syndicats se sont raidis en demandant l'abandon des 280 suppressions d'emploi prévues pour 1993. La CGT et le SUD ont quitté la séance.

Commentant la situation, M. Marc Blondel, secrétaire général de Force ouvrière, a voulu voir dans ce conflit le « révélateur de la réforme Gélus ». Il a réclaté « le gel de la suppression de postes, soit 280 à Paris, et 3 000 en France ». Au cours de son point de presse hebdomadaire, M. Pierre Bérégovoy a rappelé que, dès les premiers jours de la grève, il avait demandé à M. Emile Zuccarelli, ministre des P et T, « de faire en sorte que les négociations s'engagent ». « Dans ce domaine comme dans d'autres, le gouvernement gouverne et je gouvernerai tant que je serai ici », a ajouté le premier ministre.

M. Michel Sapin en visite à Washington. — M. Michel Sapin, ministre français de l'économie et des finances, devait se rendre à Washington, vendredi 19 février, pour y rencontrer le nouveau secrétaire au Trésor américain, M. Lloyd Bentsen. Les deux hommes devaient discuter des moyens de relancer la croissance économique internationale, comme M. Bentsen l'a fait, ces derniers jours, avec les responsables allemands, puis japonais. Ce week-end, M. Bentsen s'entretiendra avec le vice-ministre japonais des finances, M. Tadao Chino. Les ministres des finances du groupe des Sept se retrouveront, samedi 27 février, à Londres.

M. François Léotard invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. François Léotard, président d'honneur du Parti républicain, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand Jury RTL-le Monde » dimanche 21 février de 18 h 30 à 19 h 30.

L'ancien député UDF du Var, qui vient de récupérer son mandat de maire de Fréjus après un non-lieu judiciaire, répondra aux questions de Thomas Ferenzi et d'André Passeron du Monde, et de Richard Arz et Philippe Ballard de RTL, le débat étant dirigé par Henri Marquet.

SOMMAIRE

AU COURRIER DU MONDE... 2

ÉTRANGER

Le conflit dans l'ex-Yougoslavie... 3
Allemagne : le procès de M. Klaus Croissant... 3
États-Unis : les réactions au programme économique de M. Bill Clinton... 4
L'affaire Rushdie... 5
Sénégal : M. Abdou Diouf n'est pas assuré de l'emporter à l'élection présidentielle... 6

ESPACE EUROPÉEN

Un antrax avec M. Laurant Fabius... 3
Tony Blair, le « grand modernisateur » du Labour... 3
Les nouveaux instruments de la politique extérieure hollandaise... 7 à 8

POLITIQUE

Les réactions au discours de M. Rocard... 9
L'intervention télévisée du chef de l'État... 10

SOCIÉTÉ

Lille : l'enquête sur les malversations à l'ORCEP... 12
La naufrage d'un ferry habité a fait plus d'un millier de morts... 13
Rugby : l'Irlande-France, samedi 20 février à Dublin... 13
Quelle histoire ! par Claude Sarraute : « A la vote »... 13

CULTURE

Arts : Apollinaire critique d'art, au Pavillon des arts... 14
Musiques : « L'orchestre de Paris » salle pleyel... 14
Un temps abandonné, le projet d'édifier une grande salle de concert à La Villette réapparaît... 14
Cinéma : Pénurie des films d'Europe de l'Est et abondance de films asiatiques durant la première semaine du Festival de Berlin... 15

ÉCONOMIE

Le Crédit lyonnais est mis en cause dans la chute de la société financière suisse, la Sasea... 18
Darty est absorbé par le géant britannique Kingfisher... 18
La production industrielle française a reculé de 1 % en décembre... 18
Les salariés de Potain votent en faveur du partage du travail... 19
Boeing supprimera 28 000 emplois en dix-huit mois... 20
Via des entreprises... 20

COMMUNICATION

Canal Plus s'internationalise à marche forcée... 15

SANS VISA

Mogadiscio, pas le paix, l'accalmie... 6
Voyage à bord du Fort-Du-Roi... 6
Miramontais... 6
L'Australie, la vigna en vigna... 6
Les escaliers, la table, les jeux... 25 à 32

Services

Abonnements... 8
Annonces classées... 6
Carnet... 22
Jeux... 30
Marchés financiers... 20 et 21
Météorologie... 22
Nominations... 22
Radio-télévision... 23
Spectacles... 22
Téc-o-téc... 22
Week-end d'un chineur... 15

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier « Sans visa » folioté 25 à 32
Le numéro du « Monde » daté 19 février 1993 a été tiré à 475 925 exemplaires.

Demain dans « Le Monde »

« Heures locales » : Toulouse en son miroir

La Ville rose est à la recherche d'une nouvelle image qui concilie dynamisme et qualité de la vie. Les élus de la capitale régionale viennent d'approuver un projet prévoyant, pour la prochaine décennie, un développement équilibré associant « l'ambition d'une ville forte et l'équilibre d'une ville douce ». Également au sommaire de ce supplément de huit pages : la spécialité architecturale de Nîmes, et, dans la série « Cités », une enquête à Périgueux.

du vendredi 19 février au samedi 6 mars

VENTE PRIX COUTANT

sur les articles suivants...
(Prix coutants déposés chez Maîtres PINOT et FARRUCH
Huissiers de justice à PARIS)

Châles laine et cachemire garnis pompons Renard	1450 ^F PRIX COUTANT	534 ^F
* Afin de satisfaire l'ensemble de la clientèle ces châles seront vendus à l'unité		
Parkas microfibre inter. matelassée capuche bordée Renard	1450 ^F PRIX COUTANT	711 ^F
Parkas microfibre inter. Lapin col garni Renard	3250 ^F PRIX COUTANT	1600 ^F
Pelisses inter. Lapin, col Vison	2880 ^F PRIX COUTANT	1410 ^F
Pelisses (7/8) microfibre intérieur Ragondin	4650 ^F PRIX COUTANT	1886 ^F
Trench coat inter. Lapin bordé Renard	7250 ^F PRIX COUTANT	3350 ^F
Vestes Vison lunarine	1750 ^F PRIX COUTANT	8790 ^F
Manteaux Vison ranch	13750 ^F PRIX COUTANT	6048 ^F
3/4 Vison lunarine	23600 ^F PRIX COUTANT	9239 ^F
3/4 Vison dark	19550 ^F PRIX COUTANT	6320 ^F
Manteaux Vison lunarine	21500 ^F PRIX COUTANT	10780 ^F
7/8 Vison ranch femelle	28750 ^F PRIX COUTANT	12097 ^F
7/8 Vison dark	24550 ^F PRIX COUTANT	11610 ^F
Manteaux Vison dark	14200 ^F PRIX COUTANT	7187 ^F
3/4 Vison scanblack	19550 ^F PRIX COUTANT	8144 ^F
7/8 Costor	23850 ^F PRIX COUTANT	11840 ^F
3/4 Weasel	2450 ^F PRIX COUTANT	1220 ^F
3/4 Marmotte	11500 ^F PRIX COUTANT	4980 ^F
Blousons Astrakon et cuir	4850 ^F PRIX COUTANT	1620 ^F
Vestes Ragondin	4850 ^F PRIX COUTANT	2117 ^F
Vestes Mouton doré	4850 ^F PRIX COUTANT	1423 ^F
3/4 Mouton double face	5250 ^F PRIX COUTANT	2194 ^F
7/8 Cuir plongé garnis Renard	5980 ^F PRIX COUTANT	2728 ^F
Toques Vison	1750 ^F PRIX COUTANT	662 ^F
Toques Marmotte	1850 ^F PRIX COUTANT	571 ^F
Gilets Astrakon	1850 ^F PRIX COUTANT	608 ^F

FOURRURES GEORGE V

22 24 Avenue Hoche. Paris 8^e
Parking : Hoche - Métro : Étoile, Terres.

هكرا من الاعمال

Mogadiscio



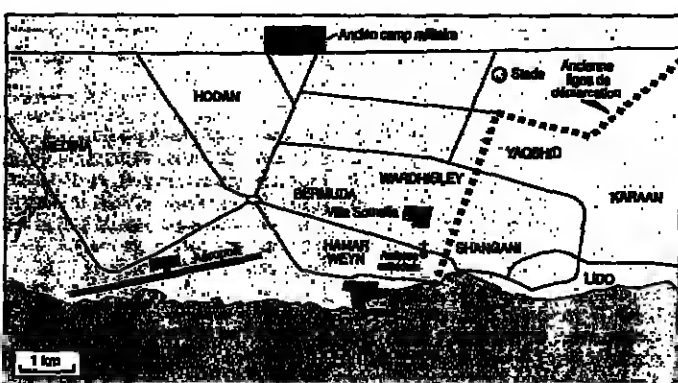
pas la paix, l'accalmie

Commerce, balles perdues et héroïsme au quotidien : Mogadiscio s'est installée dans ses quartiers d'accalmie. Tour de ville prudent en compagnie d'Ali.

MOGADISCIO a bien changé en quelques semaines. Ce matin, à l'aube, un couple était enlacé sur la terrasse de la villa de Pharmaciens sans frontières. Les jeunes gens regardaient le soleil se lever sur l'océan agité sans craindre de francs-tireurs. Il y avait du vent, il y en a toujours à Mogadiscio, cela rend le climat supportable et explique, peut-être, la sécheresse de l'endroit.

Sur la terrasse voisine, deux enfants essayaient d'attirer l'attention des étrangers. Un petit caillou, puis deux, un salut timide puis joyeux. Une femme voilée d'un mince voile orange les avait accompagnés sur le toit. Elle regardait à la jumelle le ballet des avions et hélicoptères sur l'aéroport, un spectacle permanent, vibrant et varié. L'autre jour, un hélicoptère italien s'est crashé au décollage. L'aéroport a été fermé quelques heures et une partie de la piste recouverte de neige carbonique. Hier, un Antonov des Nations unies, qui venait se garer, a mal calculé son virage. Il s'est coincé l'aile droite dans un arbre, ce qui a beaucoup amusé les Somaliens présents et les soldats pakistanais.

La ville est de nouveau unifiée d'un certain entrain, du moins dans le sud, car le nord, Ali Mahdi s'en plaint, est nettement moins fréquenté par les étrangers et moins irrigué, surtout, de dollars. L'autre jour, le colonel Peck, le porte-parole américain, s'est félicité de ces progrès. « J'ai vu l'homme le plus courageux de Mogadiscio », a-t-il dit. Il était en train de poser des vitres, au



deuxième étage d'une maison. A peine avait-il fini de parler qu'une détonation a retenti derrière le bâtiment de l'ambassade américaine. Comme tout le monde, le colonel a sursauté. « Ce n'est rien », a dit l'un de ses adjoints. Un camion qui a écrasé un bidon d'eau. Le colonel a du charme, tout le monde le reconnaît. Il a pu annoncer la mort d'un enfant, tué par un marin qui se croyait menacé. L'enfant avait quelque chose dans la main — sans que personne ait la présence d'esprit de lui demander de préciser. C'était le jour de la paix, et devant l'ambassade, plusieurs centaines de Somaliens se bousculaient. Il y a foule en permanence devant les grilles. Des hommes qui attendent l'embauche, des badauds, mais qui ne l'est pas ces temps-ci dans Mogadiscio désœuvrée, des vendeurs de jus de pamplemousse, des femmes assises sur des papyrus avec leurs réchauds à thé. Un matin, une

manifestation de réfugiés expulsés de l'université a déboulé. « Américains menteurs ». Elle a disparu aussitôt, engloutie avec ses banderoles dans la cohue. Mais, le jour de la paix, l'animation redouble. Et pour mieux voir, Ali se tenait debout sur les arceaux du pick-up tel un fusambule, et commentait la scène dans un équilibre parfait. Les Somaliens que l'ambassade emploie à des travaux de reconstruction, plusieurs centaines par jour, attendaient en file qu'ils croyaient indienne, c'est-à-dire tous massés-compressés, de pouvoir franchir la grille qui leur donnait accès à l'Américaine en t-shirt chargée d'une énorme liasse de billets. Un soldat procédait à la fouille. Un autre éliminait les resquilleurs. Pendant que les ouvriers payés ressortaient, salaire en main, en faisant le V de la victoire, victoire à l'arraché, un marin qui essayait de maintenir une certaine tenue dans ce désordre a eu la

jambe écrasée. Tardue par un camion australien qui venait faire une livraison par la même entrée. Le soldat a hurlé. Un hurlement atroce et qui a duré longtemps. Le lendemain, les Américains ont donné de ses nouvelles. Un simple hématome, ont-ils rassuré.

Hier, le propriétaire de la villa voisine est rentré. Il était à Dubaï, à l'hôtel. Il a laissé une femme à Nairobi et une autre dans le Golfe qui reviendront plus tard, attendons de voir. Son clan a su rester neutre dans le conflit de la capitale et conserver surtout le contrôle de l'aéroport. L'homme possède la moitié des maisons du quartier. Pas une n'a été trafiquée. Aujourd'hui les affaires continuent. Les villas se louent jusqu'à 8 000 dollars par mois. Jusque-là, les ONG avaient réussi à s'entendre pour limiter les prix. Elles arrivaient à survivre, pour 4 000 dollars par mois, dans quelques anciennes résidences de ministre ou d'ambassadeur aux dorures de palais. Mais l'ONUSOM ne cesse d'acheminer de nouveaux personnels à talkie-walkie, et paie d'entrée six mois cash. Les prix ont grimpé. Autour des bâtiments de l'ONU, c'est la foire aux souvenirs. Chapeaux tressés au crochet, bijoux d'argent, poignards sculptés. On en trouve aussi, mais dans une moindre mesure, dans l'entourage des soldats italiens. « Chaque jour, il y a quelque chose qui reprend », dit un lieutenant.

Le propriétaire de l'hôtel Guled, lui aussi, est rentré. D'Afrique du Sud. Un Anglais est de son côté arrivé de Dubaï pour ouvrir un café où il y aura de la bière. Nom

retenu pour l'instant : le Mogadiscio Club. C'est une vingtaine de connaissance du propriétaire de l'hôtel du kilomètre 4, rebaptisé Sahañ, l'hôtel de la presse, où l'on peut acheter des t-shirts « I helped in Somalia », des plans de la ville et même de l'eau de Vitell. Quelques vols commerciaux ont aussi repris. A l'aéroport, il y a maintenant des Somaliens, qui viennent en passagers, prendre l'avion de l'African Airlines : 500 dollars l'aller-retour pour Nairobi dans un Ilyouchine de l'Aéroflot, soit deux fois le prix d'avant.

Les gens qui le peuvent essaient de retravailler. Le matin, près du kilomètre 4, un homme dégage le sable qui s'accumule sur la route à cause du vent. C'est un handicapé. De son unique main, il déblaye à la pelle en espérant que les automobilistes lui en sauront gré : un carton attend leurs shillings au milieu de la chaussée. Dans l'ancien marché au poisson, sur la route de la corniche, Cherif Ali Cheikh, cinquante-deux ans, aimerait bien qu'on le laisse reprendre son activité. Son bateau a été volé, dans le marché, sur un sac de jute. Le pêcheur n'a pas une confiance absolue en la paix, mais il croit, au moins, à une accalmie, c'est le moment où jamais de réparer les filets.

De notre envoyée spéciale
Corine Lesnes
Lire la suite page 28

AU SOMMAIRE



Malaisie, au royaume de l'inondable	p. 29
Sun City, le Las Vegas africain	p. 26
Cargo, sur le Fort-Denis	p. 27
Australie, de vigne en vigne	p. 32
Escapes (p. 26) • Table (p. 31)	

à partir du 19 février
à partir du 6 mars
**VENTE
PRIX
COUTANT**
sur les articles suivants

**FOURRI
GIORGIO**

Indiana kitsch

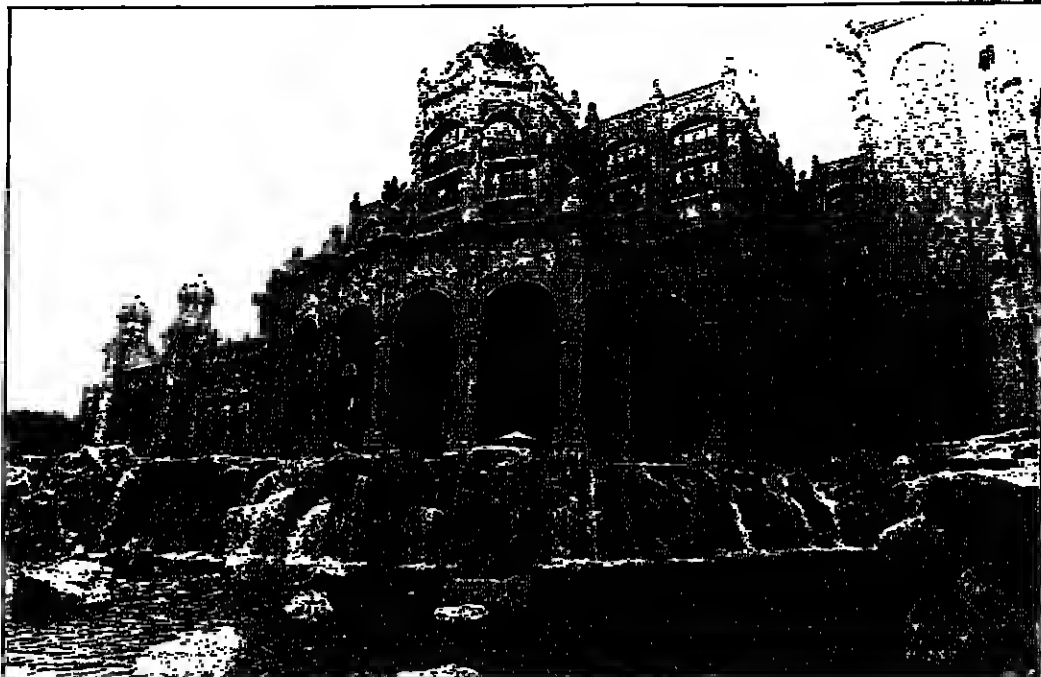
SUN CITY

A trois heures de route de « Jo'burg » (Johannesburg), les fermes paisibles assoupies à l'ombre des eucalyptus ont cédé la place au « bush ». Un semi-désert qui, même s'il verdait au début de l'été (en Europe, c'est l'hiver), n'est pas franchement hospitalier. Même les animaux sauvages ont fui, on ne sait où. Ici la nature fait dans la simplicité. Quelques buissons épineux suffisent à meubler le paysage et la frontière du Bophuthatswana – l'un des quatre petits Etats dits « indépendants » d'Afrique du Sud – se résume à un simple panneau planté au milieu des barreaux de tôles ondulées où s'entassent les « squatters » en quête d'un travail à Sun City.

Sun City, le « Las Vegas africain », qui, chaque année, voit un million d'Africains fondre sur le site le plus fastueux d'Afrique australe – et sans doute de tout le continent –, attirés ici comme les papillons de nuit par la lumière. Pour y tenter leur chance. Sun City est fait pour ça. Le jeu, en effet, y est roi, et hommes, femmes et enfants, initiés très tôt, s'y jettent tête baissée, persuadés, à la comme ailleurs, que la chance finira bien par leur sourire.

Sun City n'est pas une ville, il n'y a que des hôtels. On séjourne donc aux Cascades, dont l'architecture évoque les pyramides du complexe inamovible de Marina Baie des Anges, près d'Antibes, au Main Hotel, le premier de tous (il a été construit en 1979) ou aux Cabanes, un ensemble d'appartements indépendants destinés à la location. On peut également n'y passer que la journée, moyennant un droit d'entrée de 5 rands (environ 10 F). Blackjack et roulette essaient, tant bien que mal, de résister au déferlement des machines à sous, si démocratiquement agaçantes. Une pièce de 20 cents (40 centimes), et vous voilà plongé dans l'enfer du jeu.

D'autant qu'ici, les petites mises accablent parfois de vraies fortunes. Sol Kerzner, cinquante-sept ans, en sait quelque chose. Parti de presque rien, ce fils d'émigrants russes, né dans les faubourgs pauvres de Jo'burg et qui égraine continuellement les perles de son chapelet des Indes, est devenu, en moins de dix années, le grand manitou de l'industrie touristique locale. Ses amis le surnomment Sun King (le « Roi-Soleil »), et ses ennemis The Mighty Midget (le « nain tout-



La Pelece ressemble à un somptueux palais de maharajas.

puissant). Sun International, sa chaîne hôtelière, regroupe une trentaine d'hôtels répartis entre l'île Maurice et les Etats « indépendants » d'Afrique du Sud, territoires où le jeu n'est pas interdit. Avec un chiffre d'affaires estimé à 400 millions de dollars, Sun International se situe parmi les vingt premiers groupes hôteliers du monde.

Au cœur de Sun City, le casino. De l'extérieur, on dirait un supermarché. A l'intérieur, des milliers de machines, rangées au coude à coude, sont reliées à un cerveau central abrité dans un gigantesque pilier. Jour et nuit, l'énorme pompe avale les deniers d'une foule hypnotisée. Un univers on ne peut plus fermé à terre, qui n'a nullement empêché le maître des lieux de rêver. De Lost City, par exemple, cette « cité perdue », bâtie par une civilisation aujourd'hui oubliée, engloutie par la jungle, et que tout explorateur qui se respecte a rêvé de retrouver un jour.

Sol Kerzner, lui, a fait encore mieux. Cette cité, il l'a reconstruite ! Tout droit sortie de ses fantasmes. Au sommet de Lost City, le Palace, un nouvel hôtel inauguré en décembre 1992, ressemble, de loin, à un somptueux palais de maharajas orléanais. D'une dizaine de tours (dont une de 70 mètres) couronnées de dômes vert bleuté. Un hôtel des mille et une nuits, époustouflant de luxe,

où chaque visiteur peut donner libre cours à son imagination. Avec, entre autres, une plage artificielle où déferlent, à l'intention des surfers, des vagues de 2 mètres de haut, un village reconstitué, un temple du « courage » d'où cinq toboggans plongent à la verticale et des cascades enjambrées par des ponts de filanes. Un univers digne d'Indiana Jones et de Walt Disney. Un décorum un tantinet clinquant, mais en harmonie avec la prouesse constituée par la réalisation d'un projet quasi pharaonique. Tout ici, est du domaine du superlatif : 55 000 ouvriers mobilisés, 30 millions de briques mises en place par 300 maçons, 50 000 mètres carrés de tapis, 5 650 mètres carrés de marbres importés d'Italie, dix-neuf mois de travaux seulement pour boucler l'impressionnant chantier, une jungle artificielle de 26 hectares (des milliers d'arbres plantés, 380 baobabs transplantés, 10 000 orchidées), 16 millions de litres d'eau recyclés chaque jour pour alimenter 70 500 mètres carrés de bassins, cascades et fontaines, 350 chambres (toutes différentes), dont la « suite royale » qui a coûté, à elle seule, la modeste somme de 3 millions de francs.

Un goût de la grandeur qui n'exclut nullement un sens du détail poussé à l'extrême. De la base des colonnes en forme de patte d'éléphant aux tables basses

en acajou massif, sans oublier ces défenses géantes, en bois « plus lourd que l'ébène », et qui, sculptées à Bali, décorent le Tusk Lounge, le Salon des défenses ; tout ici, évoque le noble pachyderme, symbole des lieux, immortalisé à jamais par une sculpture monumentale en bronze de celui qui, baptisé « Shawu », fut le plus célèbre et le plus imposant éléphant du pays.

A Sun City, le Palace est, aujourd'hui, un arrêt de plus de la tournée des bus qui, dans un ballet permanent, transportent les badauds d'un hôtel à l'autre, via l'incontournable casino. De jour comme de nuit. Mais c'est surtout quand les toréadors s'allument que la magie opère et que le lieu prend toute sa dimension. Au point que, cerné par les montagnes du Pilanesberg, blotti dans l'écrin d'un ancien volcan, perdu dans le « bush », le Palace en devient presque beau. Nimbé de mystère et comme habité par la légende qui l'a fait naître. Hanté par les buffles, les zèbres, les gazelles et les léopards qui courent le long des fresques et des mosaïques et dont, la nuit venue, les ombres se faufilent entre les statues.

De notre envoyée spéciale
Françoise Spickermeyer

Travelling pour un désert

Ouarzazate... Ce nom, extravagant à une oreille européenne, appelle les mirages. Ce nom est une invite au voyage dans le temps, dans les ocres, le silence, les dunes. Ce nom est une licence pour la lumière, violente, triomphante, impitoyable ; un prétexte à la rigueur d'un décor de sable, de pierre, de roc, de vent parfois ; l'ordonnement des espaces, un pas vers le naturel. Comment dire le bien-être d'un air pur comme au commencement, le repos que procure l'absence absolue d'artifices, la sérénité venue d'un paysage où se mêlent, inextricablement, la terre, les villages, la montagne et les gens. Le désert lave les yeux du citadin, réédifie son oreille en lui réapprenant le silence. Le désert est une joie. L'oasis, un éclat de rire.

Les cinéastes, ces docteurs des rêves, ont depuis longtemps repéré l'endroit et saisi l'aube. David Lean le premier, pour *Lawrence d'Arabie*, suivi ensuite d'une poignée d'autres, trop baveux de trouver sur place une population de figurants zélés. Figurer ? Quelle aubaine ! Se mettre sur la photo, se fondre dans ce décor dont ils connaissent chaque pierre, chaque fissure, chaque variation de ton selon l'heure, selon les saisons. Parcourir les ruelles d'un vieux ksar ébranlé par les pluies tel un château de sable. Traverser l'oued à pied ou à dos de chameau comme l'ont fait leurs pères, comme ils le font encore. Et voir ces hommes d'images débarqués des plus grands studios s'affairer à capter dans le viseur de caméras sophistiquées l'embrasement de couleurs dont seule la nature marocaine connaît à ce point la science des alliages et des demi-teintes. Cela les fait jubiler. Cela est si naturel. Les équipes repartent toujours. Les couleurs, elles, ne passent pas.

Cet hiver, et pour un prix inférieur à un Paris-Bordeaux ou un Paris-Nice, Nouvelles Frontières (tél. : 41-41-58-58 ou Minitel code 36 15 NF) facilite les escapades dans le Sud marocain, au cœur des vallées du Dadès et du Draâ. Grâce à une nouvelle liaison charter directe qui, chaque samedi et jusqu'au 26 avril, relie Paris à Ouarzazate. Il en coûte de 1 300 à 1 800 F A/R, selon les dates. A chacun ensuite de choisir entre un circuit en 4 x 4 (à partir de 2 550 F la semaine en pension complète), une découverte indépendante (1 500 F la location d'une voiture pour une semaine avec les bords réservés) ou un séjour en hôtel 4 étoiles (à partir de 1 140 F en demi-pension, de 2 440 F avec l'avion).

Sur les pas de Haydn

Un perfectionniste, résume l'article que lui consacre l'*Encyclopaedia Universalis* qui voit dans l'œuvre de Joseph Haydn (1732-1809) une synthèse des styles de l'époque assimilés par « un esprit curieux, inventif, précis et organisé ».

Une chose est sûre : si l'encyclopédie en question était un guide touristique, elle dirait que l'homme vaut le détour, mieux, le voyage. C'est bien ce qu'a pensé l'Athenaeum (39, rue Marbeuf, 75008 Paris, tél. : 42-56-55-00), en proposant, pour son premier rendez-vous de l'année, « une promenade austro-hongroise autour de Joseph Haydn », en compagnie d'Alain Duault, journaliste, producteur et présentateur des « Musicales » de France 3.

Du 6 au 9 mars, ce voyage, qui se situera au moment des Journées musicales Haydn de Vienne, suivra les pas de ce compositeur qui fut pendant trente ans le maître de chapelle de la famille princière hongroise des Esterházy. De Rohrau, son village natal (sa maison a été aménagée en musée), à Fertőd, en Hongrie (où s'élève le somptueux château « Esterházy », l'un des derniers grands palais de style rococo et résidence préférée du prince Nicolas I^{er}), en passant par Eisenstadt, dans le Burgenland autrichien où se trouve la demeure principale des Esterházy, la maison où il vécut de 1766 à 1778 et la Bergkirche, mausolée de marbre blanc où repose le sarcophage du compositeur.

Une promenade ponctuée de rendez-vous musicaux exceptionnels avec, notamment, un concert privé dans le « Versailles » hongrois et, à Vienne (où l'on visitera tous les lieux où il séjournera), le concert d'ouverture des Journées musicales au Musikverein et une représentation de *La Flûte enchantée* de Mozart au Staatsoper. Un pèlerinage qui coûtera 14 450 F par personne, en chambre double.

Autres temps forts du printemps culturel d'Athenaeum : un voyage à Saint-Petersbourg, du 11 au 14 mars, sur les pas de Tsars, en compagnie de l'historien Jean des Cars ; un circuit brésilien sur le thème du métissage des cultures, du 2 au 11 avril, en compagnie de l'écrivain Claude Mossé, et une escapade madrilène, du 2 au 4 avril, pour découvrir les chefs-d'œuvre de la collection Thyssen abrités dans le nouveau Musée Thyssen-Bornemisza.

Cap sur le Vietnam

Situé à 10 000 kilomètres de la France, en bordure de la mer de Chine, on en rêvait. Aujourd'hui, le Vietnam s'ouvre au tourisme, et de plus en plus nombreux sont ceux qui espèrent à découvrir ce pays d'histoire et de légendes. A condition de fermer les yeux sur des transports intérieurs pour le moins laborieux et des structures d'accueil qui, à quelques exceptions près, restent encore insuffisantes et souvent rustiques. Autant d'obstacles effacés par le recours à la croisière et aux avantages de la vie à bord : Une formule d'autant plus adaptée que la configuration du pays (il s'étend sur plus de 1 600 kilomètres le long de la côte est de la péninsule indochinoise) permet d'y proposer un itinéraire complet avec des escales et des excursions pour découvrir la plupart des grands sites naturels, des villes et des trésors architecturaux : Ho Chi Minh-Ville (Saïgon), Nha-Trang, Da-Nang, la cité impériale de Hue, Haiphong, Hanoï et la baie d'Along, une des merveilles du monde avec ses 3 000 îles réparties sur 1 500 km². Une croisière programmée par Paquet (renseignements dans les agences de voyages) du 5 au 21 mars (et du 24 août au 9 septembre) à bord de l'*Ocean Pearl*, un navire de taille moyenne, habité de 22 950 F par personne en cabine double intérieure et pension complète (36 750 F dans une cabine de luxe double extérieure), de Paris à Paris, via Hongkong, prix auxquels s'ajoutent les excursions (de 120 à 510 F) vendues à bord.

Sélection établie
par Patrick Francès
et Danielle Tramard.

Guide

• Y aller. Le groupe Air France (tél. : 45-35-61-61) propose trois vols par semaine Paris/Johannesburg dont deux sans escale (à partir de 8 000 F A/R) ainsi qu'un nouveau vol Paris/Le Cap via Johannesburg (même prix). Egalement deux vols par semaine pour Johannesburg dont un direct (6 500 F A/R) avec South African Airways (49-27-05-50) ainsi que trois vols (directs) pour Johannesburg, au départ de Luxembourg, avec Luxavia (47-42-52-26) à partir de 5 800 F A/R (jusqu'en juin, 8 000 F ensuite), 7 800 F en « classe affaires », prix comprenant le préacheminement en train de Paris et de plusieurs villes de province.

De Johannesburg, Sun-City est à 160 kilomètres et trois heures de route. Depuis l'aéroport, service de bus climatisé assuré par Walcome Tours (120 F le trajet) à l'arrivée de chaque vol. Si les routes principales sont excellentes, la signalisation laisse à désirer et une bonne carte s'impose pour se déplacer en voiture. On peut également gagner Sun-City en avion (180 F le trajet) avec Bopair (compagnie nationale du Bophuthatswana), à partir de l'aéroport Jan-Smuts à Johannesburg.

Formalités. Passeport valide et visa obligatoirement délivré en quarante-huit heures par l'am-

bassade d'Afrique du Sud, 59, quai d'Orsay, 75007 Paris, tél. : 45-55-92-37.

Santé. Traitement antipaludéen recommandé si on visite les réserves naturelles.

Y séjourner. Une nuit au Palace coûte de 1 600 à 2 800 F (20 000 F pour la « suite royale ») selon la catégorie choisie. Renseignements auprès de la chaîne Sun International, 12, rue de Castiglione, 75001 Paris, tél. : 42-81-22-68.

Circuits. Quelques voyagistes (brochures dans les agences de voyages) programment Sun-City et un séjour au Palace dans le cadre de circuits en Afrique du Sud. Citons Jet Tours avec un circuit individuel en voiture de 10 jours/7 nuits à partir de 17 500 F avec l'avion et un circuit de 17 jours avec extension possible à Lost-City, à partir de 33 000 F avec l'avion. Africatours propose un circuit individuel à construire soi-même à partir d'un forfait de base de 7 940 F pour une semaine avec l'avion. Le Tourisme français propose lui aussi une extension à Sun-City avec séjour au Palace, dans son circuit de 24 jours en Afrique du Sud et au Zimbabwe, à partir de 41 000 F sur la base de deux personnes, avec l'avion. Dans sa brochure Rives africaines, MVM programme 4 cir-

cuits de 8 à 15 jours avec extension à Sun City pour 3 000 F les deux nuits sur la base de 2 personnes, transfert aérien Jo'burg/Sun-City compris. Out of Africa propose dans ses circuits individuels, un séjour au Palace à partir de 890 F le nuit par personne. Consulter également les brochures de Terra africaine et Tour austral.

Activités. Le premier « golf désertique » d'Afrique du Sud, un 18 trous (par 72) dessiné par Gary Player, sera inauguré en avril. Avec, au trou numéro 13, une mer peuplée de crocodiles. On peut également effectuer, de préférence le matin, un safari en 4 x 4 dans la réserve voisine du Pilanesberg. Pas besoin de jumelles : rhinocéros blancs, zèbres, buffles et girafes déambulent à quelques mètres de la piste. A l'entrée de Sun-City, la ferme aux crocodiles a, à quelques kilomètres, une ferme d'autruches. Des excursions organisées depuis l'hôtel.

Se renseigner. L'office du tourisme d'Afrique du Sud (Satour), 98, avenue de Villiers, 75017 Paris, tél. : 42-27-40-20. Pour le Bophuthatswana : 18, square de l'avenue Foch (80 de l'avenue Foch), 75116 Paris, tél. : 45-00-06-65. •

TÉLEX

Assister aux Masters, l'un des quatre tournois majeurs du circuit professionnel de golf, et découvrir, sur les parcours locaux, le plaisir de « l'American way of golf », c'est ce que propose le voyageur spécialiste Golf Holidays (18, avenue de Messine, 75008 Paris, tél. : 45-61-23-09) de l'occasion du voyage qu'il organise du 7 au 13 avril à Augusta, en Géorgie. Prix : 21 000 F par personne (acompte de 7 000 F avant le 1^{er} mars) avec l'avion, 5 nuits en chambre double et petits-déjeuners, 2 badges d'entrée au tournoi, 2 green fees avec cart, une soirée de prestige, les transferts sur place et l'assistance d'un accompagnateur.

Le Festival de Paro, au Bhoutan, et ses étonnantes danses traditionnelles bouddhistes, au programme d'un voyage associant ce royaume himalayen au Sikkim indien. De Darjeeling on gagne Gangtok, capitale du Sikkim, puis les monastères de Pemayangse, Enche et Rumtek, Kalimpong et son marché. Puis le Shoutan avec les dzongs (forteresses-monastères et siège de l'administration) de Paro, Thimpu, Wangdiphodrang, Punakha, Tongsa et Syakar. Du 24 mars au 14 avril, 35 300 F. Chez Assinter : 38, rue Madame, 75006 Paris, tél. : 45-44-45-87. « Week-end truffe » dans le Lot, du 19 au 21 mars, pour tout savoir sur le « diamant noir » : découvrir ses marchés et les règles

qui les régissent, sa recherche avec un cochon ou un chien truffier et la préparation de ce champignon souterrain qui se développe au contact des racines d'un arbre, un chapeau le plus souvent. On commence par la visite du marché de Cahors et on termine par un dîner-dégustation après une escapade en pays truffier et une rencontre avec un trufficulteur. Egalement en vedette, les grands crus de Cahors. Prix : 1 675 F par personne (sur la base de 15 personnes, au départ de Cahors, pour 2 nuits en chambre double et petit-déjeuner, 3 repas, les visites, les dégustations et l'accompagnement. En plus, le transport sur place. Renseignements : Visa Sud-Ouest, 35, rue Lasté, 46000 Cahors, tél. : 65-22-00-50.

« La Traversée du Vercors » reliera 9 communes de ce massif situé au cœur du Parc naturel régional, dans l'Isère et la Drôme, les 13 et 14 mars. Plus de 3 000 participants devraient participer à la plus ancienne des courses « longue distance » françaises de ski de fond. Trois options au choix : la « formule plaisir » (6 départs les 13 et 14) accessible à tous et non chronométrée, le 100 km (le 14), parcours très sélectif réservé à l'élite et « La Vercorette », ensemble d'épreuves ouvertes aux enfants de 10 à 16 ans. Renseignements au 76-95-84-54.

هكذا من السفر



HORACIO PAGNE/STOCK

Mogadiscio, pas la paix, l'accalmie

Suite de la page 25

La police somalienne, elle-même, a réapparé à quelques carrefours. Des apparitions fantasmagoriques, à horaires variables, mais les policiers sont bénévoles et ignorent par qui et quand ils seront jamais payés. Quelques uns ont retrouvé leurs uniformes. Les autres attendent à l'ancienne école de police qu'un mécène veuille bien leur fournir une tenue. L'autre jour, devant le port, un policier s'était mis en tête de venir « aider les marines ». Et à cet endroit précis, tout près de chez lui. La chemise blanche un peu tachée, mais le béret bleu encore flamboyant, il agissait les bras en tous sens. Le spectacle a provoqué quelque hilarité. Le policier s'est mis en colère. « Vous les Somaliens, laissez-

vous ! ». Les marines, eux-mêmes, étaient un peu agacés de cette proximité. D'observance, l'un d'eux a lancé son bâton sur un chat, qui se faufilait par là. Les Somaliens, qui ne craignent pourtant pas les excentricités, en ont été choqués.

Quelques écoles ont aussi entrepris de relancer les cours. Dans l'ancien collège Beaudin, l'autre jour, les enfants étaient assis par terre et s'époumonaient. L'instituteur, payé par une association islamique du Soudan, avait un tableau recouvert de calligraphie arabe. Pas d'anglais au programme, expliquait-il, l'enseignement va pour le moment à l'essentiel : religion, mathématiques, lecture du Coran. Le cours se tenait dans l'ancienne salle de basket, faute de place dans l'école, elle est envahie

par 2 000 réfugiés. Une vieille femme moutait la garde sous le préau, en plein milieu du passage, devant une cabane rafistolée, une compression de branchages, de morceaux de planches, de toile, de tissus, il y avait que des morceaux, l'œuvre est loachève. La vieille avait l'air hargneux de s'être tant accrochée, l'air de vouloir encore survivre, et elle défendait farouchement son tiers de toit. En deux ans, personne n'a jamais songé à lui offrir une tente. Les organisations humanitaires ne veulent pas encourager les réfugiés à s'installer. Quant au CICR, il leur a donné des plastiques verts.

Il y a de la gaieté, parfois, à Mogadiscio. Ali chante au volant de la voiture pendant que des enfants s'en

vont nager en se frayant un chemin entre les débris et les épaves rouillées ou jouent dans une baignoire éralée, dont ils ne sortent que pour courir après les convois de blindés : « Viva America ». A l'ancien marché aux armes, chaque opération de nettoyage est suivie par un public enthousiaste qui suit les soldats pas à pas. Les prises sont saluées d'applaudissements pendant que les enfants essaient de grimper sur les blindés, pour visiter. Mais les soldats, qui ont un câble insécable pour retenir leur fusil - il y a eu des tentatives de vol - ne les laissent pas monter.

Avant, « du temps du gouvernement », Ali était chauffeur de bus, c'est-à-dire de l'une de ces catafactes qui ne roulent qu'au klaxon, l'auto-

radio à fond, et attendent pour démarrer d'être convenablement surchargés. Les femmes sont à l'intérieur, on n'aperçoit que leurs dos, qui à eux seuls, composent toute la palette d'un magasin de tissus. Les hommes et les jeunes sont accrochés au toit grillagé, leurs jambes pendent de tous les côtés.

Puis Ali a eu sa période « Mad Max », beaucoup plus rentable, à 100 dollars la journée, dans l'un de ces pick-up de location sur lesquels, assurent les habitués, le clan Aidid touche des royalties, mais qui ne lui en n'aura pas versé ? Et aujourd'hui, Ali est chauffeur désarmé. Avant de quitter la ville, il sort le kalashnikov de la banquette arrière et la pose le long du mur, dans la cour.

Sans son arme, Ali ne fait de la ville qu'un tour très incomplet car il reste des quartiers et des portions de rue où il ne veut pas se risquer « en position de faiblesse ». Il suffirait qu'il ouvre la bouche, dit-il, et à l'instant, il serait reconnu. Ali est tout en froisse et en longueur. Mais quand il parle de l'ennemi qui l'attend inmanquablement de l'autre côté, les frères de ceux qui ont tué des membres de son clan, et qui le reconnaîtraient comme un lointain cousin de ceux qui les ont vengés, il sort de lui-même, serre les poings, et semble prêt à tenir tête, s'il le fallait, à toute une armée. Puis il revient à lui. Et à ce qui, par contraste, s'apparente à une certaine timidité.

Ali n'entend pas non plus traverser l'esclavage de « Bernuda », le « triangle » où quelques irréductibles continuent d'échanger des tirs. « Ils n'auraient plus que leurs poings qu'ils se battaient encore », a dit Hassan, un copain d'Ali. Hassan n'était pas revenu dans le centre-ville depuis un an et demi. Ali l'a emmené visiter. Le jeune homme a été moins ému par les ruines de la Commercial Bank ou les trous de gruyère creusés dans l'arc de triomphe dédié à Umberto de Savoie, « Romanamente », que par le fait de pouvoir de nouveau se promener là. « L'opération Restore Hope, vraiment, elle porte bien son nom », ont dit les deux copains, presque attendris.

Mogadiscio revit mais on y est jamais à l'abri d'une surprise. Deux pieds, par exemple, dépassaient l'autre jour de l'arrière d'un camion militaire, à l'arrêt sur le chemin de l'aéroport. Deux pieds inanimés, gardés par un soldat au pistolet prêt à parer à toute éventualité. Le soir,

les Américains ont appelé le perplexes. « Qu'est-ce qu'on se corps ? » Le délégué de l'insti suisse leur a répondu de se débiter.

Persone n'est à l'abri d'une bagarre, d'une balle perdue, il perd encore un certain non toutes les nuits. D'un vol lunettes, à même le nez, il en a vingt dollars pour les récupérer d'appareil photo, quoique semaine dernière, l'un des offic de liaison français a rattrapé voleur dans le marché et reçu son bien. La foule, dit-il, l'encourageait. « Les gens me faisaient si de lui couper la main. »

Ni à l'abri d'une petite fray comme le jour où Ali a franchi s'hésiter le terre-plein central avec pick-up et emprunté l'avenue contresens en appuyant sur l'accérateur. Il faut dire qu'un camion qui refusait de se laisser doubler l'avait agacé.

C'était sur la route du port, à l'entrée du virage. Et derrière, arrivait une colonne de blindés. Des chars Abrahams, peut-être, en tout cas de blindés d'un gabarit respectable qui gravissaient la pente de leur côté de leur point de vue, c'était forcément le bon. Il était inévitable que quelque véhicule passe par là. Un blindé, un Humvee, une Toyota d'ONG, ils sont des milliers qui ne font que circuler. Voire un anc attelé à un bido d'eau, ou tout ce qui se déplace en temps ordinaire ? Mogadiscio, se croise sur les pistes chamélières qui subsistent en pleine ville, se dispute la priorité et échange des amabilités, vitres baissées : « Si je le retrouve, je le braque ».

Mais, hypothèse haute, c'était des blindés. Sans changer d'un iota la direction, il a foncé dans l'obstacle, et pour montrer toute sa détermination, il a encore accéléré. Le premier blindé a poursuivi sa trajectoire puis a eu comme un instant de réflexion, suivi d'un autre, d'hésitation. Et finalement, c'est l'obstacle qui s'est déplacé. Les blindés s'élevèrent sur le bas-côté. Et comme aucun seul homme, la colonne a suivi. Le triomphe modeste, Ali est passé dans son Technical désarmé. Puis il est retourné rouler du bon côté. Calmé.

De notre envoyée spéciale
Corinne Lesnes

COURRIER

Le Vercors et les officiers d'active

Après la publication dans « Le Monde Sans Visa » du 16 janvier de l'article consacré au maquis du Vercors, M. Ayné Roudil, de Grenoble, nous a fait parvenir la lettre suivante :

Il s'est écrit tellement de sottises sur le Vercors 1942-1944 qu'il est réconfortant de lire, enfin, un commentaire qui approche de près ce qui s'est réellement passé.

Contrairement à ce que certains ont voulu faire croire, après coup, je peux témoigner que les liaisons Grenoble-Vercors (ou vice versa) n'étaient pas particulièrement dangereuses (il n'y avait pas un Allemand derrière chaque rocher ou chaque sapin) à condition : de connaître la montagne ; de vouloir faire les détours nécessaires ; d'avoir l'attention en éveil.

Il est exact, toutefois, que la méconnaissance des lieux ou, plus souvent, la paresse aient incité à emprunter les itinéraires les plus courts ou les plus faciles. Ce qui a conduit à se faire piéger par les Allemands (exemple : la mort de l'écrivain Jean Prévoist à Pont-Charvet).

Le grand malheur du maquis du Vercors est d'avoir accueilli des officiers d'active démobilisés. Ils n'avaient que mépris pour la guerre de partisans, croyant avoir trouvé l'alpha et l'oméga lorsqu'ils avaient parlé de « bravoure ». La bravoure est l'apanage des cervelles de linotte : un combattant mort n'est plus d'aucune utilité.

Il eût fallu raisonner en termes d'efficacité, comme d'ailleurs l'ont fait. Mais l'efficacité ne s'enseigne ni à Saint-Cyr ni à l'Ecole de guerre ! Dreyfus a raison : le

maquis du Vercors avait été conçu, au départ, pour aider un débarquement allié en Provence. Mais qui - par une propagande de bouche à oreille - y a fait converger les yeux des le débarquement en Normandie ? Après avoir imposé une tactique suicidaire aux maquisards, considérant que ceux-ci ne pouvaient pas survivre sur les hauts plateaux du Vercors, réputés « sans eau », l'ordre de dispersion a envoyé à une mort certaine, après capture, ceux qui ne connaissent rien à la montagne. Or, il y a de l'eau en quantité suffisante sur les hauts plateaux en dehors des très rares « fontaines » répertoriées. Il suffit d'avoir un quart, une casserole ou une boîte de conserve pour recueillir l'eau de suintement sur de nombreuses parois à l'ombre ou dans les trous.

Mais on n'enseigne pas ça dans les manuels militaires. Les rares groupes qui avaient parmi eux des gens du pays s'en sont tirés de cette manière. Contrairement à ce que vous écrivez, les Allemands ne vinrent pas par « les pas » sauf en deux endroits (les plus faciles) : le Pas-de-la-Ville, au-dessus du village de Gresse, et le Pas-de-l'Aiguille, au-dessus du village de Chichilienne. On n'a jamais vu l'ombre d'un Allemand, pendant les combats du Vercors, au Pas-de-l'Oreille (pourant proche de Villard-de-Lans), au Pas-Enadant, pas plus qu'au Pas-de-la-Balme ou au Pas-Morta. Probablement, parce que ce sont des coins où une embuscade tendue par quelques hommes peut faire des ravages.

A grands coups de discours et de garde-à-vous, les thèses officielles ont magnifié un certain mythe du Vercors qui n'a pas grand-chose à voir avec la réalité. Ça continuera certainement lors des cérémonies de juillet 1994. A ce jour, uo seul livre (*Combatant du Vercors*, de

Gilbert Joseph) a osé s'attaquer à ces mythes. Et pourtant, petit à petit, la vérité arrive à se faire jour. Le Vercors ? Un maquis assassiné par des chefs incompétents, incapables de réfléchir en dehors des schémas qu'on leur avait appris.

Montpellier et son jardin

Après la publication de l'article intitulé « Montpellier : botanistes en serre » dans « Le Monde Sans Visa » du 23 janvier, nous avons reçu une lettre de M. Yves Larbiou, adjoint au maire de Montpellier, dont nous publions ci-dessous des extraits :

Vous soulignez très justement la nécessité d'une restauration et d'une gestion différentes de cet établissement prestigieux. Mais la conclusion de votre article laisse entendre que la ville de Montpellier se désintéresserait de ce magnifique jardin et refuserait de participer à l'action de rénovation nécessaire pour rendre à ce lieu apprécié de tous « sa splendeur de la Renaissance languedocienne » (...). Comme vous le dites, ce jardin n'est pas de la responsabilité de la ville mais il dépend administrativement de la faculté de médecine, qui en assure la gestion. Toutefois, et bien qu'elle ne soit pas tenue de le faire, la ville de Montpellier apporte une contribution permanente et importante au fonctionnement du jardin : mise à disposition d'un gardien (...), fourniture d'une partie de l'eau (...), prêt de matériel (...). La contribution de la ville peut être évaluée à plus de 200 000 F chaque année (...).

Sachez que nous avons proposé à M. Rioux, directeur du jardin, d'étudier les modalités d'une convention fixant de manière

précise les engagements des uns et des autres afin d'améliorer la gestion du jardin et l'accueil des visiteurs. Quant à la rénovation proprement dite, la Ville ne peut pas financer des investissements sur des biens dont elle n'est pas propriétaire ou responsable, c'est pour cela que le député et maire, M. Georges Frêche, a suggéré à une entreprise importante de sponsoriser la rénovation du jardin des Plantes.

De son côté, le professeur Jean-Antoine Rioux, directeur du jardin, nous a fait savoir que son alimentation en eau provient presque exclusivement d'une nappe phréatique située à 6 ou 7 mètres de profondeur dans le jardin, grâce à une vieille norie récemment restaurée. C'est donc au plus une semaine d'eau par an, en période de sécheresse, que la mairie aurait à assurer. Quant à la convention avec la ville, M. Rioux précise qu'il n'est pas opposé au principe mais souhaiterait pour un meilleur équilibre qu'elle lie le jardin non seulement avec la ville mais aussi avec le conseil général de l'Hérault et la région Languedoc-Roussillon. M. Rioux se dit enfin très satisfait du nouvel intérêt que suscite son jardin.

Le Monde
ÉDITION

AUTOUR D'UN PLAT

Les chroniques de La Reynière à la sauce Desclozeaux

EN VENTE EN LIBRAIRIE

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

NICE

HÔTEL VICTORIA***
33, boulevard Victor-Hugo
06000 NICE - Tél. : 93-88-39-60.
Plein centre-ville, calme.
Petit parking, grand jardin, chambres TV couleur, câble.
Téléphone direct, minibar.

Paris

SORBONNE

HÔTEL DIANA**
73, rue Saint-Jacques.
Chambres avec bains, w.c.
Tél. direct. TV couleur. De 300 F à 450 F.
Fax : 46-54-24-30.
Tél. : 43-54-92-55.

Montagne

05350 MOLINES-EN-QUEYRAS
HTES-ALPES - STATION VILLAGE
A 5 km de Saint-Véran
HÔTEL LE CHAMOIS**
Local de vacances
Soleil, calme, toutes possibilités de ski.
Tél. : 92-45-83-71.
Fax : 92-45-80-58.

Suisse

3920 ZERMATT-VALAIS-SUISSE

Hôtel HOLIDAY

60 lits, sit. tranquille et ensoleil., à prox. du funiculaire Sunnegga. Chambres avec balcon - cuisinette - bar - bains - w.c. - radio - cd. - TV. Hall d'accueil avec bar. Restaurant. Entr. grat. dans une piscine couv.
Prix spéc. en jan. des FS 85.- (env. FF 325.-) en demi-pension.
Téléphone : 0941/28/67 12 03.
famille R. Perren, Fax 1941/28/67 50 14.

Irlande

SUD

Cottage, 6 personnes
près de la Baie Glendore et du village
Douches, W.C., chauffage central
€ 125.- € 100.-
Tél. : 028-33489.
Télécopieur : 028-33474.

Venise

OFFRE SPECIALE
JUSQU'AU 31 DECEMBRE 1993
RAMADA HOTEL VENISE
Seulement 700 FF par personne pour 3 nuits y compris le petit déjeuner
Pour réserver téléphonez :
1939/41/5310500
Fax : 1939/41/5312278
Téléc : 411484 Ramven

Avec Le Monde sur Minutiel

GAGNEZ UN SÉJOUR A L'ÎLE MAURICE

pour deux personnes avec Jet-tours

36.15 LE MONDE

Tapez JEUX

مكتبة النخيل

Ici, en Malaisie, l'Etat utilise l'islam comme ciment de la société et comme culture. Plongée chez un peuple qui a toujours tenu à conserver ses distances avec les étrangers.

QUAND on sort de l'aéroport de Kuala-Lumpur, on est happé par une vague de chaleur moite qui vous fait perdre les repères : est-on en Afrique ou en Asie ? Mais la propreté du sol, la discipline des gens et l'ordre policier vous rappellent que vous êtes bien en Asie. Arrivé en ville, après une heure d'embouteillage, on se demande si on n'est pas dans un pays du Golfe. Des enseignes de produits japonais en caractères latins sont à côté d'autres enseignes en caractères arabes. A l'hôtel, on s'adresse à vous en anglais. Dans votre chambre du neuvième étage, vous regardez la ville : des tours immenses s'élèvent partout, entourées de petites maisons basses, notamment dans le quartier chinois.

C'est une ville où, pour faire moderne, on a sacrifié les piétons. Pas de trottoirs ou presque ; pas de passages cloutés. Il faut être motorisé. Celui qui a envie de flâner dans les rues de Kuala-Lumpur doit attendre la nuit et aller dans les quartiers pauvres. Sinon, il n'a qu'à faire comme tous les Malaisiens, marcher dans les centres commerciaux. Le dimanche, des familles entières viennent se promener dans les différents étages des principaux centres commerciaux. Les odeurs de cuisine (malaisienne, indienne et chinoise) vous poursuivent partout. C'est un pays où on mange beaucoup et surtout tout le temps. Certaines femmes se couvrent la tête d'un foulard blanc. Ce sont des musulmanes. Les hommes ne portent pas de barbe. On sent que l'islam est présent mais il ne peut-être pas envahissant. Pas encore, pensent les non-musulmans.

L'Etat utilise cette religion comme ciment de la société et comme culture. Mais, petit à petit, il a dû instaurer une discrimination à l'égard des Chinois notamment, grands travailleurs et bons commerçants. On nous a dit qu'un étudiant chinois a besoin d'avoir de bien meilleures notes qu'un Malais pour accéder à la classe supérieure ; de même, la banque appliquait aux Chinois un taux d'intérêt supérieur. Les émeutes interethniques de 1969 sont encore dans les mémoires. On n'en parle pas. Mais on y pense. De toute façon, l'être malaisien est insaisissable. Il ne laisse rien apparaître de ses véritables pensées et de ses émotions. Courtois, ponctuels et discrets, les Malaisiens tiennent à établir la distance entre eux et les étrangers sans brutalité. Cela se fait doucement. Il ne faut surtout pas insister pour qu'ils vous ouvrent leur porte. S'ils vous invitent, c'est toujours au restaurant, jamais ou presque jamais chez eux.

Seus un ciel plombé, un ciel gris et nuageux, le dôme de la mosquée Salafudin-Abdul-Aziz-Shah est bleu. Etrange la plus grande mosquée de la Malaisie est bleue. Pas d'or, mais des vitraux de plusieurs couleurs. Pas de tapis persans, mais une moquette du genre qui tapisse les entrées des grands hôtels. A vingt-cinq kilomètres de Kuala-Lumpur, le sultan de l'Etat de Selangor a construit ce lieu de prière dont l'architecture devrait rappeler que l'islam n'est pas opposé à la modernité.

A l'entrée, une jeune femme, foulard blanc sur la tête, tient un registre pour les visiteurs. Seuls les musulmans ont droit de pénétrer à l'intérieur. Des lustres impressionnants, importés d'Europe, jurent avec des lampadaires comme ceux qu'on installe le long des avenues. Des gardiens somnolents. Il fait frais. Dehors, la chaleur et l'humidité sont étouffantes. A la sortie, des distributeurs de coca-cola et d'autres boissons gazeuses.

A la télévision, la fin de la transmission des émissions est marquée par la lecture de quelques versets du Coran. Ceux qui psalmodient le Livre saint sont en général des Egyptiens. Les Malaisiens qui parlent arabe viennent tous pour la plupart de l'université Al Azhar du Caire. On ne sait à qui attribuer la grande vigilance de la censure dans ce pays ; est-ce au tempéra-



On sourit à l'Occident mais on ne s'ouvre pas. Pour le moment, le pays vit avec un islam tranquille.

Minarets malais

ment réservé et pudique des Malaisiens ou est-ce à l'expansion de l'islam ? Censure sur les images à la télévision (pas de baisers, pas de corps légèrement vêtus), censure sur les magazines occidentaux hautement érotiques comme *Elle* (1), *Cosmopolitan* et autres, censure sur les films et même sur les affiches, où on peint des manteaux noirs sur le corps des femmes en jupe courte. A l'université, une minorité des étudiantes porte le foulard. Les discours officiels commencent toujours par l'invoquant du nom d'Allah et de son prophète Mohammed.

Si la télévision et le cinéma passent par la censure, les cassettes vidéo (dont certaines se vendent clandestinement dans le quartier chinois) échappent à cette vigilance.

L'islam est présent par ces signes extérieurs. L'Arabie saoudite a érigé au centre-ville une tour qui a la forme d'un sablier pour s'occuper des pèlerins. Le nom d'Allah brille la nuit en haut de la tour. Sur d'autres immeubles, ce sont les marques de produits japonais qui sont allumées. L'appel à la prière se fait en arabe. Les croyants récitent des versets du Coran qu'ils ont appris machinalement. Pour eux, l'islam est une identité. Ils y tiennent particulièrement dans un pays où l'équilibre entre trois ethnies - les Malais, les Chinois et les Indiens - est précaire. C'est peut-être à cause de cette similitude avec un pays européen comme la Yougoslavie qu'ils suivent attentivement le déroulement du conflit en Bosnie. L'équilibre serait précaire. Et on remarque assez facilement la division du travail : les Malais ont le pouvoir politique et administratif ; les Chinois ont le commerce ; les Indiens, quelques professions libérales comme le barreau.

Durant la guerre du Golfe, tout le pays, peuple et dirigeants, a soutenu Saddam. Au nom de l'islam, certes, mais aussi parce qu'il a osé s'opposer à tout l'Occident. Même si certains intellectuels reconnaissent en privé que l'islam de Saddam est plus politique que religieux, ils s'alignent sur la politique irakienne parce qu'elle est « courageusement anti-impérialiste ». De même pour l'affaire Salman Rushdie. Personne n'a pris sa défense. Pour eux, il a offensé les musulmans, il doit payer. Il est même recommandé de ne pas prononcer son nom.

Un grand conformisme règne sur la Malaisie. Les filles, voilées ou non, marchent dans la rue en se tenant par la main. Les garçons aussi. La pudeur est une notion essentielle. On croit que c'est de la timidité. En fait, c'est une réserve. Peut-être sont-ils timorés. Tout ce qui touche l'érotisme et la sexualité est voilé. On n'affiche pas ses émotions et ses sentiments. On veille sur la morale. On sourit à l'Occi-

dent mais on ne s'ouvre pas. Pour le moment, le pays vit avec un islam tranquille. Un seul Etat s'est engagé dans l'intégrisme : Kelantan, au nord-est du pays. C'est un parti islamique qui est au pouvoir. Une de ses premières actions fut de changer le nom d'une plage : d'Amour-passion elle est devenue Clair de lune ! Mais pour beaucoup d'observateurs, l'islam est tantôt un vernis, tantôt un ciment. Car les vieilles cultures de cette partie d'Asie ne sont pas tout à fait mortes. Elles se réveillent de temps en temps, comme cela est manifeste dans certaines régions d'un pays voisin, l'Indonésie.

Une heure d'arrêt à Kuala-Lumpur de Singapour. Pour les boutiques hors taxes de l'aéroport, c'est un vol intérieur. Pour les services de douane et de police, c'est un vol international. Même si on y parle la même langue, même si la population est physiquement semblable, tout est fait pour vous rappeler que Singapour n'est plus la Malaisie. Est-ce une ville, un Etat, ou tout simplement un port - le premier du monde en tonnage - entouré de tours vitrées et de centres commerciaux où l'argent a une odeur et même une couleur, celles de la rapacité ? Ville propre, nettoyée en permanence, ville miroir où se reflètent des nuages lourds, ville étendue sur un réseau d'autoroutes à l'américaine, Singapour est un lieu dont la fonction essentielle est d'annuler le rêve et de promouvoir l'efficacité, la rentabilité par une forme d'hystérie commerciale. Que faire dans cette ville où tout brille et vous somme de consommer ? Comment échapper aux centres commerciaux (ils sont au nombre de soixante-dix) ?

Le rédacteur en chef d'un grand quotidien de Singapour a déclaré récemment : « Le devoir du journaliste est de préserver les valeurs et de maintenir le consensus ». La presse informe sans s'écarter de cette ligne. La dizaine de journaux (un million d'exemplaires par jour) sont contrôlés, la censure veille. Les trois chaînes de télévision n'échappent pas non plus à l'Etat. Quelles sont ces valeurs à préserver ? Manifestement, l'argent vient en tête. Il est vénéré. L'autre valeur est la base idéologique officielle : ne pas combattre avec l'Occident, et permettre aux trois ethnies (chinoise, indienne et malaise) de coexister.

Les musulmans représentent 15 % de la population. Une association pour le développement de la communauté musulmane de Singapour, Yayasan Mendaki, est assez active. Elle est financée par le gouvernement (un dollar par musulman) ainsi que par des éléments riches parmi ses membres. Le président de l'association reconnaît avoir été aidé par le roi Faysal d'Arabie saoudite et par l'Agha Khan. Elle dispose de moyens et intervient aussi bien sur

le plan de l'éducation (prévention de la drogue) que sur le plan culturel et religieux (explication du message islamique). L'effort est louable car il s'agit d'insuffler un peu de spiritualité dans un monde où la course à l'enrichissement l'emporte sur tout le reste.

Ce sont des Arabes yéménites de Hadramout qui ont islamisé une partie du pays. Mais ce sont les Chinois qui tiennent les finances. Les Indiens s'occupent des petits commerces. Le consensus est nécessaire. Ici aussi l'équilibre est précaire.

Litening is an offense ! La pancarte est partout. Jeter est un délit. Un délit puni par 500 dollars ou par trois heures de travail d'intérêt général. Singapour est ainsi : propre jusqu'à l'obsession ; occupée par le commerce jusqu'à tard dans la soirée. Pendant ce temps-là, des centaines de navires attendent au large leur tour pour élargir un débarras. Quand un navire de la ville parvient, on aperçoit ces bateaux qui s'alignent face à ces immenses de plus en plus hauts, de plus en plus impressionnants, ne laissant que les lumières allumées au nuit.

Où habitent les gens ? En dehors de la place financière, dans la proche banlieue, on a construit des HLM. Ces logements collectifs ne sont pas dénués de confort. 80 % des Singapouriens possèdent leur logement.

Comme en Malaisie, la conduite est à gauche. Les voitures sont excessivement taxées (jusqu'à 150 %). C'est une manière déguisée pour lutter contre la pollution. N'empêche que les véhicules de luxe sont nombreux et que la circulation connaît parfois quelques embouteillages. Singapour ne connaît pas de chômage. Des travailleurs immigrés des pays voisins viennent travailler avec un contrat à temps limité, habitent sur le chantier dans des baraquements en bois et repartent chez eux le jour où leur engagement arrive à terme. Pas de clandestins. L'Etat surveille. Le « dragon » ne supporte pas les fautes. Il se veut puissant et propre. Certains disent que Singapour, c'est la Suisse d'Asie. Non, à côté, la Suisse, c'est presque le tiers-monde !

Passer de Singapour à Djakarta, c'est faire un voyage dans le temps. Et on ne perd pas au change, malgré des aspects inquiétants de cette mégapole. Pour lutter contre la pollution et les embouteillages dans cette ville de neuf millions d'habitants, le gouvernement oblige les automobilistes à être au moins trois par voiture. Ainsi on voit au feu rouge ou à l'entrée de l'autoroute des gamins lever trois doigts, lousant ainsi leur présence évitant l'amende au conducteur. On lève aussi deux doigts seulement sur des affiches ou des sculptures. Deux doigts pour rappeler que l'Indonésie est hostile au tri-

sième enfant. Deux cents millions d'habitants dans un archipel de 13 677 îles.

« Bienheureux celui qui aura compris ce pays » ! Telle est la réflexion la plus courante parmi les étrangers travaillant en Indonésie. Pour les uns, c'est une « dictature adoucie par la corruption et l'inefficacité bureaucratique » ; pour d'autres, c'est plus complexe : c'est un pays sous haute surveillance où il faut savoir décoder les symboles et les gestes. La grammaire de ce pays ne se trouve dans aucun livre, même si le travail de Vincent Mansour Mantell est essentiel. C'est une grammaire qui s'apprend au quotidien. Un Javanais d'origine chinoise aime définir ce pays par une métaphore : « Ce serait une grande maison avec une belle porte, avec beaucoup de domestiques, toujours souriants. On y mange bien ; les hôtes sont très bien habillés, observant toutes les règles. Mais c'est une maison où on ne dit aucune vérité et encore moins de secret. » Il est vrai qu'on soigne beaucoup l'apparence. Le silence est de rigueur ; il ne sera rompu que par une belle formule de politesse.

Alors qu'on Maghreb la référence à l'Occident est permanente, en Indonésie, c'est avant tout l'affirmation d'une identité nationale qui compte. Elle a réussi à faire oublier plus de trois siècles et demi de colonisation hollandaise. Aucune trace, ni dans l'architecture ni dans la langue et encore moins dans le comportement, ne rappelle cette présence. Tout a été effacé. C'est l'amnésie. Et personne ne s'en plaint ni ne cultive la nostalgie de l'époque coloniale. La distance mise entre l'Indonésie et l'Occident est là. Elle sert aussi à justifier une dictature qui pratique la censure aussi bien sur les produits culturels importés que sur les créations locales. Rien ne doit échapper à l'œil de la police ; films, émissions, revues, et même le texte des conférences qu'un étranger donne. Tout doit lui être soumis. Tout est vu, noté, observé, fiché.

L'étranger ne sent pas forcément cette présence policière, mais au l'informe. Par ailleurs, on n'a pas le droit de présenter un film ou une émission ou de publier un ouvrage en dehors de la langue indonésienne et de l'anglais. Cette langue n'est pas considérée comme une langue étrangère ; elle fait partie du paysage culturel et humain du pays. La présence française - environ 3 500 personnes - se maintient malgré tout. Les services culturels de l'ambassade sont actifs tout en étant respectueux des règles et lois du pays. Ils se plient à la censure, reçoivent beaucoup d'élèves pour l'apprentissage du français.

Le 26 janvier dernier, le président Suharto présidait une réunion sur les droits de l'homme. Devant

les critiques du représentant des Nations unies, le chef de l'Etat répondit par l'ironie. Il rappela que la notion de droits de l'homme n'est pas universelle et que chaque culture a sa propre conception du respect de la personne. Autrement dit, « ce qui est bon pour vous n'est pas forcément bon pour nous » ! Il accusa ensuite l'Occident de violer ces droits en exerçant des pressions d'ordre économique sur les pays en voie de développement.

L'Indonésie est une société hiérarchisée. Même l'islam, qui y a été introduit entre le treizième et le quinzième siècle par des marchands indiens et chinois, n'a pas éliminé ce système d'inégalité. D'ailleurs, le plus grand pays musulman est au fond païen. Comme dit un intellectuel javanais qui a vécu longtemps en Europe : « Chez nous, l'islam n'est qu'un vernis ; si vous grattez un peu, vous trouverez des coutumes ancestrales qui n'ont rien à voir avec la religion musulmane. »

Au centre de Sulawesi (l'île des Célèbes), le pays de Toraja continue de célébrer les cérémonies funéraires selon les traditions les plus anciennes : le mort n'est pas enterré tout de suite. Il est embaumé et gardé à la maison jusqu'à ce que la famille ramasse les fonds pour lui offrir des funérailles spectaculaires. Il est considéré comme un malade. Cette attitude peut durer des années. On n'enterre sa mort qu'après la cérémonie.

C'est peut-être à cause de la persistance de ces coutumes que l'Etat a fait construire des mosquées tout autour du sanctuaire sibilvite Prambanan, qui se trouve à dix-sept kilomètres de Djakarta. Pendant qu'un escalade ces temples, on entend l'appel à la prière. Certaines frises du Borobudur, le plus grand monument bouddhique du monde, qui a été restauré par l'Unesco, représentent des scènes érotiques. C'est l'aspect de la vie indonésienne des huitième et neuvième siècles semble aujourd'hui refait. L'islam n'y est pour rien ; au contraire, l'impression que c'est une société qui cache tout, ne laissant rien voir de ses mystères, de son intimité et de ses penées.

Une association d'intellectuels musulmans vient de créer un journal, *Republika*, dont le but est de promouvoir un islam modéré et tolérant. Comme toute la presse, il est sous le contrôle du ministère de l'Information, qui décide jusqu'au nombre de pages. La censure ne plaisante pas. Un quotidien a cessé de paraître pour avoir cité le nom de l'écrivain Pramodya Ananta Toer, dont tous les écrits sont interdits et qui, après quinze ans de prison, vit aujourd'hui en résidence surveillée. Son roman *Corruption*, traduit et publié en France par les éditions Philippe Picquier, raconte dans un style simple et direct la dérive d'un brave homme de l'intégrité vers la corruption. Pour cela et aussi à cause de l'équerre « communiste » qu'on lui a collée, Pramodya Ananta Toer est interdit d'écriture et de publication.

L'Indonésie est un pays où le repos n'existe pas : tout le monde s'active ; tout le monde travaille ; la végétation est envahissante, les arbres ne se reposent jamais, ils donnent des fruits à longueur d'année ; le ciel fabrique en permanence des nuages ; il pleut presque tous les jours (en tout cas à Jakarta et à Jogjakarta) ; dans les stades, des étudiants apprennent les sports de combat... C'est une société qui se préserve. Il est interdit à un étranger d'acquiescer un terrain ou une maison, comme il est interdit au conjoint de l'étranger de travailler. Les mariages mixtes (entre deux religions) sont aussi interdits. La polygamie existe, mais l'Etat n'a pas le droit d'employer un polygame. Mais, comme disent les femmes, « ils s'arrangent ». La corruption est très répandue. Elle compense les manques de l'Etat.

On quitte cette région avec une étrange impression : on a vu et observé beaucoup de choses et on n'a rien compris à ces logiques internes et particulières. L'Asie devient alors insaisissable. On s'entête à vouloir comprendre et on se résout à renoncer à cette manie que nous avons de tout expliquer, de tout clarifier. On repart changé.

Tahar Ben Jelloun

Bridge

n° 1524

AUX AMES BIEN NÉES

Pour les «âmes bien nées» il suffit parfois d'une douzaine d'années pour atteindre un bon niveau comme le prouve ce coup de flic de la toute jeune polonaise Malgorzata Zalewska au cours du championnat scolaire par équipes de quatre qui s'est déroulé en Pologne en 1991.

942
104
103
A108642
A10873
D76
95
V93
N
E
S
RD
A9832
D75
V65
RV5
ARDV76
R

Ann. : O. don. Pers. vuln.
Ouest Nord Est Sud
passe passe IV contre
2V passe 30
passe 33A

Quest ayant entamé le 7 de Pique, comment Malgorzata, en Est, a-t-elle fait chuter TROIS SANS ATOUT ?

Réponse

Que va-t-il se passer si Est, après avoir fait Roi Dame de Pique, contre-attaque le 3 de Cœur ? Sud va mettre le Roi de Cœur (pour que Ouest ne puisse prendre la main), puis il réalisera huit autres levées avec le Roi de Trèfle, le 10 de Carreau, l'As de Trèfle et cinq autres Carreaux.

Le contrat est-il donc imperdable ? Non, mais il faut comme... Malgorzata contre-attaque Carreau à la deuxième levée !

Observez les effets de cette étonnante défense qui a ébranlé la communication à Carreau. En effet, pour essayer de réaliser neuf levées, le déclarant a été obligé de prendre dans sa main afin de tirer le Roi de Trèfle, puis de monter au mort par le 10 de Carreau pour faire l'As de Trèfle et jouer le 4 de Cœur vers Roi Valet (car il avait été obligé de défausser un Cœur sur l'As de Trèfle). Mais Est s'est précipité sur son As de Cœur, puis elle a tiré la Dame de Trèfle affranchie, et elle a ainsi squezzé le déclarant qui avait en Sud :

4 V 6 7 8 9 10 A R D

C'est le squeeze tremplin dans lequel l'adversaire (Sud) sert de sautoir à l'oeil main (Est) pour communiquer avec le partenaire (Ouest).

Cependant, quand on a demandé à Malgorzata pourquoi elle avait joué Carreau à la deuxième levée, elle a répondu spontanément «c'est la faiblesse du mort» !

L'AUDACE DU JUNIOR

Ou vient de voir comment la chance peut permettre à une jeune joueuse de réussir un coup brillant dans le jeu de la carte, mais il arrive que la chance se manifeste sous la forme de certaines maladrotesse adverses. Le grand chelem suivant est un exemple spectaculaire. Il a en effet été déclaré avec l'audace de la jeunesse par le champion américain Jeff Ferro, un membre de l'équipe junior et aussi de l'équipe open des USA en 1991. Sans l'aide des adversaires la chute aurait été inévitable.

RV87
RV82
109752
D4
V932
A10543
V86
N
E
S
A1093
ARD654
A43

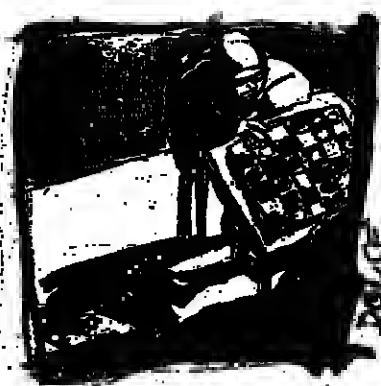
Ann. : N. don. Tous vuln.
Ouest Nord Est Sud
X... Orstein V... Ferro
passe 24
passe 2V
passe 34

Quest ayant décidé d'entamer le 2 de Pique pour le 7 du mort. Est ne mit pas la Dame et Sud fournit le 3. Ferro joua alors immédiatement le 2 de Carreau du mort et Est crut bon de mettre l'As (c'était une erreur car Sud n'aurait pas déclaré le grand chelem avec un Carreau perdant). Comment Ferro gagna-t-il ensuite ce grand chelem à Pique contre toute défense ?

Note sur les enchères
Ici «2 Trèfles» était forcing de manche (avec réponse à la longue et non pas à l'As). «2 Carreaux» était un relai, et, au quatrième tour (sur «3 Piques»), Nord a sauté à «6 Piques» pour montrer (enfin) une main forte. Alors Ferro a risqué le grand chelem en espérant qu'il n'y avait pas de Pique à perdre.

Ajoutons que la main est un peu faible pour une ouverture de «2 Trèfles» forcing de manche car il y a plus de perdantes (5, 1/2) que de levées d'honneur (4). D'autre part, malgré 4 points de distribution et les plus values des As, la main ne vaut que 22 points. En enchères naturelles on aurait eu : S : 2 Cœurs - N : 2 Piques - S : 5 Piques - N : 6 Piques.

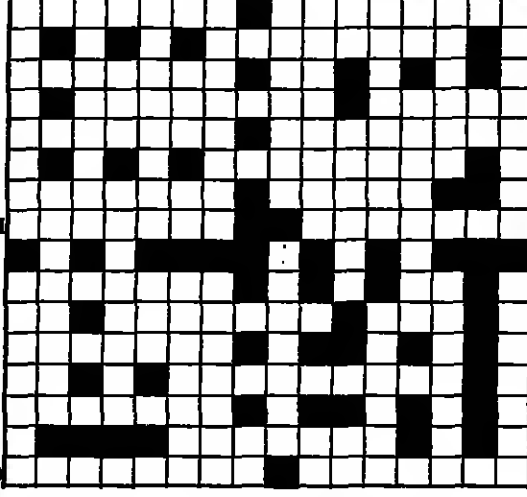
Philippe Brugnion



Anacroisés

n° 755

Les anacroisés sont des mots croisés dans les dimensions des lettres de mots à trouver.
Les chiffres qui suivent indiquent le nombre d'anagrammes possibles, mais indiqués sur la grille.
Comme en Scrabble, les points sont attribués à chaque lettre.



HORIZONTALEMENT

- EGIRUV. - 2. EFIOOSST. - 3. ACENORTU (+ 4).
- EELNSV (+ 1).
- EELORT.
- BEEINR. - 7. EGINORSU (+ 2).
- AIHNSU. - 9. EINNOST (+ 3).
- ACEENSZ.
- EELIRT (+ 3).
- ADIRTU. - 13. CEERTU (+ 3).
- ACEEPT. - 15. BEEIRUV + S. - 16. EINUSZ (+ 2).
- ACEEPR (+ 3).
- ABGIORRU. - 19. EELINT.

VERTICALEMENT

- ADEENTTV (+ 1).
- COEERRU. - 22. AACINSU.
- EGIRSVU (+ 1).
- AEINORT (+ 3).
- EELNNOS (+ 1).
- BCEGIR. - 27. EELORRSZ.
- EEFERRZ (+ 1).
- AERSSST (+ 3).
- ACEOTV. - 31. AEIOORT.
- EELINT. - 33. ADEGINRU (+ 2).
- DEIOR. - 35. AEIMNOS (+ 5).
- EESTTU (+ 1).
- AAMNSTU. - 38. AEELRSTY.
- ADEERY.

SOLUTION DU N° 754

- FIXATION. - 2. EMBOUTI. - 3. INMITTE. - 4. COURSER (RECOURS).
- SURSAUTE (SAUTEURS).
- COUDE (DECOLERE).
- OUILLAGE (GOAILLE LAGUOLE).
- ENSELLE.
- ADOSSE. - 10. ASSENSES.
- CAHOTE. - 12. CROTAL (RECOLAT RECOLTA).
- NUANCER.
- HECATOMBE. - 15. ISEROIS.
- INVENTAME (ANEMENT MENAIENT).
- IVETTE. - 18. PUISSES. - 19. CRETELLES (plantes fourragères (LECRELETS).
- PIESSES. - 21. REVEUSE (VERUSE).
- FIACRE (FAROLE).
- PACHTOUS (laquais africains).
- AGREUR (AGUERRE GUERRE).
- ESCROCS. - 26. AMIDONS (DAMIONS DOMINAINS).
- TIREUSE (TRIEUSE TURIERS).
- SATANES. - 29. ITALIENS (SALINTE).
- LOGETTE. - 31. OISELLE (OISELLE).
- CEMENTEE.
- RETEL (BLETEL).
- ABSCISSA (grande libellule (ACHRENS ENACHE).
- MORCEAU. - 36. TAISEUSE.
- ORASON. - 38. CURISTE (CUISTRE RECUTS SECURIT).
- USURES (SUEURS).
- EXILONS.
- TETASSES (ASSETTES TESTASSE).
- EVITEES (ESTIVÉE).
- RESISTE (SISTE).

Michel Charlemagne et Michel Duguet

Scrabble

n° 416

TUEZ-LES TOUS...

Dieu reconnaîtra les siens. Le bicentenaire de la mort de Louis XVI a naturellement ouvert le débat sur le bien-fondé de sa condamnation. Grande cependant a été la surprise des auditeurs de France-Inter d'entendre un historien appelé à narrer l'événement comparer l'exécution du roi à «la passion de Notre Seigneur Jésus-Christ».

RÉGICIDE est construit sur le suffixe -CIDE, du latin *caedere*, tuer (cf. TRUCIDER). Outre un roi, on peut tuer un dieu, un peuple, un homme, un rat, un tigre, un virus (deux mots), soi-même, un milieu naturel, un organisme vivant : les auteurs de ces meurtres sont respectivement les DÉICIDE, GÉNOCIDE, HOMOCIDE, RATICIDE, TENOCIDE, VIRUCIDE ou VIRICIDE, SUICIDE, ÉCOCIDE et BIO-CIDE ; en revanche, un LAFICIDE n'est pas un tueur, mais un graveur de pierre, *caedere* signifie ici tailler ; ce dernier sens a aussi généré DÉCIDER, c'est-à-dire trancher. Le suffixe -ACIDE est moins prolifique, pour les scrabbeurs tout au moins, car la plupart des mots qu'il génère ont plus de huit let-

tres ; restent BIACIDE ou DIACIDE et TRIACIDE, corps possédant deux, trois fonctions acides ; OXACIDE, acide renfermant de l'oxygène, par exemple l'acide acétique, et enfin «acyclic», même sens, qui entrent dans l'ODS 2. D'autres mots en -CIDE sont en fait formés d'un radical terminé par un C et du suffixe -IDE ou -IDÉ, analogue au suffixe -OIDE, qui a la forme de : PER-CIDE, poisson type perche ; SCIN-CIDE, saurien type lézard ; MUS-CIDE, insecte type mouche ; GLUCIDE, font figure d'intrus ; COINCIDER, à rapprocher d'INCIDENT (étymologie : *cadere*, tomber) ; PLACIDE (cf. *placere*, plaire) et (É)LU-CIDE (cf. *lux*, lumière).

Certains des mots ci-dessus ont les anagrammes suivantes : à vous de retrouver les premiers, CONGÉDIE, EDICULE - CRUDITÉ - DICTERAI (deux mots en -CIDE) - DÉCRÉPI - SCURIDE - DÉCIDAL.

Michel Charlemagne

Solutions : GÉNOCIDE - ÉLU-CIDE - TRUCIDE - TRIACIDE, RATICIDE - PERCIDE - SUICIDE - DIACIDE.

Interclubs français 1992, 3^e tour, 2^e manche

Utilisez un cache afin de ne voir que le premier tirage. En baissant le cache d'un cran, vous découvrirez la solution et le tirage suivant. Sur la grille, les rangées horizontales sont désignées par une lettre de A à O ; les colonnes, par un numéro de 1 à 15. Lorsque la référence d'un mot commence par une lettre, il est horizontal ; par un chiffre, il est vertical. Le tiret qui précède parfois un tirage signifie que le requit du tirage précédent a été rejeté, faute de voyelles ou de consonnes. Le dictionnaire de référence est l'Officiel du Scrabble (Larousse).

N°	TIRAGE	SOLUTION	POS.	PTS
1	ENTELAE	AIENT	H4	12
2	EE+EMORC	CREAIENT	H1	30
3	EEMO+LEA	LAMEE	G4	19
4	ESRAO7O	CREOSO (T) A (a)	1H	80
5	EUAINUP	PURIN	2F	21
6	UOHETSI	SOUHAITE	5C	22
7	HAAXF8B	BORAX	D4	52
8	IAF+ZRA2	AZUDRAI	K4	70
9	F+UNIMTOA	FAUX	8A	48
10	NMTO+NRO	AMONT	8K	24
11	NRO+VALD	LEV	21S	80
12	NRO+VALD	FOURNARD (b)	A3	80
13	GSSISEA	TISSAGES	O8	80
14	TILULDB	BIDULE	14J	30
15	TL+GODCI	DOIGT	10G	26
16	LC+ETTNI	JEAN	E6	29
17	LCT+SLR	OCTETS	H10	27
18	LH+RUVE	SYLI	L1	32
19	LRUE+MEF	FEUE	B11	27
20	LRUE+MEF	WU	M13	22
21	LRUE+MEF	HE	7M	20
22	LRUE+MEF	LEK	3L	24
23	LRUE+MEF	VER	N10	31
24	LRUE+MEF	EN	2N	28

(a) ou COO (PIERAS) AEROSOL, 1.8. 61. SORORAL, 2F 61. ACROSCOMIE, 1 G 60 ; (b) NOIRAUD, F.8. 67.

1 R

2 D

3 R

Mangin

Duvand

Marczak

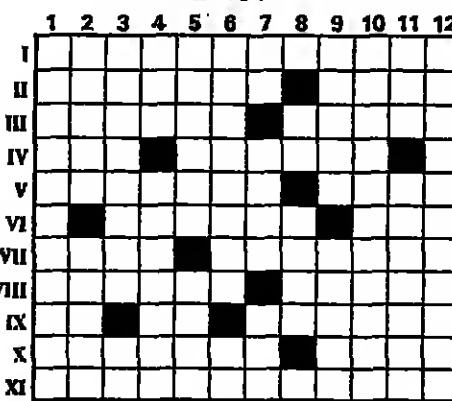
865

864

840

Mots croisés

n° 754



HORIZONTALEMENT

- Pompier sous le feu. - II. Commande le secret. Donne plus de chaleur au lit. - III. Crache. Tête de lard. - IV. Suit parfois le numéro. Cassette. - V. Mettent toutes les nuances. Drôle de noir. - VI. Les avoir à ses trousses, quel cauchemar ! Possessif. - VII. Leur humeur est excellente. Lui a-t-on donné le charme ? - VIII. Il est bien parti. Tient aux racines. - IX. Adverbe. Voyelles. Ronge pour le cardinal. - X. Pile. Tout peut arriver avec lui. - XI. Veulent mettre en morceaux.

VERTICALEMENT

- Éventuel ou on les envoie pas au feu. - 2. Pour le tranchant du couteau. Comme la pile de la décoration. - 3. Entaillé. Grecque retournée. - 4. Pronom. Causa. - 5. Une nation dans l'île. Bon ou mal, ce sera dit. - 6. Devenu immortel. Dieu. - 7. Pronom. En Bretagne. Démonstratif. - 8. En groupe. Une reine inoubliable. - 9. Guide l'avion. On les dit redoutables. - 10. Mettait à gauche. - 11. Canton. Pour les «Anc». - 12. Veillent sur le repos des l.

SOLUTION DU N° 763

Horizontalement

- Personnalités. - II. Océanie. Inox. - III. Rompue. Flanc. - IV. Tube. Lépié. - V. Éta. Éline. Til. - VI. Admire. Gizi. - VII. Pers. Alloue. - VIII. Ecran. Ome. - IX. R.P. Avator. M. - X. Titre. Idiote. - XI. Écossonages.

Verticalement

- Porte à porte. - 2. Écoule. Pic. - 3. Rembaré. Tu. - 4. Sape. Oscars. - 5. ONU. Enervés. - 6. Nielle. Az. - 7. Ne. Enfantin. - 8. Fpe. ADN. - 9. Lili. Gloria. - 10. Inaction. Op. - 11. Tonitruante. - 12. Excellentes.

François Dorlet

Echecs

n° 1527

TOURNOI DES HAUTS-FOURNEAUX Wijk-aan-Zee, 1993.

Blancs : I. Sokolov.
Noirs : Van der Wiel.
Défense alimzo-indienne.

- 44
- 45
- 46
- 47
- 48
- 49
- 50
- 51
- 52
- 53
- 54
- 55
- 56
- 57
- 58
- 59
- 60
- 61
- 62
- 63
- 64
- 65
- 66
- 67
- 68
- 69
- 70
- 71
- 72
- 73
- 74
- 75
- 76
- 77
- 78
- 79
- 80
- 81
- 82
- 83
- 84
- 85
- 86
- 87
- 88
- 89
- 90
- 91
- 92
- 93
- 94
- 95
- 96
- 97
- 98
- 99
- 100

a) Invitant les Blancs à entrer dans une «partie française» par 2. 64.

b) Ou 4. f3 ; 4. e3 ; 4. a3 ; 4. Fg5 ; 4. Db3.

c) On poursuit souvent à ce stade par 7. Fg5, Fb7 ; 8. e3, d6 ; 9. f3, Cb-d7 ; 10. Fd3 ou 10. Ch3.

d) On 8. Fg5, d6 ; 9. Cd2, Cb-d7 ; 10. f3, h6 (après 10... c5 ; 11. 64, h6 ; 12. Fb4, Tg8 ; 13. Fd3, cxd4 ; 14. Dxd4, Cc5 ; 15. Fc2, Cg6 ; 16. Ff2, d5 ; 17.

65, Cd7 ; 18. f4) les Blancs prirent l'avantage (Sokolov-Cvetkovic, 1991) ; 11. Fh4, e5 ; 12. 64, exd4 ; 13. Dxd4, c5 ; 14. Df2, b5 ; 15. ebd5, d5 ; 16. Cb-d7, c4 ; 17. Cb11, Da3 ; 18. Cg3, exd4 ; 19. Dxd4, a6 ; 20. bxd5, Txd6 ; 21. Dd4) la supériorité des Blancs fut décisive (Sokolov-Luther, Copenhague, 1991).

e) Retrouvant une formation bien connue de la défense ouest-indienne dans laquelle les Noirs doivent chercher à attaquer sur l'aile-R.

f) Et non 14... ecd5 ? ; 15. ecd5 ; Fxd5 ; 16. Dxd7. Sur 14... e5, les Noirs craignaient la riposte 15. c5, bxc5 ; 16. Fb5 !

g) Profitant de l'absence de la T-R pour attaquer simultanément le pion a7 et le Cd7.

h) Une défense peu agréable, mais les Noirs refusent la suite 15... Cd-f6 ; 16. Dxd7.

i) Après 16. dxd6, Dxd6 ; 17. Cd4, Dg6 ; 18. Dxd7 ? ; Cc5 ! les Noirs menaçaient 19. Dxd2 mat et 19... Ta8 gagnant la D. Le pion a7 est empoisonné ; 16. Dxd7, Cc5 ; 17. bxc5, Cxc5 suivi de 18... Ta8.

j) Maintenant si 16... ecd5 ; 17. ecd5, Fxd5 ; 18. Ta-g1, Cc5 ; 19. Dxd7, Cc4 ; 20. Fg4, Bg4 ; 21. Txd7. Les Noirs décident de jouer le tout pour le

tout, refusant la suite possible

16... ecd5 ; 17. ecd5, Cd-f6.

k) Les Noirs, apparemment étouffés, tentent de prendre l'offensive sur l'aile-R et abandonnent leur aide-D, prévoyant peut-être la variante de nullité après 18. Cxd7, Tg6 ; 19. Dxd7, Dh3 ; 20. g3, Cg3 ; 21. Fg3, Tg3+ ; 22. bxc3, Dxc3 avec échec perpétuel.

l) Gagnant le pion a7 tout en menaçant le Fb7, sans craindre la suite 19... Db3 à cause de 20. Ff3, Cd2 ; 21. Rh1 !

m) Un coup de tonnerre !

n) Si 21. Dxd7, Tg6+ ; 22. Rh1 (ou 22. Rf3, Db5 mat), Cg3+ etc. Si 21. dxd6, Dg6+ ; 22. Rh1, Cf2+ mat.

o) Ou 22. Rh1, Dh3 !

p) L'attaque n'est heureusement pas terminée pour les Noirs qui n'ont pas de solution pour leur F-d.

q) Si 24. Dxd7, Tg3+ etc., et si 24. ecd4, Dxd4.

r) Si 25. Dxd7, F3+.

s) Tout est simple.

t) Si 31. Dg8+, Cg8 ; 32. Dg8 ne sauve pas les Blancs.

u) Si 34. Ra2, Dd2 !

SOLUTION

DE L'ÉTUDE N° 1526 M. MATOUX (1985)

(Blancs : Rh5, Fb8, Cd8 et f3, Pb3. Noirs : Rg3, Tg7.)

Si 1. Cg6 ? ; Tg8 ; 2. Cf-d4, Txb8 nulle.

1. b4, Tg8 ; 2. b5, Txd8 ; 3.

Fg5+ ; Rg3 ; 4. b6, Rg4 ; 5.

Cg5+ ; Rf5 ; 6. b7, Tg8 ; 7.

b8-TT (et non 7. b8-D7, Tg8+ nulle), Txd5 ; 8. Tg8 mat !

ÉTUDE N° 1527

V. VLADENKO (1984)

(Blancs : Rf1, Fb1 et 65. Noirs : Rh1, Fg8, Pb4, b7, g7, h4.)

Les Blancs jouent et gagnent.

Clique Lemoine



Blancs (3) : Rf1, Fb1 et 65.

Noirs (6) : Rh1, Fg8, Pb4, b7,

g7, h4.

Les Blancs jouent et gagnent.

Clique Lemoine

Le from

Semaine

Le Caprice

Hotel d'Y

a Nice

Hotel d'Y

Hotel d'Y

Hotel d'Y

Hotel d'Y

Hotel d'Y

Hotel d'Y

Hotel d'Y

Hotel d'Y

Hotel d'Y

Hotel d'Y

Hotel d'Y

Hotel d'Y

Hotel d'Y

Hotel d'Y

Hotel d'Y

Hotel d'Y

Hotel d'Y

Hotel d'Y

Hotel d'Y

Hotel d'Y

Hotel d'Y

Hotel d'Y

Hotel d'Y

Hotel d'Y

Hotel d'Y

Hotel d'Y

Hotel d'Y

Hotel d'Y

Hotel d'Y

Hotel d'Y

Hotel d'Y

Hotel d'Y

Scrabble

Le fromage

UN repas sans fromage est une belle à qui il manque un œil, disait Brillat-Savarin. Fleure-t-elle, de l'autre œil, une lame vineuse? C'est possible à mon sens. Et, puis, que d'autres ont qualifié le fromage d'« éperon à boire », j'ajouterais volontiers qu'il est mieux encore: le juge du vin, sachant lui donner de l'esprit, de l'allant, de la classe.

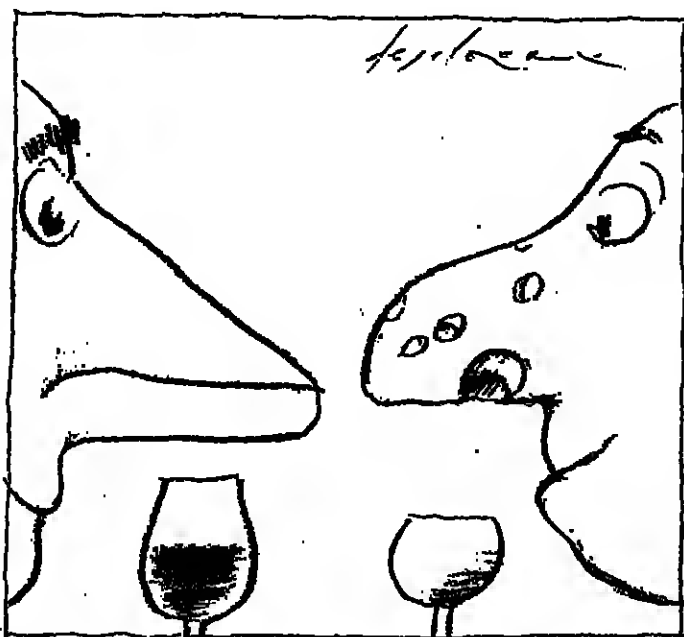
A chaque vin son fromage. a-t-on reconnu. Mais l'inverse est aussi vrai, sinon plus: à chaque fromage son vin! C'est ce qu'a tenté de prouver, on le sait, Jacques Puisais, œnologue expert, pour la carte d'Alain Senderens (Lucas Carton).

En ces « Accords de fromages et de vins » vous trouverez d'exaltants et inattendus mariages (un tokay hongrois avec un abbaye de Belloc, un calvados avec le livarot, un manzanilla avec un vieux brebis corse).

Les grands maîtres fromagers le savent et, lorsque vous parlez (ou parlez) fromage avec Marie-Anne Caotin (12, rue du Champs-de-

Mars, Paris-7*, tél.: 45-50-43-94), par exemple, ou avec Roger Alléou (15 rue Poncelet, Paris-17*, tél.: 46-22-50-45), ils vous expliqueront le comment et le pourquoi du meilleur accompagnement.

Il en est ainsi également avec Henry Voy, mais, lui, outre sa boutique fromagère, anime aussi un restaurant (La Ferme Saint-Hubert, 21, rue Vignon, Paris-8*, tél.: 47-42-79-20). Je dirais même le seul et unique restaurant fromager de Paris (depuis que le cher Pierre Androuet a vendu son enseigne!). La carte de cette Ferme parisienne est une célébration des fromages, en « assiettes », en entrées chaudes (comme les feuilletés au roquefort ou au rocamadour), en tourtes, en soufflés, en salades multiples (je vous recommande celle de muril au magret de canard, qui peut être arrosée d'un madiran, par exemple), en fondues et raclettes (je sais des amis d'Helvétie qui assurent que la raclette, ici, égale les meilleurs de chez eux!). Enfin, les



plats - oignons - sont souvent étonnants, des croquettes de camembert (là, vous pourrez faire infidélité au vin pour choisir le cidre du pays d'Auge) à l'andouille

lette au roquefort (de chez Carles) ou au chevreau à l'ail et au fromage de chèvre, du gratin dauphinois à la saucisse lyonnaise pistachée avec tomme fraîche d'Auvergne. Après

esprit du vin

ces « premiers des desserts », ne vous laissez attendrir que par un sorbet aux fruits ou le « colonel » avec sa vodka. Comptez 200 à 300 F avec les vins « au verre ».

Dans un autre genre mais sur le même thème il convient de n'oublier point non plus Le vigneron fromager (48, rue du Colisée, Paris-8*, tél.: 42-25-01-46). Dans un décor de futaies, Jean-Louis Villette a d'abord eu l'idée, amusante mais aussi heureuse, d'une « étable des dix crus du Beaujolais ». Un présentoir courbe, en bois, où prennent place dix petits verres, chacun dédié à l'un des dix crus classés (30 cétilles en tout). Et des vins de petits propriétaires! Ils peuvent escorter ainsi tout le repas, des entrées (terrine de roquefort et raisins en gelée, raviolis de chèvre frais beurre blanc, etc.) aux plats (roulade de volaille fermière au chèvre frais, rognon madère, pavé de rumsteck), des assiettes fromagères avec salade verte (chou choix) aux desserts (crème brûlée, soupe de pamplemousse au curaçao). Belle carte des

vins hors Beaujolais aussi. Au déjeuner, le plat du jour arrosé d'un verre de vin pour 98 F, menu à 125 F. A la carte, comptez 180 F-220 F.

Ainsi est-il bon de revenir à ces deux « succès inattendus des hommes », comme eût dit Prosper Montagné, les fromages et les vins. Dans sa Cuisine un fromage (Stock), Pierre Androuet n'oubliait point, après chaque recette, d'indiquer le vin conseillé. C'est ainsi que, réalisant chez moi sa salade zurichoise (poivrons rouges, poires mûres, emmental, mayonnaise moutardée), je l'avis arrosée d'un riesling. Puis, passant par Zurich, j'eus l'occasion de l'accompagner, selon le conseil de son bouquin, d'un blanc sec de la côte de Zurich. Chapeau! C'était l'accord total.

La Reynière

► La Ferme Saint-Hubert, fermée dimanche et lundi soir; CB-DC-AE. Le Vigneron fromager, fermé samedi midi et dimanche.

Semaine gourmande

Jacques Hébert

Excellente petite maison cachée du 15^e arrondissement de Paris. Jacques Hébert propose une formule «affaires» à 155 F, un menu gourmand (185 F), une carte déjeuner (230 F); à la carte, comptez 400 F environ. Tout avec des plats originaux: volaille en piperade, rascasse crème de crustacés, brochettes de tranches frites, marquise au chocolat, etc. Belle carte des vins.

► Jacques Hébert, 26, rue Sébastien-Mercier, Paris-15*, Tél.: 45-57-77-88. Fermé dimanche et lundi. CB.

Chez Léon

Le bistrot-type du Parisien gourmet: des barcosses pommes à l'huile, des moules marinières et du saucisson de Lyon à la pêche Melba et au café ligérois, en passant par le cassoulet au confit de canard, le bœuf bourguignon, la tête de veau vinaigrette, le beurre blanc avec les saint-jacques ou la sole grillée. Beaujolais à foison. Menus à 150 F et 230 F; à la carte, comptez 280 F-330 F.

► Chez Léon, 32, rue Legendre, Paris-17*, Tél.: 42-27-06-82. Fermé samedi et dimanche. Parking: 42-44, rue Legendre. CB-DC.

Le Gaillard à Montreuil

Joël Leduc semble désormais bien ancré en cette vieille maison neuvement décorée, où sa cuisine intelligente fait merveille tant dans le menu-carte (160 F) qu'à celle-ci (compter 300 F-350 F), avec son jambon d'Auvergne (fumé maison), ses escargots en cassiolette, les tranches d'auvergnat et le homard au beurre de carottes, le millefeuille de daurade au saint-émilion et le parmentier de canard, le coq au vin de Maranges et, après le fromage blanc paysan, de bons desserts (pruneaux au vin et agrumes par exemple).

► Le Gaillard, 28, rue Colbert, 93100 Montreuil. Tél.: 48-58-17-37. Fermé dimanche à midi et lundi soir. Parking privé. CB-AE.

Le Caprice

(Hôtel Elysée-Palace, à Nice)

Un hôtel ultramoderne à deux pas de la promenade des Anglais, avec des chambres modernes, sauna, piscine, salle de conférences et de gymnastique, bref, le confort pour congrès et gens d'affaires. Mais aussi un restaurant clair et confortable. Le Caprice. Nombreuses entrées; dont un foie-gras landais à la remoulade de fruits secs, la salade homard et mangues, les raviolis de cépes avec petit sauté de langoustines, etc. La pêche du jour, puis le filet d'agneau des Alpes, en croûte, le mignon de veau au gingembre et gratins (noisilles et mangues), et, après les fromages, une longue suite de desserts (compter 400 F-500 F) avec un menu « Caprice » à 180 F! Mais le soir, ou plus exactement les vendredis soir, c'est la formule « Le buffet du pêcheur » qu'il faut apprécier: plusieurs voyages au buffet poissonnier, de la sarabande des crustacés à la fricassée de homard et lotte Newburg, farandole des desserts et café (250 F), vin à partir de 70 F la bouteille. Enfin, notez, pour la période estivale à venir, la terrasse-piscine du bâtiment étage, sa grillade barbecue, et, pour les soirs, le buffet international (spé-

cialités libanaises, entre autres). Le tout sous la haute direction de Philippe Touati que nous connaissons au Régino et Golf de Biarritz.

► Le Caprice, 59, promenade des Anglais, 06000 Nice. Tél.: 93-88-06-06. Tous les jours. CB-AE-DC.

Le Cottage Marcadet

Ici ce n'est pas une découverte, mais une retrouvaille. Ce Cottage a traversé la rue et nous offre une petite salle (20-25 couverts), mais bientôt s'y adjointra une autre salle) claire, fleurie, et où, bien assis, on peut consulter la carte (300 F-400 F), ou s'écouter à menu-carte (195 F, vin compris). Le chef J.-F. Canot m'a enchanté d'un rognon entier rose à point sur une galette de pommes de terre et escorté de crostons, de haricots verts et d'une sauce romarin. Mais le poisson du jour, le morneau du boucher après la soupe de poissons ou le feuilleté de légumes et saumon fumé, sont de qualité aussi, et la demi-boulette de Commanderie de la Barmonne convenait aussi au fromage. Un délice aux marrons sauce au café pour conclure.

► Le Cottage Marcadet, 151 bis, rue Marcadet, Paris-18*. Tél.: 42-57-71-22. Fermé dimanche. CB.

L. R.

ENTRE-METS

Renaissance biarrote

ON sait que le Café de Madrid, sur les grands boulevards parisiens, doit son nom à Eugénie de Montijo, devenue en 1853 la femme de Napoléon III. Quelques années plus tard, l'impératrice lançait Biarritz, où l'on avait construit pour elle ce « mouvement » qui allait devenir l'Hôtel du Palais.

Biarritz est la perle de la côte basque, son attraction incontestable. Il n'empêche que, depuis plusieurs années, son renom se dégradait. Est-ce le changement de municipalité? Biarritz redonne à la fois « mondaine », touristique et, surtout, gastronomique. L'Hôtel du Palais en tête, grâce à un directeur de qualité, Jean-Louis Leimbacher, qui a su trouver en Jean-Marie Gautier un bon chef. Et sage! Je pense à son prédecesseur, aux plats (et appellations) ridicules: demoiselles d'Aquitaine d'uo naturel gourmand, bœuf basque retour des Amériques! Le Palais fitra cette année son centenaire hôtelier, et il nous propose trois restaurants: La Rotonde, Le Grand Sicle et, aux beaux jours, un autre de plein air autour de la piscine. Pour 380 F, le « menu de l'impératrice », au Grand Sicle (1, avenue de l'Impératrice; tél.: 59-41-64-00), est une merveille.

L'autre fleuron biarrot est la thalassothérapie. Louison Bobet a laissé son nom au Miramar (vaste paquebot de luxe à deux vitesses gourmandes signées André Gaudère: un restaurant diététique et un restaurant gastronomique - tenant néanmoins compte de l'harmonie outrivie). C'est Jean Bobet qui veille aux soins, mais les simples amateurs d'heureux séjours se régaleront du confort des chambres, des plats du bar, du charme de la piscine et du menu du Relais Miramar (13, rue

Louison-Bobet; tél.: 59-41-30-00).

On attend pour cette année la rénovation du Casino municipal, l'aménagement de la Grande Plage - notamment par la construction de deux parkings souterrains (550 places en tout), libérant ainsi les promenades du front de mer. Cela fera l'affaire du nouveau Café de Paris, dont la municipalité précédente avait gâché l'horizon par un parking superfétatoire. C'est du reste l'événement de l'année, à Biarritz, que la réouverture de l'illustre Café de Paris (5, place Bellevue; tél.: 59-24-19-53), transformé par Pierre Laporte: la brasserie est devenue le bar-salon de thé Alexandra; le restaurant, rajouté, perpétue une cuisine sincère, à décoller les tenants de la new-cuisine: de la soupe de palombes en cocotte feuilletée au foie de canard chaud à la manière de Robert Laporte, de la louvine braisée au vin rouge, moules frites et petits oignons au colvert rôti nid de raisins et marrons à la crème. Boos desserts, pains « maison » au levain et cave remarquable. Menus à 250 F et 400 F et carte. Et la construction, là-dessus, d'un bon petit hôtel (dix chambres).

Le renouveau biarrot doit accueillir cette année un Festival de la mode. Le Musée de la mer, considéré comme le plus beau de France, vient d'être rouvert. Dommage seulement que l'aéroport n'accueille que les avions d'Air Inter en provenance de Paris (avec aussi les étrangers et, je crois, un hebdomadaire Genève-Biarritz pour les curistes du Miramar).

On voudrait que la Confrérie de l'opérone (un coquillage mal connu et délicieux) fasse mieux connaître les « gourmandises »

régionales. Celles que l'on aime retrouver (et que l'on retrouve aussi, quelquefois) aux cartes des bons restaurants. Aux Jardins de l'Océan (Hôtel Régino et Golf, 52, avenue de l'Impératrice; tél.: 59-41-33-00), Aux Platones d'Arnaud Daguin (32, avenue Beau-Soleil; tél.: 59-23-13-68), où le fils d'André Daguin jongle habilement avec les forces grises et les vins régionaux (menus à 150 F et 290 F, et carte). Au Gallion, en bord de mer, où la cuisine alerte et bon enfant de Mooké Lissar vous enchantera (menu à 140 F; à la carte, comptez 250 F-300 F). A l'Auberge du Relais enfin (44, avenue de la Mairie; tél.: 59-24-85-90), avec ses quelques chambres et la cuisine rustique du patron René Lacan (menus de 90 F à 205 F, et carte).

En bref, et selon le mot du président de l'office du tourisme, c'est à une « année champagne » que Biarritz se prépare (1). Cela fera sans doute plaisir au cher M. Arósteguy, qui, au 5 de l'avenue Victor-Hugo, entretient une maison centenaire « au service de la qualité des produits gourmands des cinq continents », selon sa formule. Ainsi qu'à Michel Barbe-rousse, libraire au 6 de la place Clemenceau et auteur de charmants et précieux ouvrages sur la cuisine basque. La vraie.

L. R.

(1) Il y a déjà des signes. Si le restaurant de l'Hôtel du Palais s'appelle Le Grand Sicle, ce n'est pas un clin d'œil à Louis XIV, mais à la cuvée de champagne Laurent-Perrier. Et Lionel, le barman de l'Alexandra, vous proposera son « café de Paris », un coquetil: liqueur de poire, Campari et champagne!

GASTRONOMIE

Au cœur de St Germain-des-Près
De 12 h à 3 h du matin
L'ARBUCI
Lunches et dîners
25, rue de Buci - 6^e
Tél.: 44.41.14.14
JAZZ CLUB • JUSQU'À LAUSE

VISHNOU
13, rue du Cliché-Mouchette (14^e)
Tél.: 45-58-22-93
Au pied de la tour Montparnasse et au milieu du Miroir.
Gastronomie de l'Inde
7 jours sur 7.
Dernière commandes: 23 h 30

UNE SEMAINE EN FLORIDE

à partir de 5 910 F*

- PARIS/ORLANDO/PARIS.
- Une voiture de location en kilométrage illimité.
- Une location de villa.
* Prix basé sur 4 personnes minimum.

CONTACTOUR
30, rue de Richelieu, 75001 PARIS.
Tél.: (1) 42-96-02-25.

INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER

CRUSTACÉS-POISSONS	ALGEROISES	BROCHES	ETHIOPIENNES	ITALIENNES
AU RÉGENT 42-22-32-44 F/dim. à lun. 97, rue du Cherche-Midi (6 ^e). Plats cuisinés.	LE DEY 109, rue Croix-Nivert, 15 ^e F/dim. à lun. Tél.: 46-28-81-64. Cuisines et spécialités algéroises. Menu: 115 F. Tagine du jour: 70 F.	L'ARBUCI, 25, rue de Buci, 44-41-14-14, T.L.J., jusqu'à 3 h. Unique! Poissons, viandes, desserts cuisinés à la broche, sélection de petits vins de pays qui changent. DINERS JAZZ de 21 h à l'aube.	ENTOTTO 45-87-08-51 - F. dim. 143, r. L.-M. Nordmann, 19 ^e . Dorowott, Beyensetout av. l'Indjara.	L'APPENNINO, 61, rue Amiral-Mouchette, 14 ^e . 45-89-08-15. F/dim., lundi. ÉMILIE-ROMAGNE.
FRANÇAISES TRADITIONNELLES	ALSACIENNES	DAVOISES ET SCANDINAVES	INDIENNES	VIETNAMIENNES
RELAIS BEILMAN, 37, rue François-I ^{er} , 47-23-54-42. Jusqu'à 22 h 30. Cadre séant. Fermé sam., dim.	LA MAISON D'ALSACE, 39, Champs-Élysées, 43-59-44-24. FÊTE DES 20 ANS. CHOUKROUTE « SPÉCIALE ANNIVERSAIRE » A VOLONTÉ ET POUR 100 F SEULEMENT (en cadeau et pour toute commande 1/2 kg de pinot blanc Domaine Kluge, à emporter) TLJ 24 h/24 h.	COPENHAGUE, FLORA DANICA, 1 ^{er} étage 142, av. des Champs-Élysées, 44-13-86-26.	MAHARAJAH 43-54-26-07. T.L.J. jusqu'à 23 h 30.	NEM 66 66, rue Lauriston, 16 ^e . 47-27-74-52. F. sam. soir et dim. Cuisine légère. Grand choix de grillades.
LA COUR COLEBERT, 12, rue Hôtel-Colebert 5 ^e , 43-54-61-99. T.L.J. Cadre XVII ^e authentique. PMR 220 F.		CHARLOT, Roi des coquillages, 12, pl. Clichy, 48-74-49-64, T.L.J. jusqu'à 1 h. tous les produits de la mer mais surtout la véritable bouillabaisse marseillaise.	72, bd St-Germain. M ^{re} Maubert. Vend., sam. j. 1 h. Cadre luxueux. SALON: mariages, cocktails, réceptions.	

« Portes ouvertes » dans les vignes australiennes pour faire connaître une toute jeune production. A l'éducatif se joint le récréatif.

La South Western Highway traverse sur de longs milles les onduleuses banlieues de Perth avant de déboucher dans des prairies ondulées, bordées de collines. Au printemps austral, le bétail pâit dans les prairies d'un émeraude vert pâle piquetées d'arbres. Après Bunbury, la route traverse les vergers de Donnybrook avant d'atteindre Pemberton et ses forêts de karris séculaires, grand conifère qui rappelle un peu, au profane, le séquoia.

Les karris attirent par milliers les touristes, éparpillés dans une région aux dimensions européennes - c'est-à-dire accessible de Perth en trois ou quatre heures de voiture - et non à celles des immenses espaces australiens. Car c'est « à l'européenne » que se déroule cette découverte de deux des régions les plus « occidentalisées » de l'Australie, deux fleurons de sa viticulture de qualité, aux deux extrémités du continent austral : Margaret-River et la Karri Forest en Australie occidentale, et la Yarra Valley dans le Victoria, à l'est.

C'est autour du village de bucherons de Pemberton que l'on trouve les plus beaux karris, tels le Gloucester Tree, dont on peut escalader - si on n'a pas le vertige - les 60 mètres par cent cinquante-trois marches fichées dans le tronc jusqu'au « poste d'observation le plus haut du monde », disent les dépliant. On peut se balader à pied ou en voiture dans les parcs nationaux Warren et Goodclup, à travers les hautes futaies, vers des cascades ou des lacs qui, même en saison, demeurent des havres de calme. Si les ressources gastronomiques sont limitées, et les hôtels plutôt simples, le Quality Karri Valley Resort, construit dans un site superbe, en plein bois au bord d'un lac, a un charme rustique. Au lever du soleil, la forêt s'éveille au chant des perroquets.

A la boutique Fine Woodcrafts de Pemberton, nous avons taillé une conversation avec Murray Johnston, qui possède la recette aborigène pour soigner vos petits maux. Il froisse quelques feuilles de l'arbre qui pousse devant sa porte, qui dégagent nez et bronches. Ecolo gentil, il veut protéger une forêt massacrée sauvagement depuis l'arrivée de l'homme blanc, vers 1830.

A deux heures de route au nord-ouest, le cap Leeuwin, où se rejoignent océans Indien et Pacifique, dernière terre avant l'Antarctique. En chemin, on peut se rafraîchir dans un des jeunes vignobles de Pemberton, auxquels les « experts » prêtent un avenir brillant. George Oldfield y produit vingt mille bouteilles par an d'un vin encore rugueux, mais chaleureux, dans « un des environnements les plus purs de la planète : l'air et la pluie arrivent directement du pôle Sud ». Le cap Leeuwin, à quelques kilomètres du petit port d'Australie, est battu par les vents. De là, la côte rocheuse remonte vers le nord, vers le cap du Naturaliste via les caps Hamelin, Bouvard, Freycinet, Mentelle, Clairault. Car la plupart des toponymes côtiers de la région ont été donnés par des navigateurs français.

Le cap Mentelle doit le sien à un cartographe du dix-huitième siècle, sa notoriété à son vin et à sa plage de surf. Sur celle-ci, au petit matin, des dizaines de fanatiques se jouent des rouleaux sous le chaud soleil et un ciel d'un bleu pur et clair. Sur la plage voisine de Prevelly, plus calme, on peut prendre un breakfast maritime à l'abri des canisses après un bain qui réveille, au lendemain d'une journée de dégustation de vins. Pour ce faire, nous avons sollicité les conseils d'experts tels James Halliday, auteur d'un guide et d'un atlas du vin, propriétaire-écologiste à Coldstream Hills, Tony Jordan, qui dirige le Domaine Chandon. Max Lake, gastronomiste et propriétaire du vignoble de Lake's Folly, ou Cherry Ripe, critique gastronomique de l'Australien.

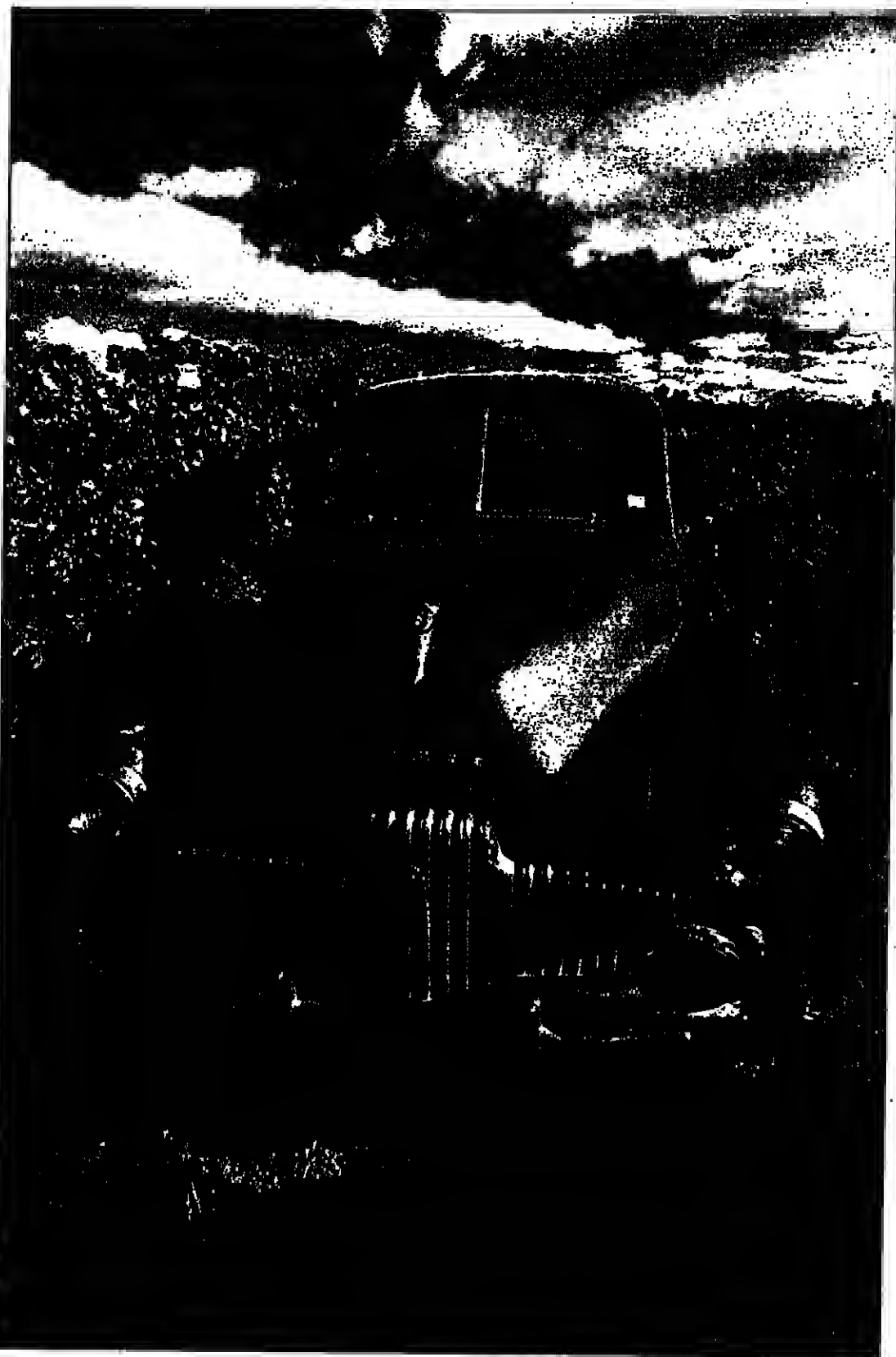
Le bourg de Margaret-River est la meilleure base pour visiter la région. Le vignoble de Cape Mentelle, dont le propriétaire David Hohnen s'est associé, à

Veuve Clicquot, est tout près, ombragé d'arbres. Non loin, Leeuwin-Estate est considéré comme la « Rolls-Royce des vignobles », pour sa qualité... et ses prix. Dans son parc manucuré, des concerts attirent chaque été les amateurs de musique classique ou de chanson.

Parmi les trente-cinq petits propriétaires qui se partagent 950 hectares de vignes, on peut rencontrer le jeune et arrogant Irlandais de Château-Xanadu; Di et Vanya Cullen, la mère et la fille, qui ont repris le flambeau d'un des pionniers de la viticulture locale; l'œnologue Tony Devitt, qui a choisi avec soin son terroir d'Asbbrook; Bruce Tomlinson, architecte reconstruit dans le vin, d'abord par intérêt financier, puis par intérêt tout court, qui a construit à Lenton-Brae de très modernes bâtiments... On peut en citer d'autres, de Vasse-Felix à Piero ou Mosswood.

En Australie, où la culture du vin est - comme le reste - encore bien jeune, les viticulteurs jouent un rôle « éducatif », et récréatif. Pour vendre « leur » produit, il leur faut d'abord le faire connaître au public. D'où cet accueil organisé, ces guinguettes toutes simples ouvertes dans nombre d'estates où l'on déguste un verre en croquant un morceau. Parfois

L'Australie



de vigne en vigne

Guide

Y aller? La compagnie australienne Qantas, qui, à partir du 29 mars et trois fois par semaine, ralliera directement Paris à l'Australie, propose un Paris-Melbourne-Paris ou Paris-Melbourne-Paris-Pérou, entre 6 970 et 9 660 F. Renseignements au 7, rue Scriba, 75001 Paris, tél. : 42-66-51-00. De son côté, le groupe Air France (tél. : 45-35-61-61) et à compter du 1^{er} mars au 44-08-24-24) offre des correspondances pour Paris à Melbourne depuis Bangkok, Djakarta, Singapour, Sydney et Los Angeles.

Se renseigner. Sur l'Australie occidentale, auprès de la Western Australia Tourism Commission (Forrest Place, Perth 6000, tél. : (09) 463-1111, télécopie : (09) 463-0190) ou, à Londres, auprès de la Western Australia House (115 Strand, Londres WC2R 0AJ, tél. : (071) 240-2881, télécopie : (071) 379-9826). A Pemberton : Quality Karri Valley Resort, Vasse Highway, tél. : (097) 762020. A Margaret River : Margaret River Hotel,

Bussal Highway, tél. : (097) 572-655, télécopie : (097) 572-448. Côte vignobles : Ashbrook Estate, Willyabrup, vic Cowaramup, tél. : (097) 55-6262; Cape Mentelle, Margaret River, tél. : (097) 55-5277; Leeuwin Estate, Margaret River, tél. : (097) 57-6253; Lenton Brae, Willyabrup, tél. : (097) 52-6255; Moss Wood, Willyabrup, tél. : (097) 65-6266; Vasse Felix, Cowaramup, tél. : (097) 55-5425.

Dans l'Etat de Victoria, Yarra Valley : Grand Hotel, Yarra Glen, tél. : (03) 730-1230, fax : (03) 730-1124. Vignobles : Coldstream Hills, Coldstream, tél. : (059) 64-9368; De Bortoli, Dixon's Creek, tél. : (059) 65-2271 (pour son restaurant et son « sauternes », désormais appelé « botrytis semillon »); Domaine Chandon, Coldstream, tél. : (03) 739-1110; Tarra Warra, Yarra Glen, tél. : (059) 6-3311; Yarra Yering, Coldstream, tél. : (059) 64-9267; Yeringberg, Coldstream, tél. : (03) 739-1453. •

en taillant une bavette avec le producteur, tout amoureux de parier, comme tout viticulteur qui se respecte, de « son » vin.

David Hohnen aime son cabernet-sauvignon 1990, capiteux et profond, mais son shiraz (ou syrah) un peu poivré est aussi intéressant; Vanya Cullen, si modeste - « Nous sommes si jeunes que nous apprenons toujours » - parle avec un beau sourire de son cabernet-merlot 1990 à l'arôme de cèdre; le longiligne Tony Devitt vante le « fruité floral et la complexité » de son semillon 1991, au parfum floral si caractéristique de tant de blancs australiens. De retour à Perth, le temps est venu de déguster des margaret-river dans de bons restaurants, au Loose Box, ou sur la plage de Cottesloe, au Blue Duck. Et, s'il y en a, y manger des « marrons », sorte d'écrevisses brunâtres, ou le fromage de chèvre de Gidjeganup de Gabrielle Karvelle.

On est loin de l'image stéréotypée, et encore trop vraie hélas, du « gros » rouge ou blanc australien en boîte de carton de plusieurs litres. Encore plus dans la Yarra Valley, à une heure et demie de route de Melbourne. Comme à Margaret-River, la gastronomie y est dramatiquement absente et l'hôtellerie sans prétentions, si

l'on excepte le Grand Hotel de Yarra-Glen, amoureux restauré dans le style début de siècle. Mais la tradition viticole y est moins récente : les premières vignes datent de 1837, selon Guill (Guillaume) De Pury, petit-fils d'un émigrant du canton de Neuchâtel, qui a planté ses premiers raisins dans la Yarra en 1862. Hangars et cellier de Yeringberg, « dans le style de celui de Château Latour », ont un bon siècle, l'époque où les De Pury décrochaient des médailles d'or à Bordeaux (1879 et 1893) et à Paris (1889). Déjà!

Le site de Yeringberg est typique de la Yarra. On y dit l'été superbe et très chaud. En cette fin de novembre, et donc de printemps austral, il y pleuvait à seux et le froid était glacial. L'atmosphère était irrécusable : comme si on avait planté des vignobles en Ecosse, pièces rapportées dans un paysage à peine peuplé, de pâturages où paissaient moutons et vaches! Mais tout le monde s'accordait à dire que c'était la saison la plus pourrie depuis des générations. Temps en tout cas idéal pour déguster dans le cottage anglais des De Pury les vins qu'ils produisent de manière artisanale sur deux hectares, en plus de leur principale activité, l'élevage.

Ils ont le vin dans le sang. Leur cabernet 1988 ou leur marsanne 1989 à l'arôme de cèdrefeuille sont intéressants. Mais, comme les bons rouges de la région, ils « sont à leur mieux après avoir été oubliés un bon moment dans une cave, sinon ils sont décevants », explique en français Martin Williams, de TarraWarra, qui a étudié en Californie et passé un an en Bourgogne. « Mes bons blancs (son chardonnay), ajoute-t-il, sont des vins sérieux, pas fruités! »

Autour de Yeringberg se blottissent les petits vignobles de Yarra Yering, de Coldstream Hills ainsi que le Domaine Chandon. Dans ce dernier, monté par Moët et Chandon, Tony Jordan produit un « méthode champenoise » de qualité qui s'approche en Australie comme à Londres. « Ce n'est pas une copie de champagne mais un vin australien », précise Tony Jordan, qui n'en est pas fier. Domaine Chandon est ouvert aux curieux, qui peuvent visiter les installations très design - elles ont été construites pour cela - déguster ce mélange de chardonnay et de pinot noir en regardant à travers les baies vitrées les vignes sur un fond de collines boisées. Accueil plus chaleureux et commercial - on y vend aussi verres, tee-shirts - que celui du bougon James Halliday dans son antre de Coldstream Hills.

Du haut d'une colline surplombant ses vignes et un étang, il disserte savamment sur le vin australien. Cet avocat qui s'est lancé dans la viticulture - « J'ai fait de ma maîtresse ma femme » - explique comment aux antipodes « on sait capter le goût du fruit. Nos vins font appel au cœur, pas à l'intellect comme les vins français, ils sont faciles à apprécier ». Son chardonnay 1988 est arrivé deuxième aux Olympiades Gault-Millaud de 1991, derrière un monstre de 1986 et devant un corton cbarlemagne 1986, considérablement plus chers.

Autre « correcteur » à Yarra Yering, en contrebas de Coldstream Hills : Bailey Carulus, sorte de vieux scientifique fou, un des rares à refuser d'irriguer, qui fait son vin tout seul, sans se préoccuper du rendement. Il se dit de « l'intensité de l'arôme ». Il se rit de « tous [ses] collègues, qui rêvent de faire du château Latour ». Car, même si le climat de la Yarra - comme de Margaret-River - est considéré comme « bordelais », et si son shiraz 1990 fleurit bon le poivre et la framboise sauvage, ce n'est pas du bordelais.

Avant de quitter la Yarra, eyez une pensée pour Dame Nelly Melba, le célèbre cantatrice qui finit ses jours en ces lieux, et qui donna son nom à la pêche melba. A Melbourne, allez enfin dîner chez Miffa sans doute la table la plus fine de la région, dans son cadre très kitsch. Sa cave australienne est réduite, ses vins français aussi, si elle ne les a pas encore vendus pour payer ses créanciers. Et demandez-lui pour les accompagner du bleu de brebis de Meredith Dairy.

De notre envoyé spécial
Patrice de Beer

Les dangereux
à Moscou

Les « ca
sont

La co

le ministre

Les tiroirs
de M. Gorbatchev

DOM

مكرام الناصر